

سبأ من لاصح

COUPS DE SIFFLET

LA REVUE DE PRESSE INTERNATIONALE

Le Monde

LE MONDE DES LIVRES

■ Pour converser avec Savinio
■ La sélection jeunesse de l'été

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16625 - 7,50 F - 1,13 EURO

VENDREDI 10 JUILLET 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



Une enquête dénonce le scandale des tribunaux de commerce

Les députés mettent en cause les juges chargés des faillites

JAMAIS une commission parlementaire n'a procédé à une enquête aussi fouillée, aussi passionnante et aussi accablante. Arnaud Montebourg, député (PS) de Saône-et-Loire, rapporteur de cette commission, a rendu public, jeudi 9 juillet, un rapport explosif sur le fonctionnement et les dérives des tribunaux de commerce. Opacité, partialité, corruption parfois... Les témoignages recueillis par la commission soulignent à quel point la justice « consulaire » est aujourd'hui défaillante et sans contrôle, alors même qu'elle décide du sort de milliers d'entreprises en difficulté et du destin de centaines de milliers d'emplois. La force du rapport de la commission d'enquête tient aussi à la méthode utilisée. « Nous aurions pu faire ce que les professionnels concernés attendaient de nous, souligne M. Montebourg, c'est-à-dire quelques conversations mondaines et huis-clos de convenance sur l'hypothétique réforme à engager qui ne vient pourtant jamais. » Au lieu de cela, les députés-enquêteurs ont préféré se rendre sur place, dans plusieurs tribunaux, à Paris et en province, afin d'examiner les dossiers et d'entendre les juges et les mandataires, lors de séances qui ont parfois pris le tour de véritables interrogatoires.

A partir de ce constat, la commission d'enquête préconise des ré-



PANCHO

formes en profondeur : l'échevinage des tribunaux, c'est-à-dire l'introduction de magistrats professionnels parmi les juges issus du monde industriel et commercial. Le rôle et les rémunérations des greffiers et mandataires liquidateurs

Libre page 6, le point de vue page 13 et notre éditorial page 14

■ France-Rwanda : peu de progrès

La mission d'information parlementaire enquêtant sur le rôle joué par la France au Rwanda au début des années 90 prévoit de remettre son rapport en octobre. Les auditions publiques ont été décevantes.

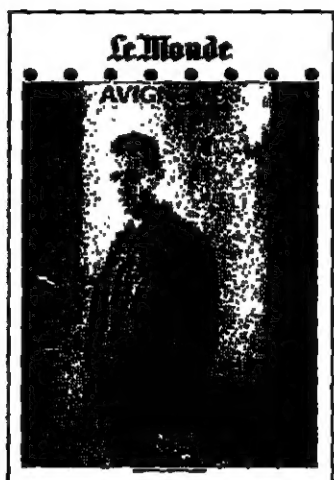
p. 2

■ Réserve obligatoire pour les banques

Les banques de la zone euro seront dans l'obligation de confier entre 1,5 % et 2,5 % du montant de leurs dépôts à la Banque centrale européenne de Francfort.

p. 15

■ Spécial Avignon



Demandez notre cahier spécial de 16 pages sur le festival 98

L'Île-de-France en tache d'huile

LE SCHÉMA directeur de la région n'arrive plus à contenir l'urbanisation diffuse, en tache d'huile, de l'Île-de-France : celle-ci continue à un rythme élevé en grande couronne, surtout dans les bourgs ruraux. Le « mitage » de la région est préjudiciable. La voiture prend une part prépondérante dans les déplacements, avec toutes les conséquences de ce phénomène en termes de coûts, d'environnement et de ségrégation sociale.

Libre pages 10 et 11

Le « Jönköping » libère une cargaison de champagne estampillé 1907

STOCKHOLM de notre correspondant
Lorsqu'il quitte le port suédois de Gävle pour la mer Baltique, le 2 novembre 1916, le *Jönköping* est rempli jusqu'à la gueule d'un fret un peu particulier : 50 caisses de bouteilles de champagne, 67 barriques de cognac et 17 tonneaux de vin de Bourgogne. Une marchandise destinée aux gossiers des officiers de l'armée du tsar de Russie, à l'exception du vin, adressé à ces messieurs de la Banque du grand-duché de Finlande.

A l'aube du 3 novembre, un sous-marin allemand aborde le *Jönköping* et découvre, dissimulés sous l'innocente cargaison, des pièces de rechange pour les locomotives de l'ennemi russe. Les marins du Reich n'ont pas le temps de ramener à quai leur butin : ordre est donné

de couler le bateau. L'équipage est évacué et la prise sabordée. Ayant eu vent de l'histoire, deux plongeurs suédois, Claes Bergwall et Peter Lindberg, commencent il y a cinq ans à s'intéresser à l'épave. Grâce aux archives et à l'électronique, ils parviennent à localiser le *Jönköping* à l'été 1997, gisant par 62 mètres de fond.

Les premières bouteilles de champagne sont prestement remontées à la surface : du Heidsieck de 1907 ! Et appréciées : « Tout à fait exceptionnel, surprenant », commente Claude Maratier, expert en vins et spiritueux près la cour d'appel de Paris. A la demande d'un des chasseurs de trésors, il effectue, en mai, une dégustation officielle d'une bouteille au bouchon « estampillé champagne goût américain ». Sa couleur ? « Jaune d'or, très limpide, fines

bulles très présentes et persistantes. » Au nez ? « Aucune trace d'oxydation, arômes de pommes franches et très marqués. » En bouche ? « Très parfumé, fruité, exceptionnellement jeune. »

Les intempéries, les aléas techniques et une méchante querelle sur la paternité de la découverte ont retardé d'un an les opérations de remorquage du navire. Mais elles ont commencé le 5 juillet. Les quelque 3 000 bouteilles de champagne restant à bord de l'épave « sont déjà presque toutes réservées par des acheteurs prêts à payer de 3 000 à 4 000 dollars pièce », assure Claes Bergwall. Quant aux 40 000 litres de cognac et aux 6 000 litres de vin, qu'il espère aussi bien conservés, ils seront vendus aux enchères en Grande-Bretagne ou aux États-Unis.

Antoine Jacob

Le mystère Elf



ALFRED SIRVEN

IL EST l'homme-clé de l'affaire Elf. Ancien bras droit de Loïc Le Floch-Prigent, sous le coup d'un mandat d'arrêt international, Alfred Sirven est en fuite depuis plusieurs mois. Son parcours intrigant, son apparente fortune déroute. Ses comptes suisses ont vu transiter 1 milliard de francs. A-t-il gardé pour lui seul pareil trésor ?

Libre page 8

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 25 ATS ; Danemark, 46 F ; Espagne, 225 Ptas ; France, 225 F ; Grèce, 200 Dr ; Irlande, 1,26 E ; Italie, 200 L ; Luxembourg, 40 F ; Pays-Bas, 1,25 G ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 100 Kr ; Suisse, 2,20 F ; USA, 1,10 \$; USA (Dét.), 2 \$; USA (Général), 2,50 \$.

M 0147-710-7,50 F



ROLEX
GENÈVE

WATCH-MASTER
nr 18 ct.

MILLIAUD
Horloger-Joailleur depuis 1883
8, rue Royale Paris 8^e - Tél. : 01.42.86.96.16

Sans-papiers, la logique contre les peurs

IL SE TROUVAIT bien peu de monde, au début de juillet 1996, pour s'intéresser aux dix Africains sans-papiers qui venaient de commettre une grave faute dans une obscure église du quartier de la Goutte-d'Or à Paris. Quelques semaines plus tard, les coups de hache de la police dans le port de Saint-Bernard symbolisaient l'imperturbable refus de Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur à l'époque, de « céder au chantage ».

Ces coups firent grand bruit, révélant la gauche et choquant souvent à droite. Deux ans après, le paysage a changé : 70 000 sans-papiers ont bénéficié d'une opération de régularisation insérée du temps de Saint-Bernard et une nouvelle loi est venue rectifier certaines aberrations des textes auxquels MM. Pasqua et Debré avaient prêté leur nom. Pourtant, les occupations d'églises, les parrainages ont repris ; dans le temple protestant des Bagnolles, à Paris, 29 sans-papiers accompagnés par l'antropologue Emmanuel Terray ont cessé de s'aligner depuis 23 jours.

« Surtout, éviter un nouveau Saint-Bernard ». La hantise est présente depuis des mois dans les milieux

gouvernementaux où la perspective d'une épreuve de force « de gauche » avec les sans-papiers fait figure de scénario-cauchemar. Le crescendo du mécontentement chez les déboutés n'a fait que confirmer l'inquiétude. Le paroxysme a été atteint dimanche 5 juillet, lorsque les déclarations musclées de Lionel Jospin ont fait acheter des discussions pourtant avancées entre les grévistes de la faim et le ministre de l'Intérieur.

L'expression de vice dans l'actuel tiré qui pourrait suivre la finale du Mondial risque de braquer à nouveau les projecteurs sur ce conflit. En échouant à trouver une porte de sortie, en multipliant les propos intransigeants, le gouvernement fait douter de la sincérité de son engagement, cent fois proclamé, de tout faire pour sortir du cycle infernal de l'exploitation électorale du thème de l'immigration. Comment expliquer cette « impression de gâchis », exprimée dans ces colonnes par Stéphane Hessel, ancien médiateur de Saint-Bernard, longtemps défenseur de la circulaire Chevènement de régularisation ?

Philippe Bernard

Libre la suite page 14

■ Polémique sur l'ISF

Contestant avoir cédé au patronat, le gouvernement promet des recettes supérieures à celles que réclament les communistes.

p. 28

■ New York dans les clous

Fort de son succès en matière de lutte contre la criminalité, le maire de New York, Rudy Giuliani, veut maintenant rendre ses administrés civiques et polis. Ce qui n'est pas sans créer des conflits.

p. 12

■ La naissance de l'Univers

Des instruments d'observation de plus en plus perfectionnés ont permis de découvrir les premières nurseries d'étoiles, moins d'un milliard d'années après le Big Bang.

p. 20

International	2	Aujourd'hui	20
France	6	Météorologie, Jeux	21
Société	1	Culture	22
Régions	10	Guide culturel	24
Horizons	12	Cartes	25
Entreprises	15	Science	26
Communication	17	Abonnements	26
Tableau de bord	18	Radio-Télévision	27

AFRIQUE La Mission d'information parlementaire sur le rôle de la France au Rwanda a clos, jeudi 9 juillet, ses auditions. Une centaine de témoins ont été entendus depuis le

mois de mars. Les séances n'ont apporté aucun élément déterminant sur l'action de la France au pays du génocide de 1994. Les responsables politiques et militaires ont défendu

la position de François Mitterrand, et les parlementaires n'ont guère fait preuve de pugnacité. Un rapport sera rendu à l'automne. Entre-temps, des enquêtes se poursuivent.

● EN BELGIQUE, des enquêtes ont été menées durant deux ans, qui ont permis de faire la lumière sur les responsabilités dans la mort de « casques bleus » et dans l'abandon

du Rwanda. ● LE COLONEL belge Luc Marchal, ancien commandant de l'ONU à Kigali, accuse la France d'avoir livré des munitions aux militaires hutus au début du génocide.

Le Parlement peine à éclaircir le rôle de la France au Rwanda

La Mission d'information parlementaire a achevé les auditions d'une centaine de témoins sur les opérations militaires avant et pendant le génocide de 1994. Un rapport sera rendu à l'automne

LE RWANDA, pays du troisième génocide du XX^e siècle, est-il condamné à conserver un halo de mystère dès qu'il est évoqué en France ? Du Rwanda, il fut beau-

ANALYSE

Quels que soient les résultats de l'enquête, le tabou du « domaine réservé » a été brisé

Coup question durant quatre mois à l'Assemblée nationale, au fil des auditions menées par la Mission d'information sur le rôle de la France avant et pendant le carnage du printemps 1994, il en sera encore question à l'automne, lorsque les parlementaires publieront leur rapport. Mais, pour l'instant, alors que les députés ont procédé, jeudi 9 juillet, à la dernière audition, le voile n'a pas été levé sur l'implication française auprès du pouvoir rwandais de 1990 à 1994 et sur son soutien éventuel aux extrémistes hutus durant la perpétration des tueries.

La Mission d'information, présidée par Paul Quilès, a entendu, depuis sa création le 3 mars, 88 témoins : 20 responsables politiques, 21 diplomates, 34 officiers de l'armée, des universitaires, des membres d'organisations humanitaires. Matignon a imposé le huis-clos pour les témoignages de fonctionnaires et de militaires. M. Quilès a précisé que ce travail représentait une centaine d'heures en séance et plus de mille questions posées. Par ailleurs, les rapporteurs Bernard Cazeneuve et Pierre Bana ont procédé à des

« auditions privées » dont un résumé est adressé aux députés, et vont continuer à entendre des témoins durant l'été, avant d'aller à New York et Washington auditionner des responsables onusiens et américains, et peut-être dans la région des Grands Lacs. Ils étudieront également 30 000 pages de documents. Puis ils rédigeront un volumineux rapport.

Voilà pour le programme... M. Quilès évoque « un travail sérieux » et « une crédibilité » redoublée du Parlement. M. Cazeneuve, « une nécessaire recherche de la vérité » et une exigence de « rigueur ». M. Bana, « un débat positif » et « une avancée de la démocratie ».

Et, effectivement, les trois députés qui suivent assidûment les auditions, à la pointe d'une nouvelle forme d'expérience démocratique, le Parlement enquête sur le « domaine réservé » institué par le général de Gaulle et précieusement préservé par François Mitterrand : la politique étrangère et de défense nationale. Pour la première fois, une opération militaire est discutée, et des documents confidentiels seront révélés. Même si le rapport devait être décevant, l'idée du « tabou brisé », selon l'expression de Pierre Bana, restera, et « des générations d'élus s'engouffreront dans cette brèche » pour un meilleur contrôle du pouvoir exécutif.

Reste cependant l'essentiel, à savoir le Rwanda et la responsabilité de la France. Un sérieux problème est posé. Car les auditions furent décevantes, voire pathétiques. En

quatre mois, rien n'a été épargné à l'idée que certains pouvaient avoir de la rigueur dans une enquête sur un sujet aussi grave.

Des députés supposés chercher la vérité ont critiqué ouvertement des universitaires qui, forts d'années de recherches, exposaient des vues non conformes à la ligne officielle française. D'anciens ministres sont venus témoigner ensemble, ce qui réduit considérablement les chances d'entendre d'éventuelles contradictions. Des officiers et des diplomates ont été remerciés après trente minutes sans avoir été précisément établis par des questions gênantes. Il n'y eut d'ailleurs guère de questions muscées durant quatre mois, sauf pour les insolents des universités et des ONG qui critiquaient la France ; il y eut en revanche beaucoup de sourires

Le « déshonneur » de la France

Michel Rocard évoque, dans Libération du 9 juillet, le « déshonneur » de la France : le soutien au régime hutu rwandais. Il accuse, sans le nommer, François Mitterrand d'avoir engagé la France, « à cause d'une vision folle et dévastatrice de la francophonie ». M. Rocard, premier ministre en 1990 lors de cet engagement militaire, affirme d'autre part, répétant ce qu'il avait dit à la Mission d'information, qu'il a été « totalement court-circuité » par l'Elysée et qu'il a « appris le lancement de l'opération "Noroit" par la presse ».

de connivence. Il y eut des témoins ayant d'étonnantes trous de mémoire. Il y eut Edouard Balladur réclamant plutôt une commission d'enquête sur la presse coupable de salir la France et de participer à un complot de l'étranger, et Michel Rocard partant précipitamment à une remise de décorations pendant son audition. Il y eut une atmosphère générale, une désinvolture, des déclarations, des silences, des incidents peu propices à l'examen objectif des faits et à la découverte de secrets.

Certains témoins sont ainsi sortis soulagés. Un militaire a avoué en souriant être « surpris par le peu de curiosité de ces enquêteurs ». Un député reconnaît que « ce qu'il a dit les chefs des services secrets ou rien, c'est égal », et se dit « convaincu » que la Mission d'information a entendu des « discours convenus, polis, préfabriqués ». Les témoins se sont servis des auditions comme d'une tribune pour asséner leurs certitudes et exposer leurs thèses, généralement sans avoir à apporter de preuves tangibles.

Le résultat des auditions d'Edouard Balladur, de François Léotard, d'Alain Juppé, d'Hubert Védrine, de Jean-Christophe Mitterrand, de Roland Dumas, de l'amiral Lanxade, du général Quenot, est que la France a mené au Rwanda une opération ordinaire pour l'Afrique. Elle n'a pas livré d'armes avant et pendant le génocide. Elle n'a pas participé directement à la guerre durant les années précédentes. La France n'a pas pactisé avec le diable. Elle a, au contraire, ont-ils certifié, œuvré en faveur de la paix et n'a commis aucune erreur.

Le chercheur du CNRS Gérard Prunier a peut-être eu, lors de son audition, l'observation la plus juste concernant cette attitude constante des responsables politiques, de gauche comme de droite, et des membres de la Mission d'information. Il a évoqué le « masque du discours politico-administratif » et le « décalage entre l'officiel et le réel », disant clairement qu'il « ne retrouve pas du tout la réalité dans ces témoignages ».

D'une part, des témoins ont sans aucun doute menti aux parlementaires. D'autre part, certains, peut-être à cause des années écoulées ou du fait que leur principale source d'information réside dans les documents officiels, n'ont pas relaté l'ambiance du Rwanda des années 90-94, la relation d'extrême proximité entre Français et Hutus, le racisme flagrant envers ces Tutsis d'Ouganda qualifiés de « Khmers noirs », l'évidence que Paris et Kigali travaillaient main dans la main, ce qui a offert aux extrémistes la conviction qu'ils seraient toujours soutenus par la France, quoi qu'ils fassent, y compris l'innommable.

L'UNIVERS DU SECRET

Enfin, dans une affaire aussi sombre que la politique menée au Rwanda, et lorsque bien des aspects relèvent des services secrets, d'officiers plus ou moins connus, d'agents d'influence, de réseaux politiques ou financiers, il est difficile d'arriver à des conclusions sérieuses sans plonger dans cet univers du secret. Or les députés s'y sont refusés. Le monde de la « francophonie » n'a pas été sondé. Un homme comme Paul Barril, ex-

« gendarme de l'Elysée » reconvoqué dans le renseignement privé, proche du clan du président Juvenal Habyarimana, ayant « travaillé » au Rwanda juste avant et juste après le déclenchement du génocide, n'a pas été auditionné au motif qu'« on n'écoute pas les guignols », selon la sentence d'un parlementaire. Le « guignol » apparaît pourtant à diverses étapes de l'enquête menée par des journalistes ou des universitaires.

Le rapport Cazeneuve-Bana ne sera toutefois pas bâti sur les seules auditions publiques. Des investigations sont menées en coulisses. Des progrès auraient été enregistrés. De source informée, on note des « angouilles » dans certains ministères où existerait une volonté de dissimuler des aspects du dossier. « L'eau se resserre », affirme même un député déterminé.

Il faudra patienter jusqu'à l'automne. Le rapport devrait servir la cause de ceux qui, comme Paul Quilès, souhaitent que le Parlement joue à l'avenir un rôle dans le contrôle des opérations militaires, qu'il soit associé aux décisions stratégiques qui engagent le pays dans une aventure diplomatique ou militaire d'envergure, et que l'opinion publique soit mieux informée. Il est en revanche moins évident que ce compte-rendu parlementaire contribue à informer les citoyens sur l'engagement de la France dans un pays où a eu lieu un événement rare et majeur, un génocide, dont l'écho se fera longtemps sentir et qui a diablement écorné l'image de la France dans le monde.

R. O.

A Bruxelles, la justice et le Sénat ont enquêté deux ans sur les responsabilités belges

BRUXELLES

de notre envoyé spécial La Belgique, depuis le génocide de 1994, a mené un long travail pour éclaircir son action au Rwanda. Sur le front judiciaire, en ouvrant des enquêtes sur ses militaires soupçonnés de négligence et sur des Rwandais soupçonnés d'être des criminels de guerre réfugiés à Bruxelles. Sur le front politique, en créant trois commissions successives au Parlement. La Belgique a entrepris cette douloureuse enquête sur le génocide, ses propres défaillances et l'attitude de ses dirigeants sous la pression

des familles des « casques bleus » tués à Kigali, de l'opinion publique, de la presse et de parlementaires.

De Bruxelles, on regarde avec intérêt la renaissance à Paris d'une polémique sur les liaisons dangereuses franco-belges et on attend avec curiosité le rapport de la Mission d'information.

La mort, le 7 avril 1994, de dix « casques bleus » belges de la Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda (Minur) fut un choc national. Lorsque leurs camarades sont rentrés en Belgique, le pays a découvert des soldats

traumatisés, déchirant leurs bêtises bleues de l'ONU, et à l'apprit que le gouvernement avait menti, que ces hommes n'avaient pas été brièvement exécutés mais torturés, massacrés et abandonnés par la Minur.

Chaque citoyen belge avait entendu parler du Rwanda, l'un des trois pays d'Afrique colonisés par la Belgique. Des journalistes et des universitaires ont enquêté, des livres ont été publiés. En 1995, le président de Médecins sans frontières international, Alain Destexhe, élu au Sénat, est devenu le trublion de la vie politique sur le dossier rwandais. Il a réuni des familles de « casques bleus » et des sénateurs autour de l'idée d'une commission d'enquête et a animé une campagne qui a touché les Belges. Une pétition a recueilli 200 000 signatures.

RÉSISTANCE DU POUVOIR

« Lorsque nous avons rendu la pétition en 1996, le Parlement a créé un groupe ad hoc qui avait accès aux documents des ministères des affaires étrangères et de la défense », se souvient Alain Destexhe. Leur rapport fut accablant pour le pouvoir. Il a entraîné la création d'une commission spéciale Rwanda. En avril 1997, face à certaines entraves, elle s'est transformée en commission d'enquête parlementaire.

La Belgique connaît donc un an de débats avant que voit le jour la commission d'enquête qui rendit, le 6 décembre 1997, un rapport de 1 000 pages fort documenté. Résistance du pouvoir, divisions de l'opposition : les sénateurs refusaient de voter l'ouverture d'une enquête approfondie.

Cela fut possible grâce à la détermination d'un sénateur libéral flamand, Guy Verhofstadt, qui a convaincu les partis d'opposition, puis s'est investi dans l'enquête et a rédigé le rapport final. M. Verhofstadt se rappelle qu'« après la mort des dix paras, le monde politique a demandé le retrait des troupes de ce pays où avait lieu une guerre tribale ». « On ne pensait

pas à un génocide, reconnaît-il. Puis nous avons découvert que le gouvernement avait menti sur la mort des soldats et que leur assassinat était une provocation destinée à provoquer le retrait de l'ONU et avoir le champ libre pour commettre les massacres ».

Les sénateurs ont travaillé avec rigueur. « Au début, nous avions

On a organisé une confrontation entre un ministre de la défense et un chef d'état-major. Les témoins prenaient serment ; deux d'entre eux ont été déferés devant les tribunaux pour faux témoignage. »

« Des élucubrations entendues à Paris n'auraient pas été acceptées ici, estime un sénateur belge. Nous aurions posé des questions précises,

« Les Français ont livré des munitions pendant le génocide »

Le colonel Luc Marchal, commandant belge des forces de l'ONU du secteur de Kigali en 1994, est formel : les Français ont livré des munitions aux Hutus au début du génocide. « Lorsque la mission française d'évacuation est arrivée, nous avions trois observateurs à l'aéroport. Ils ont rapporté que, dans le second Transall il y avait des caisses de munitions qui ont été débarquées par les Français et immédiatement embarquées dans des véhicules de l'armée rwandaise ! Ces munitions n'ont pas rendu possible un génocide, mais, dans l'esprit des militaires rwandais, c'était le signe que la France leur venait en aide. Ça a radicalisé leurs positions alors que la paix était peut-être négociable. Ce fut un signal psychologique et politique. »

Le colonel Marchal évoque en outre l'attentat contre le président Habyarimana et l'éventuelle détention de preuves par la France. « L'avion s'est écrasé, les Français ont immédiatement eu accès à la zone d'impact. Ils avaient aussi accès à la tour de contrôle de l'aéroport. Ce soir-là, il semblait exister une certaine communauté d'intérêts entre les militaires français et rwandais. »

L'impression que certains étaient chargés de défendre certaines thèses. Puis ça s'est amélioré, raconte M. Verhofstadt. Les auditions duraient des heures, pendant des semaines et des mois. Des responsables politiques et militaires se contredisaient. Chaque sénateur s'est mis à vouloir la vérité. »

Les auditions furent épuisantes pour les responsables politiques et militaires. « 90 % des témoins venaient justifier leurs agissements passés », poursuit M. Verhofstadt. Comment des parlementaires peuvent-ils se contenter d'accepter des positions officielles ? Nous avons exercé des pouvoirs de juges d'instruction ! Nous sommes allés chez des banquiers et des avocats, avec des juges, pour chercher des éléments sur les réseaux rwandais en Belgique. La réponse systématique des ministres était : « Rien à signaler, rien à cacher ». « On les a bousculés, dit Alain Destexhe.

exigé des preuves. Les types n'en seraient pas sortis fringuants. » « Le Parlement ne doit pas se transformer en tribune pour des menteurs qui veulent justifier l'insupportable », juge Alain Destexhe.

Le principe du huis-clos imposé par le pouvoir français pour les diplomates et les militaires alimente également la suspicion à l'égard de la Mission d'information. Devant les sénateurs belges, les auditions étaient publiques, et un huis-clos n'était exceptionnellement accordé que si le témoin parvenait à motiver sa requête.

Le comportement de la France est donc observé avec sévérité. La façon dont la moindre accusation est démentie suscite la réprobation. « En France, on descend vite le rideau de fer, le secret-défense, accuse un magistrat spécialiste du dossier rwandais. C'est assez antidémocratique. »

Le sénateur Verhofstadt se dit

aujourd'hui fier du travail parlementaire, estimant que le rapport sur le Rwanda fut « un choc dans la vie politique » belge. Et Alain Destexhe est satisfait que les sénateurs aient « compris qu'ils étaient confrontés à un événement majeur du XX^e siècle, que les querelles politiques et l'intérêt national devaient être mis de côté ».

Les parlementaires belges ont, comme le résume Guy Verhofstadt, acquis la certitude que « la France a soutenu avant et pendant l'opération de la Minur le régime d'Habyarimana, puis le gouvernement de transition responsable du génocide ». « C'est très clair ajoute-t-il. Nos comptes rendus d'auditions et nos documents, prouvent. Mais il faut en savoir plus, et c'est une affaire française... »

A Bruxelles, les procédures judiciaires continuent. Le juge Damien Vandermeersch, qui suit les affaires belgo-rwandaises, estime qu'« on n'échappera pas à un dossier ». « Après un génocide, on ne peut pas tourner la page, les victimes et les parties civiles ne désistent jamais, explique-t-il. Le procès Papon a eu lieu cinquante ans après ! Si un pouvoir ne fait rien à ces crimes sur les bras cinquante ans après, des crimes imprescriptibles... »

La Belgique a compris ce phénomène, coopère activement avec le Tribunal pénal international pour poursuivre des Rwandais suspects de crimes de guerre, et a donc enquêté sur son rôle au « pays des mille collines ».

« Parmi les responsables du génocide, il y a les Rwandais eux-mêmes, commente Alain Destexhe, puis la Belgique, qui a examiné son passé, puis la France, l'ONU, les Etats-Unis (...). Si la France enterre le dossier, cela s'arrêtera là. Si, au contraire, la France n'enterre pas, il y a un espoir que les Nations unies et Washington bougent. Quand on parle de génocide, il faut aller au bout de la vérité, aussi douloureuse soit-elle. »

Rémy Ourdan

Allianz

L'Assemblée Ordinaire de notre Société, réunie le 8 juillet 1998, a décidé de distribuer un dividende en numéraire de 1,90 DEM aux 230 787 094 actions de 5 DEM nominal portant jouissance au 1^{er} janvier 1997, le bénéfice distribuable s'élevant à 588 495 478,60 DEM.

Par ailleurs, le certificat d'investissement donne droit à un paiement de 4,55 DEM par certificat de 10 DEM nominal.

Ce dividende sera payé en France le 9 juillet 1998 par l'intermédiaire du Crédit Lyonnais, qui se chargera de créditer les établissements teneurs de comptes.

Un résumé du régime fiscal des dividendes pour l'actionnaire résident français figure dans le Résumé du dossier d'introduction disponible au Crédit Lyonnais, 81 rue de Richelieu, 75002 Paris.

L'action ALLIANZ AG donnant droit au dividende est enregistrée à la Bourse de Paris sous le code Sicovam 12 820.

55/1 من رصاص

INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 10 JUILLET 1998 / 3

Le pouvoir nigérien prône l'apaisement après la mort de l'opposant Moshood Abiola

Le général-président Abubakar a dissous le gouvernement

Après des émeutes qui ont fait au moins dix-neuf morts, ces dernières quarante-huit heures, le président Abdulsalam Abubakar a prononcé, mercredi

8 juillet, l'apaisement. Il a dissous le gouvernement mais n'a annoncé aucune réforme politique ni libération de prisonniers. Les risques de troubles restent

grands après la mort subite en résidence surveillée du principal opposant, Moshood Abiola, qui doit être autopsié en présence d'experts internationaux.

LE GÉNÉRAL-PRÉSIDENT nigérien Abdulsalam Abubakar a lancé, mercredi 8 juillet, un appel au calme, après les violentes émeutes - dont le bilan est d'au moins dix-neuf morts - provoquées par le brusque décès de l'opposant Moshood Abiola, emprisonné depuis 1994. Peu avant cette intervention très attendue, le président avait dissous le gouvernement, qui comprenait trente-quatre ministres civils et militaires, sans toucher toutefois au tout-puissant Conseil provisoire de gouvernement (PRC), l'instance militaire suprême.

Dans son discours diffusé par la télévision nationale, le président Abubakar n'a pas fait mention de nouvelles libérations de prisonniers politiques ni de mesures concrètes visant à restaurer la démocratie, contrairement à ce qu'attendait la communauté internationale. Il n'a donné aucune indication sur son programme politique, se bornant à dire qu'il s'adresserait « en temps voulu » aux Nigériens pour les informer

des projets du gouvernement. « Je vous demande à tous d'être calmes, malgré votre peine compréhensible », a déclaré M. Abubakar, porté au pouvoir par les généraux après la mort soudaine de Sani Abacha il y a un mois. Moshood Abiola, donné vainqueur de l'élection présidentielle de 1993 annulée par les militaires, a, selon la version officielle, été victime d'une crise cardiaque en pleine rencontre avec le sous-secrétaire d'Etat américain, Thomas Pickering.

AUTOPSIE

Les autorités américaines, qui ne contestent pas la version de la mort naturelle de M. Abiola, ont envoyé au Nigeria une équipe de médecins légistes qui vont, en compagnie de Britanniques et de Canadiens, assister à l'autopsie de l'opposant, dont la famille craint qu'il ait été empoisonné. La Maison Blanche a par ailleurs émis l'espoir que le Nigeria combattrait « un retour à la démocratie qui a été volé au peuple en 1993 », estimant que « la situation reste très fluide » concernant la transition politique qui semblait se dessiner.

Le général Abubakar a expliqué dans son allocution que le Conseil provisoire de gouvernement aurait dû prendre une décision mercredi sur la libération de M. Abiola. Il a qualifié la mort du millionnaire yoruba d'événement tragique, étant donné qu'il était « sur le point d'être libéré de prison ».

Au cours des émeutes qui ont éclaté à Lagos et dans d'autres villes du sud-ouest du pays, les manifestants ont accusé le gouvernement militaire, dominé par des généraux du Nord, d'avoir assassiné l'opposant. « Ceux qui ont tué Abiola paieront pour ce qu'ils ont fait ! », scandait la foule face aux coups de feu tirés en l'air par des policiers vite débordés. Le calme était revenu mercredi soir dans pratiquement toute la ville de Lagos, les rues étant désertées par ses huit millions d'habitants. Trois personnes sont mortes pendant des émeutes à Abeokuta,

ville natale de Moshood Abiola, située en plein cœur du pays yoruba. Les émeutiers ont incendié des bâtiments appartenant à des personnes soupçonnées d'être hostiles à l'homme d'affaires décédé.

Dans les capitales occidentales, les hommages se sont multipliés pour honorer la mémoire du disparu, devenu un symbole de la résistance au régime militaire. Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, s'est dit choqué par la mort de l'opposant, qu'il avait rencontré la semaine dernière à Abuja. De son côté, le président Bill Clinton s'est dit « profondément attristé » par la nouvelle. Le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, a déploré le décès d'un homme qui « était devenu un symbole de la démocratie au Nigeria ». En Afrique du Sud, les drapeaux seront mis en berne pendant sept jours en mémoire de Moshood Abiola, qualifié par le président Nelson Mandela d'« acteur-clé dans le processus démocratique au Nigeria ». - (Reuters.)

Le premier ministre japonais promet des réductions d'impôts

Les partis d'opposition dénoncent le manque de cohérence du gouvernement, les analystes financiers demeurent sceptiques

TOKYO

de notre correspondant

Le premier ministre japonais, Ryutaro Hashimoto, a annoncé, mercredi 8 juillet, une réduction permanente des impôts sur le revenu et des taxes d'habitation qui prendra effet à partir de 1999. Il a, en revanche, écarté un abaissement du montant du revenu minimum imposable, faisant valoir l'état des finances publiques. Une réduction des impôts sur les sociétés devrait, en outre, être décidée avant la fin de l'année, afin d'harmoniser la fiscalité sur les entreprises avec les normes internationales.

L'annonce de ces mesures fiscales a d'autant plus d'impact qu'on a assisté au cours des derniers jours à une valse-hésitation du parti gouvernemental à propos d'une question qui, non seulement est au centre du débat de la campagne électorale pour le renouvellement de la moitié de la Chambre haute le 12 juillet, mais répond aussi à une demande pressante des partisans du Japon pour sortir son économie de la récession.

Après avoir annoncé vendredi qu'il espérait qu'une révision du système fiscal se traduirait par des réductions d'impôts - ce que tout le monde avait compris comme l'annonce de celles-ci -, le premier ministre s'était rétracté. L'état-major du parti libéral démocrate (PLD) faisait chorus. Ces signaux contradictoires provoquent en début de semaine une confusion sur les marchés. Les engagements de M. Hashimoto ont d'ailleurs été accueillis avec scepticisme par les analystes financiers qui les jugent trop vagues pour stimuler les marchés et par les partis d'opposition qui y voient une simple « opération électorale » et dénoncent le manque de cohérence du gouvernement.

Talonné par les sondages qui indiquent que le PLD pourrait ne pas regagner la majorité à la Chambre haute et risque même de ne pas conserver les sièges qu'il y détient, M. Hashimoto a donné un nouveau coup de barre en annonçant que, dès le 16 juillet, la commission chargée des questions fiscales au PLD étudierait une proposition de réduction permanente des impôts.

Le plan de relance de l'économie annoncé en avril, qui a été voté fin juin, ne comportait que des réductions temporaires d'impôts. Le relèvement de 3 à 5 % de la taxe à la valeur ajoutée en avril 1997, couplé à la suppression des allègements fiscaux, très mal accueilli par l'opinion, avaient provoqué un recul de

la consommation qui cassa net un début de reprise.

La réduction de la charge fiscale est le grand thème des plateformes électorales de tous les partis : seul son taux varie. Les impôts sur le revenu et sur les sociétés sont au Japon plus élevés que dans la plupart des pays industrialisés. Le revenu minimum imposable est également supérieur. Mais l'archipel enregistre depuis 1981 un déficit budgétaire important. Celui-ci s'est aggravé avec la récession : faisant moins de profits, les entreprises paient moins d'impôts et les recettes de la TVA sont inférieures aux attentes du ministère des finances, en raison de la contraction de la consommation.

CRISE DE CONFIANCE

Une réduction des impôts compromet certes l'objectif du gouvernement de ramener le déficit budgétaire (actuellement 5,9 % du produit intérieur brut) à 3 % en 2003 afin de pouvoir faire face au vieillissement de la population et au coût croissant du système de protection sociale et de retraite : en 2020, le versement de pensions représentera 14,3 % du budget de l'Etat.

Mais le gouvernement Hashimoto a dû se résoudre à trancher dans une contradiction qu'il essaye de tourner depuis de longs mois : redresser l'équilibre budgétaire en période de récession et d'ajustement structurel. Il a essayé de lutter sur les deux fronts. A la fois par souci de s'en tenir à la politique de redressement des finances publiques qu'il s'était fixée, et aussi en raison des fortes résistances du ministère des finances à tout inflexionnement d'une orientation qu'il avait définie.

Pour remédier au marasme du système bancaire, ce sont les politiques qui, sous la pression extérieure, ont finalement repris l'initiative en concoctant le projet de « banque relais ». Pour la réduction d'impôts, c'est encore le PLD qui, menacé de perdre les élections sénatoriales, vient de changer de cap en renonçant, à court terme du moins, à son objectif de redresser les finances publiques. Mais dans un contexte de crise de confiance, des réductions d'impôt sur le revenu risquent plus d'alimenter l'épargne que de stimuler la consommation. En revanche, les allègements fiscaux sur les entreprises pourraient inciter celles-ci à investir.

Philippe Pons

Une loi remet en cause les droits fonciers des aborigènes d'Australie

AUCKLAND

de notre correspondant régional

Le gouvernement conservateur australien du premier ministre John Howard a réussi, après dix-huit mois de polémique et cent neuf heures de débat - un record dans l'histoire de la fédération australienne -, à faire adopter, mardi 7 juillet, une loi qui remet en question les droits fonciers des aborigènes sur les terres qu'ils revendiquent. Cette loi de plus de 400 pages (dont le volume a quadruplé au cours des débats et des négociations avec les parties concernées), ambitionne de régler une fois pour toutes le statut des terres susceptibles d'être revendiquées par les aborigènes, soit entre 40 et 70 % du territoire. Cette communauté, qui n'a obtenu la nationalité australienne qu'en 1967, compte 390 000 personnes sur les 18 millions d'habitants du pays. Jusqu'à présent, c'était *The Native Title Act*, une loi mise au point par le gouvernement travailliste en 1993, qui faisait référence en matière de droits fonciers aborigènes. Cette loi crée un titre foncier d'un nouveau genre, spécifique aux aborigènes, et qui leur conférerait certains droits coutumiers (réunion, chasse, cueillette, etc.) sur des terres avec lesquelles ils ont un lien ancestral et « spirituel ».

Le jugement, rendu par la Haute Cour en juin 1993, reconnaissait juridiquement, pour la première fois dans l'histoire de l'Australie, que certaines terres avaient été occupées par les aborigènes avant la colonisation britannique. Jusque-là, l'Australie avait été gérée et administrée comme « Terra Nullius », « terre de

personne », même si le monde entier sait que les peuples aborigènes occupent sans doute le continent australien, grand comme quatorze fois la France, depuis plus de quarante mille ans. D'ailleurs de très vastes espaces, en particulier dans le nord et le centre du pays, ont déjà, par le passé, été « rendus » aux aborigènes, mais sans que les fondements juridiques de l'Australie ne soient revus.

Pourtant, avant même qu'un seul tribunal n'ait l'occasion de rendre un « Native Title » sur des terres revendiquées par une tribu aborigène, les choses se compliquent : en décembre 1996, un jugement passé par la Haute Cour accorda un titre indigène à la tribu aborigène des Wik, sur des baux pastoraux. Provoquant un mouvement de panique chez les fermiers qui avaient pourtant « cru comprendre » que le nouveau titre foncier, créé en 1993 pour les aborigènes, ne menacerait jamais leurs terres. On se mit alors à brandir des cartes montrant que les deux tiers du pays étaient désormais susceptibles d'être réclamés par les aborigènes, les lobbies fermiers et miniers orchestrant avec ténacité ce que les aborigènes appellent une « campagne de terreur ».

« HONTE ! »

Afin d'éviter que des jugements similaires ne se reproduisent, et soucieux de maintenir ses bonnes relations tant avec les fermiers qu'avec l'industrie minière, le gouvernement rédigea alors un « Plan en dix points » qui eut pour but de « protéger » les baux pastoraux

des revendications aborigènes. Dès le début, ce plan fut cependant rejeté par toutes les parties, y compris certains représentants du clan conservateur. Le gouverneur général, sir William Deane, allait même jusqu'à déclarer, en novembre dernier, alors que le débat « Wik » faisait rage, « qu'il pleurerait pour son pays si l'on ne parvenait pas à la réconciliation entre Noirs et Blancs ».

Achévé, le premier ministre John Howard avait cependant affirmé qu'il n'excluait pas de dissoudre les deux chambres et d'appeler à de nouvelles élections s'il ne parvenait pas à faire passer son plan au Sénat où le gouvernement ne dispose pas de la majorité. Le vote reposait donc finalement sur un seul sénateur indépendant, qui après avoir « dansé avec les aborigènes » et refusé deux fois de faire passer le texte, a finalement estimé qu'il valait mieux, dans l'intérêt du pays, voter un texte largement amendé, plutôt que de risquer une dissolution.

Les sondages indiquaient que le nouveau parti « One Nation » aux thèses nationalistes et racistes aurait fait une entrée massive au Sénat. Le pire a donc été évité, mais le dossier est loin d'être classé. Divers groupes aborigènes, qui ont réagi aux cris de « Honte ! » à l'adoption de la loi, ont déjà fait savoir qu'ils prépareraient une campagne internationale et introduiraient un recours devant la Haute Cour australienne pour défendre leurs droits coutumiers.

Florence de Changy

STOCK


Lounès Matoub Rebelle

9 OCTOBRE 1988 : Un gendarme lui tire à bout portant cinq balles de Kalachnikov.

6 AOÛT 1990 : Il est poignardé dans l'enceinte même d'une brigade de gendarmerie.

25 SEPTEMBRE 1994 : Il est enlevé par le GIA. Il est jugé et condamné à mort.

25 JUIN 1998 : « Ils » l'ont assassiné.



STOCK

REBELLE

312 pages
110 F

Avant les élections, Bonn mise sur un budget de rigueur

BONN. Le gouvernement du chancelier Kohl a adopté officiellement, mercredi 8 juin à Bonn, un projet de budget qui prévoit de continuer à réduire en 1999 son déficit budgétaire de 2,5 à 2 % du PIB. A deux mois des élections du 27 septembre, l'actuelle coalition au pouvoir outre-Rhin, donnée perdante dans les sondages, mise sur le respect de la discipline qu'elle a demandée à ses partenaires pour lancer l'euro. L'endettement serait ramené de 61 à 60,75 %. Ce projet de budget, dont les grands équilibres ne devaient pas être remis en cause par l'opposition en cas de changement de majorité, prévoit de limiter les dépenses à 465,3 milliards de marks (1587,55 milliards de francs), en augmentation de 0,4 % seulement par rapport à 1998. L'effort pour la reconstruction des régions de l'est - à laquelle 95 milliards sont affectés - est maintenu. Ces chiffres ont été contestés par l'opposition social-démocrate, qui a annoncé qu'elle ferait procéder à un audit en cas de victoire. Favorable au maintien de la rigueur, le SPD souhaite modifier quelques priorités pour mettre davantage l'accent sur l'éducation et les politiques de l'emploi (Lire aussi p. 15).

Kim Jong-il pourrait accéder prochainement à la présidence de la Corée du Nord

TOKYO. L'anniversaire de la mort de Kim Il-sung, le 8 juillet, qui n'a donné lieu cette année à aucune manifestation (la période de deuil national de trois ans étant terminée), a relancé les spéculations sur l'accession de son fils, Kim Jong-il, aux fonctions de chef de l'Etat. Le jeune Kim, qui est déjà commandant en chef des armées et secrétaire général du parti des travailleurs, pourrait accéder à la présidence à la veille du cinquantième anniversaire de la fondation de la République populaire démocratique de Corée, le 9 septembre. Entretemps, doit avoir lieu le 26 juillet, pour la première fois en huit ans, l'élection des membres de l'Assemblée du peuple. Kim Jong-il est candidat dans une circonscription de Pyongyang, où les militaires forment la majorité des électeurs. Le chef de l'Etat est choisi parmi les membres de l'Assemblée du peuple. Le 23 juin, l'Agence centrale de presse avait annoncé que la nation serait fière d'avoir Kim Jong-il pour président. (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **BERMANNIE** : la junte au pouvoir à Rangoon a accusé, mercredi 8 juillet, la Ligue nationale pour la démocratie (LDN) de la dissidente Aung San Suu Kyi, d'essayer « délibérément de créer une confrontation directe avec le gouvernement », en exploitant politiquement la prochaine réouverture des universités, fermées depuis les émeutes étudiantes de décembre 1996. M^{me} Suu Kyi, qui avait été empêchée de se rendre dans le nord du pays mardi, a été autorisée le lendemain à quitter Rangoon. (AFP Reuters)

■ **VIETNAM** : quarante personnes ont été condamnées à des peines de prison pour avoir participé, en 1997, à des émeutes paysannes d'ampleur inédite dans la province de Thai Binh, au nord du pays, a indiqué, jeudi 9 juillet, le quotidien du parti communiste *Nhan Dan*. Les peines vont de dix-huit mois avec sursis à onze ans de prison ferme. (AFP)

■ **RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO** : le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni, mercredi 8 juillet, « préoccupé » par les accusations de massacres de réfugiés rwandais, portées par un rapport de l'ONU contre les forces de Laurent-Désiré Kabila, lors de leur conquête du pouvoir dans l'ex-Zaïre, aujourd'hui République démocratique du Congo (RDC). Selon son président en exercice, l'ambassadeur russe Sergueï Lavrov, le Conseil étudie « une réaction ». (AFP)

■ **COMORES** : le « président » de l'Etat, autoproclamé d'Anjouan, Abdallah Ibrahim a dissous, mardi 7 juillet, le gouvernement du premier ministre Chamassaid Said Omar. Un nouveau gouvernement devrait « incessamment être mis en place pour préparer la conférence inter-îles de réconciliation », ont indiqué des proches du « président ». (AFP)

■ **SYRIE** : le président Hafez el-Assad effectuera une visite d'Etat en France du 16 au 18 juillet. Ce sera le premier déplacement en France de M. el-Assad depuis 1976 et sa première visite d'Etat dans un pays occidental. (AFP)

■ **ÉTATS-UNIS** : George Pataki, gouverneur de l'Etat de New York a promulgué, mercredi 8 juillet, une loi pénalisant les compagnies d'assurance qui ne coopèrent pas aux efforts pour indemniser les proches ou les héritiers des victimes de l'Holocauste. Seize compagnies européennes font l'objet d'une plainte collective aux Etats-Unis. (AFP)

■ **FRANCE-ALLEMAGNE** : le ministre des affaires étrangères a annoncé, lundi 6 juillet, avoir accepté de mettre en congé, à sa demande, M^{me} Brigitte Sauzay de ses fonctions actuelles. Le candidat social-démocrate (SPD) à la chancellerie, Gerhard Schröder, entend nommer M^{me} Sauzay, qui fut l'interprète de François Mitterrand, conseillère pour les relations franco-allemandes, s'il remporte les élections en septembre en Allemagne, avait indiqué le SPD. M^{me} Sauzay est actuellement co-directrice de l'Institut Berlin-Brandebourg, un centre de recherche sur les relations franco-allemandes.

Kosovo : le Groupe de contact appelle au cessez-le-feu

BONN. Les représentants des six pays membres du Groupe de contact (Etats-Unis, Russie, Allemagne, Grande-Bretagne, France et Italie), réunis mercredi 8 juillet à Bonn, sont convenus de « recommander » aux négociateurs serbes et aux Albanais les « éléments de base » d'un plan de paix pour la province serbe du Kosovo. En préalable, le Groupe a exigé un « arrêt immédiat des hostilités au Kosovo ». Il reconnaît ainsi, implicitement pour la première fois, le rôle joué sur le terrain par les indépendantistes albanais de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), mais reste divisé sur l'attitude à adopter. Les Américains, notamment, jugent « important d'avoir des contacts avec toutes les parties », alors que la Russie, favorable à Belgrade, s'y oppose. Le même jour à Bruxelles, l'OTAN a décidé de poursuivre sa planification militaire pour le Kosovo. A Washington toutefois, le secrétaire à la défense, William Cohen, a estimé que « la meilleure solution est diplomatique ». « Nous ne voulons pas de mesures de l'OTAN qui seraient perçues comme un soutien moral ou militaire à ceux qui recherchent l'indépendance » de la province, a-t-il dit. (AFP)

BAC + 2 (DEUG, BTS, DUT...) BAC + 3 (LETTRES, DROIT, ÉCO...)

INTÉGRER UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE

CONCOURS D'ADMISSION EXTERNE, SESSION DE JUILLET

DEUX INGÉNIEURS PAR L'ÉTAT

ÉCOLE RECONNUE PAR L'ÉTAT

Contactez Marion Maury : 8, rue de Lota - 75116 Paris

Tél. 01 56 26 26 26

ISG

Le Royaume-Uni crée une force de « projection » de 30 000 hommes

L'arsenal nucléaire perd un tiers de ses engins

Malgré un budget militaire en baisse de 3 % sur cinq ans, le gouvernement de Tony Blair entend disposer de forces de réaction rapide, dotées de

moyens de « projection », pour aider au contrôle des crises. La force de dissuasion nucléaire, amputée de 70 % depuis la fin de la guerre froide, a été

réduite au « minimum nécessaire », et, fait inédit, l'état des stocks de plutonium, d'uranium enrichi et autres matières fissiles est rendu public.

LONDRES

de notre correspondant
Le ministre britannique de la défense, George Robertson, a présenté aux Communes, mercredi 8 juillet, un nouveau Livre blanc sur la défense - le « Rapport sur la défense stratégique » - qui cherche à concilier, sans a priori, les impératifs de coupes budgétaires et l'indispensable adaptation à la situation de l'après-guerre froide. C'est ce que M. Robertson avait lui-même qualifié, dans un entretien au *Monde* du 2 avril, de « diplomatie de défense ».

Le facteur principal de cette étude, qui a pris plus d'un an et qui établit la politique de défense du gouvernement Blair jusqu'en 2015, est la mise en cohérence de l'outil de défense britannique avec une période caractérisée par une multiplicité de crises et par la nécessité de les prévenir autant que de les contenir. Au terme d'un travail coordonné, les ministères de la défense (MOD) et des affaires étrangères - lesquels ont fait front commun face au ministère des finances - ont défini une stratégie et

décidé de se doter des moyens pour l'appliquer. Et ce, en proposant une réduction du budget de défense de 3 % sur cinq ans.

La capacité de « frappe » et de « projection » sera accrue par une meilleure coordination des forces « maximisant le punch collectif des différentes armées », a indiqué M. Robertson.

« INTEROPÉRABILITÉ »

La création de forces conjointes de réaction rapide (JRRF) devrait permettre de monter en même temps deux opérations de la taille de celle entreprise en Bosnie (15 000 hommes). Plusieurs unités, comme les régiments blindés, seront regroupées pour avoir une plus grande puissance de feu. Une réduction du nombre des matériels (avions, navires, etc.), mais pas des effectifs, permettra de réduire la tension sur les troupes, actuellement trop sollicitées.

Le nombre de navires porte-conteneurs va passer de deux à six. Quatre avions gros-porteurs de type C17 seront achetés aux Etats-Unis. Deux gros porte-avions pou-

vant emporter 50 appareils chacun remplaceront les trois porte-aéronefs moyens actuels. Ce qui offrira aux Britanniques le moyen interarmées le plus efficace de « projeter » à distance et de positionner des forces à proximité d'un point de crise émergente sans dépendre d'un soutien local.

D'autre part, le MOD continue sa politique d'« interopérabilité » et de coopération interarmées. Il s'agit à la fois de réduire les coûts, de façon à rationaliser la gestion, la logistique et les acquisitions de matériel militaires unifiés, et d'accroître l'efficacité. Cela a commencé avec la création de Joint Force 2000, qui regroupe les avions à décollage vertical Harrier de la Royal Navy et de la Royal Air Force. Les hélicoptères des trois armées et la défense antiaérienne seront mis sous commandement commun.

Le Parti travailliste, qui a abandonné sa politique de désarmement unilatéral, veut prouver qu'il dispose d'une stratégie crédible et acceptable par les militaires, largement consultés. En même temps, il a réduit au « minimum nécessaire »

l'ampleur de sa force de dissuasion nucléaire, dont la puissance de feu aura été amputée de 70 % depuis la fin de la guerre froide. Un seul sous-marin nucléaire lanceur d'engins, en état d'alerte réduit et armé de 48 têtes nucléaires au lieu de 96, patrouillera en permanence. Le nombre d'engins nucléaires opérationnels sera amputé d'un tiers (moins de 200).

Cette réduction, qui ne peut que plaire à l'alle gauche du Labour, s'accompagne d'une transparence exceptionnelle. Ainsi le MOD se voit-il la première puissance nucléaire à rendre public l'état de ses stocks : 7,6 tonnes de plutonium, 21,9 tonnes d'uranium très enrichi et 15 000 tonnes d'autres catégories de matières fissiles. Il a aussi décidé de placer sous le contrôle d'Euratom et de l'Agence internationale de l'énergie nucléaire, à Vienne, 9 000 tonnes d'uranium et 4,4 tonnes de plutonium (dont 0,3 pouvant servir à la fabrication de bombes) dont il n'a plus besoin pour des raisons militaires.

Patrice de Beer

La Russie dérive en attendant un nouvel accord avec le FMI

DANS L'ATTENTE d'un nouvel accord avec le Fonds monétaire international, le gouvernement russe n'est parvenu, mercredi 8 juillet, à placer que 4 milliards de roubles d'obligations d'Etat (GKO), au lieu de 6,2 milliards (un milliard de dollars, environ) espérés pour honorer les échéances de sa dette. Et encore n'y est-il parvenu qu'en offrant des taux d'intérêt excessivement hauts (9,97 %) et en limitant la durée des obligations à 42 jours.

La crainte d'une dévaluation du rouble avait provoqué, en début de semaine, des désemparements massifs des investisseurs étrangers, gros détenteurs de GKO et aucune bonne nouvelle n'est venue pour les rassurer. Au contraire. Lundi, on apprenait que le plan de sauvetage de l'une des plus grandes banques russes, la Tokobank, sous administration provisoire depuis le 1^{er} juillet, avait échoué, ravivant la peur d'un effondrement du système financier russe.

Le lendemain, l'espoir du gouvernement de recueillir quelque 1,6 milliard de dollars de la privatisation du fleuron pétrolier Rosneft s'évanouissait. Après le consortium Royal-Dutch/Shell, Oneworld et British Petroleum jetèrent à leur tour l'éponge en raison du prix trop élevé demandé par l'Etat pour l'acquisition de 75 % du capital de la compagnie. Mercredi, la difficulté du gouvernement à lever des fonds est venue confirmer l'extrême précarité de la situation financière russe.

La Banque centrale de Russie (BCR) n'aurait

plus que 11 milliards de dollars dans ses caisses après avoir déboursé quotidiennement ces derniers jours 300 à 500 millions de dollars pour soutenir sa monnaie, dont la stabilité, qui a permis de juguler l'inflation, est le principal acquis de six ans de réformes. A ce rythme-là, et avec l'arrivée à échéance en juillet et en août de bons du Trésor aux taux très élevés, la Banque pourrait vite être en difficulté.

MÉCONTENTEMENT SOCIAL

Les investisseurs américains, Robert Rubin, a plusieurs fois affirmé que la communauté internationale était prête à intervenir « si besoin était », pour empêcher la Russie de sombrer. Mais personne ne sait encore quelle forme prendra cette aide et quel sera son montant. Le négociateur russe, Anatoli Tchoubaï, a évoqué 10 puis 15 milliards de dollars. L'agence de notation financière Moody's a serré les vis à 20 milliards de dollars. Le FMI s'est gardé d'avancer un chiffre. Depuis deux semaines, ses équipes sont sur place pour calibrer l'effort nécessaire permettant d'éviter un défaut de paiement de la Russie. Un engagement trop limité ne rassurerait pas les marchés. Une aide trop importante relâcherait la pression sur le gouvernement russe pour réduire son déficit budgétaire. Alors, faut-il se contenter de créer un fonds de stabilisation du rouble ou prendre également en compte les problèmes budgétaires ? Comment, de plus, financer ce nouveau « paquet », sachant que le FMI a épuisé

une grande partie de ses fonds dans la crise asiatique, que son augmentation de capital est toujours bloquée par le Congrès américain et que ce dernier fera obstacle à toute nouvelle aide bilatérale qui passerait sur le budget fédéral ?

Le représentant du FMI à Moscou, Martin Gilmann, a affirmé qu'« un accord général a été conclu sur ce qui doit être fait ». Une liste des gros débiteurs fiscaux a été dressée et l'institution pointe scrupuleusement chaque redevable d'argent. L'efficacité de cette chasse aux malfaiteurs va déterminer la décision du FMI, attendu d'ici à la fin de la semaine. L'engagement déterminé de l'institution aux côtés de la Russie ne fait pas de bien, mais les fonds consentis pourraient être bien inférieurs aux montants avancés jusqu'à présent.

Le premier ministre, Sergueï Kirilenko, joue sa crédibilité sur l'issue de ces négociations alors que le mécontentement social gagne du terrain. Après les grèves noires des mines de Sibirie, ce sont les employés du complexe militaire-industriel qui font entendre leur voix. Mercredi, plusieurs milliers d'entre eux ont manifesté dans plusieurs régions de Russie pour obtenir leurs salaires impayés depuis un an. A Moscou, ils étaient 1 500, venus d'une vingtaine de régions de Saint-Petersbourg à l'Oural, pour réclamer la démission du président russe Boris Eltsine et un changement de la politique économique.

Babette Stern

L'ancien dictateur argentin Jorge Videla rattrapé par la justice

BUENOS AIRES

de notre correspondant

Treize ans après le retentissant procès des militaires argentins, la justice est à nouveau confrontée aux horreurs du passé et aux dossiers des milliers de victimes de la « sale guerre » menée, dans les années 70, par la dictature contre la guérilla. Après l'arrestation spectaculaire, le 9 juin à Buenos Aires, de l'ancien général Jorge Rafael Videla (soixante-deux ans), elle devra décider dans les prochains jours si l'ex-dictateur restera ou pas en prison et s'il sera jugé « pour détournement et appropriation illégale de trente-six ou trente-huit enfants nés en captivité » entre 1976 et 1983.

D'après des déclarations récentes à la presse, le juge fédéral Roberto Marquiechi, qui a ordonné l'arrestation de Jorge Rafael Videla, s'apprêterait à maintenir en détention préventive l'ancien dictateur. Il a rejeté, le 3 juillet, les arguments des avocats de la défense, mais aussi du procureur fédéral, Rita Molina, selon lesquels l'ancien général avait déjà été jugé en 1985 et que, par conséquent, le thème de la disparition d'enfants était « une chose jugée ». Un débat juridique animé s'est ouvert.

De façon surprenante, celui qui fut l'un des procureurs pendant le procès de 1985, Luis Moreno Ocampo, s'est déclaré en faveur de la libération de Jorge Videla, affirmant que « Videla avait déjà été jugé et déclaré innocent en 1985 en ce qui concerne le détournement de mineurs ». Pour sa part, le juge

Marquiechi estime que l'accusation actuelle porte sur des délits nouveaux qui n'avaient pas été considérés au cours du procès de 1985.

Les avocats de l'ancien dictateur pourront faire appel devant un tribunal fédéral et ensuite devant la Cour suprême de justice.

Ancien commandant en chef de l'armée de terre et auteur du coup d'Etat du 24 mars 1976, Jorge Rafael Videla dirigea le régime militaire pendant les cinq années les plus dures de la répression illégale qui entraîna la disparition de plus de 30 000 personnes, selon les organisations de défense des droits de l'homme. Jugé et condamné en 1985 à la prison à perpétuité après avoir été reconnu coupable de centaines d'assassinats, enlèvements, tortures et vols, il fut gracié, comme les autres commandants en chef des juntes militaires, par le président Carlos Menem en décembre 1990.

NOUVEAUX TÉMOIGNAGES

A l'époque, ce pardon avait été désapprouvé par plus de 70 % de la population. Auparavant, les lois dites du « devoir d'obéissance » et du « point final », dictées en 1987 par le gouvernement de l'ancien président Raúl Alfonsín, avaient mis fin à toute poursuite judiciaire contre des milliers de militaires et de policiers reconnus coupables de graves violations des droits de l'homme. Ce chapitre noir de l'histoire n'a pourtant jamais été vraiment réformé, et, plus de vingt ans

après, les souvenirs de l'horreur reviennent de façon cyclique à la mémoire de la société argentine.

Depuis le procès de 1985, de nouveaux témoignages et des documents militaires jusqu'alors inédits sont apparus, démontrant l'ampleur et le caractère systématique des crimes commis. La presse argentine rapporte ainsi presque quotidiennement des récits bouleversants de témoins de l'époque, comme si l'arrestation de Jorge Rafael Videla permettait de vaincre la peur et de délier les langues.

Les images de son arrestation - un maigre vieillard, menottes aux poignets, traité par des policiers sous les insultes de manifestants - ont une fois de plus réveillé les vieux démons et créé un choc dans les milieux militaires. Même si l'ancien général n'est plus soutenu aujourd'hui par les jeunes cadres de l'armée, cette arrestation a causé un malaise au sein de la « grande famille » militaire argentine.

On estime dans ces milieux que les militaires ont déjà fait amende honorable en faisant, il y a trois ans, leur autocritique devant la société argentine et en reconnaissant publiquement les « excès » commis pendant les années de répression.

Pour les associations de défense des droits de l'homme, l'emprisonnement de Jorge Rafael Videla est une victoire et une joie qui ne sont pourtant pas vécues de la même façon par tous. La présidente des Mères de la place de Mai, Hebe de

Bonafini, dénonce « une parodie » orchestrée par le gouvernement de M. Menem pour faire bonne figure sur la scène internationale.

En revanche, les *Abuelas* des Grands-Mères de la place de Mai se montrent confiantes dans la justice, et notamment dans le juge Marquiechi, qui jusqu'à présent a maintenu l'ancien général en prison. Il a en effet rejeté la demande des fils de l'ancien dictateur, qui invoquaient l'âge du détenu pour qu'il puisse bénéficier d'une arrestation à son domicile. Il a également refusé la requête de Jorge Rafael Videla, qui souhaitait comparaître devant le Conseil supérieur des forces armées et non pas devant la justice civile.

Depuis le retour de la démocratie en 1983, le labour méticuleux des *Abuelas* leur a permis de déposer deux cent trente plaintes pour le vol de bébés nés dans les centres clandestins de détention et « adoptés illégalement », très souvent par les tordionnaires qui avaient personnellement torturé et assassiné leurs parents. La trace de cinquante-neuf enfants a été retrouvée : trente et un ont été restitués à leur famille biologique, quatorze sont restés dans des familles qui les avaient adoptés de bonne foi, huit furent assassinés et le destin de six autres est toujours entre les mains de la justice. Les *Abuelas* estiment toutefois que le nombre d'enfants « détournés » est encore « très largement supérieur ».

Christine Legrand

LE MONDE / VENDREDI 10 JUILLET 1998 / 5

-(Publicité)

SAINT

1992

RECEIVED
JAN 10 1964
U.S. DEPARTMENT OF AGRICULTURE
WASHINGTON, D.C. 20250

1. The first step in the process of the
 2. is to determine the scope of the
 3. project. This involves identifying the
 4. objectives, the resources available, and
 5. the constraints. Once the scope is
 6. defined, the next step is to develop a
 7. plan. This plan should outline the
 8. tasks to be completed, the sequence of
 9. activities, and the timeline. The plan
 10. should also identify the risks and
 11. the potential challenges. Once the plan
 12. is developed, the next step is to
 13. implement the plan. This involves
 14. assigning tasks to team members, and
 15. monitoring the progress. Finally, the
 16. project should be evaluated. This
 17. involves comparing the actual results
 18. with the planned results, and
 19. identifying the lessons learned.

Nouvel accord avec le FMI

1. The first part of the document is a list of names and their corresponding page numbers. The names are listed in the left column, and the page numbers are listed in the right column. The names are: "John A. Smith", "John B. Smith", "John C. Smith", "John D. Smith", "John E. Smith", "John F. Smith", "John G. Smith", "John H. Smith", "John I. Smith", "John J. Smith", "John K. Smith", "John L. Smith", "John M. Smith", "John N. Smith", "John O. Smith", "John P. Smith", "John Q. Smith", "John R. Smith", "John S. Smith", "John T. Smith", "John U. Smith", "John V. Smith", "John W. Smith", "John X. Smith", "John Y. Smith", "John Z. Smith". The page numbers are: "1", "2", "3", "4", "5", "6", "7", "8", "9", "10", "11", "12", "13", "14", "15", "16", "17", "18", "19", "20", "21", "22", "23", "24", "25", "26", "27", "28", "29", "30", "31", "32", "33", "34", "35", "36", "37", "38", "39", "40", "41", "42", "43", "44", "45", "46", "47", "48", "49", "50", "51", "52", "53", "54", "55", "56", "57", "58", "59", "60", "61", "62", "63", "64", "65", "66", "67", "68", "69", "70", "71", "72", "73", "74", "75", "76", "77", "78", "79", "80", "81", "82", "83", "84", "85", "86", "87", "88", "89", "90", "91", "92", "93", "94", "95", "96", "97", "98", "99", "100".

ela rattrapé par la justice

1. The first part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

2. The second part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

3. The third part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

4. The fourth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

5. The fifth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

6. The sixth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

7. The seventh part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

8. The eighth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

9. The ninth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

10. The tenth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.



مركزا من رصاص

FRANCE

LE MONDE/ VENDREDI 10 JUILLET 1998

ENTREPRISE La commission d'enquête créée en janvier par l'Assemblée nationale sur le fonctionnement des tribunaux de commerce, présidée par François Colcombet

(PS), a rendu son rapport, rédigé par Arnaud Montebourg (PS), jeudi 9 juillet. Ce document constitue la première enquête approfondie menée sur cette justice « consulaire »,

dans laquelle des chefs d'entreprise décident du sort de sociétés en difficulté ou en dépôt de bilan. L'ENQUÊTE, animée par M. Montebourg, met en évidence les dysfonctionne-

ments propres à cette institution, des connivences ou des concurrences existant entre juges et justiciables aux bénéfices que retirent les mandataires de la liquidation des

entreprises qui leur sont confiées. **LE PATRONAT** est partagé, sur ce sujet, dans la mesure où il est à la fois juge et justiciable. (Lire aussi page 13 et notre éditorial page 14.)

Les tribunaux de commerce mis à nu par une enquête parlementaire

Des juges « consulaires » qui décident de la vie ou de la mort d'entreprises amies ou concurrentes, des mandataires rétribués par la cession des actifs dont ils ont la charge : les députés dressent un constat accablant pour l'institution qui juge les sociétés défilantes

IL EST RARE qu'une commission d'enquête parlementaire établisse un constat aussi accablant. Il est rare, aussi, qu'elle nourrisse ce constat d'une telle abondance de témoignages et de documents, directement recueillis auprès des intéressés. La commission d'enquête parlementaire sur les tribunaux de commerce qui a rendu son rapport, jeudi 9 juillet, puise pourtant la force de ses accusations dans ces auditions, menées parfois comme de vrais interrogatoires de justice, notamment par son rapporteur, Arnaud Montebourg, député (PS) de Saône-et-Loire et avocat.

Ces méthodes inhabituelles et l'ampleur des dérivés révélés ont vite valu aux députés enquêteurs l'hostilité des juges commerciaux. Car ce sont bien ces juges bénévoles qui sont aujourd'hui en cause. Justice de « proximité », puisque ce sont des commerçants d'un département qui règlent les différends ou les difficultés de leurs confrères de l'endroit, cette justice est parfois devenue une justice de « voisinage », voire de « copinage ».

Il est impossible, souvent, de devenir juge sans être présent par les unions patronales, puis coopté par les juges en place. « Le président est en fonctions depuis trente-cinq ans, explique ainsi Jacques Cazals, procureur de la République d'Auxerre. Le tribunal ressemble à un club. Il faut passer par le président Brochet pour entrer dans le club. Il a d'ailleurs dû vous dire qu'il considère tous les juges consulaires comme ses amis. » Le tribunal de commerce devrait d'abord servir à assainir et à aider le développement économique et le maintien des emplois. En fait, il arrive que ce

club d'amis devienne un lieu d'élitisme, non seulement des entreprises défilantes, mais aussi de concurrents potentiels. Plus généralement, la commission souligne le développement de la corruption au sein des juridictions commerciales, au premier chef parce que l'institution se finance en partie en sollicitant des contributions privées, qui peuvent

La droite a voté contre le rapport

Les députés RPR, UDF et DL, membres de la commission d'enquête sur les tribunaux de commerce, ont voté contre le rapport. Dans leurs explications de vote, ils déclarent que le travail conduit par le président et le rapporteur a été « incorrectement accompli » et dénoncent la démarche suivie par le rapporteur, Arnaud Montebourg (PS), qui, « tout au long de l'enquête, n'a eu de cesse de jeter la suspicion et le discrédit sur les tribunaux de commerce, par des méthodes inquisitoires, vexatoires et volontairement médiatisées ».

S'ils admettent que « des débordements ont eu lieu dans les juridictions consulaires, qu'il convient de les dénoncer et de les stopper », les commissaires de droite estiment qu'au lieu de « dénigrer » les tribunaux de commerce, le rapport aurait dû « lister et valoriser » leurs « atouts » et formuler des propositions d'amélioration de leur fonctionnement. Au lieu de quoi, à leurs yeux, « tout le rapport est guidé par un a priori idéologique ».

provenir des chambres de commerce, des auxiliaires susceptibles d'être désignés par le tribunal (les mandataires), voire des entreprises elles-mêmes. Le tout dans une incroyable opacité, encouragée, selon les nombreux témoignages cités, par la Conférence générale des tribunaux de commerce.

TROIS TYPES DE CORRUPTION

La commission relève trois types de corruption : la prise illégale d'intérêt, la collusion avec les mandataires s'apparentant au trafic d'influence, et le favoritisme rétribué. « Au tribunal de commerce d'Aurillac, la librairie de Jean-Claude Muet est placée en redressement judiciaire, en juillet 1993, sur demande du Crédit agricole, et liquidée par le tribunal en décembre 1994. Sur les neuf juges consulaires, six sont administrateurs du Crédit agricole, et le président du tribunal de commerce, présent aux audiences, est administrateur de la principale librairie concurrente à Aurillac. » A Paris, une boutique fait l'objet d'un dépôt de bilan en décembre 1987. « La gérante a trouvé un repaire qui propose 2 millions de francs, explique M. Montebourg. Le juge-commissaire a préféré céder le commerce à une société pour le prix de 700 000 francs. Il avait été embauché quelques jours avant sa décision par le repaireur favorisé. Le plan de cession a été annulé en appel, et l'affaire décalquée. »

Pierre Lyon-Caen, avocat gé-

ral à la Cour de cassation, rapporte que, lorsqu'il était procureur de Nanterre, il recevait des plaintes de justiciables étonnés de voir siéger leur concurrent dans la formation chargée de les juger. A Nanterre, le fils du président du tribunal de commerce était systématiquement désigné comme mandataire. A Paris, les affaires de la liquidation du Palais et du redressement judiciaire du Royal Monceau ont donné lieu aux auditions les plus mouvementées de la commission (Le Monde du 17 juin).

Le témoignage d'un chef d'entreprise, François de Séroux, souligne la pratique des « enveloppes » au tribunal de commerce de Paris. Au cours de deux entretiens avec l'un des juges consulaires, M. de Séroux s'est vu proposer « de convoquer toutes [ses]

banques et régler tout le problème le même jour », raconte-t-il. « Nous étions le 1^{er} avril et, avec un peu de chance, je devais passer avant la fin de l'année, précise-t-il. En contrepartie, je devais lui verser 800 000 francs dans le courant du mois d'avril, puis 800 000 francs le jour de la convocation au tribunal et 800 000 francs à la sortie. Je lui ai répondu qu'il n'aurait pas un sou. Je m'empresse de vous préciser que je l'ai invité à déjeuner, et qu'il avait choisi le restaurant. » La commission a relevé le nom du juge et le numéro du compte en Suisse que celui-ci avait donné à M. de Séroux, avant de transmettre le tout au procureur de la République.

Face à un tel constat, les propositions de réforme ne peuvent se limiter à des retouches. « Il convient au contraire, affirme la commis-

sion, de modifier profondément la juridiction consulaire et d'assumer le coût des réformes proposées. » La commission propose donc d'appliquer une réforme déjà envisagée par Robert Badinter en 1981 : adjoindre aux juges élus parmi les commerçants des magistrats professionnels. Cet « échecivage » (principe d'une juridiction mixte) devrait permettre « d'apporter aux justiciables la certitude que la justice est structurellement impartiale, non parce que le président, juge professionnel, est infallible, mais parce qu'il est en dehors des milieux économiques ».

La commission propose que les juges commerçants restent majoritaires, le magistrat professionnel n'étant présent que pour les procédures collectives. Au-delà de la refonte de la carte judiciaire, évoquée sans succès depuis vingt-cinq ans, la commission propose aussi de regrouper et de spécialiser les tribunaux : un par département, disposant d'une chambre spécialisée. Afin d'assainir la juridiction, la commission propose d'interdire aux juges « l'acquisition des biens qui font l'objet d'une procédure collective » et « d'exercer pendant, par exemple, cinq ans après la cessation de fonction, les activités d'expert judiciaire, de commissaire à l'exécution du plan ou de mandataire ad hoc ». Elle estime envisageable d'indemniser ces juges qui, actuellement, exercent leurs fonctions bénévolement.

Raphaële Bacqué

La justice va être saisie

Devant l'abondance des témoignages et des documents soulignant les abus, voire la corruption qui peut entacher l'action des tribunaux de commerce, le président de la commission, François Colcombet, et son rapporteur, Arnaud Montebourg, tous deux socialistes, ont décidé d'en appeler aux parquets. La commission transmettra donc, avant la fin juillet, aux procureurs de la République compétents, les pièces et témoignages concernant, notamment, plusieurs mandataires de justice dont le comportement fait apparaître des « infractions pénalmente répréhensibles ».

La commission estime aussi s'être heurtée, au long de ses investigations, à l'« obstruction » de certains juges consulaires, dont le président de la Conférence générale des tribunaux de commerce, Jean-Pierre Mattei. Relevant les « contradictions » entre les déclarations de M. Mattei et certains juges entendus, la commission a saisi le procureur de la République de Paris afin de les faire « analyser sous l'angle du faux témoignage ».

Des greffiers tout-puissants, des mandataires opulents

AU COURS de son enquête, la commission a découvert le fonctionnement très particulier de deux professions qui paraissent être au cœur des dérives du système : les greffiers et les mandataires de justice.

« Les greffes des tribunaux de commerce sont de véritables entreprises privées », explique le rapporteur, Arnaud Montebourg (PS), entreprises dont « les objectifs de rentabilité finissent par l'emporter sur les préoccupations de service public ». Les greffiers des tribunaux de commerce achètent leurs charges, ce qui représente, pour certains greffes, selon les investigations de la commission, des sommes allant de 250 000 francs à près de 5 millions de francs pour une charge individuelle et à plus de 28 millions de francs pour une charge collective à Paris. Cet « investissement financier important », explique M. Montebourg, doit ensuite être rentabilisé.

Cette « rentabilisation » passe par des pratiques abusives, selon le rapporteur, notamment par le biais de consultations rémunérées des informations légales par voie télématique : le fameux infogreffe. Ces serveurs utilisent les informations légales, qui sont d'ordre public, pour proposer d'autres services largement rémunérés. Mieux : certaines messageries vocales des tribunaux de commerce orientent les usagers vers les serveurs télématiques.

Seul responsable à plein temps du tribunal de commerce, le greffier exerce « une influence exorbitante sur son fonctionnement, au détriment de ce que les citoyens peuvent attendre du service public de la justice ». Dans plusieurs des

tribunaux visités par la commission, le greffe n'est pas loin d'assurer une tâche analogue à celle d'un magistrat, rédigeant les jugements et participant officiellement à leurs délibérés. La commission propose, d'abord, de fonctionnariser progressivement les greffes des tribunaux de commerce, puis d'assainir et de contrôler le système des serveurs télématiques pour assurer, en partie, le financement de la fonctionnarisation proposée.

POURQUOI SAUVER DES EMPLOIS ?

Les mandataires de justice ne sont pas moins dans le collimateur de la commission. « Souvent détenteurs d'un pouvoir de vie ou de mort de fait sur les entreprises en difficulté », observe le rapporteur, les mandataires, notamment les mandataires-liquidateurs, désignés par les juges pour administrer les entreprises en difficulté, sont très contestés par les justiciables. Le problème des mandataires tient d'abord à leur mode de rémunération : celle-ci est plus élevée, en effet, lorsque le tribunal adopte un plan de cession de l'entreprise plutôt qu'un plan de continuation, puisque l'administrateur provisoire perçoit alors un pourcentage sur la vente des actifs. « Pourquoi, dans ces conditions, essayer de sauver des emplois ? », s'interroge la commission.

Les revenus des mandataires peuvent atteindre ainsi des niveaux élevés. Un mandataire du tribunal d'Auxerre, interrogé par la commission, a déclaré un revenu personnel imposable situé entre 3 et 4 millions de francs par an ; un de ses confrères, à Toulon, indique

un revenu de 1,5 million de francs. A Paris et dans les Hauts-de-Seine, les bénéfices des mandataires judiciaires s'étagent, selon M. Montebourg, entre 4 et 7 millions de francs par an.

En outre, selon un relevé de la chancellerie, près d'une quarantaine d'auxiliaires de justice font l'objet d'informations judiciaires « pour des faits, indique la commission, allant de l'abus de confiance au vol et au trafic d'influence, en passant par l'escroquerie aggravée, les malversations ou l'usage de fausses factures ». Les tribunaux de Nanterre et de Bobigny ont vu plusieurs de leurs administrateurs poursuivis pour avoir détourné près de 200 millions de francs sur des entreprises en faillite sans, pourtant, que le tribunal ne les empêche de poursuivre leurs mandats.

Enfin, la commission relève des « pratiques frauduleuses sur une grande échelle ». Un grand nombre de mandataires ont ainsi obtenu de certaines banques des prêts personnel à taux zéro, voire à taux négatif, en échange du dépôt d'une partie des fonds de l'entreprise dont ils avaient la charge sur un compte non rémunéré.

A défaut de supprimer complètement ces professions, la commission estime qu'il faut « mettre fin » au « monopole des mandataires-liquidateurs », parce qu'il « participe à la faillite de la justice consulaire ». Afin de limiter les abus, la commission propose aussi d'abandonner le principe de la rémunération au pourcentage sur les créances.

Rle B.

L'exception française

Comme le rappelle la commission d'enquête, la juridiction commerciale française est « une véritable exception » dans les pays développés. La formule de juges exclusivement issus du monde de l'entreprise « a été abandonnée partout » ailleurs, pour être remplacée soit par l'échevinage, soit par les juridictions ordinaires qui recourent éventuellement à des juges ou des chambres spécialisées.

● L'échevinage. C'est le système en vigueur en Allemagne et en Belgique. Dans ces deux pays, la chambre commerciale est composée d'un juge professionnel qui exerce la fonction de président et de deux juges consulaires, appelés juges commerciaux, nommés pour trois ans sur proposition des chambres de commerce et d'industrie en Allemagne et nommés par le roi en Belgique.

● Des juges spécialisés. En Grande-Bretagne, les matières commerciales sont jugées dans les tribunaux civils ordinaires, mais au sein d'une division spécialisée, la commercial court, dont les juges sont des juges professionnels, choisis par leurs pairs pour leur connaissance du monde des affaires. Le système est identique aux Etats-Unis, mais le statut des juges (élus ou nommés) varie selon les Etats.

● Les tribunaux ordinaires. Dans les autres pays, les litiges commerciaux sont jugés par les tribunaux ordinaires. C'est notamment le cas en Italie, aux Pays-Bas, en Espagne, en Suisse, en Suède, en Grèce ou au Luxembourg. Toutefois, il existe, en général, une spécialisation de fait des sections de ces tribunaux qui peuvent également faire appel à des experts de la vie des affaires.

UNIVERSITÉ PARIS 7 - DENIS DIDEROT COLLEGE FRANCO-ALLEMAND POUR L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (CFAES)

UNIVERSITE BIELEFELD - PARIS 7 - DENIS DIDEROT

COURS D'HISTOIRE

A la rentrée 1998/99 sera mis en place, dans le cadre du Collège franco-allemand, un cursus intégré en histoire et civilisation visant à préparer au terme d'un enseignement alterné les diplômés français et allemands sanctionnant ce cursus.

Conditions d'accès en France
• Être élève ressortissant français ou assimilé, titulaire du baccalauréat ou d'un diplôme équivalent ou en première ou deuxième année de classe préparatoire ;
• Avoir une maîtrise de la langue allemande attestée par le succès à un test organisé par l'Université Paris 7-Denis Diderot ou équivalent ;
• Souscrire à un engagement de poursuivre le cursus pendant quatre années.

Organisation des études
• Les deux premières années/quatre premiers semestres (correspondant au DEUG) sont effectués à l'Université de Bielefeld avec, chaque année, un cours d'été à Paris ;
• Les troisième et quatrième années (licence/master) se font à l'Université de Paris 7-Denis Diderot et mèneront respectivement à l'obtention des diplômes français et allemands équivalents (Licence, Magister Artium), avec deux séminaires bloqués à l'Université de Bielefeld.

Allocations d'études
• Des allocations sont à taux plein de 20 000 FF pour 10 mois (2 000 FF/mois) sont à taux réduit de 10 000 FF pour 10 mois (1 000 FF/mois) sont accordées aux étudiants participants au cursus.

Modalités d'inscription
• Les étudiants admis sont inscrits dans les deux universités mais n'acquiescent les droits d'inscription que dans une seule université.

Informations et dossiers à retirer avant le 15 septembre auprès de :
Prof. Jochen HOOGHOF/Neurologie DZKI - Laboratoire Histoire et Civilisations des Sociétés Occidentales - UPR GRS Tour 34/44 Bureau 326 Université Paris 7 - Denis Diderot - 2, place Jussieu - 75251 Paris cedex 05 Tél. : 01 44 27 46 23 - Fax : 01 44 27 82 02

Les milieux patronaux plaident prudemment pour une réforme

QU'ILS s'EXPRIMENT par la voix du CNPF ou par celle des chambres de commerce et d'industrie, les milieux patronaux ont tenu à aborder avec diplomatie la question du fonctionnement des tribunaux de commerce. Le CNPF a appelé, le 6 juillet, à « dépolitiser » le débat. Le même jour, la chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP) a lancé « un appel à la sérénité » sur ce dossier « malheureusement trop passionnel ».

Ces précautions reflètent la posture peu confortable des milieux patronaux, qui, à la fois, sont les justiciables des tribunaux de commerce - donc victimes de leurs dysfonctionnements - et fournissent les juges consulaires. Le CNPF a fait l'expérience douloureuse de cette présence des

deux côtés de la barrière : en octobre 1997, l'organisation patronale élaborait son propre document sur les tribunaux de commerce, dont certains éléments « fuyaient » ; elle se voyait alors accusée de jeter le soupçon sur cette institution. Lundi, l'organisation patronale a souligné l'attachement des chefs d'entreprise à « une justice rendue par leurs pairs ».

HOSTILE A L'ECHECIVAGE

Néanmoins, le CNPF plaide pour une réduction du nombre de tribunaux et pour un renforcement du rôle du parquet. Il souhaite voir imposer une « déclaration générale d'intérêts » aux juges consulaires, administrateurs judiciaires et mandataires-liquidateurs des leur entrée en fonctions. Il propose de confier « à une même

personne les fonctions d'administration et de vérification du passif, afin de simplifier la procédure et de charger un organisme ad hoc de la liquidation ». Favorable à un « mixage » des compétences entre juges professionnels et consulaires, l'organisation patronale est hostile à un échecivage qui aboutirait à confier la présidence des tribunaux de commerce aux seuls juges professionnels. Enfin, le CNPF souligne que les travaux de la commission parlementaire ne sont qu'un élément du dossier et qu'il attend le résultat des missions confiées à l'inspection des finances et à celle des affaires judiciaires, prévu pour fin juillet.

Mardi, les présidents de tribunaux de commerce avec, à leur tête, Jean-Pierre Mattei, président du tribunal de commerce de Paris

ont pour leur part fait état de leur « exaspération d'être calomniés et diffamés ». Dans une « déclaration solennelle », ils indiquent qu'eux aussi ils veulent une réforme de cette justice, et ils menacent de « transférer intégralement le traitement des procédures collectives aux tribunaux de grande instance », le 1^{er} janvier 1999, si « les grandes lignes d'une réforme ne sont pas dégagées avant le 16 octobre ».

Opposé à l'échevinage, M. Mattei a salué la position de l'ancien garde des sceaux, Robert Badinter, qui défend la « mixité » entre magistrats professionnels et non professionnels. « L'amalgame entre bénévolat des juges et corruption est insupportable », a conclu M. Mattei.

Caroline Monnot

52/10/1998

FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 10 JUILLET 1998 / 7

Alain Richard confie à un civil la communication des armées

Jean-François Bureau devra surmonter les appréhensions des militaires

La prochaine nomination d'un responsable civil, Jean-François Bureau, à la tête de la délégation à l'information et à la communication de la défense (DICD) suscite des interrogations dans la collectivité militaire, où l'on craint une « politisation » du poste.

ALAIN RICHARD a décidé de créer, au ministère de la défense, une délégation à l'information et à la communication de la défense (DICD) qui relèvera directement de lui. Ce nouvel organisme, qui devrait être dirigé par Jean-François Bureau, actuellement administrateur civil et rapporteur à la Cour des comptes pour la défense et les industries dites de pointe, remplacera le service d'information et de relations publiques des armées (Sirpa), dont le chef, le général Dominique de Corta, avait quitté ses fonctions, par anticipation, au début de l'année (Le Monde du 14 janvier).

La DICD, dont le directeur a droit à l'appellation de « délégué » et de « porte-parole » du ministère de la défense, est chargée de proposer au ministre et d'appliquer la politique d'information et de communication de la défense. Il s'agit, dit-on dans l'entourage de M. Richard, de promouvoir l'image des forces armées et des services qui en dépendent, de contribuer au renforcement des liens armées-nation, d'aider et de coordonner la communication en matière de recrutement et de reconversion, et de produire tous les documents d'information écrits, audiovisuels, photographiques et

informatiques qui lui sont demandés. Le chef d'état-major des armées et chacun des trois chefs d'état-major d'armée, le directeur général de la gendarmerie nationale et, éventuellement, les autres directeurs ou chefs de grands services conservent leurs responsabilités en matière d'information pour tout ce qui est de la communication interne et de leurs activités spécifiques. En cas de crise, l'information sur l'emploi opérationnel des unités est centralisée. Dans le cadre de directives ministérielles, le chef d'état-major des armées donne ses instructions à la DICD pour des raisons de sécurité dans les mouvements des forces.

RISQUE DE TENSIONS

En 1983-1985, puis en 1991-1994, soit au ministère de la défense, soit à l'Elysée, M. Bureau a déjà traité des problèmes de défense, avant de les retrouver à la Cour des comptes. Il enseigne à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr, à l'université Paris-XII, et il a dirigé des options de défense à l'ENSA. C'est la nomination d'un civil engagé sur le plan politique qui fait débat au sein de l'institution militaire. M. Bureau

fut un collaborateur de Charles Hernu, de François Mitterrand, et il a accompagné Pierre Joxe au ministère de l'intérieur, comme chef du service d'information et de relations publiques, en 1990-1991, puis à la Cour des comptes, comme chef du service de la communication, de la documentation et des archives, depuis octobre 1995.

Dans les armées, on craint que cette nomination marque les prémices d'une « politisation » du poste et que le ton soit ainsi donné à une conception davantage « tribunitienne » de cette fonction de « porte-parole » du ministère. Au risque que des tensions surgissent entre le « patron » de la DICD et les armées, si elles devaient se mêler de lui. Dans ces conditions, le titulaire du poste, estimé de nombreux cadres opposés à la disparition du Sirpa, devra changer avec le gouvernement. Ce qui n'était pas le cas précédemment, quand un officier général, plus neutre, occupait le poste.

Jacques Isnard

La Caisse d'assurance-maladie reçoit fraîchement Martine Aubry

Jean-Marie Spaeth (CFDT) et Georges Jollès (CNPF) regrettent de ne pas être informés des projets du gouvernement sur le contrôle des dépenses

LA PARTICIPATION, mercredi 8 juillet, de Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, et de Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, à la réunion du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) n'a pas effacé les tensions qui, depuis plusieurs semaines, affectent les relations entre l'organisme paritaire et le gouvernement. Certes, le conseil d'administration a adopté un projet d'avenant à la convention qui lie la CNAM à l'Etat. Ce texte, selon Jean-Marie Spaeth, président (CFDT) de la CNAM, « constitue une nouvelle étape vers un partage clair des responsabilités ». Cependant, a-t-il souligné, « il ne règle pas tous les problèmes » : si l'accord laisse à la caisse un peu plus de liberté de manœuvre pour certaines décisions budgétaires, M^{me} Aubry a rappelé, fermement, que « l'Etat est responsable devant le Parlement de la politique de santé et d'assurance-maladie ».

Après la réunion du conseil d'administration, Georges Jollès, vice-président de la CNAM et représentant le patronat, a reproché à M^{me} Aubry de vouloir « se substituer aux partenaires sociaux » en négociant directement avec les radiologues et les biologistes les mesures annoncées le 6 juillet. « L'illusion d'une gestion par les partenaires sociaux ne pourra être maintenue au-delà de quelques mois », a averti M. Jollès, relançant ainsi la menace d'un retrait du CNPF de l'organisme.

Seule satisfaction de M. Spaeth :

le contrat de médecin référent, lui aussi annulé par le Conseil d'Etat, sera intégré dans le projet de loi. La Mutualité sociale agricole (MSA) s'est félicitée de l'« engagement du gouvernement à donner une base légale » à ce système d'abonnement entre patients et praticiens, mais, dans un communiqué diffusé mercredi, elle insiste sur la « nécessité d'un renouvellement des négociations avec les professions de santé ».

Les réactions aux mesures demandées par M^{me} Aubry présagent mal du « renouvellement des négociations ». Ainsi l'Union des biologistes de France (UBF) et le Centre national des biologistes (CNB) ont-ils estimé que « les paroles de M^{me} Aubry constituent une agression vis-à-vis de la politique conventionnelle ». Le ministre a donné à la profession jusqu'à la fin du mois pour compenser une dérive de 450 millions de francs. Pour la Fédération des médecins spécialistes de France (FMSF), ces mesures doivent « faire sonner le tocsin chez tous les médecins ».

Bruno Causse

Nomination d'un nouveau secrétaire général de la défense nationale

JEAN-CLAUDE MALLET a été nommé, mercredi 8 juillet en conseil des ministres, secrétaire général de la défense nationale (SGDN), en remplacement d'Isabelle Renouard, qui a demandé à quitter, pour raisons personnelles, des fonctions qu'elle occupait depuis décembre 1996. Le SGDN est rattaché au premier ministre. M. Mallet était directeur des affaires stratégiques (DAS), au ministère de la défense, depuis 1992. M^{me} Renouard avait, elle-même, succédé, il y a dix-huit mois, à Jean Pico, qui avait donné sa démission de SGDN après avoir exercé ses responsabilités durant seulement dix-huit mois.

En dépit de cette instabilité marquée depuis la mi-1995, et d'une forte diminution de ses effectifs dans le même temps, le SGDN reste, en principe, un poste important placé auprès du premier ministre pour l'assister dans ses prérogatives constitutionnelles en matière de « direction générale » de la défense. Il assure le secrétariat permanent des conseils de défense présidés par le chef de l'Etat, coordonne les études sur l'évolution de la politique de défense, suit le déroulement des crises dans le monde, veille à l'exportation des armements et prépare les négociations internationales en matière de sécurité. C'est donc un rôle de synthèse, d'arbitrage et de prospective qui revient au SGDN, assisté d'un officier général, dans une fonction interministérielle. Du fait des changements survenus à la tête du secrétariat et des fréquentes ré-

formes, plus ou moins heureuses, appliquées en trois ans, celui-ci a manqué de continuité.

Le gouvernement souhaite redynamiser le SGDN à un moment où les vulnérabilités de toute nature s'aggravent dans le monde et où se développent les compétitions économiques, l'action déstabilisatrice de réseaux d'information planétaires et les circuits transnationaux de trafics financiers, d'armes, de drogue et d'immigration clandestine. Pour y faire face, l'Etat a besoin d'anticiper et d'agir en prévention.

D'autant que, en période de cohabitation, le SGDN devient une carte maitresse - et aussi un poste à risque - dans les relations entre l'Elysée et Matignon. M. Mallet était en compétition avec Jean-Bernard Mérimée, actuel ambassadeur de France en Italie. M. Mérimée avait, comme ancien chef du service du protocole, organisé, en 1981, la passation de pouvoirs entre Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand.

A la direction de la DAS, M. Mallet a travaillé au profit de ministres de la défense aussi différents que Pierre Joxe, François Lévy, Charles Millon et Alain Richard (lire aussi page 25). Il a joué un rôle déterminant dans la rédaction, en 1994, du Livre blanc sur la défense et dans la conception des lois de programmation militaire qui ont suivi. Auprès de ces différents ministres, il a participé à de nombreuses rencontres internationales.

J. I.

DÉPÊCHES

■ **CONJONCTURE** : la croissance s'est élevée à +0,6 % au premier trimestre de 1998, selon la version détaillée des comptes nationaux publiée, jeudi 9 juillet, par l'Insee, ce qui porte l'« acquis » de croissance pour l'année à +1,9 % à fin mars.

■ **NOUVELLE-CALÉDONIE** : le référendum par lequel les Néo-Calédoniens seront invités à approuver l'accord de Nouméa du 5 mai devrait avoir lieu le 8 novembre, ont annoncé ses signataires, mercredi 8 juillet.

■ **POPULARITÉ** : Jacques Chirac et Lionel Jospin enregistrent des records de popularité, selon la dernière enquête de Louis-Harris, réalisée les 3 et 4 juillet auprès d'un échantillon de 1 011 personnes et publié par Valeurs actuelles (daté 11 juillet). Le chef de l'Etat recueille 64 % de bonnes opinions (en hausse de 6 points), contre 29 % d'avis contraires. Le premier ministre gagne 3 points à 68 % de bonnes opinions, contre 27 % de mauvaises.

■ **DROIT** : le bureau politique de l'UDF n'a pas ratifié, mercredi 8 juillet, les statuts de l'Alliance et va demander à ses partenaires du RPR et de DL d'en renégocier certaines clauses, alors ces statuts devaient être ratifiés avant le 14 juillet. L'UDF souhaite « une meilleure expression démocratique et la prise en compte des diversités ».

■ **EXCLUSION** : l'Assemblée nationale devait adopter définitivement, jeudi 9 juillet, le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions. Les députés devaient notamment rétablir la taxe sur les logements vacants, supprimée par le Sénat le 8 juillet.

Savoir-faire et assise financière, deux atouts indissociables dans la gestion d'actifs

La gestion des sicav et des fonds communs de placement devient un métier à part entière, ouvert à la concurrence européenne et internationale. Groupama a déjà anticipé ce changement d'échelle grâce à son pôle bancaire et financier de premier plan, constitué de la Banque Financière Groupama et de Groupama Asset Management.

● Trois questions à François-Marc Durand, Président du directoire de Groupama Asset Management.

Depuis le 1^{er} janvier 1997, Groupama Asset Management, filiale de la Banque Financière Groupama, regroupe toutes les activités de gestion d'actifs financiers et d'épargne de Groupama. Avec 130 milliards de francs sous gestion, Groupama Asset Management s'affirme aujourd'hui comme un acteur de poids de la profession, en excellente position dans la course européenne.

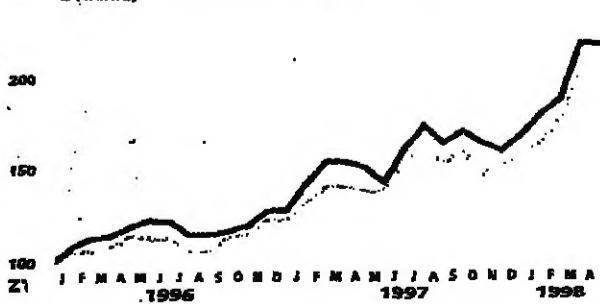
Dans un univers très concurrentiel de la gestion d'actifs, comment se positionne Groupama Asset Management ?

F-M D : Groupama Asset Management se situe avec 130 milliards de francs sous gestion dans le peloton de tête des sociétés de gestion en France. Tout en étant adossé à un groupe puissant : Groupama, Groupama Asset Management est autonome et gère les actifs financiers qui lui sont confiés, dans l'intérêt exclusif de sa clientèle. Reconnue pour ses performances, Groupama Asset Management s'est vu décerner cette année le Trophée d'Or du Revenu Français

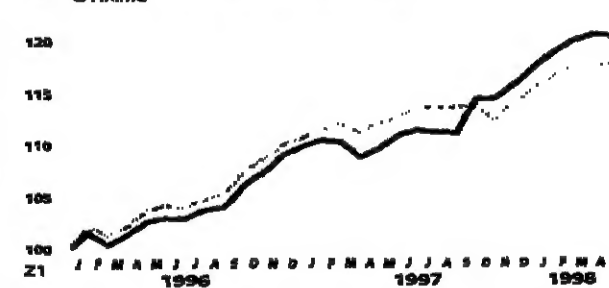
de la meilleure sicav d'actions françaises pour Groupama Croissance. La Tribune, quant à elle, lui a attribué La Victoire du meilleur fonds obligations France court terme sur un an pour Groupama Trésorerie, ainsi que la seconde place de la Victoire du meilleur fonds Obligations France long terme sur un an. Pour une même année, c'est une belle performance !

Côté innovation, Groupama Asset Management est le promoteur en France du concept de gestion des actions à risque contrôlé. Cette technique, issue des recherches américaines les plus pointues, est mise en œuvre avec la gamme Groupama index France, Groupama index Europe et Groupama index

Performance de Groupama Croissance = +119,20 % sur 3 ans
le 30/4/98 — GROUPAMA CROISSANCE = 219,20
250 — INDEX CAC 40 = 250,43
© Fininfo.



Performance de Groupama Horizon Monnaie Unique
Ma 12/5/98 — GROUPAMA HORIZON MONNAIE UNIQUE = 120,54
125 — CNO ETAT 3-5 ANS = 117,90
© Fininfo.



US et s'affirme au travers de leurs performances. Enfin Groupama Asset Management s'est particulièrement illustrée sur la question de l'euro.

A ce propos, quel est votre point de vue sur les conséquences financières de l'ouverture européenne ?

F-M D : Comme nous l'affirmons depuis plusieurs années, la mise en place d'une zone monétaire unifiée est un formidable enjeu pour les marchés financiers. Nous y sommes prêts depuis longtemps et disposons aujourd'hui d'un avantage concurrentiel indéniable. Nous avons été à l'initiative début 1996 de la création de l'Association des Investisseurs pour l'euro. Cela nous a permis d'anticiper les conséquences, en terme de gestion d'actifs, du passage à l'euro.

Dès 1995, nous avons lancé Groupama Horizon Monnaie Unique, une sicav obligataire destinée à tirer profit de la convergence des taux d'intérêt en



PUBLI-INFORMATION

Europe mettant ainsi en pratique nos analyses. Nous avons pu développer les outils d'une véritable gestion obligatoire à l'échelle européenne, prenant en compte notamment l'analyse de la qualité des émetteurs. La performance de Groupama Horizon Monnaie Unique a été de 6,82 % en 1997, contre 3,95 % pour l'indice obligataire de référence en France.

Quels conseils donnez-vous à un épargnant qui veut investir aujourd'hui ?

F-M D : En premier lieu, avoir une vision prospective et notamment européenne de sa gestion. Ensuite, croire dans la dynamique de la croissance européenne, donc privilégier les sicav actions européennes. Enfin et surtout, s'informer de la solidité financière de l'établissement gestionnaire de ses actifs.



مركزا من راصيل

SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 10 JUILLET 1998

JUSTICE Le juge genevois Paul Perraudin a transmis, le 24 juin, aux juges d'instruction français chargés de l'affaire Elf, Eva Joly et Laurence Vichnievsky, un courrier indiquant

que plus de 1 milliard de francs avait été crédité, de 1989 à 1993, la galaxie de comptes bancaires ouverts en Suisse par Alfred Sirven, ancien directeur des affaires générales du groupe pétro-

lier. ● SELON LE MAGISTRAT SUISSE, le cheminement « insolite et inusuel » de ces avoirs, « relevant d'actes propres à entraver l'identification de leur origine, tend à établir

leur caractère criminel ». ● ALFRED SIRVEN est présenté comme le bras droit de l'ancien PDG d'Elf, Loïk Le Floch-Prigent. Ce personnage mystérieux est visé par un mandat d'ar-

rêt international, mais il n'a jamais été interrogé et il a semble-t-il, quitté la Suisse. D'importants avoirs « provenant desdits comptes » auraient été réacheminés en France.

Affaire Elf : un milliard de francs a transité par les comptes suisses de M. Sirven

Pour Paul Perraudin, le juge genevois qui a effectué les investigations, la galaxie de comptes bancaires ouverts par l'ancien directeur des affaires générales du groupe pétrolier français a, entre 1989 et 1993, été créditée « en de multiples devises » de cette somme considérable

ASTRONOMIQUE, le chiffre figure sur un courrier adressé par télécopie, le 24 juin, par le juge d'instruction de Genève, Paul Perraudin, à ses collègues français, Eva Joly et Laurence Vichnievsky. Dévoilé par *Le Canard enchaîné* dans son édition du 1^{er} juillet, il donne une idée de l'ampleur des détournements commis au préjudice du groupe Elf-Aquitaine. De 1989 à 1993, écrit M. Perraudin, les comptes bancaires ouverts en Suisse par l'ancien directeur des « affaires générales » du groupe pétrolier français, Alfred Sirven, « ont été crédités, en de multiples devises, d'importants avoirs représentant une contre-valeur estimée, au cours actuel, à plus de 1 milliard de francs ». « Le cheminement de ces avoirs, insolite et inusuel, relevant d'actes propres à entraver l'identification de leur origine, tend à établir leur caractère criminel », relève le juge suisse.

Les investigations du juge Perraudin ont été conduites à partir de la mise en évidence, au mois d'avril 1997, d'un compte détenu par M. Sirven à l'Union bancaire privée (UBP) de Genève. C'est sur ce compte - numéro 57007 SA - que l'énigmatique dirigeant d'Elf, présenté comme le bras droit du PDG, Loïk Le Floch-Prigent, avait perçu, en 1992, une part de 5 millions de dollars sur le montant d'une commission versée par le groupe industriel,



en marge d'une opération pétrolière au Venezuela (*Le Monde* du 8 avril 1997). La découverte de ce mouvement de fonds avait provoqué la délivrance d'un mandat d'arrêt international à l'encontre de M. Sirven, qui résidait alors à Genève. Il n'a jamais pu être interrogé depuis et semble avoir quitté la Suisse - qui lui avait

toutefois accordé le statut de résident. L'étude des mouvements enregistrés au débit et au crédit du compte genevois de M. Sirven a permis au juge Perraudin, par ailleurs saisi de deux informations judiciaires ouvertes en 1997 par le parquet de Genève pour « blanchiment d'argent », de déceler l'existence

d'une galaxie de comptes contrôlés par l'ancien dirigeant d'Elf. Dressée par le magistrat genevois, la liste comprend deux comptes ouverts à la Banque cantonale vaudoise (BCV) de Lausanne - références « Défense » et « Christophe » -, trois comptes à la Banque de dépôt et de gestion (BDG) de Lausanne - références « Promé », « Mineral » et « Végétal » -, deux autres à la BDG de Lugano - références « Lille » et « Langouste » -, un au Crédit suisse de Genève, un au Crédit suisse de Lausanne, deux à la Republic National Bank of New York de Genève, un à l'Union bancaire privée de Genève, un autre à la Société financière privée de Genève - code « Edmond Business SA » -, ainsi enfin qu'un compte ouvert auprès de la banque Armand von Herst et Cie, dont la référence - « Miou » - rappelle le nom du compagnon habituel de M. Sirven, un gros chat roux baptisé Miou-Miou.

Soupçonnant que « tout ou partie » des sommes ayant transité par ces comptes « proviennent de détournements commis au préjudice du groupe Elf-Aquitaine », le juge Perraudin précisait, dans sa lettre, que « les investigations sont toujours en cours pour établir la provenance formelle de ces avoirs et leurs destinations, intermédiaires et finales », en Suisse et dans d'autres pays, « no-

tamment au Luxembourg ». Parmi ces bénéficiaires des fonds extraits des caisses d'Elf, figurent, selon le document de M. Perraudin, plusieurs des personnes mises en examen en France, parmi lesquelles l'ancien PDG d'Elf-Gabon, André Tarallo, l'ancien directeur du patrimoine immobilier d'Elf, Jean-François Pagès, l'intermédiaire André Guelé, l'homme d'affaires Hubert Le Blanc-

Joly et Vichnievsky à ces nouvelles découvertes. Les deux magistrats devaient, sans tarder, adresser une demande officielle à la justice helvétique, a-t-on indiqué au *Monde*, de source judiciaire.

Dès à présent, les résultats de l'enquête suisse confirment le rôle prépondérant joué, sous la présidence de M. Le Floch-Prigent, par Alfred Sirven dans la captation, voire dans

« Le cheminement de ces avoirs, insolite et inusuel, relevant d'actes propres à entraver l'identification de leur origine, tend à établir leur caractère criminel », relève le juge suisse

Bellevaux, et l'industriel Maurice Bidemann. Le juge Perraudin mentionne en outre l'intervention de « sociétés off-shore » dont l'identification des ayants droit « est en cours ».

Le juge suisse s'est en outre déclaré prêt à faire parvenir « la documentation bancaire complète » relative aux comptes de M. Sirven à ses collègues français, pour peu qu'une commission rogatoire complémentaire lui soit adressée. Dans cette perspective, le parquet de Paris a délivré, le 30 juin, un réquisitoire sup- plément élargissant la saisie des juges

la répartition des commissions occultes versées par Elf-Aquitaine. Mais une partie du mystère demeure suspendue à l'arrestation du fugitif, les recherches bancaires menées en Suisse sur ses quinze comptes ayant montré, selon le juge Perraudin, que « d'importants avoirs en [argent] il-quide provenant desdits comptes ont été réacheminés en France ». S'il ne les a pas toutes conservées, seul M. Sirven lui-même pourrait indiquer à qui ces sommes ont été remises.

Hervé Gattegno

35 millions de francs de bijoux

Les comptes français d'Alfred Sirven recèlent d'étranges mouvements, qui se sont poursuivis bien après son départ d'Elf-Aquitaine, en 1993. Entre le 19 décembre 1993 et le 19 janvier 1997, son compte de la BNP de Chantilly (Oise) a été crédité de 22 315 166 francs, a noté la brigade financière, soulignant « la fréquence et l'importance des virements reçus de l'étranger ». Sur ses autres comptes, « les sommes parfois très importantes qui ont été créditées ont été débitées très rapidement, quelques fois même immédiatement ».

Autre découverte de l'enquête : M. Sirven a acheté, entre 1990 et 1996 sous diverses identités, des bijoux Cartier pour un montant total de 35 millions de francs. « M. Sirven ne voulait absolument pas que son nom apparaisse, a raconté l'une des vendeuses. En une occasion, il a réglé un achat en apportant plusieurs enveloppes de billets usagés et sales de 50 et 100 francs, pour un montant total de deux millions de francs ».

Prévenant et sulfureux, affable et maléfique, l'insaisissable « Fred »

Où se cache-t-il ? A Paris, dans les restaurants cossus qu'il fréquente, nul ne l'a plus aperçu depuis des mois. A Genève, sa dernière apparition date de la fin de

PORTRAIT
Négociateur hors pair, il est aussi volubile que Loïk Le Floch-Prigent est introverti

l'année dernière, quelques jours avant Noël. Déjà sous le coup d'un mandat d'arrêt international, il dînait tranquillement à la table d'un restaurant asiatique, à deux pas de son ancien appartement et de l'immeuble d'Elf-Aquitaine International, la filiale suisse qu'il dirigea jusqu'en 1993. Ses derniers amis jurent être sans nouvelles de lui. Certains se disent inquiets. A Dettli, un hameau proche de Chillon, le manoir qu'il avait acheté en 1991 et dans lequel il avait fait aménager une somptueuse roseraie, est à l'abandon. A l'une de ses filles, il a fait passer, via l'un de ses avocats, une lettre organisant sa succession. Le texte en est bref, le ton morose. « Demandez [au notaire] de m'adresser à mon domicile à Genève une procuration afin que je puisse me faire représenter car je ne souhaite pas me déplacer actuellement en France ».

Insaisissable, Alfred Sirven l'est à tous les égards. Comment cet homme affable à la rondeur rassurante, que ses proches disaient drôle, gentil et prévenant, a-t-il pu devenir ce personnage sulfureux, presque maléfique, décrit avec inquiétude par tant de témoins du dossier Elf ? Comment ce grand-père attentif, amateur de bonne chère, de vins rouges et de gros cigares, s'est-il mué en homme de pouvoir et d'argent, jonglant avec les millions, les sociétés-écran et les comptes numérotés ? Ses anciens collègues et amis, ceux qui l'ont connu chez Moulines - il en fut le directeur des affaires sociales, de 1978 à 1983 - ou encore avant, chez Bendix ou Avon, n'y comprennent rien : ils gardent en mémoire ses façons rugueuses et ses méthodes de négociation « un peu cavalières », mais ne reconnaissent pas « leur » Alfred Sirven. A son entrée chez Elf, en 1989, il habitait un studio à Neuilly et n'avait pas de voiture. Dix ans plus tard, le voici recherché par la po-

lice, soupçonné d'avoir détourné plusieurs centaines de millions de francs.

Est-ce un tour du destin ? En 1962, au temps où le pétrole n'était pas encore « l'or noir », la région de Toulouse, berceau de sa famille, connut une première « affaire Sirven », du nom d'un géomètre protestant, dont la fille s'était suicidée pour échapper à la conversion au catholicisme. Accusé de meurtre, Pierre-Paul Sirven avait été condamné à mort et s'était enfui... en Suisse. Voltaire obtint sa réhabilitation.

Franc-maçon affichant des opinions de droite, Alfred Sirven ne s'est pas encombré d'une telle honnêteté. Né à Toulouse en 1927, fils d'un imprimeur qui travaillait pour *La Dépêche du Midi*, il s'engagea dans la Résistance, puis, dans les Forces terrestres de l'ONU en Corée.

Blessé à quatre reprises, il fut décoré de la croix de guerre et rapatrié en France quelques jours après un épisode moins glorieux, qui devait demeurer comme une cicatrice cachée. Le 24 avril 1954, alors qu'il était en permission au Japon, il cambriola une banque, arme au poing, avec quelques camarades de régiment. Arrêté, il fut jeté en prison et ne dut son élargissement qu'à l'intervention de sa famille, qui disposait, à Toulouse, de quelques relations... La suite est plus classique : licence en droit, DES de droit public, premières armes chez Mobil Oil, l'un des concurrents d'Elf. Puis une carrière dans les « ressources humaines », qui le conduisit au poste de directeur chez Rhône-Poulenc, où il fut recruté, en 1983, par un « chasseur de têtes ». Le PDG du groupe chimique s'appela alors Loïk Le Floch-Prigent.

C'est à cette époque que se forge la relation d'estime entre les deux hommes, qui constituera, quelques années plus tard, la clé du pouvoir d'Alfred Sirven. Fort de son entente dans les milieux syndicaux, « Fred » s'impose en négociateur hors-pair, aussi volubile que Loïk Le Floch-Prigent est introverti.

Le Floch-Prigent est introverti, sans scrupule excessif : pour déminer un conflit social, il lui arrive de mettre la main à la poche. Son goût pour la clandestinité, déjà, amuse. Dans les restaurants, il a l'habitude de réserver sous un nom d'emprunt : « M. Dumas » - non par référence politique, mais parce qu'il s'agit du nom de jeune fille de

sa mère... De ces détails, celui qu'il appelle « patron » ne se soucie guère : M. Le Floch-Prigent est de ces dirigeants qui apprécient l'efficacité et qui n'aiment guère s'occuper de l'entretien.

Le tandem se soude encore davantage lorsqu'en 1986, la droite revenue au pouvoir limoge brutalement le PDG de Rhône-Poulenc. « Il était, pour Le Floch, une sorte d'impresario », raconte un de ses proches. Il a activé tous ses réseaux pour préparer son retour. Dans son propre intérêt, bien sûr, mais aussi par admiration sincère. Lorsque s'annonce la réélection de François Mitterrand, en 1988, il milite pour la nomination de celui que la droite a surnommé « Pink Floch » à la tête du groupe Elf. Dans une ambiance de campagne électorale, il organise, pour le « patron », des dîners discrets dans une propriété familiale des Le Floch, à Paris.

UNE GROSSE MARMIITE

Tous les coups de pince sont bons à prendre. Claude Joncour, qu'il a rencontré chez Rhône-Poulenc, et qui est un proche de la famille de Georges Dayan - l'un des meilleurs amis de François Mitterrand, décédé en 1979 - monte un dîner avec Roland Dumas dans l'espoir d'obtenir son appui. Ce soir-là, le futur PDG fait la connaissance de l'épouse de son hôte, Christine Deviers-Joncour, qu'Elf recrutera, quelques mois plus tard... Peu après, il glisse à Christine cette promesse, dans son accent rochelais : « Elf, c'est une grosse marmite. On va y faire bouillir nos petits légumes. Et toi, tu auras ta cuillère en or ».

Nommé en mai 1989, Loïk Le Floch-Prigent fait d'Alfred Sirven son homme de confiance - après l'avoir choisi comme témoin pour son mariage -, avec rang de directeur chargé des « affaires générales », c'est-à-dire de tout. Signe plus discret, le nouveau PDG téléphone en personne à son ami Pierre Fabre, le fondateur des laboratoires pharmaceutiques du même nom, pour stimuler son intérêt pour les Cachous Lajaille, que ses propriétaires - la famille Sirven - cherchent à vendre à « quelqu'un de la région ». Au sein de la compagnie, où s'entrelient depuis toujours les intérêts politiques, diplomatiques et financiers, Alfred Sirven joue sur tous les registres, intervenant dans le choix des intermédiaires pour les

contrats d'exploration les plus sensibles, allant jusqu'à l'intimidation verbale pour écarter les résistances. Sa menace favorite : « La vie est courte. Et un accident est si vite arrivé... »

Sur ordre du PDG, il dispose d'une « réserve » annuelle de près de dix millions de francs, dont il use à discrétion, pratiquant avec assiduité une forme de lobbying d'atout. A droite comme à gauche, il multiplie les rencontres. Approche Jean-Christophe Mitterrand, chargé à l'Elysée des « affaires africaines ». Confie des « missions » à Jean-Jacques de Peretti. Note des contacts dans l'entourage de Charles Pasqua. Négocie un contrat de « relations publiques » au profit d'un ami de jeunesse de François Mitterrand. Organise le financement occulte, via la Suisse, du très mitterrandiste magazine *Globe-Hebdo*. Tenir pour suspect par les tous les anciens héraux d'Elf, il a acquis, avec l'appui du patron, la haute main sur les opérations en Iran, en Irak, au Qatar et en Angola. Eldorado pétrolier où il se fourvoie, avec ses amis du Parti républicain, dans le soutien aux rebelles de l'Unita. Ce parti perdu scellera l'échec de la stratégie, conçue à l'Elysée, qui visait à l'élimination du « Monsieur Afrique » d'Elf-Aquitaine, André Tarallo, soupçonné d'abriter en argent noir les réseaux chiraquiens.

Alfred Sirven aura plus de succès dans une autre mission délicate : c'est lui qui écartera - sans ménagement - de la Fondation Elf, qu'elle présidait, l'ex-épouse de Loïk Le Floch-Prigent, Fatima, soudainement répudiée. « Il semblait alors avoir pris les choses en main », dit abruptement l'un des familiers du couple. Surgissent alors, en privé, les premiers commentaires desolés à l'égard du « patron ». S'est-il laissé griser ? A-t-il succombé à la tentation ? En 1994, aux premières heures de l'affaire Elf, nombre de ses convives l'ont entendu lancer, en ouvrant les mains : « Je les tiens tous. Je peux faire sauter vingt fois la République ! » Tardivement recherché, longtemps préservé par la clemence des autorités suisses, il a fini par partir, trois ans plus tard, abandonnant son chat, ses roses et son château. Mais sans rien oublier, sans doute, de ses plus lourds secrets.

H. G.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES
Office Spécial de Publicité
136, av. Charles de Gaulle 92531 NEUILLY-SUR-SEINE Cedex
Tél : 01.46.40.26.07 - Fax : 01.46.40.70.66

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE

Par jugement contradictoire, rendu par le Tribunal Correctionnel - 11^{ème} Chambre - le 12 décembre 1997.
Henry BOCCQUE, né le 18 octobre 1934 à TANANARIVE (MADAGASCAR), a été condamné à 6 mois d'emprisonnement avec sursis simple, pour :
- soustraction frauduleuse à l'établissement ou au paiement de l'impôt sur les sociétés et sur les revenus par dissimulation de sommes - courant 1987 et 1988 - à PARIS - Art.1741 AL.1, AL.3, Art.1750 AL.1 C.G.I.
Le Tribunal a en outre prononcé l'affichage de la décision par extrait pendant trois mois à la mairie du domicile et sa publication également par extrait au JOURNAL OFFICIEL, LE MONDE ET LE FIGARO.
Pour extrait conforme, n'y ayant appel, Le Greffier en Chef.

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE

Par jugement contradictoire, rendu par le Tribunal Correctionnel - 11^{ème} Chambre - le 3 novembre 1997.
Antoine Pierre MONGE, né le 20 juin 1949 à PARIS 13^{ème}, a été condamné à huit mois d'emprisonnement avec sursis, une amende de 50.000 francs, pour :
- soustraction à l'établissement ou au paiement de l'impôt, omission de déclaration - de 1993 à 1995 - à PARIS - Art.1741 AL.1, AL.3, Art.1750 AL.1 C.G.I.
Le Tribunal a en outre ordonné l'affichage de la décision et la publication du jugement par extrait, dans LE JOURNAL OFFICIEL, ainsi que dans les quotidiens LE MONDE ET LE FIGARO.
Pour extrait conforme, n'y ayant appel, Le Greffier en Chef.

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE

Par jugement contradictoire, rendu par le Tribunal Correctionnel - 11^{ème} Chambre - le 30 octobre 1997.
John BINDEFELD, né le 24 janvier 1931 à LEPTZIG (ALLEMAGNE), a été condamné à quinze mois d'emprisonnement avec sursis, une amende de 300.000 francs, pour :
- soustraction frauduleuse à l'établissement ou au paiement de l'impôt, dissimulation de sommes, courant 1993 à PARIS - Art.1741 AL.1, AL.3, Art.1750 AL.1 C.G.I.
Le Tribunal a en outre ordonné l'affichage de la décision et la publication du jugement par extrait, dans LE JOURNAL OFFICIEL, LE MONDE ET LE FIGARO.
Pour extrait conforme, n'y ayant appel, Le Greffier en Chef.

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE

Par jugement contradictoire, rendu par le Tribunal Correctionnel - 11^{ème} Chambre - le 30 octobre 1997.
John BINDEFELD, né le 24 janvier 1931 à LEPTZIG (ALLEMAGNE), a été condamné à quinze mois d'emprisonnement avec sursis, une amende de 300.000 francs, pour :
- soustraction frauduleuse à l'établissement ou au paiement de l'impôt, dissimulation de sommes, courant 1993 à PARIS - Art.1741 AL.1, AL.3, Art.1750 AL.1 C.G.I.
Le Tribunal a en outre ordonné l'affichage de la décision et la publication du jugement par extrait, dans LE JOURNAL OFFICIEL, LE MONDE ET LE FIGARO.
Pour extrait conforme, n'y ayant appel, Le Greffier en Chef.

52/10/1998

SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 10 JUILLET 1998 / 9

Les arrondissements du centre de la capitale sont les plus touchés par la délinquance

Une cartographie de l'insécurité parisienne fait apparaître des variations sensibles selon les quartiers

Une radiographie de l'insécurité dans Paris, rendue publique mercredi 8 juillet, révèle que, par rapport à leur population sédentaire, les arron-

dissements du centre parisien (1^{er} et 2^e) sont les plus touchés par les faits de délinquance, notamment les cambriolages et les vols avec violence.

Comparativement au nombre de personnes de passage, le plus fort taux de criminalité est observé dans le 3^e, suivi des 20^e et 16^e arrondissements.

UNE RADIOGRAPHIE de l'insécurité dans la capitale a été rendue publique, mercredi 8 juillet, à l'occasion de la réunion à l'Hôtel de Ville des partenaires impliqués par le futur contrat local de sécurité (CLS) de Paris. Ses signataires - le préfet de police Philippe Masson, le maire Jean Tiébert, le représentant du procureur de la République - ont discuté le contenu du « diagnostic local de sécurité », en présence du recteur d'académie, du préfet de Paris et de la plupart des maires d'arrondissement, ainsi que des représentants des bailleurs sociaux, de la RATP et de la SNCF. Un document de 240 pages, intitulé « Contribution à l'élaboration du contrat local de sécurité de Paris. Éléments de diagnostic de sécurité » et publié par la préfecture de police, a synthétisé l'état des concertations entre les différents partenaires.

Cette cartographie de la délinquance et du sentiment d'insécurité s'inscrit par une mise en perspective des statistiques policières des crimes et des délits en 1997. Phénomène « de grande ampleur », avec 272 145 infractions constatées par la police, la délinquance a globalement baissé depuis 1995, comme sur les quinze dernières années (400 000 faits en 1983).

INCIDENTS SCOLAIRES

Une approche territoriale fait toutefois apparaître des variations sensibles : les questions de sécurité sont appréhendées en tenant compte à la fois du nombre d'habitants domiciliés dans un arrondissement et des flux de visiteurs (travailleurs franciliens, touristes) qu'il accueille.

Par rapport à leur population sédentaire, les arrondissements du centre parisien (1^{er} et 2^e) sont les plus touchés pour l'ensemble des délits, notamment les cambriolages et les vols avec violence. Comparativement au nombre de personnes de passage, évalué grâce aux statistiques de la RATP et de la

SNCF, « le plus fort taux de criminalité se révèle dans le 3^e, suivi du 20^e et 16^e ». L'implantation d'une vingtaine de « bandes » de jeunes délinquants dans certains quartiers (cinq cités du 19^e arrondissement, par exemple), et le développement localisé de violences urbaines, contribuent aussi à une sectorisation de l'insécurité. Les incidents scolaires signalés à l'inspecteur de l'académie de Paris, qui constate une « concentration d'environ 60 % des faits dans le quart nord-est de la capitale », viennent encore affiner le trait.

Paris, où les embarras de la police de « proximité »

Comment adapter, à l'échelle de la capitale, la démarche de « police de proximité » et de contrats « locaux » de sécurité (CLS) ? La circulaire interministérielle du 28 octobre avait prévu qu'à Paris des contrats pourraient être conclus entre le préfet de police et chaque maire d'arrondissement. Pourtant, il n'y aura paradoxalement qu'un contrat-cadre pour l'ensemble de la capitale. Hostile à la signature de contrats par arrondissement, contrairement à des élus de l'opposition municipale soucieux d'affirmer leur autonomie, M. Tiébert a souligné que seul le maire de Paris possédait la personnalité juridique l'autorisant à signer.

Au contrat global, s'ajoutera une série d'« annexes » par arrondissement élaborées par le préfet de police et les maires concernés. Chaque annexe sera signée par le maire de Paris et le préfet de police. Il reviendra au préfet de répartir les postes d'adjoints de sécurité - neuf cents ont été créés en 1996 -, qui, financés par l'État, seront affectés en fonction des besoins exprimés par la Ville et par chacun de ses arrondissements.

SNCF, « le plus fort taux de criminalité se révèle dans le 3^e, suivi du 20^e et 16^e ». L'implantation d'une vingtaine de « bandes » de jeunes délinquants dans certains quartiers (cinq cités du 19^e arrondissement, par exemple), et le développement localisé de violences urbaines, contribuent aussi à une sectorisation de l'insécurité. Les incidents scolaires signalés à l'inspecteur de l'académie de Paris, qui constate une « concentration d'environ 60 % des faits dans le quart nord-est de la capitale », viennent encore affiner le trait.

Pour tenter de saisir le « senti-

ment d'insécurité », les registres de « mains courantes » des commissariats de quatre arrondissements (2^e, 11^e, 15^e et 20^e) ont été exploités. Les Parisiens y font état de doléances ponctuelles ou de demandes d'intervention, sans vouloir déposer une plainte pénale. Ce sont les problèmes de voisinage (bruit, dégra-

l'ouest et le nord de Paris ». Un quart seulement des sondés se disent en sécurité dans les parkings souterrains, tandis que 56 % ne se sentent pas en sécurité dans la rue la nuit.

Faute d'études poussées, la connaissance des victimes reste, elle, superficielle. Quelques constats se dégagent toutefois : les femmes sont ainsi des cibles prioritaires des vols commis avec violence et sans arme sur la voie publique. Les auteurs mis en cause pour des faits de délinquance - 45 542 interpellations à Paris en 1997 - sont mieux connus. 48 % d'entre eux sont domiciliés dans la capitale, tandis que 44 % résident hors de Paris (deux tiers en petite couronne, dont la moitié en Seine-Saint-Denis). « Provenant généralement de banlieue, et donc a priori inaccessible aux mesures sociales d'aide à l'insertion que pourra soutenir le CLS parisien, cette catégorie d'auteurs ne semble réceptive, une fois dans Paris, qu'à des mesures de sécurité traditionnelles », note le document. Autre sujet de préoccupation : le niveau de responsabilité des mineurs au sein de la population délinquante ne cesse d'augmenter (10,6 % des délinquants identifiés). Autant d'évolutions auxquelles les partenaires du CLS vont devoir s'adapter. Le par- quet de Paris a ainsi mis en œuvre un début de territorialisation de son action pour les mineurs, tandis que la préfecture de police prépare une réforme de ses structures en vue d'une meilleure adaptation de ses services territoriaux aux demandes de sécurité de proximité.

Erich Inciyan

370 personnes évacuées après un incendie près de Marseille

LES INCENDIES qui touchent la région marseillaise depuis mercredi 8 juillet étaient considérés comme maîtrisés, jeudi 9 au matin. L'un des feux, parti d'un quartier sud de la ville et attisé par un fort mistral, s'est propagé jusqu'aux calanques, détruisant 350 hectares de garigue et d'arbustes entre Marseille et Cassis. Prises au piège entre la mer et les crêtes enflammées de la calanque de Sormiou, 370 personnes, dont 115 enfants, ont dû être évacuées par la mer dans l'après-midi de mercredi, mais l'incendie a ensuite été maîtrisé. Jeudi 9 juillet, au lever du jour, les avions ont repris leurs rotations. Un feu parti dans la nuit au Rove, sur la côte ouest en sortant de Marseille, était considéré comme pratiquement éteint par les secours, et le mistral avait fortement faibli.

René Trager condamné pour détournement de fonds

L'HOMME D'AFFAIRES nantais René Trager a été condamné à 30 mois de prison, dont 20 mois ferme, dans une affaire de détournement de fonds par le tribunal correctionnel d'Angers (Maine-et-Loire). Dans le même dossier, le député (PS) et maire de la commune de Rezé (Loire-Atlantique), Jacques Floch, a été relaxé. MM. Trager et Floch avaient comparu les 12, 13 et 14 mai devant le tribunal correctionnel pour des faits de « complicité d'abus de confiance », « abus de biens sociaux » et « recel d'abus de confiance ». La justice les soupçonnait d'avoir détourné 2,14 millions de francs lors de la construction d'une maison de retraite sur la commune de Rezé, près de Nantes. Les magistrats ont estimé qu'il n'y avait aucune preuve contre Jacques Floch. Ils ont, en revanche, jugé que la somme détournée avait profité exclusivement à René Trager.

DÉPÊCHES

■ IMMIGRATION : Elisabeth Guigou a installé, mercredi 8 juillet, la commission interministérielle sur la « double peine », promise à l'issue de la récente grève de la faim de Lyon. Aux côtés de sa présidente, Christine Charette, conseillère à la Cour de cassation, y siègent François Bernard, conseiller d'État, Régis de Gouttes, avocat général à la Cour de cassation, Bernard Boucault, préfet de Seine-Saint-Denis, Claude Mathon, procureur à Lille, ainsi que François Feltz, Yves Carcenat et Jean-Claude Karsenty, inspecteurs généraux, respectivement des services judiciaires, des affaires sociales et de l'administration.

■ AMIANTE : un programme d'études toxicologiques et épidémiologiques va être engagé « rapidement » sur les risques potentiels des fibres de substitution à l'amiante, a indiqué, mercredi 8 juillet, le ministère de l'emploi et de la solidarité. Une expertise de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale a conclu que « toute nouvelle fibre proposée comme substitut à l'amiante (...) doit être a priori soupçonnée d'être pathogène ».

■ CONSOMMATION : les contrôles de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) ont augmenté de 10 % en 1997, leur nombre atteignant 724 618, mais le taux d'infractions a baissé de 4 %, selon le rapport annuel de la DGCCRF. Au total, 20 010 procédures ont été transmises à la justice, soit 6,2 % de plus qu'en 1996.

Les Systèmes d'échange local (SEL) en procès pour travail clandestin

TROIS ANS après avoir fait réparer le toit de sa ferme par deux compatriotes, Sarah Two, une Britannique qui a choisi de vivre en Ariège, saura en septembre si elle a vraiment attenté à la loi française sur le travail clandestin. A la suite de la dénonciation téléphonique d'un voisin, elle a été condamnée en janvier, avec ses deux amis britanniques, à 2 000 francs d'amende avec sursis par le tribunal correctionnel de Foix. Les juges ont estimé que les travaux réalisés contrevenaient aux articles du code du travail réprimant le travail au noir (Le Monde du 8 janvier).

Sarah Two, Robert Evans et John Mac Cullogh sont tous trois des adhérents du système d'échange local (SEL) pyrénéen, le premier créé en France, en 1993. Ces réseaux de trocs multilatéraux, inventés dans les pays anglosaxons, privilégient les échanges non-monnaïres entre leurs membres et disposent chacun d'une unité de compte interne. En Ariège, cette unité est le grain de SEL. Le tribunal correctionnel de Foix avait cependant estimé que « la contrepartie du travail fourni était en fait un crédit (...) de valeur bien déterminée qui servait en fait à rémunérer l'opération » et avait jugé que Sarah Two était bel et bien l'employeuse de ses deux compatriotes en vertu d'un « contrat de louage de services » assimilé à un contrat de travail.

« SOLIDARITÉS HORIZONTALES »

Six mois après leur condamnation en première instance, les trois prévenus comparaissent, mercredi 8 juillet, devant la cour d'appel de Toulouse. Visiblement, ils ne comprennent toujours pas pourquoi la justice française leur reproche ce qu'ils considéraient comme une entraide naturelle. Tous trois sont soutenus par les membres du SEL, qui avaient affrété un car pour l'occasion. Les responsables de l'association estimant que derrière cette audience - la première en France -, c'est le procès de la trentaine de services d'échanges locaux que l'on instruit. Ils ne sauraient accepter une

condamnation, même symbolique.

Devant la cour d'appel de Toulouse, le SEL pyrénéen avait décidé de s'adjuger le soutien d'un deuxième avocat. Très applaudi, Sylvie Roquain a tenté d'expliquer aux juges la philosophie des SEL, qui tentent de créer des « solidarités horizontales » en réaction aux exclusions générées par la « société industrielle marchande ». Plus technique, Jean-Claude Garson s'est attaché à démontrer que le grain de SEL n'était pas une monnaie mais « une mémoire de l'échange, un indicateur ». Les deux avocats ont enfin souligné le rôle social du SEL : le contrat d'insertion signé par l'assistante sociale du secteur en faveur de M. Evans, RMiste, stipule expressément : « Insertion professionnelle par le SEL ».

Les avocats de deux organisations professionnelles du bâtiment qui s'étaient constituées partie civile ont ensuite répété leur défiance à l'égard de ces réseaux parallèles qui exercent, selon eux, une concurrence déloyale au détriment de leurs clients. M. Viala, avocat de la Chambre syndicale des artisans et des petites entreprises du bâtiment de l'Ariège, a mis en garde contre les risques d'atomisation de la société en « tribus ». Il estime que le SEL, loin d'être le système innovant décrit par ses partisans, est une marque de « régression sociale ». Enfin, l'avocat général s'est contenté de requérir le maintien des condamnations.

Trois semaines après le jugement en première instance, une centaine de sympathisants du SEL s'étaient retrouvés dans la ferme de Sarah Two à Tapia, pour de nouveaux travaux, également payés en grains de SEL. « Si les trois adhérents du SEL Pyrénées sont considérés comme coupables, alors nous sommes nombreux dans ce cas », expliquait le formulaire de demande de mise en examen que chacun avait renvoyé à l'issue de la journée.

Arrêt le 17 septembre.

Stéphane Tépot



1 franc, c'est permis

Depuis le 1^{er} juillet 1998, la taxe perçue par la Région Ile-de-France sur les permis de conduire est passée de 173 francs à 1 franc. Ainsi, quand vous retirerez votre permis à la préfecture, il vous en coûtera seulement 1 franc. Bonne route et prudence au volant !

MA REGION
C'EST L'ILE-DE-FRANCE

www.cri-ile-de-france.fr • 36 15 ILE DE FRANCE (1,29 F le min)

Faible : 01 53 12 36 10

L'urbanisation reste incontrôlable en Ile-de-France

Les pouvoirs publics eux-mêmes l'admettent aujourd'hui : les documents d'urbanisme, notamment le schéma directeur de 1994, ne sont parvenus à enrayer ni le « mitage » de la grande couronne ni l'aggravation des inégalités entre l'est et l'ouest de la région

LES DEUX PLUS importants représentants de l'Etat en Ile-de-France viennent de présenter ensemble ce qui constitue en quelque sorte un constat d'échec de l'aménagement de cette région. Quelques jours avant de céder sa place à la préfecture de région à Jean-Pierre Dupont, Joël Thoraval, ainsi que Gilles Ricco, directeur régional de l'équipement depuis quelques mois, ont dressé un diagnostic sévère de la situation des transports en Ile-de-France : un constat qui confirme les difficultés rencontrées par les aménageurs pour maîtriser le développement de l'urbanisme dans l'agglomération parisienne (Le Monde du 27 juin).

Ce rapport, première phase de l'élaboration du plan de déplacements urbains (PDU), rendu obligatoire par la loi sur l'air de 1996, affirme en effet clairement ce que personne n'avait osé dire officiellement : « Le schéma directeur de la région Ile-de-France affiche, certes, des objectifs ambitieux de développement urbain. Mais force est de constater, après quatre ans de mise en œuvre, que cette maîtrise reste insuffisante. Les tendances de l'urbanisation – stagnation, voire diminution, de la population de la zone dense de l'agglomération, augmentation importante dans la grande couronne et inadéquation du réseau de transports collectifs de banlieue à banlieue en fort développement – expliquent en grande partie l'augmentation de la circulation automobile. »

L'HÉGÉMONIE DE LA VOTURE

En relevant l'« interaction entre politique d'urbanisme et déplacements », les auteurs du rapport constatent que les grandes orientations du PDU, qui devaient, selon la loi, « assurer un équilibre durable entre les besoins de mobilité des Franciliens et la protection de leur environnement et de leur santé ». La « guerre » à l'hégémonie de la voiture est ainsi ouvertement déclarée. Mais ce rapport apporte surtout des éléments au sempiternel débat sur le développement de la région-capitale. Cette question devrait être relancée à l'automne à l'occasion d'un comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire (CIADT) essentiellement consacré à l'Ile-de-France.

Le projet de loi de Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, va également confirmer la possibilité – ouverte par la loi Pasqua de février 1995 – de permettre au conseil régional d'Ile-de-France d'élaborer ou de réviser le schéma directeur imposé par décret en Conseil d'Etat en avril 1994, lorsque Edouard Balladur était à Matignon. Le texte de M^{me} Voynet (qui devrait être soumis au conseil des ministres fin juillet) demande que le développement de l'Ile-de-France ait pour objectifs aussi bien la maîtrise de sa croissance démographique, une meilleure organisation spatiale, la préservation du rayonnement international de la région, la maîtrise des besoins de déplacements, la correction des déséquilibres inter-

nes, que la préservation des zones rurales et naturelles.

Certains de ces objectifs étaient inscrits dans les schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) de 1965 et de 1976. Ils ont été atteints pour ce qui est du « desserrement » de l'agglomération au-delà des espérances du général de Gaulle, l'instigateur du réaménagement de la région parisienne, et de Paul Delouvrier, qui en fut le premier maître d'œuvre. Mais le succès de quatre des cinq villes nouvelles (seule Sénart est inachevée), dont le développement s'est largement appuyé sur la mise en place du RER, mais aussi sur l'amélioration du ré-

seau routier, n'en finit pas de produire certains effets pervers imprévus.

Le document de travail qui sera remis aux ministres à l'occasion du prochain CIADT, constate en effet que, si « les villes nouvelles ont, globalement, rempli les objectifs du SDAU 1965 en accueillant près de 50 % de l'augmentation de la population d'Ile-de-France entre 1975 et 1990, [elles] semblent polariser assez fortement l'emploi et beaucoup moins l'habitat ». Et la direction régionale de l'équipement (DRE) observe « des tendances à l'extension résidentielle » vers un bassin local autour des villes nouvelles.

C'est ainsi, dit encore le document relatif de la consommation des espaces (...) cache une poursuite de la fragmentation des espaces agricoles. Alors que les espaces naturels sont protégés, les terres agricoles continuent à être grignotées. Le fameux « mitage » se poursuit à un rythme à peine moins soutenu que dans les années 80, avec le risque d'un accroissement considérable des déplacements automobiles, et des conséquences en matière d'environnement et de ségrégation sociale. D'autant que l'amélioration du réseau routier rend les communes rurales de la périphérie de l'Ile-de-

France plus accessibles et plus proches des centres d'activité.

Le phénomène d'urbanisation diffuse s'explique également par l'offre surabondante de zones d'activités dans les localités de la grande couronne. Il y aurait ainsi sept cents zones d'aménagement concertées (ZAC) autour de Paris, dont plus de la moitié en grande difficulté financière. Elles ont souvent été créées en anticipation d'un marché aujourd'hui incertain, et bon nombre ont dû être recouvertes en lotissements pour éviter la faillite des aménageurs et des communes.

L'urbanisation anarchique « en tache d'huile », préoccupation per-

manente des aménageurs, semble ainsi devenue une réalité malgré tous les documents d'urbanisme. Les schémas directeurs de 1965 et de 1976 comprennent des éléments de cadrage quantitatifs globaux à l'échelle de la région sur l'évolution de la population et de l'emploi, mais ces chiffres n'étaient pas suffisamment précis au niveau local. Le troisième schéma directeur de la région Ile-de-France (SDRIF) en 1994 affiche, lui, des perspectives départementales, notamment les espaces à ouvrir à l'urbanisation d'ici à 2015 à travers une « carte de destination générale des sols ».

Mais le SDRIF n'est-il qu'une « coquille vide », comme on le suggère dans l'entourage de Jean-Paul Huchon, le nouveau président (PS) du conseil régional d'Ile-de-France ? L'obligation réelle pour les communes de respecter ces prescriptions fait partie des pistes qui sont avancées pour mieux maîtriser

La moitié des friches industrielles dans la petite couronne

MALGRÉ sa position géographique privilégiée, la proche banlieue parisienne compte encore plus de 300 hectares de friches industrielles, sur un total de 600 re-

REPORTAGE

Au nord-est de Paris, la délicate réhabilitation des terrains désertés par les usines

censés par l'aurifère dans la région Ile-de-France. On les trouve en particulier dans les villes de la banlieue nord-est, dirigées par des maires communistes : des cités comme Saint-Denis, Gennevilliers, Saint-Ouen ou Colombes ont un riche passé industriel. Elles ont donc été les premières à gérer les terrains désertés par les entreprises. Cette situation est aussi le résultat d'une politique menée par certains maires communistes qui ont longtemps tenté de freiner l'implantation d'entreprises de services, attirant de nouvelles catégories d'habitants, afin de conserver un électeur populaire. Cette politique a de moins en moins cours aujourd'hui : la réha-

bilitation des friches industrielles de la Plaine-Saint-Denis, menée en concertation entre deux maires communistes refondateurs Patrick Braouezec (Saint-Denis), et Jack Ralite (Aubervilliers), ou la politique active de reconversion des friches à Montreuil-sous-Bois engagée par Jean-Pierre Brard (ex-PC), marque la fin de l'époque de la « glaciation ».

« Aujourd'hui, nous savons ce que nous voulons faire sur presque tous les terrains. La question, c'est de savoir quand nous pourrions le faire », explique Dominique Magnin, un des responsables du développement économique de la mairie de Gennevilliers. La ville de Jacques Brunhes (PC) compte plus de 47 hectares de terrains inutilisés. L'un d'entre eux appartient à Gaz de France. Il est donc, comme tous les terrains appartenant à EDF, GDF ou la SNCF, inutilisable par la municipalité. D'autres terrains sont aménageables : un ancien cimetière laissé à l'abandon, l'ancien site de l'usine ETG-Chausson, une filiale de Renault et de Peugeot. Une grande partie de l'activité de l'usine ETG-Chausson a cessé en 1990. Ceux des locaux devenus inutilisés ont été démolis quatre ans

plus tard. Depuis, la végétation a envahi le sol. Quelques marguerites prospèrent sur les tas de gravats. Des objets abandonnés témoignent d'une fréquentation épisodique : un caddie, des éciats de verre, un carnet de correspondance probablement lancé par-dessus le mur de clôture par une collègue aux résultats irrégulières. Tous les terrains où les ateliers étaient implantés ont été classés en Zone d'aménagement concerté (ZAC). Une partie a déjà été réhabilitée : un collège a été déplacé, un stade construit, et un lycée est en projet.

Reste l'ancienne « zone H », site de l'un des ateliers. « Nous avons affecté une partie du site à l'activité, une autre au logement », explique Dominique Magnin. Mais ces ambitions paraissent difficilement réalisables : la municipalité a acheté le terrain de 7 hectares et demi 150 millions de francs, au moment du boom de l'immobilier. Depuis, les prix ont chuté, l'investissement est devenu difficile à rentabiliser. De plus, les entreprises ont tendance à s'installer en grande couronne, où les terrains sont deux à trois fois moins chers. Quand à la construction de logements, elle

pose aussi un problème de rentabilité : « La population de Gennevilliers a des revenus modestes. Les prix des logements doivent lui convenir », ajoute Dominique Magnin. Le projet de construire six cents logements, au maximum, sur le site, reste donc pour l'instant dans les cartons.

La ville voisine de Colombes, bien que disposant de beaucoup moins d'espace que Gennevilliers, rencontre les mêmes problèmes de reconversion de ses friches. Comme à Gennevilliers, le site est favorable à l'implantation d'entreprises : il est proche de l'autoroute A 86, de la Défense, et de Paris. Mais le coût des terrains est un frein, ainsi que leur taille. Les trois friches de Colombes sont petites (de 2500 à 5000 mètres carrés). Or la plupart des entreprises sont engagées dans un mouvement de regroupement de leurs unités. Outre ces obstacles économiques, ces villes doivent faire face à un déficit d'image qui affaiblit leur pouvoir d'attraction. Certaines friches industrielles devraient rester à l'état de terrain vague encore quelques années.

Gaëlle Dupont

A Briis-sous-Forges (Essonne), TGV et autoroute au fond du jardin

LA PETITE COMMUNE de Briis-sous-Forges (Essonne), 3 000 habitants, est à la fois traversée par l'autoroute A 10 et par la ligne du TGV Atlantique. Ces deux infrastructures découpent en deux parts égales le territoire communal : d'un côté les champs, de l'autre le petit village prolongé par une zone pavillonnaire.

C'est pour atténuer les nuisances sonores que la commune, en accord avec le concessionnaire de l'autoroute, a décidé, fin 1994, d'ériger « une butte paysagère de protection phonique ». Jusque-là, les habitations situées au fond du lotissement n'étaient séparées de l'autoroute que par une rue d'une dizaine de mètres de large donnant directement sur l'A 10, qui, à cet endroit, comporte quatre voies de circulation dans chaque sens. Aux nuisances sonores générées par un trafic important de voitures et de poids lourds, de jour comme de nuit, s'ajoutaient le désagrément visuel, mais aussi le bruit du TGV Atlantique : sa ligne, en contrebas, de l'autre côté de l'autoroute, qu'elle longe, remonte à cet endroit

pour franchir un pont, tout comme l'A 10, sur la départementale qui va de Briis-sous-Forges vers Arpajon.

Aujourd'hui, le merlon de protection de quelque 200 mètres de long est en cours de construction. Au sommet, à plus d'une dizaine de mètres du sol, trônent deux bulldozers qui servent à étaler en couches successives les débris déposés par des camions en provenance des chantiers de la région. Le système permet de réaliser au meilleur coût cet équipement, qui n'est pas terminé mais dont les effets se font déjà sentir par les riverains. « C'est vrai que, depuis qu'il y a ce mur, on entend moins les bruits de l'autoroute, mais surtout on ne le voit plus et je crois que c'est ce qui me dérangeait le plus », explique cette mère de famille.

En parcourant le quartier, on a très vite l'impression que ses habitants semblent s'être habitués au bruit. « C'était bien pire quand l'habitat à Palaiseau », se souvient cet autre riverain. Son pavillon, qu'il habite depuis quatre ans, est l'un des plus proches de l'auto-

route. « Là-bas on donnait directement dessus et il n'y avait pas de protection. » L'un de ses voisins partage son sentiment. Philosophe, il lâche : « Vous savez, quand le lotissement a été construit il y a sept ou huit ans, l'autoroute était déjà là, et même avec le bruit on est mieux ici que dans mon ancien appartement aux Ullis. »

Dans quelques mois, le mur antibruit, qui se présente aujourd'hui comme une immense colline de terre jaunâtre, sera recouvert de plantations et deviendra pour les habitants de ce lotissement un véritable écran naturel au fond de leur jardin, leur masquant l'autoroute, la ligne de TGV et du même coup une disgracieuse ligne à haute tension qui passe non loin de là.

Quant aux avions en provenance ou à destination de l'aéroport d'Orly tout proche, et qui survolent la commune plusieurs fois par heure, il semble qu'ils ne les entendent plus depuis longtemps : « Excepté peut-être l'été, quand les fenêtres sont ouvertes. »

Jean-Claude Pierrette

L'urbanisation de la région. L'intercommunalité, autre axe majeur des projets du gouvernement, devrait également être un des éléments-clés du dispositif mis en place pour mieux maîtriser l'urbanisation de l'Ile-de-France. Selon Jocelyne Riou, vice-présidente (PC) chargée de l'aménagement du territoire au conseil régional : « Il faut développer la coopération entre les communes pour limiter une compétition synonyme de consommation d'espace. »

C. de C.

Le lourd tribut payé par Herblay, ville qui voulait rester village

HERBLAY n'en finit pas de payer les conséquences de l'urbanisation incontrôlée de l'Ile-de-France. Avec son centre décaissé, un habitat déparcellé, des lotissements excentrés, des

REPORTAGE

L'ancien bourg agricole prospère est bouleversé par son urbanisation rapide

pavillons éparpillés, des zones d'activités un peu partout, et une autoroute A 15 ouverte vers Paris et Pontoise à travers une partie de son territoire, Herblay n'offre qu'un lointain souvenir de la cité de villégiature des bords de Seine, qui ne comptait que 5 000 habitants au début des années 60. Quelques belles villas sur les coteaux et une quarantaine de déclarations d'ISF, rappellent ce passé de bourg agricole prospère du Val-

d'Oise. Mais ce sont aujourd'hui 25 000 habitants qui vivent sur un territoire coincé entre Cergy-Pontoise et l'agglomération parisienne toute proche : la capitale n'est qu'à vingt kilomètres.

Tout a changé depuis que la ville nouvelle a surgi aux portes de la commune. Un premier lotissement s'est constitué aux franges du village, loin du centre, tout près des grands ensembles et des pavillons bien rangés de la cité moderne qui était en train de sortir de terre. Après les Buttes-Blanches, les Chênes puis les Copistes ont attiré de nouvelles familles sur Herblay. On accorde des permis de construire sans difficulté. Sur les 1 250 hectares grignotés de toutes parts, les nouveaux habitants ont réclamé des routes, des écoles, des commerces.

Il fallait bien payer, et au début des années 90, le maire d'Herblay a misé sur le boom du sport. Il a lancé une ZAC de 1 600 logements autour d'un

golf et d'une marina près du fleuve. Mais suite au krach de l'immobilier, le projet grandiose de l'Olympium s'est écroulé... avant même d'avoir vu le jour. Il faudra bien longtemps à la ville pour éponger les 100 millions de francs de dettes laissées par la société d'économie mixte. Le schéma directeur de la région Ile-de-France (SDRIF) de 1994 avait déclaré inconstructible une partie des terrains convoités par les promoteurs de l'opération.

Ce SDRIF est aujourd'hui au cœur des préoccupations de l'équipe municipale élue en 1995 autour de Jean-Pierre Lechaland (PS). Le plan d'occupation des sols (POS) en cours de révision devra intégrer la coulée verte de 130 hectares dessinée par ce même schéma à travers la commune, pour relier les forêts de Montmorency et de Saint-Germain et pour protéger les abords de la ville nouvelle. Les terrains non constructibles risquent de devenir autant de friches, dépôts

non contrôlés et casses sauvages, symboles habituels d'une banlieue en déshérence (Le Monde du 2 juillet).

Mais comment préserver des espaces naturels alors qu'il ne reste que quatre agriculteurs, et que ceux-ci sont tentés de vendre leurs terres aux plus offrants ? Les gens du voyage sont de longue date installés sur la commune. Ils construisent des logements sans autorisation, au bout de chemins à peine empierrés, sans eau ni électricité. La commune n'a pas les moyens de faire respecter le POS : les constats de non-conformité ne débouchent sur aucune astreinte pour des familles non-solvables.

Venus de quartiers qui sont autant de villages gaulois, des flots de voitures se déplacent chaque matin dans le centre, autour de la gare qui met le terminal de Saint-Lazare à vingt minutes. Mais la commune n'a pas simplement un centre à reconstruire, une ville à réédifier, il lui faut aussi intégrer d'autres contraintes du SDRIF :

200 hectares à urbaniser en 25 ans. Les nouveaux logements ne seront autorisés qu'à travers des opérations d'ensemble, pour éviter le développement anarchique de ces dernières années.

La ville va essayer de valoriser les espaces à urbaniser avec des équipements de loisirs, mais aussi des zones d'activités, même si la concurrence avec la ville nouvelle tourne souvent au désavantage d'Herblay. Les élus se demandent aussi comment éviter que les nouveaux quartiers autorisés autour de l'A 15 n'ajoutent à la saturation de l'autoroute. Les représentants de l'Etat, chargés de veiller à l'application du SDRIF, ont mis en garde les élus : « Tous les territoires à urbaniser seront autant de véhicules en plus. » Une nouvelle calamité de la civilisation urbaine s'est abattue sur Herblay. Les champs sont pollués par les épandages de la station d'épuration d'Arbères, qui traite une partie des eaux usées de la région pari-

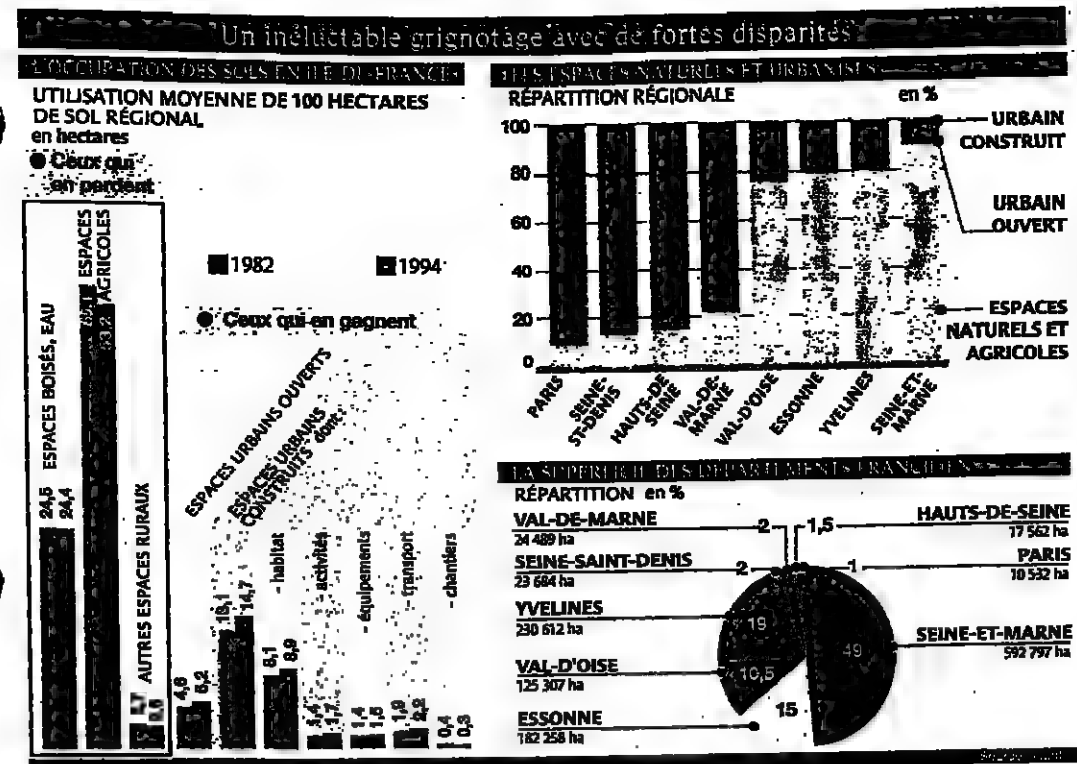
sienne. Les dernières productions agricoles sont menacées : le thym est déjà interdit à la vente. Mardi 7 juillet, une réunion des élus d'Herblay et des communes concernées a eu lieu à Cergy-Pontoise autour du préfet du département. On y a évoqué l'avenir des terres agricoles, le maintien des maraîchers, la difficulté d'ouvrir les exploitations aux cultures céréalières, le poids des charges foncières et aussi les perspectives de la réforme de la politique agricole commune (PAC).

L'Etat et la région s'inquiètent à juste titre de l'avenir de la ceinture verte. C'est la première fois depuis la publication du nouveau schéma directeur d'Ile-de-France, que ce dossier de l'épandage devient particulièrement aigu provoque une rencontre entre les responsables de l'aménagement de la région et les élus d'Herblay pour vérifier l'application du SDRIF.

C. de C.

هذا من لاصح

de-France
directeur de 1994
est et l'ouest de la région



TROIS QUESTIONS À GILLES RICONO

1 Vous êtes directeur régional de l'équipement depuis quelques mois, et à ce titre, vous avez présenté le rapport préparatoire à l'établissement du plan de déplacements urbains (PDU) de l'Île-de-France. Ce document est-il un constat d'échec sur l'aménagement de la région ?

Un constat d'échec, sûrement pas, mais l'objet de quelques préoccupations, oui. Les schémas directeurs élaborés depuis 1965 ont permis la modernisation de l'Île-de-France, une région qui constitue l'atout principal de notre pays dans la concurrence internationale.

Cela étant, à l'échelle infrarégionale, des disparités marquées ont tendance à se renforcer, comme le déséquilibre entre l'Est et l'Ouest. Il y a donc obligation de lutter contre ces phénomènes. Le PDU est un des outils au service d'une stratégie globale qui vise à faire de la région un espace à la fois compétitif et solidaire s'inscrivant dans une

perspective de développement durable.

2 Vos prédécesseurs privilégièrent les infrastructures routières. Faut-il continuer à construire des routes en Île-de-France ?

Le problème ne se pose pas en une opposition stérile entre modes de transports, mais bien en complémentarité. Sur le problème des infrastructures routières, il est nécessaire à l'évidence d'achever les rocades A 86 et A 104. Mais est-il indispensable de construire de nouvelles autoroutes à l'intérieur de l'A 86 ? Je pense que non. Nous devons donc être très sélectifs et veiller à mettre en permanence en adéquation la politique d'aménagement et celle des déplacements.

3 Vous avez indiqué qu'il fallait « reconstruire la ville sur la ville ». Qu'entendez-vous par là ?

Reconstruire la ville sur la ville, notamment en première couronne est indispensable. La très forte désindustrialisation des années 70 et du début des années 80 a laissé de graves cicatrices dans tous les domaines, social, économique et humain. L'enjeu aujourd'hui est de restructurer et de requalifier ces espaces qui offrent parfois d'énormes potentialités comme la Plaine-Saint-Denis ou le secteur Seine-Amont. Rendre attractif et urbain à ces espaces interstitiels est essentiel et possible. Une politique cohérente d'urbanisme et de transports permet d'atteindre cet objectif, comme l'ont démontré le tramway Saint-Denis ou la ligne de bus Trans-Val-de-Marne.

Propos recueillis par Christophe de Chenay

DÉPÊCHES

■ FINANCES LOCALES : le comité des finances locales, instance de consultation et de répartition des dotations publiques, vient de renouveler ses effectifs. Seul candidat, Jean-Pierre Fourcade (DL) a été réélu président, mercredi 8 juin. Parmi les changements, les anciens ministres Michel Charasse (PS), maire de Puy-Guillaume (Puy-de-Dôme), et Dominique Perben (RPR), maire de Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), intègrent le comité. Martin Maury (PS), ancien ministre et nouveau président de Midi-Pyrénées, rejoint également le comité ainsi que son homologue de Franche-Comté, Jean-François Humbert (PPDF), qui remplace le président sortant franc-comtois, Pierre Chantelat (DL). Parmi les départs, Jean-Paul Delevoye (RPR), président de l'Association des maires de France - qui ne se jugeait plus assez disponible - et Robert Savy (PS), président de la région Lorraine, membre de plusieurs instances européennes.

■ LYON : le nouveau mode de gestion du périphérique nord de Lyon (TEO), a été adopté, mardi 7 juillet, par l'assemblée de la Communauté urbaine de Lyon. Les élus se sont ralliés à la proposition de la mission d'expertise qui suggère la mise en place, après l'interdiction de la concession à la société Bouygues, d'une régie communautaire associée à un marché de prestations de services (Le Monde du 19 juin). Les conseillers UDF, RPR et PS ont voté pour. Les élus PC, Gauche alternative et Parti radical, favorables au principe de la gratuité de l'ouvrage, se sont prononcés contre. (Corresp. rég.)

Horizon 2015

- Planification. L'actuel schéma directeur de la région Île-de-France est un document de planification à l'horizon 2015 qui a été élaboré par les services de l'Etat et approuvé par décret en avril 1994.
- Règles. Des « règles pour l'utilisation des sols » sont présentées dans le texte et dans une carte de destination générale des sols au 1/50 000. Les documents d'urbanisme doivent être compatibles avec ces règles, qui concernent principalement la protection des espaces boisés, paysagers et agricoles, l'évolution des espaces urbanisés et à urbaniser, et les emprises à réserver pour les infrastructures de transport.
- Guide. Un « guide pour

l'aménagement » permet aux collectivités de connaître le cadre général de l'évolution de la région d'ici à 2015.

● Population. Le schéma directeur retient une perspective démographique d'environ 11,8 millions d'habitants dans quinze ans, soit une croissance de 1,1 million d'habitants en vingt-cinq ans, et d'une croissance de 710 000 emplois.

M. Jospin veut rassurer les élus locaux sur les dotations financières de l'Etat

LIONEL JOSPIN devait recevoir, jeudi 9 juillet, les associations d'élus locaux pour un tour d'horizon sur l'ensemble des relations entre l'Etat et les collectivités territoriales. Le premier ministre devait leur préciser ce que sera le dispositif de sortie du « pacte de stabilité » (Le Monde du 24 juin). Ce « pacte », imposé en fait aux élus en 1996, régissait la progression des dotations de l'Etat aux collectivités. Il avait une durée de trois ans et arrivait à échéance avec la loi de finances 1998. Le dispositif qui lui succédera aura, lui aussi, une durée de trois ans mais il paraît acquis que, de façon significative, l'évocation de la stabilité devrait être remplacée par celle de la croissance, du progrès et de la solidarité.

Le « pacte de stabilité » alignait la progression de la majorité des concours de l'Etat sur l'indice des prix (hors tabac). Les élus demandent un partage des fruits occasionnés par le retour de la croissance. Ils demandent que les subventions de l'Etat soient indexées sur la moitié du taux de croissance du produit intérieur brut. M. Jospin a accepté, sinon le montant du moins le principe de l'indexation, en faveur duquel plaident également les ministres responsables des collectivités locales, Jean-Pierre Chevènement et Emile Zuccarelli. Bercy, qui souhaitait la reconduction en l'état du dispositif, n'a pas obtenu gain de cause. Lionel Jospin pourrait donc annoncer aux élus une montée en charge progressive des concours de l'Etat, en fonction de la croissance. L'une des hypothèses envisagées est que le « pacte » soit remplacé pendant trois ans par un dispositif souple et pragmatique, qui assurerait cette progression. Puis, à partir de 2001, le bénéfice pour les collectivités de la reprise économique pourrait être institutionnalisé à hauteur de la moitié du taux de croissance du PIB.

collectivités locales plus de 55 milliards de francs au titre de la taxe professionnelle. L'idée serait de transférer au moins en partie ces sommes pour augmenter la péréquation financière entre les collectivités locales, c'est-à-dire la réduction des disparités de richesses entre villes, départements, régions riches et pauvres. Aujourd'hui, cette péréquation, tous mécanismes confondus, est estimée, faute de chiffre officiel, à moins de 10 % des quelque 780 milliards de budget de l'ensemble des collectivités. Dominique Strauss-Kahn estime depuis le début de la concertation

Modération fiscale en 1998

Deux documents publiés mercredi 8 juillet confirment la stabilisation des budgets des collectivités locales pour 1998, avec un freinage de la progression des dépenses, notamment de personnel, et une « pause » fiscale. Dans sa note de conjoncture, le Crédit local de France Dexia évoque la reprise de l'investissement (+4,5 % contre 2,23 % en 1997) et souligne que « l'évolution du produit voté des quatre taxes directes locales (+4,1 %) est la plus faible enregistrée depuis dix ans », avec une hausse des taux de l'ordre de 1 %. Le rapport établi par le sénateur Joël Bourdin (Eure, RI) pour l'Observatoire des finances locales, émanation du comité des finances locales, établit lui aussi qu'« en 1998, la politique de modération des taux de croissance des taxes d'imposition se prolonge ». Mais le rapport de M. Bourdin souligne aussi que la croissance des bases de la taxe professionnelle « est estimée à 3 % en 1998, soit la plus faible évolution de ces vingt dernières années ».

avec les élus sur ces questions que le renforcement de la péréquation est impératif.

Si le dispositif semble bouclé pour la sortie du « pacte », il n'en est apparemment pas de même pour le volet fiscalité locale du budget 1999. Outre les rencontres qui ont lieu actuellement entre le secrétaire d'Etat au budget, Christian Sautter, et les associations d'élus, une nouvelle réunion générale de concertation pourrait avoir lieu avant le 22 juillet, date de l'annonce par le gouvernement de ses décisions sur la fiscalité.

Jean-Louis Andréani



C'est important, ce nouveau logo ?

Notre dernière contribution majeure aux entreprises s'appelle Internet.

Votre opérateur en télécommunications affiche le logo Cisco Powered Network™. Vous pouvez avoir confiance : les solutions qui vous sont proposées intègrent la technologie Cisco. Tout comme Internet.

Envoyez un message de Hong Kong et il arrive quasiment en temps réel à Buenos Aires. Recevez à votre siège londonien des documents en toute sécurité de votre bureau de Marseille. Travaillez, communiquez, échangez des données sans quitter votre domicile... Tout cela passe par

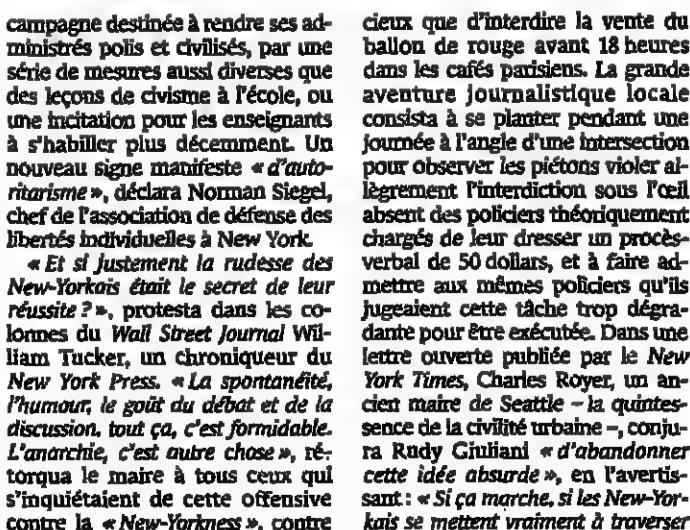
Internet grâce à des équipements Cisco.

Désormais, lorsque vous lirez la documentation de votre opérateur en télécommunications, posez-vous la question : Y a-t-il le logo « Cisco Powered Network™ » ?

Vous aurez ainsi la certitude que le service qui vous est proposé s'appuie sur la technologie et les produits qui mettent les réseaux du monde entier au service des entreprises. Et pour savoir ce que les produits Cisco peuvent faire pour vous, visitez notre site Web, à l'adresse www.cisco.com.



Commerce



Leur retirer la liberté de traverser où ils voulaient était aussi auda-

Mettre les New-Yorkais en pas n'est pourtant pas impossible. Demandez à Ed Koch, toujours vert à soixante-quatorze ans dans ses célèbres bretelles, lui qui a réussi, avec l'opération « *Pooper-Scooper* », l'exploit qu'aucun maire de Paris n'a osé. En 1979, raconte-t-il avec un brin de fierté, il décida d'appliquer une loi pénalisant de 100 dollars tout propriétaire de chien surpris en train de laisser son

Ses critiques l'accusent de s'en prendre aux petites gens et de vouloir « sauver les New-Yorkais malgré eux ». « Il se prend pour Jeanne d'Arc, s'inquiète Ed Koch. Espérons seulement qu'il ne se mette pas à entendre des voix. »

Sylvie Kauffmann
Dessin : Philippine Weisbecker

ly Giuliam

Quel droit pour le commerce défaillant ?

par Jean Gatty

DE récents scandales (affaires du Royal Monceau, du Palace, etc.) ont remis sur la sellette les tribunaux de commerce. Le problème posé est, une fois de plus, celui des formes de l'intervention de l'Etat quand le marché fait temporairement défaut.

A quoi servent ces tribunaux ? D'abord à régler les litiges où deux parties, jadis d'accord, renouent à négocier un compromis et s'en remettent à un juge pour arbitrer leur différend : qu'attendre alors des juges sinon qu'ils s'en remettent au droit et à la conformité des actes en débat au droit en vigueur ?

De même pour les manquements aux lois du commerce : qu'attendre des juges sinon qu'ils fassent valoir le droit, en jugeant de la conformité des faits au droit ? A cet égard, ce que propose la commission d'enquête parlementaire ne peut qu'être bénéfique : mêler juges et commerçants dans la composition des tribunaux améliorera l'administration de la justice du commerce.

Reste que la pierre angulaire de la justice est l'insoupçonnabilité des juges. Comment garantir celle-ci quand les juges gèrent les faillites, dépôts de bilan et liquidations judiciaires, et font gagner ou perdre des milliards de francs aux actionnaires, créanciers, salariés, sous-traitants ou fournisseurs de l'entreprise concernée ? Sur ce second point l'échevinage proposé par la commission parlementaire ne remédiera pas au mal.

La solution : recourir au mécanisme transparent, brutal et quasi-insoupçonnable des enchères

En réalité, lorsqu'elle intervient parce qu'il y a un dépôt de bilan ou faillite, l'autorité publique n'a que deux solutions.

La première est d'installer son représentant à la tête de l'entreprise pour préserver les intérêts de toutes les parties et trouver le meilleur repreneur. En fait, il s'agit rien moins que de gérer une entreprise et d'en définir la stratégie et l'avenir : comment, en effet, trouver le meilleur repreneur sans idée de la stratégie de l'entreprise ?

Cette solution est évidemment dangereuse et absurde. Dangereuse parce que les mandants (juges des tribunaux de commerce) et mandataires de justice (administrateurs judiciaires) peuvent se soucier de leurs intérêts plus que de ceux de l'entreprise et de ses actionnaires, créanciers, salariés, sous-traitants et fournisseurs. Absurde parce qu'un juge n'est pas et ne peut pas être un chef d'entreprise et parce que le travail du juge - qui établit, qualifie et sanctionne des faits passés - est génériquement différent du travail d'un chef d'entreprise qui prend un risque avec un argent qui lui a été confié. Meilleurs juges seront les juges installés à la tête des tribunaux de commerce, et plus incompétents ils seront pour gérer des affaires, valoriser des actifs, évaluer des branches, etc.

Nommer des chefs d'entreprise à

la place des juges pour administrer les entreprises concernées serait aller de Charybde en Scylla. Si ces chefs d'entreprise étaient plus compétents que les faillis, pourquoi n'ont-ils pas racheté lesdites entreprises plus tôt, pour le plus grand bénéfice de toutes les parties concernées ? Est-il vraisemblable que des chefs d'entreprise obéissent subitement les affaires dont ils se sont occupés vingt ou trente ans, pour ne plus s'acquiescer que du bien public ? Etablie par la commission d'enquête parlementaire aussi bien que par *La Mafia des tribunaux de commerce*, d'Antoine Gandino, la misérable expérience des tribunaux de commerce français enseigne assez le contraire.

L'autorité publique a une seconde solution : recourir au mécanisme transparent, brutal et quasi-insoupçonnable des enchères. Car des enchères correctement organisées sélectionnent inmanquablement le repreneur qui propose le plus d'argent pour l'entreprise faillie. Inutile alors de corrompre puisqu'il suffit de mettre plus d'argent sur la table que tout autre pour être certain d'acquiescer l'entreprise ; inutile aussi de demander à un juge ce que vaut l'entreprise, ses filiales ou ses actifs, puisque la concurrence entre les repreneurs se chargera de le révéler. Ce sont d'ailleurs de telles enchères implicites qui, partout dans le monde, mettent quotidiennement les entreprises entre les mains des investisseurs pour qui elles valent le plus d'argent, en dépit des incertitudes pesant sur les bilans et la réalité des entreprises.

Quid de l'emploi, si les repreneurs se font de l'argent en licenciant ? Quid de l'intérêt national, si les entreprises passent sous pavillon étranger ? Et l'on discute alors sans fin de la justesse de ces préoccupations. Mais le problème n'est pas de savoir si elles sont ou ne sont pas justes. Il est de savoir si ces préoccupations sont définies a priori - par exemple, en interdisant ou en limitant à l'avance les licenciements ou en stipulant que le capital du repreneur sera majoritairement français, ou européen - et permettent à tous les repreneurs possibles d'enchérir sur un pied d'égalité. Ou si ces préoccupations sont laissées à l'appréciation du juge, qui peut alors favoriser qui il souhaite favoriser.

La question n'est donc pas : faut-il ou non mêler des juges et des chefs d'entreprise pour rendre la justice du commerce ? Elle est : s'en remet-on à des hommes par hypothèse incompétents en affaires et par nature faillibles ou à une procédure transparente qui valorise au mieux les entreprises en même temps qu'elle garantit l'intégrité de la loi ?

Au fond, dans cette affaire comme dans presque toute autre question économique, la gauche est confrontée au même dilemme : esale-t-elle d'imposer au marché son autorité et ses calculs d'apprenti sorcier, parfois au mépris de l'ordre public et de la richesse commune, ou bien prend-elle le marché à son propre jeu non seulement pour augmenter les richesses collectives mais aussi pour renforcer le droit et la loi ? Autrement dit : la gauche veut-elle un Etat tout-puissant en droit mais impuissant en fait, ou un Etat discrètement efficace en même temps qu'insoupçonnable ?

Jean Gatty est économiste.

Agriculture, l'après-Stresa est commencé

par le Groupe de Bruges

NOUS fêtons le 40^e anniversaire de la conférence européenne de Stresa et de la politique agricole commune. Dans cette petite ville du nord de l'Italie, du 3 au 12 juillet 1958, les six premiers pays membres de la CEE définissent les grandes lignes de la PAC. Faire de celle-ci un ciment de l'Europe relevait d'une position volontariste de la part de ses concepteurs.

Robert Schuman avait, dès 1950, affirmé qu'une politique agricole commune serait propre à susciter une « solidarité de fait » favorable à la création d'une Europe unie. Comme la Communauté du charbon et de l'acier dans le domaine industriel, la PAC, en soutenant les territoires et les marchés alimentaires, devait contribuer à rendre impossible tout nouveau conflit armé entre les anciens belligérants. Le pari était audacieux, notamment du fait des profondes divergences entre les politiques agricoles nationales, mais il insérait la PAC dans la grande aventure européenne et, ainsi, lui donnait tout son sens.

Il s'agissait aussi de répondre aux aspirations d'une société européenne qui voulait des produits alimentaires abondants, diversifiés et bon marché. De ce point de vue, la PAC lui a donné satisfaction : depuis sa création, la productivité agricole a été multipliée par sept, les prix des produits - en valeur réelle - baissent de 2 % à 3 % par an, l'auto-provisionnement est assuré pour la plupart des produits de base.

D'où vient alors le sentiment exprimé par de nombreux citoyens que la PAC constitue désormais un frein plutôt qu'un moteur de l'intégration européenne ? Depuis 1958, bien des questions ont surgi. Au niveau international, des conflits commerciaux

sont apparus, ce qui laisse subsister de vives tensions au sein de l'Organisation mondiale du commerce. Au niveau européen, les insatisfactions de la population se sont accrues : problèmes d'environnement causés par la pollution de l'eau ou la destruction du bocage, perte de confiance des consommateurs dans la qualité de l'alimentation.

Puis est apparue la question territoriale, née du constat que la concurrence accrue entre les régions d'Europe creusait les écarts de développement. Malgré une directive adoptée en 1975 en faveur des régions défavorisées, la PAC s'est révélée impuissante à enrayer le processus. Autre question : celle de l'emploi. Comment expliquer que le nombre d'exploitations agricoles, qui diminue de 3 % par an depuis des décennies, ait vu sa chute s'accroître depuis la réforme de 1992 ? La conférence de Stresa n'avait pas pour objectif de préserver l'emploi agricole, ce qui est révélateur d'une époque où l'on considérait que la modernisation passait par une diminution massive du nombre de producteurs. Aujourd'hui, peut-on continuer sur cette lancée ?

Enfin, le problème de l'équité dans la distribution des aides publiques aux agriculteurs constitue une autre cause de malaise - et pas la moindre - pour le contribuable. Que les producteurs puissent prétendre à un revenu

décent n'est contesté par personne, mais il est difficile de comprendre pourquoi les subventions sont concentrées en faveur des exploitations agricoles les plus grandes et les plus productives.

La PAC, pierre de touche de l'Europe des années 60, a vieilli. Elle doit se remettre en phase avec les nouvelles demandes de la société : l'environnement, les équilibres territoriaux, la création d'emplois, la transparence de l'intervention publique, la justice sociale... C'est pourquoi de nombreuses voix s'élèvent pour que les subventions dont bénéficient les agriculteurs ne leur soient plus accordées automatiquement et

cliations d'aide aux chômeurs s'associent désormais à certaines organisations agricoles dans une réflexion sur une agriculture durable et citoyenne, adaptée aux besoins de la société européenne et aux défis du prochain siècle.

D'autres entités se positionnent désormais sur la scène agricole : les collectivités territoriales. Comment faire autrement, si on considère l'inégalité dans la répartition géographique des aides publiques : quand une exploitation agricole moyenne du Languedoc-Roussillon perçoit chaque année 50 000 francs d'aides directes (nationales et européennes), celle de l'Île-de-France en perçoit cinq fois plus. Ramené à l'hectare cultivé, l'écart entre régions est encore de 1 à 3, ce qui tend à accentuer les déséquilibres territoriaux. Et comment les élus locaux pourraient-ils rester insensibles aux effets de l'agriculture sur les paysages, les ressources naturelles et le développement rural ? Leurs actions renouvellent le dialogue de la Communauté européenne et des Etats membres, qui ne parvient pas toujours à dépasser « les barrières absurdes » engendrées par la crainte du préjudice.

La PAC, malmenée par les pressions extérieures et bousculée par les interventions des citoyens, sentira-t-elle de l'épreuve ? Il faut l'espérer, car l'agriculture a encore besoin de l'Europe, et l'Europe d'une politique agricole.

Le Groupe de Bruges, composé d'une vingtaine de personnalités de l'Union européenne et de Pologne, a été créé par Edgard Pisani, ancien ministre de l'Agriculture, afin de renouveler les débats sur la politique agricole commune. Il est animé par Pierre-Yves Guhéneuf.

La politique agricole commune, pierre de touche de l'Europe des années 60, a vieilli. Elle doit se remettre en phase avec les demandes de la société

Une nouvelle orientation

par Louis Le Pensec

CERTAINES productions soutenues par la politique agricole, loin de faire défaut, sont devenues pléthoriques. Le départ des ruraux vers la ville, autrefois encouragé, est maintenant vécu comme une malédiction dans des zones rurales où il devient difficile de maintenir les services collectifs indispensables à ceux qui y sont restés. Les citoyens consommateurs se sont accommodés du bénéfice de produits alimentaires à bon marché, mais pas des conséquences sur l'environnement des méthodes de production intensives qui ont, par ailleurs, permis de réduire à 17 % la part de l'alimentation dans les dépenses des ménages.

Les agriculteurs s'inquiètent de leur devenir et de leurs capacités à jouer encore un rôle qui ne soit pas seulement celui de sous-traitants de l'industrie agroalimentaire. Pour couronner le tout, la politique agricole, longtemps écartée des négociations internationales entre l'Europe et ses partenaires, en est devenue un enjeu essentiel.

Devant toutes ces remises en cause, certains proposent de dévaluer purement et simplement l'ancien contrat et de laisser faire le marché. Le projet loi d'orientation du gouvernement propose de fixer les termes d'un nouveau contrat entre l'agriculture et la société, permettant d'assurer la légitimité et la pérennité de l'intervention publique, au service d'une agriculture reconnue dans toutes ses fonctions, durable sur le plan économique aussi bien que dans sa relation avec la nature.

Ce projet de loi redéfinit les objectifs de la politique agricole, effort indispensable, quarante ans après l'instauration de la po-

litique agricole commune. Ces nouveaux objectifs doivent s'accompagner d'une modernisation de la gestion de la politique agricole, dans laquelle la répartition administrative des crédits doit céder la place à des contrats entre la puissance publique et les agriculteurs.

La répartition administrative des crédits doit céder la place à des contrats entre la puissance publique et les agriculteurs

La politique agricole doit permettre à l'agriculture de jouer pleinement son triple rôle : économique, social et dans la préservation et le renouvellement des ressources naturelles.

La légitimité de l'intervention publique en faveur des agriculteurs, dont le revenu dépend en moyenne pour moitié des aides publiques qu'ils reçoivent, ne sera durablement acceptée

que si elle leur permet de remplir effectivement ces trois fonctions, de façon équilibrée, sans en faire prévaloir l'une plutôt que l'autre.

A cette redéfinition des objectifs de la politique agricole doit correspondre une modernisation de sa gestion. Les contrats territoriaux d'exploitation seront les

pose de passer progressivement de ce système administratif à une gestion contractuelle de la politique agricole. Dans ce cadre, les pouvoirs publics devront définir les objectifs collectifs qu'ils poursuivent et dont la réalisation justifie un accompagnement de leur part. Ils répartiront les aides publiques en prenant en compte les engagements pris par les agriculteurs dans les contrats territoriaux d'exploitation pour contribuer à la réalisation de ces objectifs, et non plus simplement la taille de l'exploitation.

Cette nouvelle politique trouvera sa place progressivement, tout comme les lois d'orientation des années 60 ont eu besoin de temps avant de produire pleinement leurs effets et de renouer l'adhésion. C'est précisément pourquoi il n'y a pas de temps à perdre. Il nous faut dès aujourd'hui engager notre agriculture sur ces nouvelles voies. Ce sont celles de l'avenir.

Louis Le Pensec est ministre de l'Agriculture et de la pêche.

NORD

Campé "TANG" de Valérie Démonthon

Calme, respirez...
Luxe, voici un campé au confort d'exception d'une impeccable ligne basse.
Volupté, ça se sent, force de la matière.
Appuyé, brevité

NORD SUD
15, rue de Bourgogne
F-75007 PARIS
Tél. : 01 53 59 59 50

AU COURRIER DU « MONDE »

DÉMOCRATIE RÉPUBLICAINE

Je me permets de vous adresser une remarque sur le terme choisi pour qualifier l'Association pour la fondation Marc-Bloch : national-républicain (*Le Monde* daté 17-18 mai). Ni le mot national, ni le mot républicain ne sont en cause, mais la proximité des termes « national-républicain » et « national-socialiste », pour être subliminale, ne vous aura peut-être pas échappé. C'est un voisinage terrible, et que je sache, rien dans les activités de l'Association pour la fondation Marc-Bloch ne mérite l'évocation d'un tel contexte. Pour ma part,

le mot « républicain » me suffit, avec sa devise de liberté, égalité, fraternité, il me semble toujours révolutionnaire. Le cadre d'une démocratie républicaine possible, c'est pour le moment le partage d'une langue, d'une culture et d'une histoire communes, c'est-à-dire le cadre de la nation. Dire cela n'est pas tout à fait la même chose qu'employer le terme « national-républicain ». Je ne me reconnais pas non plus dans l'emploi du terme « anti-européen ». Je me sens profondément européenne et partisane d'une France ouverte sur le monde, mais il est vrai que je suis opposée à la manière de

construire l'Europe par et pour la finance qui est mise en œuvre en ce moment. Là encore ce n'est pas tout à fait la même chose.

Dominique Cabrera
Montreuil
(Seine-Saint-Denis)

RÉSISTANCE

En réponse au propos péroré jetté par M. Papon : « Que fallait-il faire ? Personne ne peut me le dire... », rappelons que d'autres ont choisi autrement. Sur les 400 membres du corps préfectoral à l'époque, 44 ont été déportés dans les camps nazis, 36 (22 préfets, 14 sous-préfets) y sont morts. Plusieurs autres ont aussi été arrêtés, torturés. C'est surtout en ne démissionnant pas

que, lorsque s'est constitué le réseau du NAP (noyautage de l'administration publique), ils avaient déjà construit des contacts très étroits avec les réseaux de résistance de la police, de l'armée, de la gendarmerie, des postes, des chemins de fer. Recevant par ailleurs en direct les ordres de Vichy, ils se trouvaient ainsi à un poste-clé pour pouvoir sauver des centaines de gens (....). Personne ne sait comment dire, comment écrire cet affolant scandale pour qu'il cesse : à chaque fois il y a 10 % de la population qui collabore avec le tyran, 10 % qui résiste, et le reste qui attend.

Huguette Béchade
Draveil (Essonne)

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

La faillite d'une justice

La France se complait dans ses exceptions. Il en est une, au moins, que rien ne justifie. C'est la seule nation développée où le traitement judiciaire des difficultés économiques des entreprises appartient aux chefs d'entreprise eux-mêmes. Or, cette « justice consulaire est en faillite », comme le constate le rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale rendu public jeudi 9 juillet. Ce document parlementaire ne fait que confirmer, par un travail sérieux, approfondi, appuyé sur de nombreux exemples, l'existence d'une situation connue depuis longtemps. Le scandale – il n'y a pas d'autre terme – de ces administrateurs judiciaires qui s'enrichissent grâce à la défaillance de petites ou de grandes sociétés a déjà été décrit par Honoré de Balzac. Rien n'a fondamentalement changé depuis lors.

L'enquête des députés révèle, toutefois, que le scandale va bien au-delà : certains de ces juges eux-mêmes ont oublié les devoirs de leurs charges pour privilégier, dans certains jugements, des relations personnelles. Les victimes de ces atteintes à l'État de droit sont de plus en plus nombreuses. Depuis 1993, plus de 50 000 sociétés déposent leur bilan chaque année. Des grosses, mais surtout des petites. L'entrepreneur qui a monté de toutes pièces un commerce, une entreprise innovante, mais qui n'arrive plus à faire face à ses charges, va perdre ses ultimes possibilités

financières, parce qu'il devra rémunérer l'administrateur chargé par la justice de le surveiller. Pendant ce temps, quelques habiles hommes d'affaires bâtissent des fortunes en rachetant à bas prix, à la barre des tribunaux de commerce, des entreprises en difficulté. C'est ainsi que procédait Bernard Tapie ; d'autres ont construit de la même manière les fondations de leurs groupes.

A l'heure de l'internationalisation des affaires, cette exception française n'est plus possible. Toute forme de justice doit être au-dessus du soupçon de corruption, ou même de partialité. Les gouvernants le savent. Aucun d'entre eux n'a eu le courage de s'attaquer véritablement à ce dossier. Robert Badinter, qui, par son passé d'avocat d'affaires, le savait parfaitement, s'est contenté, du temps où il était garde des sceaux, de mettre un peu d'ordre dans la réglementation des auxiliaires de cette « justice ». Mais il n'a pas modifié l'organisation même des tribunaux de commerce. Pendant combien de temps la France en conservera-t-elle 227 pour ne pas déplaire aux 3 150 juges consulaires, notables puis-sants ? Pendant combien de temps la République concèdera-t-elle aux chefs d'entreprise le droit de juger les difficultés de leurs pairs ?

Le Parlement a fait son travail. Il a enquêté, avancé des propositions. Il reste au gouvernement à faire le sien. Et, par une vraie réforme, s'attaquer à des intérêts bien particuliers.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur général : Daniel Vernet
Directeur général adjoint : Jean-Jacques Bouchard

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lecaillon, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges
Lauréat Gredon, Edwy Plenel, Michel Kailash, Bernard Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Rostaing
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Mémoires : Thomas Perrot
Directeur éditorial : Eric Platon ; directeur délégué : Anne Charnet-Bouvier
Conseiller de la rédaction : Alain Rolla ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1961), Jacques Raver (1961-1962), André Larroque (1962-1963), André Fontaine (1963-1991), Jacques Lemaire (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »
Associations Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde
Le Monde Europe, Le Monde International
Le Monde Presse, Mon Press, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

L'Etat décomposé

LE CONFLIT des services publics accélère la décomposition de l'Etat, tel du moins qu'il a été établi au lendemain de la Libération. Etat sans autorité et sans force, ballotté au gré de la politique des partis et des intérêts des collectivités, Etat devenu difforme et presque monstrueux tant il a assumé de fonctions et de charges qui ne sont pas les siennes. Il veut être une providence, donner la sécurité dans la maladie et la vieillesse à tous les Français, mais il ne parvient pas à payer convenablement ses agents. Il voudrait être producteur, et ses entreprises se trouvent en déficit sans que la situation de ses ouvriers soit meilleure que dans l'industrie privée. Il veut être distributeur – et souvent ne peut pas ne pas l'être –, et nous voyons tous le résultat. En même temps, son autorité s'affaiblit. Des faits divers presque quotidiens montrent quel

relâchement et quel laisser-aller se sont établis dans les services les plus importants. Les libertés syndicales se retournent contre elles-mêmes.

Idem encore, il faut choisir, sinon les événements choisiront pour nous. L'apparition des décrets-lois est un signe très clair. Il faut bien nous mettre dans la tête que les pleins pouvoirs d'aujourd'hui risquent de n'avoir pas la même signification que ceux d'autrefois. Limités à des mesures financières, ils peuvent fort bien devenir à bref délai sans limites si la décomposition de l'Etat s'accroît. Peut-être permettront-ils de résoudre le problème financier et d'éviter cet arrêt général des services publics. Mais comment pourraient-ils restaurer une autorité déjà moribonde ?

Rémy Roure
(10 juillet 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC

ou 08-26-39-04-50

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-09-78

مركزا من لاصيل

Le casse-tête du Sahara occidental

L'ORGANISATION d'un référendum sur l'avenir du Sahara occidental est de moins en moins probable. A cinq mois, presque jour pour jour, de la consultation qui doit décider de l'avenir de l'ancienne colonie espagnole – indépendance ou rattachement au Maroc –, les chances de mettre fin à un conflit de plus de vingt ans s'effilochent de jour en jour.

L'accord de Houston – conclu à l'automne 1997 sous l'égide de l'ancien secrétaire d'Etat américain James Baker – était censé ouvrir la voie à un règlement définitif. Il n'en est rien. Officiellement, tout se passe comme si, le 7 décembre prochain, les Sahraouis allaient bel et bien décider de l'avenir de ce territoire désertique de la taille de l'Angleterre, riche de ses phosphates et de ses côtes très poissonneuses. La Mission des Nations unies pour le référendum au Sahara occidental (Minurso) poursuit normalement le recensement des populations appelées à voter. Fin juin, cent trente-trois mille électeurs potentiels avaient ainsi été identifiés dans les onze centres installés au Sahara occidental ou dans les pays limitrophes qui abritent des tribus sahraouies : Maroc, Algérie, Mauritanie.

Mais, en pratique, le processus bute sur les mêmes obstacles qui, depuis le début des années 90, ont fait capoter toutes les tentatives de référendum. La querelle porte sur la composi-

tion du corps électoral. Le Maroc entend faire enregistrer par la Minurso soixante-quatre mille personnes supplémentaires dont le Front Polisario ne veut pas entendre parler : à ses yeux, elles n'appartiennent pas à des tribus sahraouies. Le processus d'identification de l'électorat devait s'achever fin juillet. Ce ne sera pas le cas.

Ni le Maroc ni le Front Polisario ne transigeront. Car l'un et l'autre ont trop à y perdre. Depuis la « marche verte » de 1975, le régime marocain a fait de la récupération des « provinces du sud » la priorité des priorités – avec la bénédiction des partis politiques. Des sommes très importantes ont été investies dans le développement économique du Sahara occidental, où les Marocains de souche ont été encouragés à venir s'installer en grand nombre.

C'est cette politique, l'avenir de la monarchie et la stabilité d'un pays de près de trente millions d'habitants qui sont à la merci du référendum, auquel ne devraient grosso modo participer qu'une centaine de milliers d'électeurs. Le Maroc n'acceptera donc sa tenue que s'il est certain de l'emporter. Or il y a fort à parier que ce ne sera pas le cas si Rabat ne parvient pas à élargir le corps électoral aux soixante-quatre mille « Sahraouis » contestés. Les dirigeants du Front Polisario le savent.

L'impasse est totale. « Il y a un mur de

méfiance et d'incompréhension entre les deux parties », note un diplomate mauritanien, Mohamed-Said Ould Hamoudy, fin connaisseur du dossier. « Les Américains, qui sont derrière les accords de Houston, vont vite faire preuve de leur incapacité », ricane de son côté un diplomate occidental.

Les deux camps ne trouveront pas d'issue honorable s'ils ne font pas preuve de réalisme. Les Marocains doivent se faire à l'idée qu'il y a une identité sahraouie. Elle n'existe pas en tant que telle, mais elle a existé pendant des siècles, du temps du colonisateur espagnol. Les luttes contre les forces armées royales, les années d'exil dans les camps du Sud algérien lui ont donné corps. Pour se concilier les Sahraouis, les responsables marocains devront leur proposer autre chose qu'une autonomie ordinaire dans le cadre de la régionalisation du royaume.

Une ébauche de solution passe aussi par un assouplissement de la position des Sahraouis. Ils doivent admettre que le Maroc s'est installé avec armes et bagages dans les provinces du Sahara occidental et qu'il ne s'en retirera pas. Le conflit avec le Polisario n'est pas de type colonial. Le Maroc n'est pas dans la position de l'Espagne coloniale ou dans la situation de la France des années 60 à l'égard de l'Algérie.

Pour qu'un référendum ait une chance sérieuse d'aboutir à un règlement du conflit, il faut que les deux parties appellent à répondre « oui » à la question posée. Autrement dit, qu'elle soit consensuelle et qu'elle d'aboutisse pas au suicide politique de l'un des deux camps. Certains indices laissent à penser que le Maroc est disposé à négocier en dépit d'un discours intransigeant (le référendum ne peut être que « confirmatif » de la « marocanité » du Sahara, répète Rabat).

LE POIDS DE L'ALGERIE

La position du Front Polisario, elle non plus, n'est pas aussi monolithique qu'il y paraît. Des lignes de fracture le traversent. Des surprises sont donc possibles. Présenté – un peu hâtivement – comme inféodé à l'Algérie, le numéro un du Polisario, Mohamed Abdelaziz, doit ainsi compter avec deux autres clans. L'un est dirigé par celui qui fut longtemps le numéro deux du Polisario, Bachir Moustapha Sayed. Ecarté en début d'année – il n'est plus que ministre de la santé de la République arabe sahraouie démocratique (RASD, autoproclamée) –, il conserve deux atouts de taille : il est le frère du fondateur du Polisario, Mustapha El Ouali, et il bénéficie du soutien de hauts responsables militaires sahraouis.

Le troisième groupe réunit des Sahraouis tentés par un rapprochement avec l'ancien colonisateur espagnol. Surnommés pour cette raison « les Espagnols », ils ne se reconnaissent pas dans les positions du Front Polisario, même s'ils en font partie. Il y a peu, on leur prêtait l'intention de créer une organisation concurrente du Front Polisario. Pour des raisons tactiques, ils auraient préféré en repousser l'échéance.

Si un compromis intervient entre le Maroc et le Front Polisario, il devra être accepté par l'Algérie. Même aux prises avec une guerre civile larvée, l'Algérie reste un acteur décisif. La clé est entre ses mains. Le roi Hassan II le sait bien : il y a tout juste un an, il avait secrètement proposé au président Liamine Zerrouk une rencontre au sommet. Les Algériens ne donnèrent pas suite.

Depuis, c'est peu dire que les relations entre les deux pays ne se sont pas améliorées. Les fausses révélations de la presse algérienne, il y a quelques semaines, faisant état de troubles graves à proximité de la ville marocaine d'Oujda, ont été perçues à Rabat comme une pure manipulation des militaires algériens. Même si le nouveau premier ministre marocain, Abdelrahmane Youssoufi, entend relancer le dialogue entre les deux voisins, il n'est pas sûr qu'il soit entendu. Le règlement du conflit du Sahara occidental passe pourtant, avant tout, par un rapprochement entre les deux frères ennemis.

Jean-Pierre Tuquoi

Cantatrice

par Hervé Coffinière



Sans-papiers, la logique contre les peurs

Suite de la première page

Tout s'est passé comme si la décision de régulariser, courageuse, avait fonctionné dans les faits comme un double piège, pour les sans-papiers déboutés, mais aussi pour le gouvernement.

En juin 1997, Lionel Jospin et Jean-Pierre Chevènement choisissent une stratégie en deux temps pour régler la question de l'immigration : une opération de régularisation qui doit « mettre les compteurs à zéro », suivie de la mise en œuvre d'une loi nouvelle, censée éviter la fabrication juridique de nouveaux clandestins. Ce plan, d'apparence rationnelle, apparaît aujourd'hui comme le produit d'une illusion technocratique née d'une méconnaissance des réalités. La prétention à « solder » l'immigration se heurte à la puissance d'un phénomène mouvant par définition, sans cesse alimenté par la pauvreté du Sud et par le discours dominant sur la mondialisation.

L'aspiration des sans-papiers à une vie normale et leur confiance dans le gouvernement ont été sous-estimées. La surprise provoquée par l'afflux de 145 000 demandes a conduit l'administration à ressentir ses critères d'appréciation, sous la pression d'un gouvernement soucieux de ne pas apparaître trop généreux. L'opération, victime de son succès et de l'insuffisance des moyens en personnel dans les préfectures, a pris du retard. Elle était loin d'être terminée lors de la promulgation de la « loi Chevènement » sur l'immigration. Et les milliers de recours qui s'entassaient à présent laissent pressager de longues prolongations. Le précédent de la régularisation des déboutés du droit d'asile en 1991, qui s'était prolongée pendant plusieurs années, semble avoir été oublié.

L'omniprésente référence à « l'état de l'opinion » sur le sujet joue aussi un rôle déterminant dans la rigidité de l'action gouvernementale, en dépit de sondages montrant des Français ouverts à la régularisation dès lors qu'ils sont confrontés à la situation concrète (sans famille, sans vœux en cas de retour) des sans-papiers.

La régularisation est implicitement présentée, à tort, comme si elle ouvrait un choix entre une légalisation du séjour et une expul-

sion. La réalité est autre. L'impossibilité matérielle et juridique de reconduire à la frontière massives dans un Etat démocratique ne laisse le choix qu'entre régularisation et perpétuation d'une vie clandestine. Or, la grande masse des déboutés est composée de personnes travaillant au noir depuis des années. En les maintenant dans la plus extrême précarité, le gouvernement risque de rassurer leurs employeurs tout en rendant illusoire toute perspective d'intégration sociale. Le dérapage verbal de M. Jospin assimilant le travailleur clandestin au « produit d'une filière criminelle » ne laisse pas d'étonner : le premier ministre, à l'automne 1997, s'était donné pour but de « limiter le travail clandestin » et de « sortir de la précarité les travailleurs étrangers qui peuvent vivre et veulent vivre dignement dans notre pays ».

ERREURS D'ANALYSE

Ces erreurs d'analyse ont conduit le gouvernement à s'enfermer dans l'application rigide d'une circulaire de régularisation dont l'esprit avait été insuffisamment précisé à l'origine, en oubliant les réalités humaines masquées par les dossiers. Le critère essentiel de la « bonne insertion » dans la société française s'est trouvé noyé dans un dispositif technique détaillant les

preuves matérielles à apporter. Là où un faisceau d'indices aurait pu être recherché, on a exigé des fiches de paie et des quittances de loyer quasi impossibles à obtenir pour un clandestin. Enfin, il n'est guère étonnant que des agents de préfecture abreuvés de consignes de fermeté depuis des années n'aient pas interprété avec largesse la circulaire de M. Chevènement.

Toutes ces erreurs ne sont pas irréversibles. En créant une commission consultative chargée de superviser les recours et d'adapter la jurisprudence, le gouvernement vient d'ailleurs de les reconnaître implicitement. De son côté, le « troisième collectif » qui mène la grève de la faim des Bagnoles s'est de facto démarqué de la revendication d'une « régularisation pour tous » en acceptant de discuter sur l'application des critères de la circulaire Chevènement. Reste à aboutir sans que quiconque perde la face. Reste surtout au gouvernement à trouver les mots pour oser dire aux Français que la régularisation de quelques dizaines de milliers de sans-papiers déjà présents est simplement logique, dans un pays riche et ouvert sur le monde comme la France où l'immigration légale a atteint son niveau le plus bas depuis 1945.

Philippe Bernard

À la fin de l'été, les forces armées du Maroc ont lancé une offensive contre les forces armées du Front populaire libérateur (FPL) dans le sud du Sahara occidental. Les forces du FPL ont été repoussées vers le sud-est du territoire. Les forces du Maroc ont déclaré que l'opération a été un succès. Les forces du FPL ont déclaré que l'opération a été un échec.

Les forces du Maroc ont déclaré que l'opération a été un succès. Les forces du FPL ont déclaré que l'opération a été un échec. Les forces du Maroc ont déclaré que l'opération a été un succès. Les forces du FPL ont déclaré que l'opération a été un échec.



Les forces du Maroc ont déclaré que l'opération a été un succès. Les forces du FPL ont déclaré que l'opération a été un échec. Les forces du Maroc ont déclaré que l'opération a été un succès. Les forces du FPL ont déclaré que l'opération a été un échec.

مكتبة من رصاص

ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 10 JUILLET 1998

POLITIQUE MONÉTAIRE La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé, mercredi 8 juillet, qu'elle allait instaurer un système de réserves obligatoires à l'intérieur de la zone

euro. Les banques européennes devront confier entre 1,5 % et 2,5 % du montant de leurs dépôts à l'institut d'émission. ● LA QUESTION divise les milieux financiers et bancaires. La

Bundesbank et la Banque de France faisaient valoir que ce système est un instrument indispensable, les banques commerciales le qualifiant au contraire de pratique démodée.

● LES BANQUES françaises ont toutefois réagi favorablement à la décision de la BCE de rémunérer les réserves à un taux proche du marché. ● LE PRÉSIDENT de la BCE, Wim Duisenberg, a souligné, mercredi, l'environnement économique actuel très favorable en Europe mais il a déploré le manque de rigueur budgétaire dans certains pays.

La BCE impose aux banques européennes un système de réserves obligatoires

Les établissements de crédit devront confier à la Banque centrale européenne entre 1,5 % et 2,5 % du montant de leurs dépôts. En contrepartie, ces fonds bloqués seront rémunérés, contrairement aux pratiques actuellement en vigueur en France et en Allemagne

FRANCFORT correspondance La Banque centrale européenne (BCE) a mis fin, mercredi 8 juillet, à un débat qui divisait depuis des années les milieux financiers en Europe. Fallait-il, oui ou non, instaurer un système de réserves obligatoires dans l'eurozone, outil efficace et indispensable de politique monétaire pour les uns, taxation archaïque et frein à la distribution de crédit pour les autres ? Et, dans l'affirmative, fallait-il ou pas les rémunérer ?

Lors de sa deuxième séance, à

Des usages divers

Le montant des réserves obligatoires et leur niveau de rémunération varient fortement d'un pays européen à l'autre : France : entre 0,5 % et 1 %, non rémunérées ; Belgique : pas de réserves ; Allemagne : entre 1,5 % et 2 %, non rémunérées ; Espagne : 2 %, non rémunérées ; Irlande : 3 %, rémunérées ; Italie : 9 %, rémunérées ; Luxembourg : pas de réserves ; Pays-Bas : variables et rémunérées ; Autriche : entre 3 % et 5 %, non rémunérées ; Portugal : 2 %, non rémunérées ; Finlande : entre 1 % et 2 %, non rémunérées ; Danemark : pas de réserves ; Grèce : entre 4 % et 12 %, rémunérées ; Suède : pas de réserves ; Royaume-Uni : pas de réserves

L'agenda tellement chargé qu'elle ne s'est terminée que dans la soirée du mardi 7 juillet, le conseil de la BCE a apporté une réponse à cette question-clé sur sa future politique monétaire : oui, il y aura des réserves obligatoires, et elles seront rémunérées à un taux proche du

taux du marché. Le système des réserves obligatoires constitue, pour une banque centrale, un complément à son action sur les taux d'intérêt. Il consiste à obliger les établissements de crédit à déposer auprès de l'institut d'émission des avoirs dont le montant est proportionnel à leurs dépôts. La banque centrale peut jouer sur cette masse et amortir les mouvements imprévisibles de liquidités et de demandes en monnaie de la part des particuliers ou des entreprises : les besoins des banques en monnaie centrale sont de cette façon plus faciles à régulariser et les tensions sur le marché interbancaire peuvent être plus aisément évitées.

En adoptant le système des réserves obligatoires, la BCE montre qu'elle entend clairement se démarquer de la pratique américaine du *fine tuning* (réglage fin), dans lequel la Réserve fédérale intervient de façon quotidienne pour régler le niveau de liquidités. Dans le système européen, au contraire, l'essentiel du refinancement des banques commerciales se fera par l'intermédiaire des opérations régulières de prises en pension (*repo*) auprès de l'institut d'émission. L'instauration de réserves obligatoires est aussi un moyen pour la Banque centrale européenne d'augmenter la dépendance des établissements de crédit à son égard.

UN SOUHAIT DE LA BUNDESBANK La BCE exigera, dès qu'elle prendra en charge la politique monétaire de l'euro le 1^{er} janvier 1999, un taux de réserves variant entre 1,5 % et 2,5 % du montant des dépôts - le niveau définitif sera annoncé en novembre. A titre d'exemple, la Bundesbank impose un taux de 2 % et la Banque de France un dépôt variant entre 0,5 % et 1 %. Sur les onze banques centrales qui créeront, début 1999, l'Union monétaire, seulement deux, celle de Belgique et celle du Luxembourg, ne

recourent pas aux réserves obligatoires. L'instauration d'un système de réserves obligatoires était vivement souhaitée par la Bundesbank, qui s'est souvent appuyée dans le passé sur cet instrument pour gérer des chocs soudains venant de l'extérieur, notamment, par exemple, lorsqu'elle était confrontée à une création massive de liquidités à la suite d'un afflux considérable de devises.

« Dans le passé, la réserve obligatoire a souvent été utilisée pour compenser l'effet d'influences indésirables que la banque centrale ne pouvait contrôler directement », fait remarquer Oskar Lässig, qui vient de passer du directoire de la Bundesbank à la BCE. Mais depuis le début des années 80, la banque centrale allemande a considérablement baissé le taux des prélèvements, d'une part, et réduit de plus en plus son champ d'application, d'autre

part, sachant que de plus en plus d'opérations bancaires et d'activités sur les marchés, notamment obligataires, se déplaçaient vers Londres ou le Luxembourg, pour échapper à cette taxe.

Contrairement aux pratiques de la Bundesbank et de la Banque de France, la réserve obligatoire auprès de la BCE sera à l'avenir rémunérée, à un niveau proche du taux *repo*. Un progrès considérable, selon M. Lässig : « La réserve obligatoire fait baisser la rentabilité des banques, un effet qui pèse moins lourd si les avoirs déposés à la banque centrale sont rémunérés », Christian Noyer, le représentant français au directoire de la BCE, partage ce point de vue, estimant que la méthode de la banque centrale aura des effets neutres pour les banques à l'intérieur de la zone euro.

Eddie George, gouverneur de la Banque d'Angleterre, a indiqué

mercredi, dans le cadre d'une conférence internationale, que la décision de la BCE était bonne et juste. Pourtant, les Anglais ont toujours été parmi les plus réfractaires à l'égard de cet instrument. De même, la banque centrale suédoise, qui avait largement renoncé à une réserve obligatoire, se rangeait dans le camp des critiques. La position des deux banques centrales se trouvait il est vrai affaiblie par le fait que leurs pays ne rejoindront pas l'Union monétaire dans l'immédiat.

UN SYSTÈME DÉMODÉ

Rolf Breuer, président du directoire de la Deutsche Bank, a en revanche estimé mercredi que le système de réserves obligatoires était « démodé ». « La réserve obligatoire est en fait un instrument de caractère dirigiste qui s'accommode très mal avec les mécanismes de marché », précise l'économiste

d'une grande banque à Francfort. « En quelque sorte, c'est une taxe supplémentaire que les banques centrales greffent sur certaines opérations bancaires. »

« Quoiqu'on en dise, dans le contexte du lancement de l'euro, l'instauration de la réserve obligatoire est une bonne chose qui va stabiliser considérablement l'Union monétaire », juge en revanche un autre économiste à Francfort. Les incertitudes et instabilités seront nombreuses pendant la première phase de l'euro. Notamment le comportement des utilisateurs et des marchés financiers à l'égard de la nouvelle monnaie n'est pas prévisible. D'où une demande de monnaie qui risque d'être très incertaine. « A ce moment-là, la réserve obligatoire sera indubitablement un élément stabilisateur », estime ce spécialiste des questions monétaires.

Jean Edelbrough

Accueil favorable des banques françaises

L'Association française des banques (AFB) a jugé « satisfaisante », mercredi 8 juillet, la « solution de repli » adoptée par la Banque centrale européenne (BCE) au sujet du système des réserves obligatoires. L'AFB s'est dit « solidaire de la Fédération bancaire européenne qui a cherché à éviter les réserves obligatoires ». « Mais, dans la mesure où la BCE a décidé d'instituer ces réserves, la moindre des choses est qu'elles soient rémunérées », a ajouté l'Association.

La décision de la BCE obligera les banques françaises à augmenter le montant de leurs avoirs gelés auprès de la banque centrale : le taux des réserves obligatoires en France était compris entre 0,5 % et 1 % selon la nature des dépôts (soit environ actuellement 7 milliards de francs) alors qu'il se situera entre 1,5 % et 2,5 % dans le nouveau cadre européen. En revanche, les banques françaises verront pour la première fois ces dépôts rémunérés par la banque centrale qui jusqu'à présent les immobilisait sans les rémunérer.

Wim Duisenberg réclame davantage de rigueur budgétaire

SI LA CONFÉRENCE de presse organisée, mercredi 8 juillet, à Francfort par la Banque centrale européenne (BCE) au lendemain de la réunion de son conseil a été principalement marquée par l'annonce de l'instauration d'un système de réserves obligatoires, elle a aussi fourni l'occasion à son président Wim Duisenberg de commenter l'actualité économique européenne.

EFFORTS VALENTS

Il a notamment abordé le débat, qui fait rage aujourd'hui en France, sur l'utilisation des fruits de la croissance retrouvée : faut-il les affecter prioritairement à la réduction des déficits ou au contraire les employer à d'autres dépenses, telles, par exemple, l'aide aux catégories sociales les plus démunies ?

Après avoir observé que « d'une manière générale dans la zone euro, la poursuite de l'expansion économique se combine à une inflation faible », après avoir estimé

que la croissance pourrait « être proche de votre dépassement 3 % » en 1998 dans la zone euro grâce à une reprise de la demande intérieure et à « l'impact remarquablement faible de la crise asiatique » sur les économies de l'eurozone, M. Duisenberg a déploré que cet environnement favorable soit assombri par le fait que certains pays - il ne les a pas nommés mais la France était clairement visée - aient ralenti leurs efforts de réduction des déficits depuis qu'ils ont été qualifiés pour lancer l'euro.

« Certains Etats doivent faire plus et la référence doit devenir un budget proche de l'équilibre », a-t-il expliqué, ajoutant qu'il voyait peu de progrès dans cette direction dans les projections budgétaires pour la période 1998-2000. M. Duisenberg a affirmé qu'il serait plus facile pour la BCE de conduire sa politique monétaire si les déficits étaient épongés plus rapidement.

Pierre-Antoine Delhommais

LES TRAVERSÉES CALAIS/DOUVRES

a partir de	AR	a partir de	AR
820	5 JOURS	1420	AU DELA DE 5 JOURS
1 voiture		1 voiture	
2 passagers		2 passagers	

N°Azur 0801 63 63 01

Pour le coût d'une communication locale



À ce prix là, si vous ne partez pas, c'est que votre travail vous retient.

SEAFRANCE
SEALINK



A ce prix là, que faites-vous encore là ?

Bruxelles exige des concessions pour approuver deux grandes alliances aériennes

Compagnies européennes et américaines devront réduire leurs fréquences de vols

Mercredi 8 juillet, la Commission européenne a donné un feu vert conditionnel à deux grandes alliances transatlantiques : celle entre British

Airways et American Airlines et celle liant Lufthansa, SAS et United Airlines. Bruxelles réclame la rétrocession gratuite aux concurrents qui le

demanderaient de créneaux horaires sur les aéroports les plus saturés et la diminution des vols pendant six mois sur les lignes très fréquentées.

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

La Commission européenne a donné, mercredi 8 juillet, un feu vert conditionnel à deux grandes alliances transatlantiques : la première conclue entre British Airways (BA) et American Airlines (AA), la seconde liant Lufthansa (LH), SAS et United Airlines (UA).

La procédure n'est pas pour autant terminée : les compagnies tiers disposeront de trente jours pour faire valoir leurs éventuelles objections au projet préparé par la Commission. Si les compagnies directement impliquées acceptent les conditions bruxelloises, l'autorisation deviendra définitive. Dans le cas contraire, le traité prévoit qu'il revient aux Etats membres d'agir pour faire respecter les décisions de la Commission.

Les services de Karel Van Miert, le commissaire chargé de la politique de concurrence, doivent encore se prononcer sur les alliances entre KLM et Northwest, d'une part, Sabena, Austrian Airlines, Swissair et Delta, d'autre part. Dans ces deux cas, la procédure d'enquête est déjà engagée. L'accord entre Air France et Continental Airlines sera également examiné.

UN MINIMUM DE CONCURRENCE

Les alliances en cours d'examen, qui portent sur la quasi-totalité des activités des compagnies signataires, risquent de remettre en cause les avantages que les consommateurs sont en droit d'attendre de la libéralisation mondiale des transports aériens. L'objectif de la Commission, qui agit sur plainte de compagnies s'estimant lésées (Virgin, dans le cas de BA/AA, American Airlines dans celui de LH/SAS/UA) est de préserver

ou de rétablir un minimum de concurrence. « On arrive de plus en plus à des situations de partage du marché. Les tiers ne prennent pas le risque d'affronter les compagnies en position dominante. Si rien n'est fait, American Airlines, envisage par exemple de se retirer de Francfort », a déploré M. Van Miert.

Les corrections réclamées pour les deux alliances approuvées sont de deux natures : la rétrocession gratuite aux concurrents qui le

Londres, dont 220/230 à l'aéroport d'Heathrow, le reste à celui de Gatwick.

M. Van Miert a précisé que British Airways ne pourrait pas arguer de difficultés pratiques pour tenter de différer au-delà de quelques semaines la mise à disposition des « slots » à d'éventuels concurrents. L'alliance LH/SAS/UA devrait être prête à abandonner 108 créneaux horaires, tant à Francfort qu'à Copenhague.

Feu vert à la fusion WorldCom-MCI

La Commission européenne a donné son feu vert à la fusion entre les opérateurs téléphoniques américains WorldCom et MCI. Pour obtenir cette approbation, MCI a accepté de vendre la totalité de ses activités dans le domaine de l'accès à Internet, secteur où Bruxelles estimait qu'il y avait un risque de position dominante du nouvel ensemble. MCI doit trouver un acheteur. Le britannique Cable & Wireless est sur les rangs.

WorldCom et MCI doivent encore obtenir l'approbation du Département américain de la Justice et de la Commission fédérale des communications (FCC). Les deux groupes considèrent que cela devrait être chose faite « prochainement » et espèrent réaliser leur fusion cet été. Le Département de la Justice et la FCC veulent toutefois disposer d'un acte de vente de l'activité Internet de MCI avant de se prononcer. Bruxelles aura aussi un droit de regard sur cette vente. Tout ceci pourrait repousser la fusion effective de WorldCom et de MCI à septembre.

manderaient de créneaux horaires (slots) sur les aéroports les plus saturés et la diminution des vols pendant six mois sur les lignes particulièrement fréquentées (hub to hub).

Aujourd'hui, environ 40 % de tous les vols transatlantiques partent de Grande-Bretagne, soit le double de ceux au départ de l'Allemagne, ce qui explique les conditions plus sévères posées à BA/AA. La Commission réclame à l'alliance de renoncer à 267 créneaux horaires au maximum à

Sur trois routes aériennes « hub to hub » - Londres-Dallas, Londres-Miami et Londres-Chicago - où le trafic annuel total atteint ou dépasse 120 000 passagers, l'alliance BA/AA aboutirait, selon la Commission, à un abus de position dominante (article 86 du traité). Pour l'éviter, elle exige que BA et AA réduisent leurs fréquences hebdomadaires de vol, dans l'hypothèse où une compagnie concurrente voudrait y tenter sa chance. Bien que la situation s'y présente de façon moins grave, la

ACCORDS « OPEN SKY »

Le commissaire a souligné que l'effort ainsi entrepris par les pouvoirs publics européens pour sauver une concurrence en péril va se trouver gâté par les accords « open sky » conclus de façon bilatérale par plusieurs Etats membres avec les Etats-Unis. Ces accords réservent aux compagnies nationales les droits de trafic obtenus. « Dans sa décision, la Commission insiste auprès de l'Allemagne et du Royaume-Uni pour qu'ils ouvrent ces nouvelles possibilités à d'autres compagnies communautaires que leur compagnie nationale », a-t-il indiqué.

La Commission souhaite depuis longtemps négocier avec les Américains des conditions d'accès au marché qui valent pour l'ensemble de l'Union. Neil Kinnock, le commissaire aux transports, s'efforce de convaincre les gouvernements encore réticents. S'il n'y parvient pas, il est probable que la Commission, jugeant les accords bilatéraux « open sky » contraires au traité, portera le dossier devant la Cour européenne de justice de Luxembourg.

Philippe Lemaître

Réactions mitigées chez les Britanniques et hostiles chez les Allemands

● **Alliance British Airways/American Airlines**
Le directeur général de British Airways, Bob Ayling, tout en se félicitant du feu vert accordé par la Commission européenne à son alliance avec American Airlines, a regretté « certaines des conditions, suggérées par Bruxelles, trop sévères (...) ». Chaque créneau horaire perdu correspond à 30 emplois que nous ne pourrions pas créer. Le concurrent britannique Virgin Atlantic a estimé au contraire que les conditions « cruellement

inadéquates » posées par Bruxelles laissent aux deux alliés « une part du marché incroyable de 60 % entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni ».

● **Alliance United Airlines/Lufthansa**
United Airlines a engagé une procédure auprès du département américain des transports contre les conditions imposées par les autorités européennes au projet d'alliance commerciale avec SAS et Lufthansa. La commission chercherait à restreindre des

activités dont la liberté d'exercice est actuellement prévue dans nombre d'accords dit de « ciel ouvert » conclus entre les Etats-Unis et plusieurs pays européens, notamment en Allemagne et en Scandinavie. Lufthansa, elle, menace de porter plainte auprès de la Cour européenne de justice, dénonçant « une violation électorale de l'égalité de traitement », et la sévérité à géométrie variable de la commission dans d'autres dossiers d'alliances.

Le ministre allemand des transports, Matthias Wissmann, a relevé les « inégalités criantes » de traitement des entreprises européennes par Bruxelles. Il souligne « par exemple l'approbation d'aides publiques dans le cas Air France, ensuite annulée par la Cour européenne de justice », et juge « inacceptable » que « la commission impose aux partenaires européens d'alliance des conditions nettement plus strictes que celles mises par les autorités américaines aux entreprises américaines », au risque de favoriser ces dernières.

La dette du Réseau ferré de France augmente inexorablement

LE RÉSEAU FERRÉ de France (RFF), l'établissement public propriétaire du réseau de chemins de fer depuis la réforme de 1997, a hérité des principaux maux de la SNCF. Alors que cette dernière, déchargée de la construction et de l'entretien du réseau, s'apprête à renouer avec les bénéfices, le RFF cherche les moyens d'éviter de tomber dans la spirale des déficits et de l'endettement.

« Nous devons apprendre à vivre avec un déficit structurel de 14 milliards de francs par an », explique Claude Martinand, son président. Certes, l'exploitation est équilibrée. Les 16,8 milliards de francs de coûts d'entretien sont financés par les péages versés par la SNCF (5,9 milliards de francs) et les dotations de l'Etat (11,8 milliards de francs). Mais il reste ensuite à payer les 10 milliards de francs annuels de frais financiers et les 5 milliards de dotation aux amortissements.

« Aucune ressource n'a été prévue pour 40 % de nos charges », reconnaît M. Martinand. Conséquence, un an après sa création la dette financière du RFF s'élève déjà à 148 milliards de francs, dont 134 milliards bérés de la SNCF. Le RFF est devenu l'un des principaux emprunteurs sur les marchés obligataires, juste derrière la Caisse de la Sécurité sociale, avec 18 milliards de francs levés depuis le début de l'année.

Assumant ses responsabilités,

comme l'y invite la réglementation européenne, le gouvernement français a décidé d'aider le RFF à éponger son déficit annuel. Jean-Claude Gaysnot, ministre des transports, s'est engagé à allouer environ 13 milliards de francs de dotation en capital annuelle au cours des trois prochaines années (Le Monde du 20 juin).

UN FINANCEMENT DURABLE

Ces fonds propres, qui sont immédiatement consommés par le déficit annuel, vont permettre d'engager « un scénario de stabilisation de la dette et d'équilibre des comptes », selon M. Martinand. Pour ses deux premières années d'existence, le RFF n'avait reçu que 8 et 10 milliards de francs.

« Au-delà, il faudra bien trouver

un système de financement durable », admet M. Martinand. D'autant que le fonds des recettes de privatisations, dans lequel le gouvernement puise la dotation du RFF, n'est pas éternel. M. Martinand souhaiterait augmenter progressivement le niveau des péages de la SNCF, pour se rapprocher du vrai coût d'utilisation du réseau et favoriser une meilleure répartition des trafics. La SNCF réclame, en contrepartie, davantage de subventions. Les discussions sur le niveau des péages et la définition des priorités sur le réseau ferroviaire devraient aboutir d'ici à la fin de l'année. Au 1^{er} janvier 1999, le RFF pourra fixer librement, en principe, le niveau des péages, bloqués depuis deux ans.

Au-delà de ces exercices

La SNCF se mobilise pour le fret

Confrontée depuis plusieurs semaines à une dégradation de la qualité de son service, la SNCF a mis en place un « PC national fret » pour réorganiser son activité de transport de marchandises (Le Monde du 4 juillet). Armand Tonbol, directeur de l'activité fret, reconnaît que l'établissement public « n'a pas su marier ses locomotives et ses conducteurs », entraînant le blocage de 400 trains, au pire de la crise, le 11 juin. La concurrence allemande a profité de cette défaillance pour détourner une partie du trafic, notamment dans le domaine du transport combiné.

La SNCF estime avoir été dépassée par la reprise économique, alors que son équipe de production est dimensionnée dix-huit mois à l'avance. Le transporteur ferroviaire, qui a recruté 200 conducteurs sur 15 000 en 1998, exclut de réviser ce chiffre à la hausse. En revanche, il consacrera une partie de son parc de locomotives à son activité fret et s'apprête à passer commande de nouvelles locomotives réservées au transport de marchandises.

comptables, le RFF doit aussi financer les nouveaux investissements. Les 13 milliards de francs de travaux engagés en 1997 ont été couverts par des subventions à hauteur de 2,3 milliards de francs. Avec une capacité d'auto-financement négative, le RFF a dû emprunter le solde. M. Martinand jure qu'on ne l'y reprendra plus avec des projets comme le TGV Méditerranée qui, décidé avant la création du RFF, lui a coûté 6 milliards de francs l'an dernier.

Pour l'avenir, « il n'y aura pas plus de gare des garrigues que de gare des betteraves », ajoute M. Martinand, faisant référence à la gare pratiquement déserte du TGV Nord Europe construite en Picardie, au milieu des champs de betteraves. « Il faut étudier la possibilité de différer des investissements, de les limiter, voire de les éviter », explique M. Martinand.

Selon ses statuts, le RFF a vocation à ne financer que « la partie rentable des investissements ». Le gouvernement, en annonçant le schéma de financement du TGV Est (Le Monde du 6 février), a respecté ce principe : l'Etat et les collectivités publiques apporteront 16 des 18,7 milliards de francs du projet. M. Martinand fait le pari que, puisque désormais les investissements ferroviaires pèsent directement sur les finances publiques, ils seront entrepris avec plus de discernement.

Christophe Jakubyszyn

Les banques françaises affichent des profits en hausse en 1997

La crise asiatique pèsera sur les résultats 1998

C'EST UN BILAN en demi-teinte qui a été présenté, jeudi 9 juillet, par Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France et président de la commission bancaire. Le rapport annuel 1997 de l'organisme de contrôle des banques montre une année 1997 mitigée. Les résultats des banques françaises sont, certes, en nette amélioration mais les problèmes structurels, identifiés depuis plusieurs années, persistent, dont les distorsions de concurrence (livret A, bleu...) et les contraintes légales et fiscales lourdes.

« Le système bancaire français se redresse », relève M. Trichet. « En 1997, le bénéfice net dégagé par l'ensemble des établissements de crédit s'est établi à une cinquantaine de milliards de francs et a traduit une progression significative par rapport aux exercices antérieurs », poursuit le gouverneur. Le bénéfice net a plus que triplé, de 16,1 à 52,1 milliards de francs.

Ces résultats 1997 ne suscitent toutefois qu'un « relatif optimisme ». D'une part ils demeurent inférieurs à ceux des autres banques européennes. Le rendement des fonds propres des établissements bancaires français progresse de 2,07 % à 6,63 %. D'autre part leur structure « met en évidence la persistance de certains facteurs de fragilité au rang desquels la sous-rentabilité des activités domestiques d'intermédiation », souligne M. Trichet.

Ces profits s'expliquent en grande partie par la situation des marchés financiers, tant au niveau des taux d'intérêt que sur le marché boursier. Le portefeuille titres, qui avait déjà progressé de 29,5 % en 1996, à 3 047 milliards, a augmenté de 15,7 % à 3 527 milliards l'an dernier.

Autre motif de satisfaction, dans le contexte de reprise économique, le produit net bancaire (PNB) - le chiffre d'affaires - progresse de 5,1 % à 374,3 milliards. La demande de crédit, faible en 1996, redémarre doucement en 1997. La charge annuelle du risque a été diminuée (- 2,1 % à 274,8 milliards), en raison de la légère reprise dans l'immobilier, et de la meilleure santé des PME. Ces données masquent quelque peu les effets de la crise des pays du Sud-Est asiatique, qui a surtout touché les grands établissements. Elle a pu être absorbée en 1997, mais « de nouvelles dotations seront nécessaires » en 1998, prévient M. Trichet. La plupart des banques ont déjà fait des annonces en ce sens ces dernières semaines.

Fidèle à sa réputation, la commission bancaire affiche la

prudence, notamment sur le marché domestique. La sonnette d'alarme est une nouvelle fois tirée par l'organisme de tutelle des banques. « Certains établissements poursuivent une politique dangereuse puisqu'ils développent une activité sur laquelle, dès l'origine, il est évident qu'ils n'auront pas les moyens financiers d'assurer une rentabilité convenable », lance M. Trichet, qui rappelle : « J'avais alerté la profession sur les dangers de telles pratiques » dès 1995.

ÉROSION DES MARGES

La part des crédits distribués à des taux anormalement bas (appelés aussi crédits à perte) continue à augmenter. M. Trichet fait surtout référence aux crédits immobiliers. Cette situation conduit à l'érosion des marges. La marge bancaire globale s'est effritée en 1997, de 1,87 % à 1,65 %, « alors même que les banques procédaient à une plus large facturation des services bancaires », s'étonne la commission. « Tous les réseaux ont participé à ce dérapage », confie un expert. Ce mouvement a été amplifié par le développement de la collecte des ressources à taux réglementé (livret A...) en 1997. La baisse d'un demi-point du taux du livret A en juin a certes corrigé cette tendance, mais le mouvement est encore jugé insuffisant par les banquiers.

Pour améliorer cette situation, la commission bancaire dispose de moyens. Dès 1995, M. Trichet avait adressé des recommandations visant à renforcer le contrôle. Le règlement 97-02 du comité de la réglementation bancaire et financière, qui s'applique depuis le 1^{er} octobre, met l'accent sur la « nécessaire maîtrise des risques ». Pour freiner ce mouvement et cette concurrence acharnée, la commission préconise que, plus que la course au gain de parts de marché, les banques développent une stratégie fondée sur la création de valeur. Pour ce faire, un livre blanc sur les meilleures pratiques en matière de mesure de la rentabilité des activités bancaires est en préparation.

Les six premiers mois de 1998 s'annoncent bien pour les banques de l'Hexagone, mais la rentabilité du marché domestique reste insuffisante. La baisse des marges, associée au caractère aléatoire des marchés financiers, se conjugue avec des difficultés naissantes en Europe de l'Est et une situation « incertaine » en Asie du Sud-Est, ce qui limite le redressement de la rentabilité des banques.

Pascalie Sauti

Premier contrat nucléaire en Chine pour Siemens

LE GROUPE ALLEMAND Siemens a signé, mercredi 8 juillet, un contrat marquant sa première participation à la construction d'une centrale nucléaire en Chine. D'un montant de 300 millions de deutschemarks (990 millions de francs), il porte sur la quasi-totalité de la conception et de la livraison des systèmes de commande et de sécurité de la centrale, construite à Lianyungang, dans la province du Jiangsu à l'est du pays.

L'unité sera construite par des entreprises russes et comprendra deux réacteurs de technologie russe à eau pressurisée (VVER) de 1 000 mégawatts chacun. Le premier doit entrer en service en 2004 et le second un an plus tard. Ce pays possède trois centrales d'une puissance de 2 100 mégawatts ; huit autres sont en construction. Le nucléaire représente 1 % de la production électrique contre 75 % pour le charbon.

Partenariat entre IBM et STMicroelectronics

LES GROUPE américains IBM et franco-italien STMicroelectronics (ex-SGS-Thomson) ont décidé de s'ouvrir mutuellement leurs portefeuilles de brevets dans les semiconducteurs et de travailler en commun à l'intégration sur un seul circuit de systèmes électroniques complets. Dans deux domaines : les systèmes de commande de lecteurs de disques durs d'ordinateurs et les équipements d'accès à l'information (ordinateurs à moins de 500 dollars, décodeurs pour téléviseurs, téléphones mobiles de nouvelle génération).

Dans ce dernier domaine, il s'agit de développer des systèmes autour de microprocesseurs compatibles avec ceux de l'américain Intel. STMicroelectronics a déjà réalisé l'équivalent d'un ordinateur personnel sur une puce. Ce composant sera dorénavant aussi fabriqué par IBM.

C.F.D.T. - C.F.E.
LETTRE

52/1 من لاصح

Les banques françaises
affichent des profits
en hausse en 1997

Une banque deverse...

Le gouvernement français a fait appel à Jean Stock, un professionnel issu du privé. Il fut directeur des programmes de M 6, directeur délégué des activités audiovisuelles de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), maison mère de RTL notamment et président de CLT-USA, avant d'intégrer le pôle

audiovisuel d'Havas quelques mois avant que ce groupe ne fusionne avec la Générale des eaux. Proposé au conseil d'administration de TV5, vendredi 3 juillet, et nommé à l'unanimité par les administrateurs français et francophones, Jean Stock devait être intronisé à la tête de la chaîne vendredi 10 et à celle de CFI, lundi 13.

Jusqu'alors très rattaché aux notions libérales de retour sur investissement et de création de valeur, il devra se pencher sur les subtilités de l'actionnariat international de TV5 (codétenu par des télévisions publiques francophones). Jean Stock a effectué la majorité de sa carrière hors de France, ce qui devrait être un atout pour réaliser son objectif : construire une audience à l'exportation.

Son prédécesseur, Patrick Imbaux, qui présidait la chaîne francophone depuis 1990, a construit patiemment le bassin de réception de TV5, en installant la chaîne sur une vingtaine de satellites et quelque 6 000 réseaux câblés de par le monde - Europe, Asie, Afrique, Amérique du Nord mais aussi Amérique latine. En usant à la fois de ses talents de diplomate et en mobilisant des solidarités francophones et francophiles à l'étranger, qu'il s'agisse des associations d'enseignants de français, des postes diplomatiques mais aussi des filiales des entreprises françaises implantées à l'international.

UNE IMAGE VIEILLE
Aujourd'hui, la chaîne francophone peut être reçue par 88,9 millions de foyers, dans 109 pays. Elle compte près de 3 millions de téléspectateurs dans quinze pays européens, qui la regardent quotidiennement. Toutefois, celle-ci risque de pâtir des effets de migration de la télévision analogique vers le « tout nu-

meur ». Comme beaucoup de chaînes étrangères, TV5 risque d'être reléguée dans des offres optionnelles payantes du câble et du satellite, voire d'être exclue.

Pour affiner sa stratégie, Jean Stock compte impliquer davantage les administrateurs et le personnel de TV5 et de CFI, une société très inconnue sur son sort. En leur demandant leur avis sur des questions phares : comment élargir le recrutement des téléspectateurs ? Comment les fidéliser ? Comment décliner proximité et interactivité ? Comment gagner des recettes publicitaires ? Y-a-t-il, hormis en Afrique, une place dans le monde pour diffuser une chaîne comme CFI aux côtés de TV5 ?

Enfin, reste le problème récurrent de l'information et notamment du journal télévisé de TV5. L'expérience d'un journal réalisé par France Télé-

COMMUNICATION

LE MONDE / VENDREDI 10 JUILLET 1998

Le nouveau président de TV5 ouvre le chantier de l'audience

Venu du privé, Jean Stock, nouveau patron de l'audiovisuel extérieur, veut jouer la complémentarité entre TV5 et CFI, en lançant une vaste concertation. Des questions sur les droits, les ressources et la grille de TV5 devront être résolues

Les audiences du Mondial à la télévision

● FRANCE-CROATIE (mercredi 8 juillet, TF1, à 20 h 41) : 15 787 200, 66,6 % de parts d'audience. A la même heure sur France 2 : 1 921 000, 8,1 % ; France 3 : 1 511 400, 6,4 % ; M 6 : 937 300, 4 % ; Arte : 263 200, 1,1 %
* Source Médiamat, Médiamétrie, traitement CREDOME-Publicis, auprès des individus de 15 ans et plus.

■ PRESSE : la rédactrice en chef du New Yorker, Tina Brown, a présenté sa démission, le 8 juillet, du magazine de Condé Nast. Elle dirigera la nouvelle filiale cinéma-télévision-édition des films Miramax. - (AP)

■ PRESSE : l'équipe de Mon Quotidien, édité par Play Back Presse et destiné aux 10-15 ans, prépare pour le 6 septembre Le Petit Quotidien (7-9 ans) et L'Actu (14-18 ans).

LA REMISE à plat de l'audiovisuel extérieur, voulue par le ministre des affaires étrangères Hubert Védrine, s'organise progressivement. Selon un scénario désormais classique dans l'histoire de l'audiovisuel, après une politique de multiplication des entités de service public, l'heure est à la rationalisation et la recherche de davantage de cohérence. Sans pour autant prétendre à une véritable fusion comme La Cinquième-Arte ou France 2-France 3, un président commun a été nommé pour diriger les destinées de la chaîne francophone TV5 et de la banque de programmes Canal France International (CFI).

Le gouvernement français a fait appel à Jean Stock, un professionnel issu du privé. Il fut directeur des programmes de M 6, directeur délégué des activités audiovisuelles de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), maison mère de RTL notamment et président de CLT-USA, avant d'intégrer le pôle

audiovisuel d'Havas quelques mois avant que ce groupe ne fusionne avec la Générale des eaux. Proposé au conseil d'administration de TV5, vendredi 3 juillet, et nommé à l'unanimité par les administrateurs français et francophones, Jean Stock devait être intronisé à la tête de la chaîne vendredi 10 et à celle de CFI, lundi 13.

Jusqu'alors très rattaché aux notions libérales de retour sur investissement et de création de valeur, il devra se pencher sur les subtilités de l'actionnariat international de TV5 (codétenu par des télévisions publiques francophones). Jean Stock a effectué la majorité de sa carrière hors de France, ce qui devrait être un atout pour réaliser son objectif : construire une audience à l'exportation.

Son prédécesseur, Patrick Imbaux, qui présidait la chaîne francophone depuis 1990, a construit patiemment le bassin de réception de TV5, en installant la chaîne sur une vingtaine de satellites et quelque 6 000 réseaux câblés de par le monde - Europe, Asie, Afrique, Amérique du Nord mais aussi Amérique latine. En usant à la fois de ses talents de diplomate et en mobilisant des solidarités francophones et francophiles à l'étranger, qu'il s'agisse des associations d'enseignants de français, des postes diplomatiques mais aussi des filiales des entreprises françaises implantées à l'international.

UNE IMAGE VIEILLE
Aujourd'hui, la chaîne francophone peut être reçue par 88,9 millions de foyers, dans 109 pays. Elle compte près de 3 millions de téléspectateurs dans quinze pays européens, qui la regardent quotidiennement. Toutefois, celle-ci risque de pâtir des effets de migration de la télévision analogique vers le « tout nu-

meur ». Comme beaucoup de chaînes étrangères, TV5 risque d'être reléguée dans des offres optionnelles payantes du câble et du satellite, voire d'être exclue.

Pour affiner sa stratégie, Jean Stock compte impliquer davantage les administrateurs et le personnel de TV5 et de CFI, une société très inconnue sur son sort. En leur demandant leur avis sur des questions phares : comment élargir le recrutement des téléspectateurs ? Comment les fidéliser ? Comment décliner proximité et interactivité ? Comment gagner des recettes publicitaires ? Y-a-t-il, hormis en Afrique, une place dans le monde pour diffuser une chaîne comme CFI aux côtés de TV5 ?

Enfin, reste le problème récurrent de l'information et notamment du journal télévisé de TV5. L'expérience d'un journal réalisé par France Télé-

vision, depuis mars, laisse la chaîne et ses téléspectateurs sur leur faim. L'un des chantiers principaux de Jean Stock sera de rénover et d'enrichir la grille des programmes de TV5. Historiquement, TV5 hérite, par son statut, de programmes qui lui sont fournis par des chaînes françaises ou étrangères - mais donnent à TV5 une image souvent provinciale et vieillotte.

L'épineuse question des droits devra également être abordée. Comment justifier qu'un même programme français puisse être donné gratuitement à une chaîne africaine par CFI alors qu'il peut être vendu, sur le même continent, par TV France International (TFI). Organisme qui regroupe une certaine d'exportateurs de programmes français ? De plus, La Cinquième-Arte, qui va entrer officiellement dans le capital de TV5 à hauteur de 25 %, n'a

pas débloqué ses droits de diffusion au niveau mondial. Elle vient d'ailleurs d'être obligée d'arrêter sa diffusion sur le bouquet francophone africain pour ces raisons et ne pourra pas, sauf à payer des droits importants, voir ses programmes rediffusés sur TV5.

Dernière question toujours en suspens mais centrale, celle du budget de TV5. Le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, a promis des « moyens financiers supplémentaires » pour la chaîne d'un montant de 130 millions de francs, censés contribuer à la relance de la chaîne francophone. Mais l'arbitrage de Bercy en la matière peut réserver des surprises puisque déjà 90 millions devront être issus de « redéploiements ».

Yves-Marie Labé
et Nicole Vulser

Les annonceurs testent leurs publicités à Angers

LES 146 000 habitants d'Angers sont d'excellents cobayes pour les publicitaires. MarketingScan, filiale de Médiamétrie et de l'Alliance GFK, s'y est installée pour mesurer l'effet des campagnes publicitaires sur le comportement des consommateurs. Située à 300 kilomètres de Paris, l'ancienne capitale de l'Anjou est un condensé des caractéristiques démographiques, sociologiques et économiques de la France. En outre, toutes les enseignes de la grande distribution y sont présentes.

« Notre étude TVScan permet de mesurer, sur les mêmes foyers, l'audience de la télévision et le comportement d'achat. On peut ainsi suivre très précisément l'effet d'une publicité sur les ventes d'un produit », explique Laurent Batails, PDG de cette société. Le système repose sur un panel de 4 000 foyers équipés de boîtiers audiovisuels, permettant de savoir ce qu'ils regardent à la télévision.

2 000 d'entre eux disposent d'une carte spéciale pour régler leurs achats dans un hypermarché. Ceux qui, parmi les Angevins, acceptent d'être testés, reçoivent des points leur faisant obtenir des places de cinéma, des articles choisis dans un catalogue, des réductions chez des commerçants et un abonnement à Femme Actuelle et à Télé Loisirs (tous deux édités par Prisma Presse).

MAUVaise SURPRISE
En dix-huit mois, MarketingScan a réalisé soixante études pour trente annonceurs. Elles ont montré que 70 % des campagnes télévisées ont une efficacité sur les ventes ; le tiers restant s'avère inutile ou mal positionné. Certains annonceurs ont eu des surprises désagréables. Par exemple, tel fabricant de biscuits a constaté que sa campagne avait plus profité à l'ensemble du marché des petits gâteaux qu'à son propre produit.

« L'avantage de ce système est qu'il est le reflet de la réalité, estime Bernard Fevry, directeur des études de L'Oréal grand public. Auparavant on testait les messages sur des marchés-tests et sur des intentions d'achat alors que TVScan repose sur des achats réels. Cependant l'exercice est d'autant plus performant que l'on a clairement identifié les produits sur lesquels on travaille ». C'est sur les produits à forte diffusion que le test est le plus probant.

Au prix de 65 000 francs l'étude, MarketingScan a réalisé un chiffre d'affaires de 20 millions de francs en 1997. MarketingScan a aussi créé BehaviourScan, qui teste un produit ou une action marketing, avant leur lancement. Effectuée sur une période de trois ou six mois, elle permet notamment de mesurer si, une fois passé l'effet de curiosité, les consommateurs continuent d'acheter un produit.

Françoise Chirot

(Publicité)

C.F.D.T. - C.F.E./C.G.C. - C.G.T. - F.O. - du Crédit Foncier de France

LETTE OUVERTE À LIONEL JOSPIN

A plusieurs reprises, vos collaborateurs ont reçu l'Intersyndicale du Crédit Foncier et lui ont indiqué qu'à défaut de solution qui recueille l'assentiment du personnel, votre porte serait ouverte et qu'aucune solution ne serait imposée, désavouant les méthodes utilisées par vos prédécesseurs en 1996.

Aujourd'hui, plus d'un an après les conclusions de la mission Rouvillois, les services de Bercy ont bafoué les engagements de l'Etat :

Le 25 juin les organisations syndicales ont rencontré le tour de table présenté par Bercy comme le seul possible :

C'est une catastrophe et une honte !

- pas de projet industriel porteur d'activités et de développement ;
- pas de projet social respectant les emplois et la situation du personnel ;
- non-respect des intérêts patrimoniaux de l'Etat ;
- pas de consortium finalisé ;
- désaccord profond et affiché entre les partenaires présents autour de la table.

Est-ce pour en arriver là que le Crédit Foncier a perdu près de 25 % de ses effectifs en deux ans ?

Est-ce pour en arriver là que l'Intersyndicale, refusant tout a priori, a accepté constamment de s'asseoir à la table des négociations ?

Pourquoi n'a-t-on jamais répondu aux questions intersyndicales que la banque conseil (?) D.M.G. avait pourtant sollicitées ?

Veut-on faire un exemple et tuer une entreprise parce qu'elle a été sauvée par ses salariés contre l'avis de ministres ?

Le dossier du Crédit Foncier ne peut plus être traité par Bercy, où depuis trois ans les équipes successives mais formées dans le même moule accumulent les erreurs et les manœuvres obscures.

A partir du seul dossier Crédit Foncier, Bercy est en train d'empêcher tout développement de La Poste (alors qu'il avait suscité lui-même sa candidature pour un adossement !) et est entré en conflit avec les Caisses d'Epargne, les forçant à un accord qu'elles ne souhaitent absolument pas sous la pression d'un hold-up sur leurs fonds propres.

De telles méthodes, si elles persistaient, conduiraient à mettre en danger tout le système bancaire français, qui n'y survivrait pas.

D'ailleurs, les Caisses d'Epargne sont loin d'être enthousiastes et évoquent elles-mêmes, dans des notes internes, des accords à minima et, déjà, des conditions de retrait, et surtout le fait d'empêcher tout développement de La Poste et de l'accord commercial existant avec le Crédit Foncier.

Stoppons la mascarade ! Des emplois sont en jeu, la crédibilité et la parole de l'Etat sont en cause.

Nous vous demandons de nous recevoir de toute urgence. Nous considérons que la procédure mise en œuvre par Bercy a échoué et que, dans le cadre d'une nouvelle procédure, plusieurs solutions doivent être mises en concurrence.

Vous seul, monsieur le Premier Ministre, avez l'autorité et la compétence pour sortir le Crédit Foncier de la crise qu'il traverse, en respectant les engagements de l'Etat et vos propres engagements de mai 1997.

Veillez agréer, monsieur le Premier Ministre, l'expression de nos sentiments les plus inquiets.

مركزا من راحل

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **TEXTILE**: Christian Pierrat, le secrétaire d'Etat à l'Industrie, a annoncé, mercredi 8 juillet, l'extension au secteur du textile et de l'habillement du bénéfice du fonds de 600 millions de francs destiné à aider les entreprises en création.

● **SGS**: la filiale du groupe Suez-Lyonnaise des eaux cède, pour 5,6 milliards de francs belges (910 millions de francs), 55 % du capital de Recticel, fabricant de mousse de polyuréthane qui commercialise les marques Bultex et Latoflex.

● **COCKERILL-SAMBRE**: la Région wallonne, qui détient 78,77 % du capital de Cockerill, a indiqué, mercredi, que le français Usinor, l'allemand Thyssen-Krupp, le luxembourgeois Arbed et l'américain US Steel, étaient sur les rangs pour la reprise du sidérurgiste belge. La liste définitive des candidats à l'acquisition sera dévoilée le 16 juillet.

● **DEUTSCHE BABCOCK**: le groupe allemand de machines-outils rachète 75,1 % de L.C. Steimüller, entreprise spécialisée dans les techniques de centrales électriques, au numéro un allemand du BTP Philipp Holzmann, affirme, jeudi, le quotidien allemand Handelsblatt.

● **THOMSON-CSF**: le groupe français, associé à la société australienne Transfield (50-50), a acquis la société Australien Defense Industries.

● **FIKTECH**: la société française, qui fera appel au nouveau marché de la Bourse de Paris d'ici à fin 1998, va dépanner la production en grands volumes d'écrans plats à partir de septembre à Taiwan via le groupe Unipac. Elle a reçu une commande pour 50 000 écrans de Zoll Medical (équipements médicaux portables).

SERVICES

● **CARREFOUR**: la direction de Carrefour France a annoncé, mercredi, avoir créé en 1997 quelque 2 250 emplois, dont 1 800 à durée indéterminée. Le nombre total de salariés de l'entreprise est de 50 800.

● **KOREA TELECOM**: les syndicats appellent les salariés de l'opérateur téléphonique sud-coréen à faire grève le 15 juillet pour protester contre la privatisation décidée par le gouvernement.

FINANCE

● **MERRILL LYNCH**: La banque d'affaires américaine a inauguré, mercredi, sa première succursale de courtage spécialisée pour les particuliers au Japon, devenant du même coup le plus grand courtier étranger de l'archipel. Quelques 30 autres succursales ouvriront leurs portes dans l'archipel dans les prochains mois.

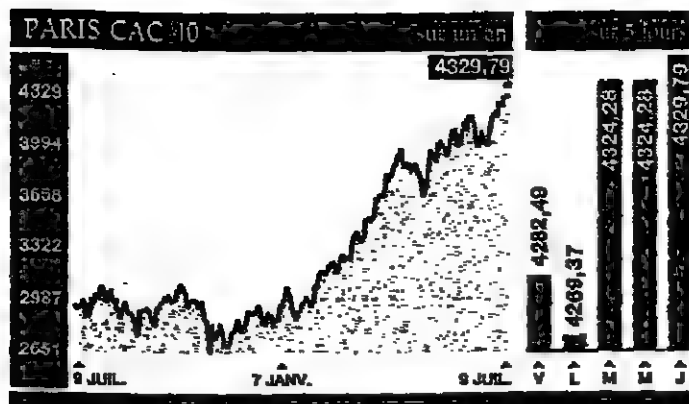
● **CRÉDIT LYONNAIS**: le gouvernement a choisi le groupe Rothschild et compagnie comme « banque conseil » dans le cadre de la privatisation du groupe bancaire prévue d'ici à octobre 1999, a indiqué, mercredi, le ministre de l'économie et des finances.

● **KREDIETBANK-CERA**: la cour d'appel de Bruxelles a donné son feu vert, mercredi, à la fusion entre la Kredietbank flamande et la coopérative Cera, en déclarant non fondée la suspension en référé de cette fusion prononcée le 1^{er} juillet par le tribunal de commerce de Bruxelles.

● **ALLIANZ**: la catastrophe ferroviaire d'Eschede (Allemagne) en mai dernier qui a causé la mort de cent personnes coûtera à l'assureur allemand environ 40 millions de deutschemarks (134 millions de francs), a indiqué, mercredi, le patron du groupe lors de son assemblée générale.

★ Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde ».

www.lemonde.fr



Principaux écarts au règlement mensuel

	Cours 07/97	Var. % 07/97	Var. % 5/12
Hausses			
MONTPEUT SA	229	+8,08	+314,81
CI SIGNAURIS	624	+6,94	+232,88
BOUYGUES	159	+5,59	+74,48
ALCATEL ALTH	1940	+5,00	+75,10
NORBERT DENIR	100	+4,02	+75,91
CICQUEPOT	278	+3,88	+85,32
BOUYGUES OFF	158	+3,84	+118,04
INTERBAIL	173	+3,81	+21,94
DERIA FRANCE	359	+3,25	+27,54
DEVALIN-PCAL	15,45	+3,19	+82,97
Baisse			
CECIDI (LV)	1192	-3,85	+84,86
FINAULT-PRINT	825	-3,44	+27,27
MICHELIN	181,50	-3,38	+18,20
SOPHIA	275	-3,30	+20,25
VALLAURIE	233,50	-2,88	+27,71
LOREAL	827,50	-2,82	+42,35
CHARGEUR	327,50	-2,50	+18,52
DMC DOOLIPS	136,70	-2,70	+27,75
JEAN LEFEBVRE	140	-2,58	+43,88
INTERTECHNIQ	1835	-2,44	+17,80

LES PLACES BOURSIERES

PARIS

JEUDI 9 JUILLET, la Bourse de Paris atteignait un nouveau record. Le CAC 40 progressait de 0,29 %, à 4329,79 points. Montpeut continuait sa course folle avec une hausse de 17,9 % à 230 francs. Depuis le début de l'année le titre a gagné plus de 380 %. La Bourse saluait par ailleurs le retour aux bénéfices du Club Méditerranée. La société a enregistré un profit semestriel de 132 millions de francs contre une perte de 413 millions de francs au cours des six premiers mois de l'exercice précédent. L'action du groupe de loisirs, recommandée par Paribas, s'appréciait de 5,6 %. Après l'entrée de Prudential Insurance à hauteur de 5,07 % dans le capital DMC, le titre gagnait 5,3 %. Parmi les baisses figuraient la SFIM (-9,5 %). Le rachat du groupe aéronautique par Thomson-CSF pourrait se faire sur une base de valorisation de 650 francs, inférieure aux cours actuels.

FRANCFORT

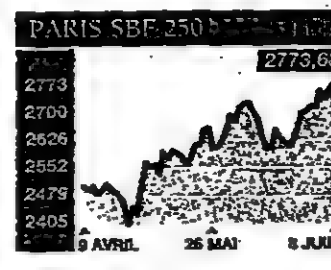
JEUDI 9 JUILLET, la Bourse allemande ouvrait en hausse. L'indice Dax des trente principales valeurs grimpait de 0,41 % à 6 037,76 points. Mercredi, le marché allemand avait terminé pour la première fois de son histoire au-dessus de la barre symbolique des 6 000 points.

LONDRES

MERCREDI 8 JUILLET, la Bourse de Londres finissait sur une légère progression. L'indice Footsie des cent principales valeurs clôturait à 6 042 points, en hausse de 0,1 %. Le volume des échanges était relativement limité. Les investisseurs restaient prudents dans l'attente de la conclusion de la réunion du comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre. Certains d'entre eux craignaient un relèvement des taux de la banque centrale en dépit des signes de ralentissement économique outre-Manche.

Indices boursiers

	Cours 07/97	Var. % 07/97	Var. % 5/12
Europe 12330	2252,58	-0,29	44,58
PARIS CAC 40	4329,79	0,29	42,08
SBF 250	2252,58	-0,18	42,08
SECOND MAR.	—	—	—
LONDRES FTSE	6042,00	-0,09	16,81
AMSTERDAM AEX	1529,16	-0,08	37,81
BRUXELLES BEL	288,97	0,53	47,28
FRANCFORT DAX	6037,76	0,41	41,38
BOGDOR BUX	3252,5	-0,24	47,25
MILAN MIB30	9392	-0,44	46,63
SUISSE SMX	3225,20	0,10	31,44
STOCK 666	307,53	-0,22	—
EURO STOXX 50	3252,5	-0,24	47,25
STOCK 50	3252,5	-0,24	47,25
EURO STOXX 50	3252,5	-0,24	47,25



Monde

	Cours 07/97	Var. % 07/97	Var. % 5/12
NEW YORK DJ	9174,97	0,00	16,82
SP 500	1160,38	1,01	20,19
NASDAQ	1025,30	1,43	23,25
BUENOS AIRES M	818,71	0,54	13,82
JOHANNESBURG	3321,50	-0,09	10,30
MEXICO BOLSA	870,95	1,18	15,61
SANTO AGO IPSA	84,19	1,04	25,82
SAO PAULO BOLL	1025,30	1,43	23,25
TORONTO SSE 1	2531,22	0,04	11,22
ASIE 1015	4027	0,02	31,72
BANGKOK SET	13,55	0,59	28,21
HONGKONG H	4432,70	-0,28	21,36
SEOUL	307,53	-0,22	12,87
SINGAPOUR ST	1160,38	1,01	20,19
SYDNEY ALL O	1752,00	0,53	8,59
TOKYO NIKKEI	16448,95	-0,01	7,70

ECONOMIE

Le Japon adopte des réductions d'impôts permanentes

SOUFIS aux pressions du marché et de la communauté internationale, le premier ministre japonais, Ryutaro Hashimoto, a finalement annoncé mercredi 8 juillet des réductions d'impôts permanentes à partir de l'an prochain dans l'espoir qu'elles viennent à ressusciter une économie en récession. Il a précisé qu'il espérait que le réexamen de la fiscalité du pays serait achevé d'ici la fin de cette année (lire page 3). La Maison Blanche a apporté son soutien à ces mesures. « Nous avons déjà dit que des mesures fiscales de stimulation importantes et durables (...) seront décisives pour rétablir le rôle que doit jouer le Japon dans l'économie régionale et l'économie mondiale », a déclaré le porte-parole de la présidence, Michael McCurry (lire page 3).

■ **CHINE**: au premier semestre, les exportations chinoises ont augmenté de 7,6 % à 86,975 milliards de dollars. L'an dernier, elles avaient bondi de 26,2 %.

■ **UNION EUROPEENNE**: le président de la Banque centrale européenne, Wim Duisenberg, a dressé mercredi 8 juillet un tableau encourageant de l'économie européenne, mais il a mis les pays de la zone euro en garde contre tout relâchement de leurs efforts de réduction des déficits budgétaires. Selon lui, la croissance du produit intérieur brut devrait « être proche, voire même dépasser, 3 % » cette année dans la zone euro grâce à une reprise de la demande intérieure, et l'inflation être plus faible que prévu. Le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, a également appelé, mercredi, les pays membres de l'euro à la discipline budgétaire, regrettant l'endettement « excessif » de certains (lire page 15).

■ **Un observatoire économique de la zone euro** et de la politique de la Banque centrale européenne - « EMU Monitor » - a été lancé, jeudi 9 juillet en Allemagne, à l'initiative du Centre pour l'intégration européenne (ZEI) de l'université de Bonn.

■ **FRANCE**: la croissance du produit intérieur brut a atteint 0,6 % au premier trimestre 1998, selon l'indice détaillé publié jeudi 9 juillet par l'INSEE.

■ **ITALIE**: la croissance du produit intérieur brut peut atteindre 2,3 % en 1998, a indiqué mercredi 8 juillet le centre d'études de la fédération patronale italienne, Confindustria. Les autorités italiennes tablent sur une progression de 2,5 %. Le gouverneur de la Banque d'Italie, Antonio Fazio, a récemment estimé peu probable qu'elle dépasse 2 %. En 1997, elle s'est établie à 1,5 %.

■ **ALLEMAGNE**: le coût du travail dans les entreprises ouest-allemandes était, en 1997, le plus élevé du monde, selon une étude de l'Institut de l'économie allemande à Cologne parue mercredi 8 juillet. En 1997, une heure de travail coûtait 47,92 marks en Allemagne de l'Ouest, soit 15 marks de plus en moyenne que dans tous les autres pays.

NOMINATIONS

■ **CEGETEL**: Pierre Bardon a été nommé directeur général adjoint de l'opérateur téléphonique. Agé de quarante-neuf ans et venu de chez Danone, il sera chargé des activités de Cegetel sur le marché des résidentiels et des professions indépendantes.

■ **LOOK VOYAGES**: Paul Roll, auparavant directeur général adjoint du Club Méditerranée, a été nommé par le voyageur canadien Air Transat directeur général de sa filiale française Look Voyages.

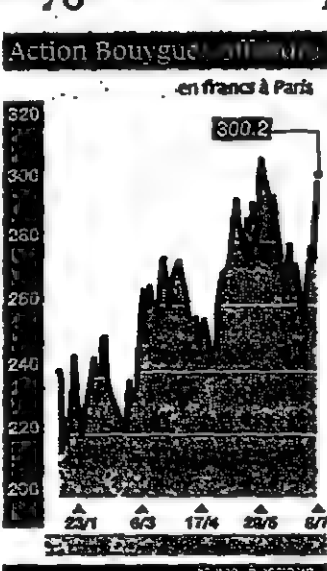
Valeur du jour : Bouygues Offshore porté par l'Angola

L'ACTUALITÉ pétrolière depuis le début de la semaine est africaine: lorsque les informations viennent du Nigeria, prometteuse quand elles arrivent d'Angola avec des contrats dans le parapétrolier pour Bouygues Offshore. Les craintes d'une interruption des exportations de brut nigérian en raison des troubles dans ce pays ont provoqué une tension sur les cours du baril. A Londres, le Brent est passé de 12,75 dollars à 13,20 dollars, mercredi 8 juillet.

Dans le golfe de Guinée, Total a annoncé lundi la découverte d'un troisième gisement dans les eaux profondes angolaises, sur le bloc 14. Appelé Benguela, il s'ajoute à ceux de Kuilo et Landana. Associé à l'américain Chevron qui est l'opérateur de ce bloc, Total a 20 % des parts. Benguela est situé par 400 mètres d'eau à 70 kilomètres de la côte du Cabinda. Cette structure aurait plus de 500 millions de barils de réserve, et serait donc un gisement géant comme Kuilo.

Mercredi, Elf a lancé le développement du gisement pétrolier géant de Girassol sous 1 350 mètres d'eau dans l'offshore profond angolais avec des réserves totales atteignant un milliard de barils. Prévue pour l'an 2000, la mise en production nécessite un investissement total de 2,5 milliards de dollars (15 milliards de francs).

Découvert en avril 1996 sur le bloc 17, Girassol (tourne-sol en portugais) est par son ampleur aussi important



pour Elf que la découverte de Pégé en Norvège ou du gisement de Lacq en France. Sur ce bloc, deux autres gisements géants, Dalia et Rosa, sont en cours d'évaluation. Pour opérer cette structure, le pétrolier français a attribué deux contrats d'un montant de 7 milliards de francs répartis principalement entre ETPM (filiale de GTM, groupe Suez-Lyonnaise) pour 3 milliards et Bouygues Offshore pour 2,9 milliards. ETPM a été désignée comme pilote de ce projet de barge flottante, le plus important jamais construit.

Le premier contrat de 4,2 milliards a été attribué à l'association Mar-Profondo Girassol, constitué entre ETPM et Bouygues Offshore, pour la fourniture et l'installation de en main d'une unité flottante de production et de stockage. Le second contrat de 2,5 milliards a été confié à Albo Mar Girassol (ETPM, Bouygues Offshore et le norvégien Stolt Comex Seaway) pour la fourniture et l'installation de liaisons fond-surface, de canalisations, d'ombilicux et les liaisons entre les têtes de puits.

En Bourse, Bouygues Offshore s'est apprécié de 4,78 %, et GTM a atteint en séance son plus haut niveau de l'année (714 francs). Le groupe parapétrolier Cofetex, qui n'a pas été retenu, a enregistré une baisse de 3,15 % à 707 francs.

Dominique Gallois

MONNAIES

Dollar: le billet vert progressait par rapport aux principales devises européennes jeudi 8 juillet. Il s'échangeait contre 1,82 deutschemark et 6,11 francs. La baisse de la monnaie allemande s'expliquait par les incertitudes sur la situation Russe. Des observateurs estimaient que l'aide du FMI ne serait pas suffisante pour soutenir l'économie. Yen: le dollar gagnait du terrain face au yen jeudi 8 juillet sur les marchés des changes de Tokyo. Les investisseurs se montraient peu rassurés par l'engagement du premier ministre japonais Ryutaro Hashimoto de baisser les impôts. « Les commentaires de Hashimoto mercredi donnaient l'impression que le gouvernement ne se rend pas compte à quel point il est urgent de décider une baisse d'impôts supplémentaire », jugeait un opérateur. Le billet vert repassait la barre des 140 yens pour s'échanger contre 140,27 yens, en hausse sur son niveau atteint à New York mercredi 8 juillet.

Cours de change

	Cours 07/97	Var. % 07/97	Var. % 5/12
FRANCE	6,10	0,00	0,00
DM	1,82	0,00	0,00
YEN (100)	140,27	0,00	0,00
LIBRE (100)	160,27	0,00	0,00
FLORIN	206	0,00	0,00
FRS	1,54	0,00	0,00
ECU	0,82	0,00	0,00
DOLLAR	1,08	0,00	0,00

Taux d'intérêt (%)

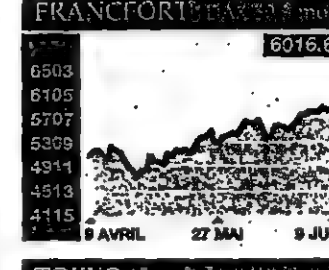
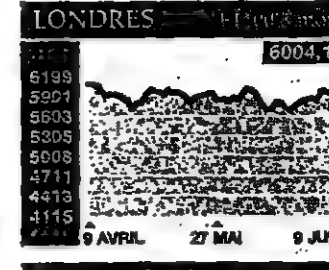
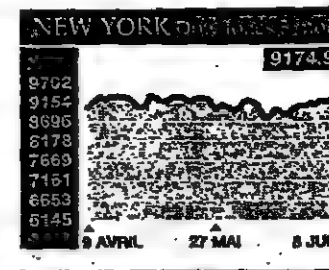
	Taux 07/97	Var. % 07/97	Var. % 5/12
FRANCE	5,25	0,00	0,00
ALLEMAGNE	5,25	0,00	0,00
BOULEVARD	5,25	0,00	0,00
ITALIE	5,25	0,00	0,00
JAPON	5,25	0,00	0,00
ETATS-UNIS	5,25	0,00	0,00
SUISSE	5,25	0,00	0,00
PAYS-BAS	5,25	0,00	0,00

Matif

	Cours 07/97	Var. % 07/97	Var. % 5/12
NOUVEAU 55	104,90	0,00	0,00
SEPTEMBRE 98	104,90	0,00	0,00
PIOR 3 mois	104,90	0,00	0,00
SEPTEMBRE 98	104,90	0,00	0,00

Marché des changes

	Cours 07/97	Var. % 07/97	Var. % 5/12
ALLEMAGNE (100)	160,27	0,00	0,00
AUTRICHE (100)	160,27	0,00	0,00
BELGIQUE (100)	160,27	0,00	0,00
CANADA	160,27	0,00	0,00
DANEMARK (100)	160,27	0,00	0,00
ESPAGNE (100)	160,27	0,00	0,00
ETATS-UNIS	160,27	0,00	0,00
FINLANDE (100)	160,27	0,00	0,00
GRÈCE (100)	160,27	0,00	0,00
IRLANDE	160,27	0,00	0,00
ITALIE (100)	160,27	0,00	0,00
JAPON (100)	160,27	0,00	0,00
NORVÈGE (100)	160,27	0,00	0,00
PAYS-BAS (100)	160,27	0,00	0,00
PORTUGAL (100)	160,27	0,00	0,00
SUÈDE (100)	160,27	0,00	0,00
SUISSE (100)	160,27	0,00	0,00



Matières premières

En dollars ▶	Cours 07/97	Var. % 07/97	Var. % 5/12
MÉTALUX (LONDRES)	1681	-0,25	0,00
CUIVRE 3 MOIS	1251,5	-0,27	0,00
ALUMINUM 3 MOIS	252	-0,28	0,00
PLOMB 3 MOIS	5520	-0,27	0,00
ETAIN 3 MOIS	1024,5	-0,43	0,00
ZINC 3 MOIS	4220	-0,49	0,00
NICKEL 3 MOIS			
MÉTALUX (NEW YORK)	1681	-0,25	0,00
ARGENT A TERME	3380	-0,02	0,00
PLATINE A TERME	3380	-0,02	0,00
GRAINES D'ENRÉE			
BLÉ (CHICAGO)	258	0,48	0,00
MAÏS (CHICAGO)	258	0,48	0,00
SOJA (CHICAGO)	258	0,48	0,00
SOJA TOUVEAU (CHICAGO)	258	0,48	0,00
SOFTS			
CAFFÉ (NEW YORK)	1767	-0,01	0,00
CARÉ (LONDRES)	1578	-0,01	0,00
SUCRE BLANC (PARIS)	258	0,48	0,00

+0,35 %
CAC 40 :
4354,90

[illegible][illegible]

530	1000	1.00	300
567	2070	1.12	225
1660	1607	1.00	2300
1039	1000	0.98	1000
2055	2070	0.92	2000
411	400	0.97	400
3424	3400	0.97	3000
1909	1912	0.92	1100
1150	1125	0.21	1100
5015	5000	1.00	500
1705	1700	1.00	100
36010	36000	1.00	30
280	28000	2.16	2200
150	15000	1.73	1200
300	300	4.62	300
25000	25000	0.97	2500
13000	13000	0.97	1300
510	510	0.93	510
1165	1165	2.48	100
6040	6000	2.00	600
63	63	0.80	60
1200	1200	0.83	1100
257	250	0.98	255
415	410	0.97	410
1400	1400	0.97	1400
5500	5500	1.10	500
850	850	1.27	800
540	540	0.96	520
550	550	0.70	500
11650	11650	0.42	1100
1190	1190	0.98	1100
640	640	0.97	600
1800	1800	0.97	1800
940	940	0.95	900
709	709	1.12	700
347	347	0.97	300
210	210	0.12	200
680	680	0.41	600
1100	1100	0.99	1100
580	580	0.86	550
748	748	0.96	700
4600	4600	0.95	4000
799	799	0.33	700
412	412	1.51	400
780	780	0.97	700
859	859	0.05	800
911	911	0.67	900
296	296	2.29	300
610	610	0.65	600
1118	1118	0.95	1100
49550	49550	0.06	4000
1300	1300	0.96	1300
109	109	0.97	100
945	945	0.97	900
1370	1370	0.91	1300
1164	1164	0.51	1100

Spagnese (Mil)	442,80	187,00
Sovinter (Mil)	529	220,00
Sophia	271,50	272,00
Spir Communica	489	198,00
Stratler Pazon	680	280,00
Stet Sav. Inv. & Empr	1027	100,00
Synthesabo	994	198,00
Technip	794	220,00
Thomson-CSF	233,30	238,00
Torval	776	270,00
UIP	468	198,00
Unicredit	764	245,00
Union Asset. Fnd	980	240,00
Umsior	90	90,00
Valco	658	240,00
Valente	433	185,00
Vasque	185	170,00
Vivendi (ex C2C)	7352	1750,00
Worms (ex Societal)	109	109,00
Zodiac ex div. div. d	1688	1688,00
Zit Colon.	550	550,00

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
ABN AMRO Holl.	150	150,00
Adesso S.A.	2690	2690,00
Affiliated Finance AG	652	652,00
ALLIANZ AG	NL 213,34	213,34
American Express	659	659,00
Anglo American	347	347,00
AngloGold Ltd	272	272,00
Anglo	245	245,00
Ajo Wiggins App.	20,10	20,10
A.T.T.	546	546,00
Banco Santander	100,30	100,30
Banco de Mexico	113,70	113,70
B.A.S.F.	30,30	30,30
Bayes	518	518,00
Brown Gold and Oil	275,10	275,10
Credit Agric. P.T. Com.	110,00	110,00
Daimler Benz	672	672,00
De Beers	115,70	115,70
Deutsche Bank	496,20	496,20
Diageo PLC Int.	73,25	73,25
Dresdner Bank	913,10	913,10
Drifconex	30,85	30,85
Du Pont Nemours	466	466,00
Eaton Radio Inc.	44	44,00
Esso Rand	13,67	13,67
Scho Bay Mines	13,67	13,67
Exxon	105	105,00
Ericsson	109	109,00
Forst	359	359,00
Geacor Africa	10,80	10,80
General Elect.	574	574,00

+0.85	425	General Motors #	
+0.75	425	Gé de Belgique #	
+2.05	490	Harmony Gold #	
+0.61	490	Hizaczi #	
+0.65	490	Hochst #	
+1.75	675	I.B.M. #	
+0.40	1030	I.C.I. #	
-0.25	790	Ito Yakoda #	
+0.72	790	Kingsfisher plc #	
-0.25	910	Microchem #	
+0.34	500	McDonald's #	
+0.52	805	Merck and Co #	
-2.04	940	Mitsubishi Corp. #	
-	940	Mobile Corporat. #	
-1.59	990	Morgan J.P. #	
-	990	Motors N.A. Nom. #	
-	990	Nip. Mectrapack #	
-1.59	1200	Noksa #	
-3.71	1100	Nord Hydro #	
-0.6	990	Parafinco #	
-1.67	990	Philip Morris #	
-	990	Philips N.V. #	
-	990	Placer Dome Inc. #	
-	990	Procter Gamble #	
-	990	Quibec #	
-	990	Randall's #	
-	990	Rio Tinto P.L.C. #	
-	990	Royal Dutch #	
-	990	Sage Enterprises #	
-	990	Schlumberger #	
-	990	Siel Transport #	
+2.41	2400	Siemens #	
+2.35	2400	Société Générale #	
+3.04	2400	Sonitronics #	
+1.30	2400	Stamco Bank #	
-0.41	2400	Sumitomo #	
-2.04	2400	T.B.I. #	
-	2400	Tokai #	
-	2400	Unilever #	
+0.60	390	United Technol. #	
+2.85	390	Unizet/A.S. #	
+2.35	390	Unizet/A.S. #	
+2.66	220	Zambia Copper	
-0.31	290	Zinc	
+2.50	390	Zinc	
+1.49	390	Zinc	
+0.98	390	Zinc	
-0.60	390	Zinc	
+0.76	390	Zinc	
+2.35	390	Zinc	
+3.63	390	Zinc	
-0.97	390	Zinc	
+0.72	390	Zinc	
+2.35	390	Zinc	
+1.46	390	Zinc	
-2.19	390	Zinc	
-1.30	390	Zinc	
+1.37	390	Zinc	
+0.6	390	Zinc	
-0.46	390	Zinc	

007	4,44	405	
002	1018	0,79	55
27,29	24,50	2,37	25
34,50	29,26	5,24	15
115	34,03	0,38	38
095	703	1,15	69
96,60	70,05	0,25	39
710	710,29	0,25	39
49	49,05	0,10	39
97,80	96,20	1,59	92
043,30	407	0,25	40
680	686	0,09	755
42	41,50	0,05	30
362,10	—	—	—
760	—	—	400
990	139,90	-0,07	1.660
75,20	—	—	77
084,50	82,42	-0,51	390
084,50	223,90	1,58	260
542	307,90	5,40	205
037	224,04	-0,08	335
68	223	1,33	623
69	149,30	1,30	81
59	59,30	0,33	395
045	—	—	361
13,30	—	—	14
70,05	77-1	1,35	73
13,20	10,20	0,07	70
719	719	0,07	709
016,40	705,10	0,07	855
41,35	41,09	0,23	41
53	53	—	365
040	39,90	0,04	395
020	20,04	0,11	419
63,40	63,40	—	—
151	838,50	1,35	480
24,80	24,80	—	29
084,60	276	1,77	180
75	269	1,79	269
67	67	0,14	67
25,40	23,60	0,05	125
10,70	70,45	2,33	10,58

Ly = Lyon; M = Marseille;

ation - sans indication catégorie 3;
et détaché.

E (1);

ation 31/2

iers dernier coupon

estimation

minid

[illegible]

Années	Derniers courts	Immortelle
1974	Lucas	Monoprix
1975	Mercier	Mercier
1976	Mercier	Mercier
1977	Mercier	Mercier
1978	Mercier	Mercier
1979	Mercier	Mercier
1980	Mercier	Mercier
1981	Mercier	Mercier
1982	Mercier	Mercier
1983	Mercier	Mercier
1984	Mercier	Mercier
1985	Mercier	Mercier
1986	Mercier	Mercier
1987	Mercier	Mercier
1988	Mercier	Mercier
1989	Mercier	Mercier
1990	Mercier	Mercier
1991	Mercier	Mercier
1992	Mercier	Mercier
1993	Mercier	Mercier
1994	Mercier	Mercier
1995	Mercier	Mercier
1996	Mercier	Mercier
1997	Mercier	Mercier
1998	Mercier	Mercier
1999	Mercier	Mercier
2000	Mercier	Mercier
2001	Mercier	Mercier
2002	Mercier	Mercier
2003	Mercier	Mercier
2004	Mercier	Mercier
2005	Mercier	Mercier
2006	Mercier	Mercier
2007	Mercier	Mercier
2008	Mercier	Mercier
2009	Mercier	Mercier
2010	Mercier	Mercier
2011	Mercier	Mercier
2012	Mercier	Mercier
2013	Mercier	Mercier
2014	Mercier	Mercier
2015	Mercier	Mercier
2016	Mercier	Mercier
2017	Mercier	Mercier
2018	Mercier	Mercier
2019	Mercier	Mercier
2020	Mercier	Mercier
2021	Mercier	Mercier
2022	Mercier	Mercier
2023	Mercier	Mercier
2024	Mercier	Mercier
2025	Mercier	Mercier
2026	Mercier	Mercier
2027	Mercier	Mercier
2028	Mercier	Mercier
2029	Mercier	Mercier
2030	Mercier	Mercier
2031	Mercier	Mercier
2032	Mercier	Mercier
2033	Mercier	Mercier
2034	Mercier	Mercier
2035	Mercier	Mercier
2036	Mercier	Mercier
2037	Mercier	Mercier
2038	Mercier	Mercier
2039	Mercier	Mercier
2040	Mercier	Mercier
2041	Mercier	Mercier
2042	Mercier	Mercier
2043	Mercier	Mercier
2044	Mercier	Mercier
2045	Mercier	Mercier
2046	Mercier	Mercier
2047	Mercier	Mercier
2048	Mercier	Mercier
2049	Mercier	Mercier
2050	Mercier	Mercier
2051	Mercier	Mercier
2052	Mercier	Mercier
2053	Mercier	Mercier
2054	Mercier	Mercier
2055	Mercier	Mercier
2056	Mercier	Mercier
2057	Mercier	Mercier
2058	Mercier	Mercier
2059	Mercier	Mercier
2060	Mercier	Mercier
2061	Mercier	Mercier
2062	Mercier	Mercier
2063	Mercier	Mercier
2064	Mercier	Mercier
2065	Mercier	Mercier
2066	Mercier	Mercier
2067	Mercier	Mercier
2068	Mercier	Mercier
2069	Mercier	Mercier
2070	Mercier	Mercier
2071	Mercier	Mercier
2072	Mercier	Mercier
2073	Mercier	Mercier
2074	Mercier	Mercier
2075	Mercier	Mercier
2076	Mercier	Mercier
2077	Mercier	Mercier
2078	Mercier	Mercier
2079	Mercier	Mercier
2080	Mercier	Mercier
2081	Mercier	Mercier
2082	Mercier	Mercier
2083	Mercier	Mercier
2084	Mercier	Mercier
2085	Mercier	Mercier
2086	Mercier	Mercier
2087	Mercier	Mercier
2088	Mercier	Mercier
2089	Mercier	Mercier
2090	Mercier	Mercier
2091	Mercier	Mercier
2092	Mercier	Mercier
2093	Mercier	Mercier
2094	Mercier	Mercier
2095	Mercier	Mercier
2096	Mercier	Mercier

Mineral	• 10800	2400	E
Fire Forest	75	2400	B
Flammable	• 3049	2400	B
Flammable	• 497	2400	B
Flammable	• 120	2400	B
Flammable	• 534	2400	B
Flammable	• 783	2400	B
Flammable	• 1379	2400	B
Flammable	• 1419	2400	B
Flammable	• 3530	2400	B
Flammable	• 279	2400	B
Flammable	• 115	2400	B
Flammable	• 317	2400	B

**Derniers
cours**

575
28,90
68,25
13,02
9,65
163,00
307
1,98
520
48
96

M = Marselle;

sans indication
droit détaché;
offre réduite;
nimation.

Change Bureau (M)	212
CHYM CAM	263
Codetour	408
CompEuro,Tele-CET	363
Confanley J	325.50
C.A. Hie Normande	327
C.A. P. D'Y	395
C.A.U. et Vireux	307.50
C.A. Loire Aste Ne	307
C.A. Pas de Calais	394
C.A. Juri Nord(L)	394
C.A. Oes CO	394
C.A. Somme CC	336
C.A. Toulouse (P)	435
Groupe J.C. Darmont	690
Devanay J.S	722
Deverne (L)	40
Dreux Sena Region	40
Enin-Lezard (L)	435
Europ. Extinct (L)	435
Expand A.S.	1500
Factorem	830
Falheley J	208
Finecor	32.60
Fineval	120
Fineval Populaire	675
Gautier France	379

30	350	Paul Prochant	_____
30	351	P.C.W.	_____ 19
30	352	Petit Boy &	_____
30	353	Phylos & Lerat	_____
30	354	Picouet	_____
30	355	Poupinhet Cie (N°)	_____
30	356	Radial	_____
30	357	Robert	_____
30	358	Rouleux-Girardard	_____
30	359	Securidire	_____
30	360	Smoby Day	_____
30	361	Solcon (Lyt)	_____
30	362	Soufflet	_____
30	363	Sopra	_____
30	364	Stéph. Aclian	_____
30	365	Stylis	_____
30	366	Suisse-France	_____
30	367	777	_____
30	368	Thermador Cps. &	_____
30	369	Transicel	_____
30	370	Troutay Cécilin	_____
30	371	Unifol	_____
30	372	Union Fin. France	_____
30	373	Viel et Cie	_____
30	374	Vilhoir et Cie	_____
30	375	Verber	_____

J MARCHÉ	
Cours relevés à 12h30	
	T
Cours précéd.	Derniers cours
37	38,50
1225	1222
1095	1097
15,20	15,10
425	425
585	585
545	545
565	565
5,30	5,30
176,80	176,80
109,50	109,50
169	169
1370	1370
235	235
630	630
390	390

B

BRED BANQUE POPULAIRE	
Actions	959,45
Obliq. 5% sans	29,43
CIC-GESTION	
SOCIÉTÉ CREDIT DES SERVICES	
Livret Bourse, D. PE	1200,55
Multi-Sol Develop. C	2684
Non Sol Develop. D	3463,91
MULTI-PROMOTEURS CCRP-CDC	
Patrimoine Revalor. C	324,55
Patrimoine Revalor. D	307,26
Sicav Association C	2080,49
CIC TREASURY	
Financ. C	30078,50
Mutual. des Sicav C	11957,59
CAISSE D'EPARGNE	
Esc. Act. Fictif D PE	614,47
Esc. Capitalisation C	227,80
Esc. Epargne C	65819,21
Esc. Gèleveurs C	4902,64
Esc. Investis. D PE	525,17
Esc. Monopartisans C	11835,25
Esc. Mut. C	1356,61
Esc. Mutuaires D	12387,80
Esc. Trésorier C	327,91
Esc. Trésorier D	307,46
Esc. Trésorier D	2172,10
Epargne-Risc D	183,15
Epargne-Risc D	1526,57
Obliq. D	12669,76
Prévoyance Esc. D	115,47
Senepartisans C	14448,89
Fonds communs de placements	
Esc. Capitalisme C	12571,70

0.06	Robocan Van, Russia	
0.06	Optical Dynamics, C.	
0.06	Optical Equilib, C.	
0.06	Optical Equilib, D.	
0.06	Optical Expansion C.	
0.06	Optical Expansion D.	
0.06	Optical Synchronic C.	
0.06	Optical Synchronic D.	
0.06	Pacific Sol, Sweden	
0.06	Pacific Sol, U.S.	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 2	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 3	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 4	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 5	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 6	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 7	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 8	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 9	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 10	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 11	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 12	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 13	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 14	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 15	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 16	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 17	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 18	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 19	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 20	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 21	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 22	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 23	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 24	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 25	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 26	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 27	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 28	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 29	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 30	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 31	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 32	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 33	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 34	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 35	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 36	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 37	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 38	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 39	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 40	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 41	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 42	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 43	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 44	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 45	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 46	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 47	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 48	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 49	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 50	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 51	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 52	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 53	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 54	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 55	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 56	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 57	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 58	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 59	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 60	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 61	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 62	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 63	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 64	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 65	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 66	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 67	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 68	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 69	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 70	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 71	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 72	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 73	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 74	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 75	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 76	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 77	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 78	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 79	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 80	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 81	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 82	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 83	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 84	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 85	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 86	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 87	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 88	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 89	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 90	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 91	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 92	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 93	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 94	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 95	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 96	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 97	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 98	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 99	
0.06	Pacific Sol, U.S. - 100	

[illegible][illegible]

SCIENCES Les observations du télescope spatial Hubble et de ses frères terrestres géants, ainsi que la mise au point de nouvelles méthodes d'analyse des données, ont

fourni, ces derniers mois, de nouveaux éléments sur la naissance des galaxies. ● UN FOND DE RAYONNEMENT infrarouge diffus, découvert par une équipe française en 1996,

montre qu'une part importante des premières étoiles, invisibles avec les instruments classiques, reste à découvrir. ● UN NOUVEAU TYPE de galaxies, où ces étoiles se forment à un

rythme soutenu, vient d'être mis en évidence. Quelques dizaines d'entre elles ont déjà été détectées et certaines figureraient parmi les objets les plus lointains que l'on connaisse.

● CES PROGRÈS impressionnants dans notre connaissance de l'univers devraient se poursuivre à un rythme soutenu grâce aux futurs instruments, déjà programmés.

Les explorateurs de l'Univers se rapprochent du Big Bang

Les nouveaux instruments et les nouvelles techniques d'investigation mis à la disposition des astrophysiciens leur ont permis d'effectuer une spectaculaire plongée dans le passé, vers les premières nurseries d'étoiles, moins d'un milliard d'années après l'explosion originelle

LE PRINCIPE inauguré par Galilée avec l'invention de sa fameuse lunette ne s'est jamais démenti depuis près de quatre siècles. Toute apparition d'une nouvelle génération d'instruments d'observation astronomique entraîne une brusque avancée des connaissances, que les chercheurs mettent, ensuite, quelques années à assimiler.

Le phénomène se vérifie à nouveau aujourd'hui. Les dernières images réalisées par le télescope spatial Hubble et par le Keck, son « frère » terrestre géant d'Hawaï, mettent en effet les cosmologistes. Elles étaient au centre des discussions qu'ils ont tenues aux 10^{es} rencontres de Blois où, du 28 juin au 4 juillet, ils ont débattu de « La naissance des galaxies ».

La puissance de ces nouveaux instruments d'observation permet de remonter de plus en plus loin dans le temps, toujours plus près des premiers jours de l'Univers. En astronomie, en effet, le temps se confond avec la distance. Plus un objet est éloigné de nous, plus la lumière (ou toute autre forme de radiation) met longtemps à nous parvenir. Les objets les plus éloignés, et donc pour nous presque aussi vieux que l'Univers lui-même (de 10 à 15 milliards d'années), nous apparaissent dans leur prime jeunesse, tels qu'ils étaient quand l'onde lumineuse qui frappe aujourd'hui nos télescopes les a quittés.

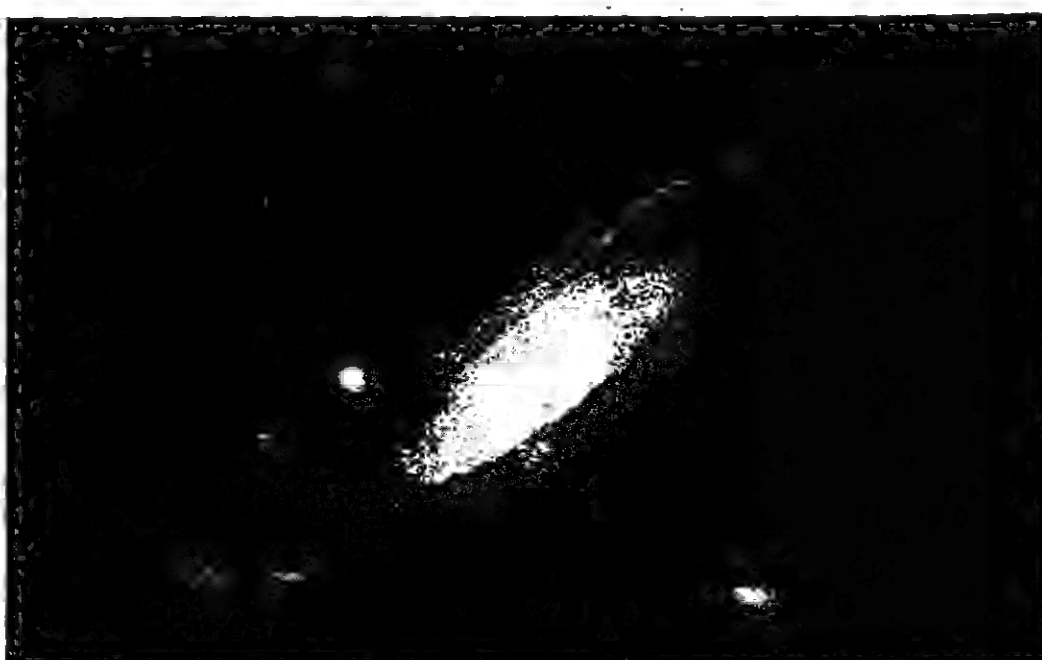
Ces astres sont, évidemment, les plus difficiles à voir. Les quasars, connus depuis seulement trente-cinq ans, furent aussi, pendant longtemps, les plus lointains que l'on connaissait. Logique : ces objets, que l'on pense être des trous noirs ou des explosions d'étoiles, sont aussi les plus brillants de l'Univers. Mais, grâce à son miroir de dix mètres de diamètre – le plus grand au monde – le télescope américain Keck d'Hawaï est parvenu, il y a quatre mois, à détecter une galaxie née alors que l'Univers existait depuis moins d'un milliard d'années (Le Monde du 19 mars). Le plus « jeune » des objets connus, toutes catégories confondues. Une image prise auparavant par

le télescope spatial Hubble excite encore plus les cosmologistes. Inimablement spectaculaire que les extraordinaires photos de « nurseries » d'étoiles prises dans la Voie lactée – notre galaxie – par le même satellite, elle semble, pour le profane, tout à fait banale. Une toute petite zone du ciel, photographiée en décembre 1995 (avec un temps de pose de dix jours !), qui révèle une myriade de points lumineux et de nuées multicolores sur fond noir. Pour les chercheurs, c'est un document inestimable sur lequel les meilleurs spécialistes des galaxies planchent depuis deux ans et demi. « L'équivalent astronomique des manuscrits de la mer Morte », estime l'un d'eux.

CLASSIFICATION SELON L'ÂGE

Une équipe américano-espagnole l'a étudiée à l'aide d'une technique qui permet de classer statistiquement selon leur âge les objets en fonction de l'analyse par filtrage de leur spectre lumineux. Résultat : un grand nombre des galaxies visibles sur l'image figurent parmi les objets les plus lointains (et donc les plus vieux) connus. Six d'entre elles seraient même de sérieuses candidates au record absolu (quelques centaines de millions d'années après le Big Bang).

Charles Steidel (California Institute of Technology) a entrepris de doubler cette étude par des vérifications systématiques me-



Visible à l'œil nu, la galaxie spirale M 31, surnommée nébuleuse d'Andromède, est l'une des plus étudiées par les scientifiques. Située à 2,9 millions d'années-lumière de nous, M 31 abrite environ quatre cents milliards d'étoiles. Elle appartient à ce que les astronomes appellent le « groupe local », un ensemble de galaxies dont fait partie la nôtre, la Voie lactée. Mais ces galaxies proches sont différentes de celles que l'on vient de découvrir aux confins de l'Univers.

nées avec le Keck. Il a affirmé à ses collègues présents à Blois que, selon lui, 600 des quelque 2 000 galaxies visibles sur l'image de Hubble seraient – en moyenne – dix fois plus « jeunes » que les galaxies révé-

lées jusqu'à présent dans les catalogues. Les galaxies semblent donc s'être formées très tôt et leur nombre serait bien plus important que prévu. Plus encore, peut-être, que ne l'indiquent ces premières observations des télescopes Keck et Hubble.

Parallèlement, la découverte de 24 galaxies naissantes, probablement très lointaines, a, en effet, été annoncée à Blois par une équipe de chercheurs français menée par Jean-Loup Puget (Institut d'astrophysique spatiale d'Orsay). Entourées d'un cocon de poussière, ces galaxies, que rien ne signale particulièrement, échappaient aux instruments optiques. Elles ont été repérées grâce aux détecteurs du satellite européen ISO, fonctionnant dans l'infrarouge.

Quatre autres équipes ont pu observer également des objets de ce type dans l'infrarouge lointain (submillimétrique) à partir du télescope terrestre James Clerk Maxwell d'Hawaï. Ces lointaines galaxies masquées montrent « un taux de formation d'étoiles dix à cent fois plus important que celui observé dans les objets connus à ces distances », affirme François Bouchet (Institut d'astrophysique de Paris).

Elles pourraient, de surcroît, être relativement nombreuses. Cette conviction, partagée par un nombre croissant de cosmologistes, se fonde sur la mise en évidence récente d'un « fond de rayonnement infrarouge ». Découvert en 1996 par Jean-Loup Puget et son équipe, à partir de l'analyse de données recueillies entre 1989 et 1993 par le satellite américain COBE, l'existence – d'abord très contestée – de ce faible rayonnement diffus couvrant tout le ciel a, depuis, été confirmée par des équipes américaines.

NOUVEAU CHANTIER

Selon ces études, les rayonnements infrarouge et submillimétrique pourraient représenter « les deux tiers de l'énergie dégagée par l'ensemble des galaxies ». Le nombre des sources récemment détectées par ISO et le télescope James Clerk Maxwell correspond bien à ce qui avait été anticipé grâce à une première génération de modèles de ce fond infrarouge développé à l'Institut d'astrophysique de Paris, par François Bouchet et par Bruno Guiderdoni.

Un nouveau chantier d'importance s'ouvre donc pour les astronomes. Au moment où les

théoriciens se voient submergés de données nouvelles qu'ils devront intégrer dans leurs nouveaux modèles, les observateurs attendent, avec gourmandise, les nouveaux instruments qui leur permettront d'accélérer encore la cadence. La liste en est impressionnante, du VLT (Very Large Telescope) – concurrent européen du Keck – au NGST (Next Generation Space Telescope), le futur successeur de Hubble : en passant par les télescopes spatiaux infrarouges SIRTIF (améri-

Tamis optique pour galaxies

Pour calculer la distance à laquelle se trouve une galaxie, les astrophysiciens se fendent sur le « décalage vers le rouge » de son rayonnement. Un phénomène physique connu – utilisé pour la première fois par Edwin Hubble en 1928 – qui veut que plus la vitesse d'éloignement d'un objet est grande, plus la longueur d'onde de la lumière qu'il émet semble se décaler de l'infrarouge vers l'ultraviolet. Les astres les plus lointains étant aussi (en raison de l'expansion de l'Univers) ceux dont la vitesse relative est la plus grande, on peut ainsi estimer leur distance, et donc leur âge, à partir d'un simple calcul. Afin de trier, selon ce critère, les quelques deux mille galaxies visibles sur les images du télescope spatial Hubble, Kenneth Lanzetta (Université de l'État de New-York) et Alberto Fernandez-Soto (Université de Cantabrigue) ont mis en œuvre un système de filtres optiques ne laissant passer chacun qu'une couleur donnée du spectre lumineux. Les galaxies les plus lointaines n'apparaissent, ainsi, que sur l'image sauvegardant la zone infrarouge, et pas sur les autres.

can) et First (européen), ou par les satellites MAP (américain) et Planck (européen), qui poursuivront le voyage aux origines de l'Univers entamé par COBE. « On peut garantir que nos progrès dans la compréhension de l'Univers vont se poursuivre à ce rythme effréné pendant une bonne dizaine d'années », s'enflamme François Bouchet. Tout cela est un peu sidérant...

Jean-Paul Dufour

En supplément, un guide exclusif de 126 pages :
« Comment gagner en Bourse »

LA VIE FRANÇAISE

BOURSE
Comment passer un été paisible

IMMOBILIER
Loi Malraux
Le retour des arnaques

Comment gagner en Bourse

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde
À LA TÉLÉVISION
MÉGA LA RADIO

Le Monde des Idées
LCT
Le samedi à 12 h 10 et à 16 h 10
Le dimanche à 12 h 10 et à 15 h 10

Le Grand Jury
RTL-LCI
Le dimanche à 18 h 30

De l'actualité à l'Histoire
Eurosport
Les mardi à 9 h et 23 h, mercredi à 11 h et 17 h, jeudi à 13 h et 19 h, vendredi à 15 h et 21 h

Le Grand Débat
FRANCE CULTURE
Les 3^e et 4^e heures de chaque mois à 21 heures

À la « une » du Monde
RFI
Du lundi au vendredi à 12 h 45 (heures de Paris)

La « une » du Monde
BFM
Du lundi au samedi à 13 heures et 15 heures

Où a eu lieu le premier festival de jazz ?
- Nice
- Newport
- La Nouvelle-Orléans

Vous le découvrirez dans le numéro d'été du Monde de l'éducation

« L'aventure des savoirs »
16 récits scientifiques et littéraires qui vous surprendront !

Des documents inattendus, inédits et passionnants. Et rendez-vous chaque samedi sur France Inter pour partager le savoir et la passion de ces aventuriers de la recherche.

Samedi 11 juillet à 8 h 48 :
« Comment le jazz, arrivé d'Amérique, est devenu une passion française. »

Le Monde
DE L'ÉDUCATION
DE LA CULTURE ET DE LA FORMATION

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX : 100 Pages - 30 F

5.5 من رطل

AUJOURD'HUI

Bruine au nord de la Loire

VENDREDI, le temps persiste à être en décalage avec le calendrier : le flux d'ouest maritime continue à envoyer sur une grande moitié nord de notre pays des nuages. Ceux-ci donneront par moments un peu de bruine. Seules les régions du sud-est bénéficieront d'un franc soleil, mais au prix d'un peu de mistral et de tramontane. Les températures resteront fraîches au nord de la Loire.

Bretagne, pays de la Loire, Basse-Normandie. - Le ciel est souvent gris avec de la bruine. Toutefois, quelques éclaircies sont possibles en début de matinée, puis en fin de journée. Il ne fera pas plus de 20 degrés.

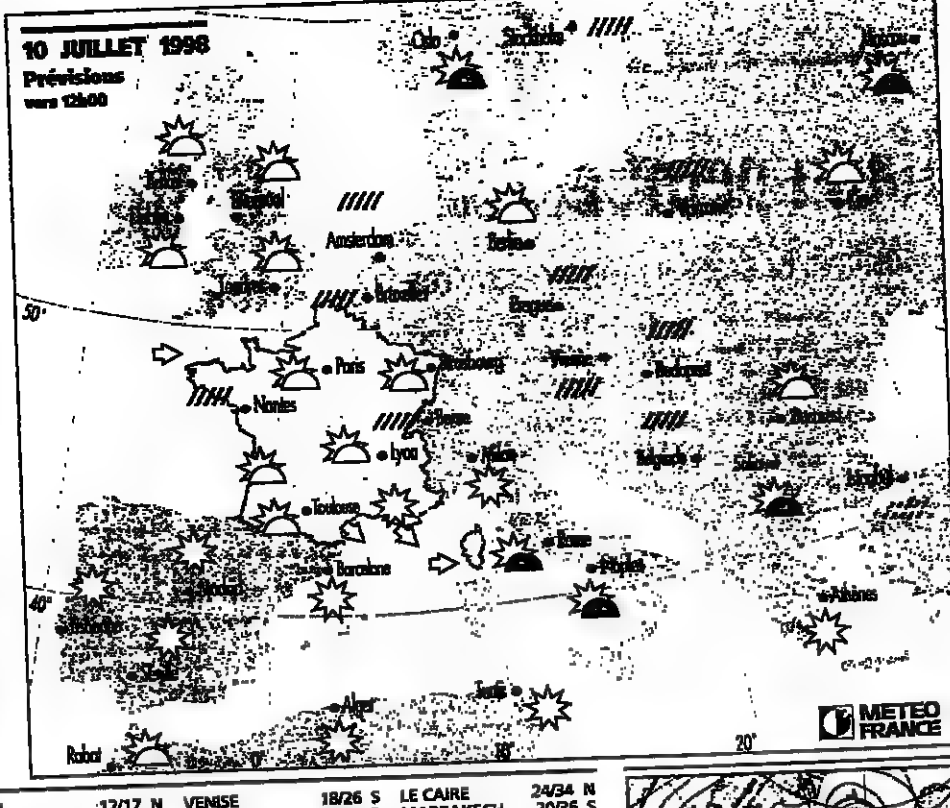
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Les nuages dominent. Ils donnent par moments quelques gouttes - plutôt près de la frontière belge - tandis qu'à d'autres, une éclaircie tente de se développer. Il ne fera pas plus de 20 degrés au nord de la Seine.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Dans ces régions également les nuages dominent et s'accompagnent, ici ou là, d'un peu de bruine. Quelques éclaircies sont toutefois probables à un moment ou à un autre de la journée. Il ne fera pas plus de 20 à 23 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Les nuages ont le plus souvent le dessus, surtout dans le Poitou et les Charentes. En Aquitaine et Midi-Pyrénées, on peut espérer un peu plus d'éclaircies. Maximum 23 à 25 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Dans le Limousin et l'Auvergne, le temps est sec, mais avec plus de nuages que de soleil. En Rhône-Alpes, soleil et nuages se partagent équitablement le ciel. Il fera de 23 à 26 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le soleil continue à briller largement. Mistral et tramontane soufflent cependant encore jusqu'à 60 km/h en rafales. Il fera de 28 à 31 degrés.



CARNET DU VOYAGEUR

■ SUÈDE. Avec quatre vols quotidiens de Paris, la compagnie SAS propose de découvrir Stockholm, les week-ends de juillet et d'août (départ jeudi, vendredi ou samedi, retour dimanche, lundi ou mardi), pour 1 450 F A/R hors taxes. A l'affiche : les bateaux à vapeur (du 10 au 14 juillet), les Vikings (1^{er}-3 août) et le Water Festival, du 7 au 15 août. Renseignements au 0-801-25-25-25.

■ LOCATIONS. Le 3617 Bonnes vacances propose de nombreuses locations de particuliers (dates de disponibilités actualisées en permanence), à des prix abordables, en France, en Espagne et dans les DOM-TOM. A consulter sur Minitel (3617) et 3623 à vitesse rapide, par téléphone (08-36-69-36-37) et sur internet (<http://www.abritel.fr>) avec des photos des locations proposées.

PRÉVISIONS POUR LE 10 JUILLET 1998

Ville par ville, les minima-maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropolitaine	NANCY	11/20 P
AJACCIO	14/25 S	18/26 S
BIARRITZ	14/22 N	18/26 S
BORDEAUX	13/24 N	14/20 N
BOURGES	12/22 N	PAU
BREST	12/18 P	PERPIGNAN
CAEN	13/17 P	18/29 S
CHERBOURG	12/17 P	ST-ETIENNE
CLERMONT-F.	12/23 N	12/21 P
DIJON	12/23 N	STRASBOURG
GRENOBLE	15/26 S	14/23 N
LILLE	12/19 C	TOULOUSE
LYONS	12/22 N	12/22 N
MARSEILLE	15/24 N	TOURS
	19/29 S	12/22 N

PAPETE	24/29 S
POINTE-A-M.	26/32 S
ST-DENIS-RE.	19/24 S
ATLANTIQUE	15/17 P
AMSTERDAM	20/26 S
ATHENES	20/27 S
BARCELONE	17/17 N
BEIJING	13/23 P
BERLIN	13/17 N
BERNE	13/21 P
BRUXELLES	15/18 P
BUCAREST	10/25 N
BUDAPEST	12/21 P
COPENHAGUE	10/17 N
DUBLIN	11/17 N
FRANCFORT	15/18 P
GENEVE	14/24 N
HELSINKI	14/22 S
ISTANBUL	19/23 P

12/17 N	VENISE	18/26 S
17/21 S	VIENNE	13/19 P
12/19 N	AMSTERDAM	20/26 S
14/20 N	BRASILIA	12/29 S
12/17 P	BUENOS AIRES	5/15 S
17/25 S	CARACAS	26/31 P
18/30 S	CHICAGO	19/28 S
18/26 S	LIMA	17/23 S
13/17 P	LOS ANGELES	14/23 C
18/27 N	MEXICO	14/23 C
11/17 N	MONTREAL	14/19 P
17/30 S	NEW YORK	20/26 S
12/17 P	SAN FRANCISCO	11/18 N
18/27 N	SANTIAGO-CH	0/16 S
21/39 S	TORONTO	18/23 S
9/20 N	WASHINGTON	19/29 S
16/22 S	AFRICA	14/29 S
14/19 P	ALGER	25/28 N
15/20 C	DAKAR	20/29 C
12/19 P	KINSHASA	

24/34 N	LE CAIRE	20/35 S
14/22 C	MAARAKECH	
21/28 N	NAIROBI	
20/30 S	PRETORIA	
20/30 S	RABAT	
25/31 P	TUNIS	

25/31 P	ASIE-OCEANIE	
27/29 P	BANGKOK	
27/29 P	BOMBAY	
25/29 P	DIJAKART	
30/37 S	DUBAI	
27/34 C	HANOI	
26/29 C	HONGKONG	
21/31 S	JERUSALEM	
28/32 P	NEW DELHI	
24/30 C	PEKIN	
23/28 P	SEOUL	
26/31 P	SINGAPOUR	
6/19 P	SYDNEY	
27/30 P	TOKYO	

Situation le 9 juillet à 0 heure TU

Prévisions pour le 11 juillet à 0 heure TU

Les faïences de Quimper à Morlaix

A LA FIN du XIX^e siècle, le peintre Alfred Beau fait entrer la Bretagne bretonnante au fond des assiettes en faïence de Quimper : binlois, coiffes et chapeaux viennent remplacer les décors à la façon de Rouen et de Moustiers qui fleurissaient depuis la fin du XVIII^e. En 1875, l'association de Beau avec la manufacture Porquier entraîne un raz de marée folklorique qui connaît d'emblée un immense succès. Les scènes bretonnes, inspirées par les habitudes et les légendes locales, illustrent repas champêtres, danses en costumes, noces paysannes, dictions.

D'autres fabriques suivent le mouvement, notamment celle de La Hubodière, et toutes commencent à marquer leurs pièces pour se différencier. Sur le marché actuel, les plus cotées sont : PB (Porquier-Beau) et HB (La Hubodière). L'association Porquier-Beau cesse en 1904, et l'affaire est reprise par Henriot (HR), qui produit jusqu'aux années 50. Très longtemps dédaignées, les faïences de Quimper ont connu ces dernières années un véritable boom, d'autant plus que les Américains raffolent de ces person-

nages si bien typés. Certaines assiettes PB, qui se vendaient autour de 200 francs vers 1970, valent actuellement entre 4 000 et 5 000 francs.

■ LE TEMPS DES ARTISTES

Environ deux cents faïences de Quimper, couvrant à peu près toutes les périodes et tous les genres, seront vendues à Morlaix le 20 juillet. Parmi les pièces de Porquier-Beau du XIX^e figure une plaque rectangulaire à bord mou-

vement à décor d'une scène de genre, *Le Récit du grand-père* (4 000/5 000 francs), un service à thé de quinze pièces appartenant à la série botanique, où chaque tasse offre un motif différent (8 000/10 000 francs). Un plat mouvementé à décor dans le goût de Rouen montre les premiers essais de Beau avec *Moïse sauvé des eaux*, un décor réalisé à très peu d'exemplaires (25 000/30 000 francs).

Dans un style plus naïf, encore marquées par le XVIII^e siècle, les

productions XIX^e de La Hubodière se révèlent moins appréciées que les précédentes : suite de neuf assiettes ornées de paysans ou paysannes entre deux branches fleuries (600/800 francs pièce), plat ovale à décor d'un couple de musiciens et de deux couples de danseurs (4 000/5 000 francs), assiettes à scènes naïves (190/1940, 300/400 francs).

Au début du siècle, les pièces d'Henriot restent d'abord traditionnelles : plat rectangulaire à dé-

cor d'un couple de paysans et leurs enfants dans une barque (1904/1922, 3 000/3 500 francs). A partir des années 1920, la concurrence de plus en plus vive entre les fabriques stimule leur créativité, et la période suivante, dite « Le temps des artistes », met à contribution de nombreux peintres, qui se sont exprimés dans des registres variés.

Dans la vente, cette époque est représentée par une sculpture de René-Yves Creston, *Nominoé sur son cheval* (Henriot, 1923, 8 000/10 000 francs), et un grès dit *Hotetta*, à décor de trois femmes nues (1 500/2 000 francs). Deux ouvrages sont conseillés aux amateurs : *Quimper, trois siècles de faïence* (éditions Ouest-France, 450 francs), et *Les Faïences de Quimper* (éditions Massin, 110 francs).

■ LOTO : les tirages n° 54 du Loto effectués mercredi 8 juillet ont donné les résultats suivants.

Premier tirage : 10, 13, 25, 28, 29, 33, numéro complémentaire : le 35. Rapports pour six bons numéros : 3 156 710 F ; pour cinq bons numéros plus le complémentaire : 73 000 F ; pour cinq bons numéros plus le complémentaire : 248 F ; pour quatre bons numéros plus le complémentaire : 124 F ; pour trois bons numéros plus le complémentaire : 26 F ; pour deux bons numéros plus le complémentaire : 5 F ; 7, 14, 20, 21, 45, numéro complémentaire : le 2.

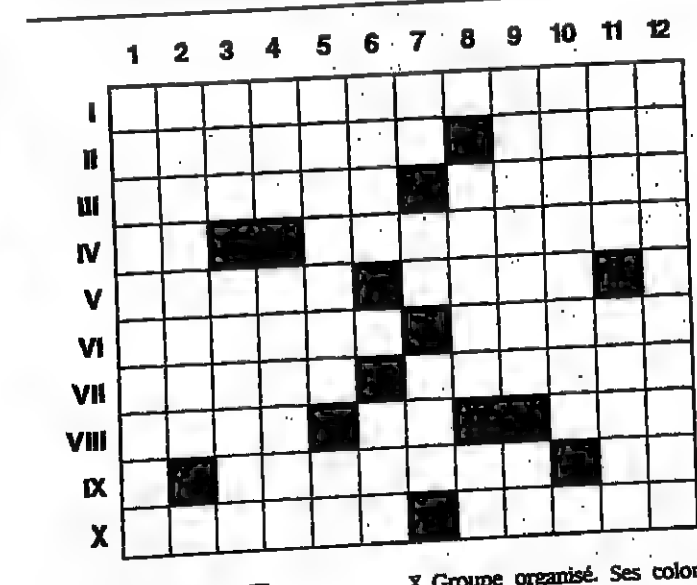
Rapports pour six bons numéros : 1 944 250 F ; pour cinq bons numéros plus le complémentaire : 30 010 F ; pour quatre bons numéros plus le complémentaire : 180 F ; pour trois bons numéros plus le complémentaire : 90 F ; pour deux bons numéros plus le complémentaire : 20 F ; pour un bon numéro plus le complémentaire : 10 F.

■ CANNES. Soixante antiquaires participent au Salon de Cannes, une des manifestations les plus prestigieuses de la Côte d'Azur. Deux experts assistent gratuitement la clientèle et donnent leur garantie sur l'authenticité de la marchandise.

■ Palm Beach, du vendredi 11 au dimanche 19 juillet, de 15 à 21 heures, entrée 50 F.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98163



HORIZONTALEMENT

1. Commun dans l'ensemble. - II. Démonstratif ou libellule. Individu. - III. Doit être copié pour circuler. En aucun cas copié. - IV. Gardien de cimetière. Malgré son titre, il finira comme tout le monde au cimetière. - V. Trou dans le mur. Grand lac. - VI. Traités pour résister. Reste de glacier. - VII. Retourne une fois de plus la terre. D'un auxiliaire. - VIII. A préféré les lentilles à l'héritage. Associé. Se jette dans le lac Balkhach. - IX. Corbeille d'argent. S'oppose sur la rose.

VERTICALEMENT

1. Prend toujours les choses de haut. - 2. Constructions imposantes. - 3. Refus catégorique. Prenais soin des pompes. - 4. Cendarme du monde. Mme Priam. - 5. La première est, naturelle. Voyelles. - 6. Dans le test. Donne du caractère au vin. - 7. Vient d'arriver. Personnel. Pronom réfléchi. - 8. Relevé même dans le propos. Petit déchet. - 9. Chasseur prêt à

aller au trou. Bien attrapé. - 10. Attaquerai le sommet. - 11. Déchet ou engrais. Peut donc prendre les airs. - 12. Renvoi au siège.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98162

HORIZONTALEMENT

I. Décadence. - II. Epigone. Aïe. - III. Mon. Event. - IV. Engluées. Use. - V. Nylon. Tueur. - VI. Aménité. Bert. - VII. Ge. Goé. - VIII. Lunchs. Pet. - IX. Unies. Erreur. - X. Rues. Croître.

VERTICALEMENT

1. Déménageur. - 2. Eponyme. Nu. - 3. Cinglé. Lie. - 4. Ag. Longues. - 5. Do. Unions. - 6. Ende. Tec. - 7. Név. Ether. - 8. Est. Iso. (rois). - 9. San. Ube. Ri. - 10. Stude. Pet. - 11. Es. Surfeur. - 12. Réper. toire.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'autorisation de l'administration.

Imprimerie du Monde 12, rue M. Gerbault 94052 Ivry cedex

Président-directeur général : Dominique Aldrey Vice-président : Gérard Meunier Directeur général : Stéphane Corne 21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05 Tél. : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

PRINTED IN FRANCE

L'ART EN QUESTION

N° 73

En collaboration avec

Où vont-ils ?

ILS SONT cinq dans ce petit bateau, cinq mendians estropiés, marchant sur des béquilles de bois, affublés de chapeaux grotesques. Au fond à droite, un personnage s'éloigne de la scène et porte dans la main un objet ressemblant à une coquille d'abalone. Quant aux mendians, ils s'en vont, chacun dans une direction différente, sur leurs petites jambes de bois.

Au revers du tableau, il est écrit : « Estropiés, que vos affaires soient prospères. » Le sujet du tableau, une des dernières œuvres de Bruegel, reste mystérieux. Le peintre a peut-être voulu représenter les cinq classes de la société : le roi avec sa couronne de carton, le soldat avec un shako en papier, le bourgeois coiffé d'un béret, le paysan et son bonnet, et l'évêque avec une mitre en papier. Mais, à ses yeux, ils sont tous égaux face à la misère et au malheur, causes de leur infirmité.



Combien de tableaux de Pieter Bruegel le Vieux y a-t-il dans les musées français ?

- Un.
- Cinq.
- Treize.

Solution dans Le Monde du 17 juillet

Solution du jeu n° 72 paru dans Le Monde du 3 juillet. C'est l'Anglais Henry Fox-Talbot qui a mis au point, en 1839, le procédé du négatif papier, dit également « calotype ».

« Les Mendiants », Pieter Bruegel le Vieux (vers 1525-1569). 1568, bois, 18 x 21 cm, Paris, Musée du Louvre.

L'ÉTÉ FESTIVAL

Peut-être ne connaissez-vous pas son nom : Robert Indiana (en réalité Robert Clark, qui a choisi de s'appeler comme l'Etat américain dans lequel il est né en 1928, l'Indiana). Mais vous avez certainement vu des œuvres de cet artiste du pop art, dont le célèbre LOVE, quatre lettres superposées deux par deux avec le O incliné. Pour la première fois, un musée français, à Nice, consacre une rétrospective à Indiana, peintre singulier, passionné de littérature et soucieux d'explorer et de comprendre l'« Amérique ». Certains des tableaux exposés à Nice, Indiana lui-même ne les avait pas revus depuis une trentaine d'années, explique dans un entretien au Monde le conservateur du musée, Gilbert Perle. Depuis 1969, Indiana, lassé des pressions du marché de l'art, agacé par le milieu artistique new-yorkais, a quitté la ville pour vivre plus au nord, dans une île de l'Etat du Maine. Mais il a été heureux de venir à Nice, de rompre, en France, avec cet « oubli » qu'il a voulu, depuis presque trente ans, ne pas laisser dominer dans sa vie. Il serait dommage de quitter Nice sans retourner dans ce même musée d'art moderne et d'art contemporain, pour passer un moment dans l'étrange espace construit par le non moins étrange Georges Rousse, qui, depuis une quinzaine d'années, accomplit une très personnelle « expérience plastique », autour, dit-il, « non pas de la photographie » mais qu'il expose des photos, mais de « la question de l'espace ».

Indiana peint et sculpte les différents Etats de l'Amérique

Nice/Exposition. La première rétrospective consacrée au « pop artiste », chantre de la vie moderne aujourd'hui retiré sur une île

ROBERT INDIANA. RÉTROSPECTIVE, 1959-1998. Musée d'art moderne et d'art contemporain, promenade des Arts, 06300 Nice. Tél. : 04-93-62-61-62. Ouvert tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 22 novembre. Catalogue 320 pages, 250 francs.

NICE

de notre envoyé spécial
Son pseudonyme sonne comme le nom d'un héros de western. Robert Clark a choisi de s'appeler comme l'Etat où il est né en 1928, l'Indiana. Décision symptomatique : l'homme a toujours revendiqué une culture spécifiquement américaine ; l'œuvre, quant à elle, est presque uniquement bâtie sur l'utilisation des mots. « Je dirais seulement que je suis américain », répondait Indiana en 1961 à un questionnaire du Museum of Modern Art de New York, qui venait de faire l'acquisition d'une de ses toiles. En peinture, ses références sont Hopper, Charles Sheeler, le chantre du machinisme ou de la vie moderne, et surtout Charles Demuth, un des premiers à représenter l'industrialisation de son pays ; en littérature, il dévore Melville et Whitman.

Et Indiana peint son pays. « En Europe, les arbres poussent partout ; en Amérique, les enseignes poussent comme des arbres ; les enseignes sont plus répandues que les arbres », confie Indiana à Joachim Pissarro, auteur d'une étude remarquable dans le catalogue de l'exposition, qui conclut : « En conséquence, Indiana peint des enseignes. »

Le graphisme de ses nombres est tiré de celui de la plaque numérotant l'immeuble de Coenties Slip, un quartier sud de Manhattan, où il avait son atelier. La façade était

également couverte de lettres gigantesques signalant qu'il, autrefois, on trouvait TV, RADIO et CAMÉRAS. Indiana n'invente pas, il prend ce que New York lui donne, les panneaux, les signes, les matériaux. Presque quotidiennement, il part en chasse sur les docks, où il ramasse des poutres de bois, des mâts de bateau, des morceaux de ferraille, des cordages, dont il va faire ses sculptures. Seule figure naturelle, si on peut dire, la feuille de Ginkgo, un arbre qui poussait près de l'atelier. Sa forme caractéristique est à la base des premières toiles « abstraites » d'Indiana. Celles-ci rappellent fortement les œuvres qu'Ellsworth Kelly peignait lors de son séjour en France. Kelly, qui fut un de ses amis proches à New York.

Mais même le signe le plus simple peut revêtir des significations complexes. Le chiffre 5, par exemple, présent dans *The Demuth American Dream* #5, de 1963, est une double allusion. A son prédécesseur, Charles Demuth, qui peignit une œuvre intitulée : *Saw the Figure 5 in Gold*, et au poète William Carlos Williams, qui inspira Demuth en écrivant *Le Grand chiffre / je vis le chiffre 5 / en or / sur le rouge / d'un camion de pompiers / roulant / tendu / ignoré / au fracas des gongs / hurlement des sirènes / et grondement des roues / dans la ville obscure.*

D'autres œuvres relèvent d'une thématique plus personnelle. Ainsi le diptyque *East/Die*, de 1962, est inspiré par l'ultime parole de sa

mère agonisante, qui murmura « manger », puis mourut. Certaines sont devenues universelles, comme le célèbre LOVE, quatre lettres superposées deux par deux, avec le O incliné. Indiana voulait que tout le monde puisse s'offrir cet amour-là. Il le tarifa donc pour un maximum de 5 dollars, et renonça à percevoir des droits sur ce qui est devenu un symbole de l'Amérique des années 60.

TÉMOIN DES LUTTES RACIALES

Mais l'art d'Indiana ne se résume pas à cette esthétique du pop art, ce mouvement qu'il accompagna mais dont il ne voulut pas, la gloire venue, décliner les principes pour en tirer les bénéfices. Indiana, c'est aussi une série de tableaux représentant certains Etats d'Amérique,

ceux où les luttes raciales furent les plus violentes. C'est également, dès 1961, *The Melville Triptych*, un tableau qui rappelle que les premiers propriétaires de l'île de Manhattan furent les indiens Manhattos. La rétrospective du musée de Nice montre cela, et plus encore : car, s'il manque le premier tableau de la série *The American Dream*, débutée en 1960, demeuré au MoMa, y figure le dernier, le numéro 7, peint spécialement pour l'occasion. La toile énorme est un tribut à trois Américaines qui virent vivre et mourir en France : Isadora Duncan, Josephine Baker, et Grace Kelly. Un hommage élégant au pays qui lui offre sa première rétrospective.

Harry Bellet

Quinze ans de travaux inédits à découvrir

GILBERT PERLE, le conservateur du Musée d'art moderne et d'art contemporain de Nice, n'est pas peu fier : « La rétrospective de Robert Indiana est une première. Lui-même n'avait pas revu certains de ses tableaux depuis une trentaine d'années. » Et pour cause : en 1969, lassé des pressions du marché de l'art, qui voulait lui voir produire des tableaux à la chaîne, en bon pop artiste qu'il était, Indiana quitta New York pour s'installer dans une île du Maine, au fin fond de la baie de Penobscot. Alors que musées et collections privées se disputaient ses œuvres, l'artiste avait choisi de se retirer hors circuit.

Pourquoi alors sortir de sa thésaurie, et s'exposer à Nice ? Pour Gilbert Perle, les choses se sont passées le plus simplement du monde : « Indiana est venu à Nice pour voir une de ses œuvres. C'est la seule exposée dans un musée français. Elle nous a été prêtée, en dépôt, par une collectionneuse. Et puis il est revenu, pour le vernissage de l'exposition de Bernard Venet, qui est un de ses amis. L'idée de la rétrospective a fait son chemin ; mais j'étais un peu inquiet : per-

sonne n'avait vu son travail des quinze dernières années. Je suis allé dans l'île, à l'atelier. Une véritable découverte. »

Par rapport à certains de ses contemporains du pop art, dont l'œuvre s'est répétée ou a décliné après les années 70, celle d'Indiana est d'une remarquable cohérence, qui a sans doute été favorisée par son isolement. Il reprend le principe des sculptures de ses débuts, les « Hermès » qu'il fabriquait à partir des matériaux de récupération trouvés sur le port de Manhattan, mais le bois est celui de son île, des troncs nouveaux qu'il avait chargés plus primitivement que celle des mâts de bateau ou des bastingages des années 60.

MÂTS CLANAIQUES

Gilbert Perle les a vu rassemblés dans l'ancienne fabrique de voiles qui tient lieu d'atelier à Indiana. « Je me suis retrouvé au milieu de toutes ces grandes sculptures, en forme de totem. Il exerce ce mot, mais elles font vraiment penser à des mâts claniques. Devant l'une d'elles, celle qui porte un crâne de bœuf, je lui ai dit : c'est un au-

toporait ? Il en a convenu. Et l'exposition s'est décidée tout de suite. » Elle est, pour Indiana, d'une extrême importance, que révèle la surprise qu'il a faite à Gilbert Perle quel temps avant l'ouverture : « Il m'a annoncé qu'il s'était remis à peindre, alors qu'il avait abandonné cette pratique depuis longtemps. Il a repris deux toiles, Silver Bidge, esquissée en 1964, et Marylin, commencée en 1967. Et il a peint *The X-7*, et la dernière version d'*American Dream*. » Les toiles figurent au second étage du musée, le conservateur n'ayant pu les inclure dans le parcours de l'exposition, faute de place. L'artiste ne s'en est pas formalisé. « Il est extrêmement soucieux du regard que les gens portent sur son travail. Sans doute à cause de son isolement. Il s'est complètement retiré du jeu social du monde de l'art, et de son marché. Il produit peu, environ trois pièces par an, son atelier est presque inaccessible, et il a la réputation - finisse - d'être une sorte d'ours. » Un oubli volontaire dont Indiana sort aujourd'hui.

Ha. B.

Des clichés en passant

Arles/Photographie. De l'art de fixer avec justesse l'image de tout un chacun

LUC CHOQUER, FRAGMENTS DU FUTUR, Bourse du travail, rue Emile-Fassin, BEAT STREULI, MARSEILLE 98, Chapelle Saint-Martin du Méjan, place Nina-Berbetova. Tous les jours de 10 heures à 19 heures, jusqu'au 14 août.

ARLES

de notre envoyé spécial
Vous marchez dans une ville. Passent sans cesse des inconnus. L'envie vous prend de faire plus que les suivre des yeux, d'en faire une image - aussi complète, juste et durable que possible. Les embarras commencent. Embarras de mémoire : trop de clichés connus, trop de styles à imiter, trop de citations vous encombrement. Embarras théorique : un tel naturalisme peut-il se concevoir ? Embarras pratique : comment se conduire avec ces passants devenus modèles ?

Luc Choquer affronte ces difficultés. Depuis 1985, il réunit les éléments d'un portrait collectif de la société, *Fragments du futur*. A Arles, il expose les portraits d'un groupe social déterminé, des employés d'EDF-GDF du sud de la France qui ont accepté de poser pour lui dans leurs intérieurs ou leurs jardins. Afin de les introduire plus avant dans sa démarche, Choquer leur a confié des appareils afin qu'ils réalisent, ce printemps, des reportages quotidiens. Ils sont à l'échelle de la Bourse du travail, les photos de Choquer au rez-de-chaussée. Les images de ces « amateurs » ne sont ni simples ni innocentes. Elles trahissent des souvenirs de télévision, de cinéma et de photographie. Elles cherchent l'effet, la surprise, l'étrangeté. Elles n'accomplissent donc pas l'idéal d'un réalisme sans apprêts.

Celles du « professionnel » n'y parviennent pas non plus. Choquer met en œuvre une brillante stylistique du portrait, *in situ*, posé, théâtral, en couleurs, avec rehaut de flash. Il obtient des effigies froides, à la Lotto ou à la Rossetti, souvent entourées d'accessoires

symboliques. On croit identifier l'ouvrier, l'ingénieur, la secrétaire... Mais de ce qu'ils sont par en dessous, de cette intimité que promet l'image prise chez eux, peu se ressent, si ce n'est la volonté de faire front, de porter beau, d'entrer dans le jeu esthétique du portraitiste. De là un sentiment mêlé, entre déception - on n'en saura pas plus long - et gêne - se montrent-ils au moins à leur avantage ?

Une solution vient à l'esprit : photographier à l'insu du modèle, saisir l'image sans pose, dans le flux et le désordre du mouvement. Ensuite, il faudra choisir et construire. C'est ce que réussit Beat Streuli, trente et un ans, suisse de naissance, « homme des foules » par excellence. Une commande publique lui a été passée pour Arles : photographier Marseille, après cent autres, dont quelques maîtres, Moholy-Nagy par exemple. Le résultat est un chef-d'œuvre de précision, de justesse et de respect, montré sous la forme de diapositives projetées en triptyque selon un rythme calculé, harmonies et contrastes en alternance.

Streuli a évité toutes les commodes, le pittoresque, le misérabilisme, le chic, le pathétique, le symbolisme lyrique. Il est dans la rue. Il prend au vol des gens, de tous âges et tous milieux, en groupe, seuls, en pied, en buste, de profil ou de face. Il détache des natures mortes du paysage urbain. Il s'arrête sur telle tête, sujet de plusieurs images - ou il glisse plus vite. Le montage de la projection crée l'illusion de la promenade, de la flânerie sans objet, coupée de haltes non moins fortuites. Il n'insiste sur rien et n'oublie rien non plus. Il ne simplifie pas. Il ne stylise pas. C'est un immense mérite - et le signe probant d'une honnêteté exemplaire. Streuli respecte ceux qu'il regarde et veut les comprendre. Cela suffit à le distinguer à l'instant du tourbillon des fabricants d'images.

Philippe Dagen

LA PHOTOGRAPHIE DE NANDOR BARANY

RENCONTRES INTERNATIONALES DE LA PHOTOGRAPHIE, ARLES



NANDOR BARANY
Né en 1899, il obtient un diplôme en 1928 à l'Ecole polytechnique de Budapest et travaille comme ingénieur d'optique. En 1931, il construit un système de lentille que le HAFAT met dans le commerce sous le nom de HAFAT. En 1947, il réalise des plans d'appareils de format réduit et de microscopes. Il s'intéresse à des notions abstraites dans ses photographies (vitesse, équilibre, existence, non-existence, ou encore mouvement). Il meurt en 1977.

« La Dernière Danse », vers 1933.
Exposition :
« Les photographes hongrois : ceux qui sont restés »

مركز للافلا

États de l'Amérique

Dieu dans l'objectif

Nice/Photographie. Les étonnantes dispositions mystiques de Georges Rousse

GEORGES ROUSSE. Musée d'art moderne et d'art contemporain, promenade des Arts, 06300 Nice. Tél. : 04-93-62-61-62. Ouvert tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 6 septembre. Catalogue 56 p., 100 F.

NICE

de notre envoyé spécial
Georges Rousse fait des ronds. C'est du boulot : tous ceux qui s'y sont essayés doivent le reconnaître, tracer un cercle à main levée n'est pas chose facile. Sur le papier. Sur des murs, c'est pire. Quand on y ajoute le plafond et le plancher, cela devient déconcertant. Eh bien ! Georges Rousse trace ses cercles dans de vraies pièces bien orthogonales, mêlant des espaces qui ne devraient pas l'être, le haut et le bas, le proche et l'éloigné. Puis il les photographie. Les résultats sont exposés au Musée d'art moderne et d'art contemporain de Nice. Ils sont fascinants.

Depuis une quinzaine d'années, Rousse traque les lieux voutés à la démolition, de l'entrepôt au palais, de l'appartement au parking. Il les repère : ce furent d'abord des villages, puis des figures géométriques. Dans un espace en trois dimensions, il réalise un trompe-l'œil : la figure n'existe que d'un unique point de vue. Un mètre à gauche, ou en arrière, et elle se défile. C'est à cet endroit, le seul bon, qu'il installe son appareil photographique. L'image qui en résulte est l'unique trace de l'œuvre. C'est ce que Rousse expose, depuis longtemps.

ESPACES IMAGINAIRES

Jusqu'à aujourd'hui : pour la première fois, il a construit au musée de Nice un de ses espaces imaginaires. Vu sous n'importe quel angle, c'est une structure hétéroclite, en bois, qui fait vaguement penser à ces constructions folles des décorateurs qui servaient dans les films expressionnistes allemands des années 30. Il y a pourtant un point précis, tout contre le mur du fond des salles d'exposition, où l'œuvre se révèle pour ce qu'elle est : un cercle, presque parfait. Pour qui ne voulait voir en lui qu'un photographe, le choc est rude. Le voilà aussi sculpteur.

Mais la transition n'est pas si brutale qu'elle y paraît : depuis quelque temps déjà, Rousse ne se contentait pas de peindre les es-

paces qu'il voulait photographier. Il les remodelait entièrement, créant des escaliers improbables aux marches asymétriques, des plaques penchées, des structures géométriques suspendues dans le vide. Une architecture à mi-chemin entre les perspectives déformées d'Escher et les prisons de Piranesi. Un paysage imaginaire, que seul l'objectif rend réel. Or, comble de raffinement, Rousse utilise une lentille à grand angle. C'est-à-dire, tous les photographes, amateurs ou pas, ont pu le constater, qui déforme les perspectives : donc, de réel, point. L'appareil donne une vision que l'œil humain n'aurait jamais.

Un travail savant, et ludique : le visiteur ne peut s'empêcher de reconstituer l'espace d'origine, de tenter de démentir le lieu photographié les interventions de l'artiste. Lorsqu'il a séparé le bon grain de l'ivraie, l'artifice du réel, il se repose à nouveau sur le cibachrome et cette image rassurante, harmonieuse, toujours belle. Qui donne l'illusion d'un endroit éphémère. « Mon travail, ce n'est pas la photographie, c'est l'espace », aime à dire Georges Rousse. C'est qu'il ne déteste pas donner une orientation métaphysique, voire mystique, à sa démarche : « Mon objectif, déclarait-il déjà en 1993, est de vivre une expérience plastique dans ce lieu, le faire devenir autre chose, et non d'y entreprendre une quelconque démonstration de l'art en modifiant les perspectives. L'espace me sert à faire une psychanalyse, à vivre une expérience de la solitude. À ébaucher une réflexion entre l'espace, la peinture et moi dans cet espace. »

Il aggrave son cas dans le catalogue de l'exposition nicoise : « On peut lire ces figures comme des formes mathématiques, mais aussi comme des symboles sacrés qu'on retrouve dans beaucoup de religions. Je les ai utilisées en tant que formes simples, plastiquement parfaites, qui définissent très clairement le langage formel que je souhaitais acquiescer pour suggérer le spirituel. De là, j'ai construit des sortes de sculptures dans des lieux, rendus immatériels par un traitement à la craie. Dessinés dans des espaces qui étaient ensuite détruits, elles devenaient mystiques au travers de la photographie. » Les artistes de la Renaissance le présentaient déjà : la perspective mène à Dieu. A condition d'en sortir.

Ha. B.

« Travaux » lyriques en grandeur nature

Aix-en-Provence/Musique. Trois jeunes compositeurs se sont vu offrir la chance de mettre en scène, aux côtés de confrères aguerris, des pièces écrites par eux. Et présentent plus qu'une épreuve

VSEVOLOD CHMOULEVITCH : Le Rossignol et la Rose, pour soprano, mezzo-soprano et ensemble instrumental. **JONATHAN GOLOVE :** Red Harvest, pour mezzo, baryton-basse et ensemble instrumental. **JUHA T. KOSKINEN :** Madame de Sade, pour soprano, mezzo et ensemble instrumental. Hanna Schaer (mezzo-soprano), Rié Hamada (soprano), Nicolas Isherwood (baryton-basse), Ensemble Court-Circuit, Pierre-André Valade (direction). Pierre Strosser (mise en scène). Théâtre du Jeu de paume, le 8 juillet, 18 h 30. Durée : 1 h 45. Prochaine représentation : le 9.

AIX-EN-PROVENCE

de notre envoyé spécial
Le Théâtre du Jeu de paume, sis dans la rue de l'Opéra, en haut du cours Mirabeau, est une salle à l'italienne dont la décadence laisse songeur tout en n'étant pas sans charme. D'ailleurs, certains membres de l'équipe du festival Font vite baptisé les « Bouffes du Sud ». C'est là que, depuis quelques semaines, les participants de l'atelier de composition lyrique sont passés aux travaux pratiques. Rappelons les faits. Le Festival d'Aix a souhaité donner la possibilité à des jeunes compositeurs de

pouvoir travailler avec des confrères plus aguerris, un metteur en scène, un chef d'orchestre, les musiciens d'un ensemble instrumental et des chanteurs professionnels. Ils n'avaient pas à composer un opéra en trois actes, douze tableaux et cinquante scènes totalisant quatre heures de musique, mais un fragment, une scène d'un ouvrage qui pourrait ultérieurement être agrandi.

Philippe Manoury et Marc-André Dalbavie ont reçu cinquante dossiers envoyés par des jeunes compositeurs d'Europe, d'Asie et d'Amérique. Ils en ont retenu cinq. Juan José Esclava et Alexandros Markeas ont participé à un atelier de composition chorégraphique, Vsevolod Chmoulevitch, Jonathan Golove et Juha T. Koskinen à celui de composition lyrique (voir ci-dessous). Il n'y a aucun Français parmi les cinq impétrants et cela n'a aucune importance, car le nationalisme en art est l'affaire des imbéciles, comme le disait, en substance, Maurice Ravel à des péditionnaires qui voulaient faire interdire la musique germanique durant la première guerre mondiale.

Après des mois de travail à la table, les œuvres ont été expérimentées. Lues, interprétées, elles ont été modifiées, adaptées, réaménagées en commun avec Pierre Strosser, Philippe Manoury et leurs

interprètes. Ce travail « fini », les voici présentées au public. Pierre Strosser ne veut pas que l'on parle de spectacle, il préfère insister sur la notion de travail. Il a tort, car le spectacle présenté, même s'il est composé de fragments (à l'exception de la pièce de Chmoulevitch, qui est finie) est bien davantage qu'une épreuve. Certes, l'efficacité des réduits imposés aux compositeurs pour des raisons pratiques et de coûts a été une contrainte évidente, mais la qualité de ce qui a été entendu et montré ne le cède en rien à des créations affichées de façon plus ambitieuse - qui ne bénéficient pas toujours de tant de répétitions, de savoir-faire et de talents chez les chanteurs.

DENSITÉ THÉÂTRALE

Chmoulevitch a malheureusement choisi un texte en français d'après Oscar Wilde, dont la naïveté est assez désespérante. Le Rossignol et la Rose en pâtit d'autant plus nettement que la musique de ce Russe manque d'assise, de centre de gravité, qu'elle s'éparpille. Ce n'est pas désagréable à écouter, à regarder - encore que cette balance, ce banc...

Jonathan Golove vient des États-Unis. Son livret a été pris dans une nouvelle de Dashiell Hammett. Il est américain, et cela s'entend. Du jazz, il a retenu la syncope, la cou-

leur ; il en fait un matériau qu'il transforme à sa guise, insufflant à chaque note une densité théâtrale que l'on retrouve sur scène dans le travail de Strosser... et dans celui des deux chanteurs soumis à rude épreuve - les changements de mesure sont nombreux. Tout cela fonctionne parfaitement, même si la musique de la scène du match de boxe (projeté sur le mur du fond de scène) flotte un peu et si les dernières minutes font soudain du sur-place. Si ce compositeur cultive à fond son originalité (il sait le jazz, l'électronique et son Alvan Berg), ce fragment pourra devenir un grand opéra. Et si quelqu'un lui passe commande, évidemment.

Juha T. Koskinen est finlandais. Il a choisi une pièce de Mishima comme base de son opéra. Des trois, il est le plus maître de ses moyens. Avec lui, les six ou sept instruments de la fosse sonnent avec une plénitude qui prouve la finesse de son oreille et de sa plume. Mais sa musique, pour raffinée et aboutie qu'elle soit, nous a paru manquer parfois de tension dramatique... mais jamais d'atmosphère. Koskinen a sans doute besoin d'un plus grand espace et de plus de temps pour imposer une pensée que l'on devine fonctionnant sur le long terme.

Alain Lompech

Un douloureux exercice de confrontation qui balaie l'ego

AIX-EN-PROVENCE

de notre envoyé spécial
Ils sont trois jeunes compositeurs venus de Finlande, des États-Unis et de Russie. Juha T. Koskinen, Jonathan Golove et Vsevolod Chmoulevitch ont moins de trente ans et ont été sélectionnés, en septembre 1997, par les compositeurs Marc-André Dalbavie et Philippe Manoury, et le metteur en scène Pierre Strosser. Leur mission : écrire une pièce lyrique à partir d'un texte de leur choix.

Après six mois de travail, à Paris, sous l'égide de Strosser, Dalbavie et Manoury, ils sont arrivés. Il y a six semaines, à Aix-en-Provence, pour la mise en forme de leur création. Là, ils ont dû affronter leurs durs durs réalistes quelques. Une chance jamais donnée dans un conservatoire. Chaque jour, ils ont eu à résoudre des petits problèmes... cruciaux posés par les musiciens de l'ensemble Court-Circuit, le soprano Rié Hamada, la mezzo Hanna Schaer et le baryton-basse Nicolas Isherwood.

C'est là que le métier remettez votre ouvrage ! La situation est nouvelle pour des compositeurs plus habitués à la solitude de leur bureau qu'au travail collectif d'un atelier d'opé-

ra. Ce fut parfois douloureux pour l'ego de chacun. Chmoulevitch, grand jeune homme russe francophone, confesse : « J'ai été le plus têtu et donc le moins enclin à modifier ma partition. » Pour avoir qu'en définitive la version issue de ces six semaines de travail est « certainement meilleure ». Koskinen dit : « Je dispose désormais d'une trentaine de versions de fragments de Madame de Sade », un nombre qui en dit long sur les facilités d'écriture de ce jeune Finlandais à qui un grand théâtre de son pays a déjà commandé la version complète de l'ouvrage.

Jonathan Golove, discret Américain de Los Angeles, au look de Woody Allen, semble avoir eu moins de réticences à réviser ses partitions que ses camarades. Pour lui, « plus encore que les commentaires et suggestions de [ses] tuteurs, ce sont les conditions matérielles de la réalisation, dans un théâtre, de [son] opéra-polar, qui ont entraîné des révisions ». Golove est bien décidé à terminer Red Harvest, ouvrage actuellement constitué d'un seul acte. L'aventure de l'atelier de composition lyrique a été unique et très profitable. Strosser, dit-il, « fit dans [son] cas autant librettiste que metteur en scène, un tuteur dont l'aide s'est révélée extrêmement pré-

cieuse ». Il n'a pas du tout l'impression d'avoir été éduqué sur son travail mais plus simplement d'avoir été pragmatique sans renoncer à sa personnalité.

Pour Koskinen, manifestement fort en thème, Manoury et Strosser ont joué un rôle déterminant pour les modifications radicales qu'il a apportées à son travail original. La méthode employée à Aix ne l'a pourtant pas surpris. Il a déjà composé, il y a trois ans, un opéra en étroite collaboration avec un librettiste et un metteur en scène. Et il suit les cours de Manoury à Lyon.

Tous les trois « regrettent les contraintes imposées par l'effectif orchestral ». Non pas en termes de nombre d'instrumentistes mais plutôt du côté de la constitution de cet ensemble. Pour Chmoulevitch, par exemple, « l'absence d'instrument grave dans l'orchestre a posé de graves problèmes harmoniques ». Mais, aux yeux du « trio », hors de l'opéra de chambre, point de salut pour un genre qu'ils reconnaissent tous, avec des réserves pour Golove, être en crise.

P. de la C.

HORS CHAMP

■ **JAZZ :** le saxophoniste français Louis Sclavis et le trompettiste américain Dave Douglas vont participer, vendredi 10 juillet, à partir de 23 heures, à une expérience de concert interactif en public, à l'initiative du festival Jazz à Vienne. Ils joueront, en solistes, sur la scène du Théâtre de Vienne.

■ « accompagnés » en direct depuis le club avant-gardiste Knitting Factory, à New York, par une rythmique composée par Hill Greene, contrebasse, et Barry Altschul, batterie. Des deux côtés de l'Atlantique, un écran permettra aux musiciens de « jouer ensemble ».

■ **CINÉMA :** Sean Penn prépare un film sur Geronimo Pratt, l'ancien « ministre de la défense » des Black Panthers. Marion Brando, une connaissance personnelle de Pratt, est pressenti pour la coproduction, alors que Sean Penn s'est déjà assuré des services d'Erik La Salle. Le début du tournage est prévu pour le mois d'avril 1999.

■ Après Jurassic Park 1 et 2, les studios Universal et Steven Spielberg's Amblin Entertainment prévoient une suite à l'histoire des dinosaures pour l'an 2000. Michael Crichton, auteur du roman à l'origine du premier Jurassic Park, travaille au scénario.

■ **MUSIQUE :** Le Monde des rencontres est à Aix-en-Provence. Il convie les festivaliers à un rendez-vous autour du thème de la composition le vendredi 10 juillet à 17 heures, galerie de la Prévote, place de l'Archevêché, en présence des compositeurs Philippe Manoury, Pierre-André Valade, Marc-André Dalbavie et Jonathan Golove.

« Les Tritons » et leurs « Petites Tritures »

Saint-Denis/Spectacle de rue. Le pas de deux de Braouezec Patrick et Decouffé Philippe

EN SORTANT de Paris vers le nord, on rencontre une de ces charmantes petites villes qui ont contribué à la réputation de la vallée de la Seine. Saint-Denis était surtout connue par les nombreux sépultures de chefs tribaux qu'on a retrouvés enfouis avec leur parenté sous un grand monument de pierre où, dans la pénombre, des religieux dyonisiens maintiennent les rites ancestraux. Quand l'autorité des chefs déclina, on assista à la formation de clans rivaux, retranchés dans des cités éparpillées sur des territoires ingrats, d'où ils partaient faire des razzias dans les villes fortunées et se livraient au trafic du chocolat noir.

Pour rétablir l'ordre, le pouvoir central a décidé dans les années 90 de frapper un grand coup. Il a laissé un prétre rouge local, Patrick Braouezec, affermir son pouvoir sur les populations en lui passant toutes ses fantaisies. Celui-ci a ainsi voulu, et obtenu grâce au guerrier Balladur, un temple gigantesque en forme de chapeau breton aux larges bords. On raconte que les jeunes officiers courent et sautent çà et là pour retrouver le chapeau rond du prétre, en se donnant de grandes claques dans le dos et des coups de pieds dans les tibias.

Redoutant que le culte perde un jour de sa vigueur, le clergé a préféré d'emblée faire venir des saltimbanques en pantalons à paillettes, Johnny ou Mick, et des marchands de robes. L'un d'eux s'est arrangé

pour faire défilier ses troupes entre deux offices dans l'enceinte du temple, vêtues à légère, avec des talons hauts camouflés en chaussures à crampons. Depuis un bail, cependant Braouezec voyait venir le coup. Dès 1993, il a fait venir Decouffé - un magicien patte-en-l'air rencontré dans la neige du côté d'Albertville -, auquel il a prêté une chaufferie pour se dérouiller les guiboles. Puis il l'a envoyé, avec d'autres musiciens, pacifier les bandes des cités voisines. Au quartier dit - avec un optimiste culotté - Franc-Moisin-Bel Air, ce Decouffé a remonté Tritons, un spectacle avignonnais pré-olympique (1990), désormais assorti d'un charivari tordant, Les Petites Tritures.

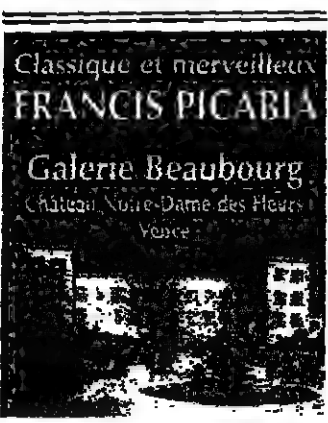
UN GRAND MOLLISSQUE

Tritons, en son temps, avait été plutôt descendu par la presse. Aujourd'hui c'est une perfection, une sorte de Rollex aux ressorts impétueux. On lui reprochait de traîner en route, il avance tambour battant avec un art consommé des entrées et des sorties de scènes, avançant grâce des enchaînements nagueurs qualifiés de « laborieux ». Peut-être avait-il été agacé par ces commentaires. Pour ces Tritons-ci en tout cas, il n'a rien de pas, paraît-il, de monter et de démonter son spectacle, manipulant ses danseurs-gymnastes avec un doigté d'horloger. « Triton, dit Decouffé, est un satellite de Neptune. C'est également, rappelle-t-il, « un grand mollusque gastéropode » et « le noyau de l'atome de tritium ». Et le metteur en scène de décrire son spectacle

comme il est, « danse improbable sur le cercle et le cirque, sur des souvenirs épars et rotatifs d'enfants étonnés ». Tout est réglé au quart de poil, drôle, synthétique, merveilleusement dessiné, admirablement joué par des jeunes gens et des jeunes filles, aux costumes de rêve, à l'aspect engageant. Agaçant, non ? Pour se démarquer de cet enthousiasme, un renégat des festivals dit que « Decouffé fait son Decouffé ». Un autre s'inquiète : « Un truc pareil, repris mal fagoté, vous imaginez les ravages que ça peut faire à Saint-Germain-des-Prés ? » Un troisième enfin, atterré : « C'est public, 100 % public, tous publics. » En attendant la tournée, Europe, Afrique, Belgique ou Saint-Médard, Braouezec-le-rouge, bel air, se frotte les mains au Franc-Moisin.

Frédéric Edelmann

* Renseignements au 01-48-13-06-07.



QUESTIONS À...

PIERRE STROSSER

1 En quoi a consisté votre travail de metteur en scène avec les compositeurs de l'atelier lyrique de l'Académie européenne de musique ?

Pour la musique, on est parti de rien. Tout est construit au fur et à mesure. Au départ, il y a six mois, les compositeurs ont choisi un texte. L'opéra posant en permanence la question du récit, nous avons donc commencé par structurer ces histoires. Je ne me suis jamais posé en censeur ou en éditeur de règles. C'était au compositeur de tirer les leçons des étapes de notre travail. Raconter une histoire, avec deux chanteurs, c'est difficile. Au bout du compte, après six mois d'atelier à Paris, six semaines de travail quotidien à Aix, nous présentons trois fois vingt minutes de musique. Ce n'est pas négligeable, d'autant qu'avec Stéphane Lissner, nous avions accepté l'idée qu'il pourrait ne rien sortir de cette aventure. Ce qui compte, c'est le travail que nous venons de faire. C'est aussi pour cela que je refuse la notion de spectacle, pour lui préférer celle de travail.

2 Les compositeurs ont-ils bien accepté vos interventions ?

La situation de travail et d'échanges que nous avons mise en pratique a entraîné un état d'insécurité générale. C'est ce qui a permis de progresser. Quand je commence à mettre en scène un opéra, je ne sais jamais comment je vais le finir. C'est comme un chanteur : s'il pense à la façon dont il va achever son air quand il se lance, cela ne fonctionne pas dramatiquement. Avec les compositeurs, j'ai joué au naïf. Je leur disais : je veux comprendre. Après avoir évoqué



les grandes questions métaphysiques, je les ai laissées de côté pour aborder des questions concrètes. Il fallait donner aux compositeurs le temps d'avancer dans leur processus de création. L'opéra est une alchimie entre la complexité de l'écriture et des préoccupations aussi primitives que la respiration.

3 Avez-vous eu à affronter des conflits ?

Non, mais en poussant chaque jour ces trois compositeurs à se salir les mains en confrontant leur travail à des avis divergents, on les a amenés à devoir argumenter en permanence.

4 Pensez-vous qu'on invente ici l'opéra de demain ?

On s'est donné les moyens et le temps de travailler. Le cheminement du travail est plus important que l'objectif. La notion du temps nécessaire pour accomplir les choses a été perdue aujourd'hui. La musique doit s'accommoder du handicap constitué par le disque, la radio et la vidéo. Il suffit d'appuyer sur un bouton pour accéder à la mémoire de la musique. Il a fallu du temps à Mozart pour lire les œuvres de Bach.

Propos recueillis par Philip de la Croix

مركزا من راحل

Le cinéma de Marguerite Duras confronté à l'épreuve du temps

La salle République, à Paris, rend hommage à la mélancolie durassienne sur grand écran

La salle République, à Paris, rend hommage durant tout l'été à l'œuvre de celle qui fut, avec quelques élus, un des emblèmes d'une certaine

conception radicale du cinéma, Marguerite Duras. Une rétrospective qui permet de constater que le passage du temps n'a nullement écorné

la beauté et l'émotion des films - tournés dans les années 70 pour la plupart - de l'écrivain-cinéma.

LES FILMS de Marguerite Duras sont rares. Ils ne font pas les choux gras des chaînes de télévision. Ils ne font pas non plus l'objet de rééditions commerciales régulières dans les salles d'art et d'essai. L'hommage qui se tiendra tout l'été dans la salle République (Paris-11^e) est donc un événement. Après un long sévère (la dernière rétrospective date de 1992, à la Cinéma-thèque française), revoir aujourd'hui cette œuvre dans son ensemble, c'est la confrontation à l'épreuve du temps.

Celle qui fut, durant un moment, et avec quelques élus (les Straub et Godard peut-être), un des emblèmes d'une certaine conception radicale du cinéma, déclenchant alors engouement, sobb ou ricanelements vulgaires, sera-t-elle l'objet d'une révision déchantée ? Après tout, la modernité n'est pas une garantie.

Bonne nouvelle : loin de s'enfoncer dans les brumeux jointais d'une quête stylistique surannée, les films de Duras ont, avec les ans, encore gagné en beauté et en émotion. Voici donc quelques bonnes raisons d'y retourner. Ou de les découvrir. Il s'agit d'un cinéma de déserts et de fantômes, un cinéma du dépeuplement et de la ruine. Ainsi, la mélancolie durassienne est celle

d'un deuil informulé. Rien, en effet, autant que ses films, d'aura exprimé le reflux et les désillusions idéologiques de leur temps, et aussi la manière dont le cinéma prenait à ce moment conscience que son histoire se transformait en destin. Ce moment est une période charnière, relativement brève : l'essentiel de l'œuvre cinématographique de Duras naît en une dizaine d'années, les années 70.

UN JOUSSE LAMET MENTAL

Certes, certains de ses écrits avaient déjà été adaptés (*Barrage contre le Pacifique*, de René Clément, *Moderato cantabile*, de Peter Brook). Certes, la romancière avait travaillé avec Alain Resnais pour l'écriture d'*Hiroshima mon amour*. Mais c'est avec *Détruire, dit-elle* que la carrière de Duras cinéaste débute véritablement, en 1970 (*La Musica*, datant de 1966, était coréalisée avec Paul Seban). Après la radicalité de *L'Homme Atlantique* (1981) et de ses (trop) célèbres écrans noirs, *Dialogue de Rome* (1982) et *Les Enfants* (1984) sont, sans déchoir, « en plus », en sur-nombre de la cohérence d'une œuvre à la fois complète et ouverte, que définissent ses partis pris.

Ainsi, souvent, dans ses films,

l'image et le son suivent chacun, séparément, une vie autonome. Les voix ne correspondent pas à des paroles prononcées par des comédiens présents à l'écran, lorsque ceux-ci n'ont, tout simplement, pas disparu pour laisser place à des plans de paysages ou de maisons inhabitées. Le son dé-cenche alors la fiction.

Comment raccorder mentalement les récits d'amour fou ou d'inceste énoncés en voix off et les lieux habités par d'épars fantômes, voire entièrement dépeuplés : le palais en ruine de *Son nom de Venise* dans *Calcutta désert*, qui reprend la bande son d'*India Song* et la plaque sur des plans « vides » (au moins de présence humaine visible), les plages de Trouville dans *Agatha* et les lectures illimitées, les zones industrielles traversées par *Le Camion*. Sommes-nous dans un présent dont le son nous apporterait le passé, dans un ici dont les voix nous viendraient d'ailleurs ?

Construisant ainsi, entre image et son, un espace particulier où devient possible le récit, le cinéma de Marguerite Duras invente aussi un temps singulier. Ainsi *Le Camion*, en 1977, se voulait un film au conditionnel : une femme et un homme (Marguerite Duras et Gérard Depardieu) paient d'un film

qu'ils pourraient faire ensemble (« *C'était un film* »). La transformation du conditionnel en présent devient dès lors le travail du spectateur. Ce labeur mental que réclament tous ses films, et qui se transforme rapidement en jouissance pure, il y a la musique. Les tangos lancinants de Carlos d'Alessio (*India Song*, *Son nom de Venise*) ou les valse de Brahms (*Agatha*). Mais aussi celle des mots et des lieux, les ritournelles de langage. La disparition du corps n'exclut pas l'intime sensualité d'un cinéma qui regarde les détails du monde avec une attention précise.

C'est avec le concours de quelques-uns des plus grands directeurs de la photographie que Marguerite Duras saisit cette présence. Ghislain Cloquet, Bruno Nuytten, Sacha Vierny, Nestor Almendros, Pierre Lhomme sont les scrutateurs d'espaces chargés de mémoires et de récits. La présentation des films en copie neuve rend enfin justice à cette lumière particulière. C'est en tout cas la manière la plus efficace de restituer la transparence charnelle d'une œuvre essentielle. Et c'est par pur plaisir qu'il faut aller voir ou revoir les films de Marguerite Duras.

Jean-François Rouger

Les Archives de France en crise après le départ de leur directeur

LE DÉPART du directeur des Archives de France était attendu pour le mois de septembre. Alain Erlande-Brandenburg a préféré donner sa démission (*Le Monde* du 9 juillet), sans attendre la nomination de son remplaçant - qui pourrait être un historien, spécialiste de la deuxième guerre mondiale. Le nouveau venu devra avoir de solides qualités de diplomate. Car l'hôtel de Soubise, où sont logées les Archives - un lieu réputé calme et sans histoires -, ressemble de plus en plus à un chaudron au bord de l'ébullition.

Un conservateur, sans doute alarmiste, indique que « l'institution est rongée de l'intérieur » et qu'elle est « prête à s'effondrer ». Des figures de style sans doute excessives. Une chose est certaine, le climat y est exécrable. Et les usagers pâtissent les premiers de cette situation. D'autant que le Centre d'accueil et de recherche des archives nationales (le Caran), l'antenne publique des Archives, est fermé pour travaux - la climatisation est à refaire - officiellement jusqu'au début du mois de septembre, mais plus vraisemblablement jusqu'en décembre.

Professeur à l'école des Chartes, dont il est lui-même issu, Alain Erlande-Brandenburg, soixante et un ans, a fait une grande partie de sa carrière dans les musées, à Cluny et à Ecrouen notamment, et à la Direction des musées de

France (DMF), dont il fut, un temps, sous-directeur. Ce spécialiste de l'art médiéval est un personnage à l'expression tranchante, qui focalise le mal-être de ce bastion de la mémoire que sont les Archives. Il a été nommé ici en mars 1994, succédant à l'indébouable Jean Favier, resté dix-huit ans à la tête de l'institution.

DÉMISSION ACCEPTÉE PAR M^{me} TRAUTMANN

Que reproche-t-on au démissionnaire ? D'abord des relations « insupportables » avec la majorité du personnel. Cette difficulté à communiquer était perceptible au cabinet du ministre de la culture. Des dossiers, ouverts depuis longtemps, n'ont ainsi jamais pu être réglés. C'est le cas de la Maison de la mémoire de la V^e République, qui devait se construire à Reims, et qui semble aujourd'hui reportée sine die. C'est surtout le projet de loi sur le rattachement du défilé de communication des documents - une modification de la loi de 1979 est ici nécessaire - et le sort des archives des hommes politiques qui restent pendents. Alain Erlande-Brandenburg, qui a eu comme interlocuteur trois ministres différents - dont les archives n'ont jamais été une priorité -, a mal accepté de voir des personnalités extérieures être consultées à ce sujet.

A l'intérieur de la maison, on regrette vivement son « autoritarisme », son « manque de concertation ». Sur le plan scientifique, il avait établi une séparation entre la direction des Archives de France et celle des Archives nationales, ce qui paraît logique. Mais on lui reprochait de ne pas respecter les répartitions qu'il avait lui-même fixées, de « méconnaître les principes de l'archivistique au détriment du public » et d'exiger que soient appliquées aux archives les pratiques des musées. On le soupçonnait de vouloir notamment démanteler l'ensemble que forment les archives privées pour les répartir dans les sections consacrées aux archives administratives. « Les conséquences de ces comportements sont très graves, soutient un conservateur. Les entrées des archives personnelles étaient de 119 mètres linéaires en 1994. Elles sont tombées à 92 mètres l'année suivante pour passer à 56 mètres en 1996 et à 7 mètres en 1997 ».

L'ancien directeur des Archives, dont la démission a été acceptée par Catherine Trautmann, est impossible à joindre. Alain Erlande-Brandenburg serait à Colombey-les-Deux-Églises, absorbé dans la préparation d'un colloque organisé pour célébrer le quarantième anniversaire de la Constitution de la V^e République.

Emmanuel de Roux

Résultats Bac 1998

Vendredi 10 juillet

Bac professionnel
Académie de NANTES

3617 LMPLUS

Résultats Grandes Ecoles

Admission

ESC

Concours Alliance et Avenir

ESC Amiens-Picardie, Brest,
Chambéry, La Rochelle,
Nantes, Saint-Etienne (IENA),
Toulon, Troyes

3615 LEMONDE

DÉPÊCHES

■ **CINÉMA** : Daniel Toscani du Plantier a été réélu président d'Union-France Film international, organisme parapublic chargé de la promotion du cinéma français à l'étranger, par son comité directeur réuni mardi 7 juillet. Le cinéaste et président de l'Association des auteurs-réalisateurs-producteurs (ARP), Claude Miller, et l'exportateur Jacques-Eric Strauss ont été désignés comme vice-présidents ; le producteur Michel Propper est trésorier. - (AFP)

■ **INDUSTRIES MUSICALES** : Gilbert Ohayon, président d'EMI Music France depuis 1991, quittera son poste à la fin de l'année fiscale en cours, en mars 1999, a annoncé Rupert Perry, PDG d'EMI Europe. Gilbert Ohayon a commencé sa carrière dans l'industrie musicale en 1980 chez WEA, avant d'être président de CBS-Fox Europe et de rejoindre EMI en 1990 comme vice-président du marketing européen international, à Londres.

■ **Jean-Philippe Allard**, directeur général des labels Classique et Jazz de PolyGram pour la France, a été nommé, mardi 7 juillet, directeur général de Polydor. Il succède à ce poste à Bruno Gerentes, nommé PDG de BMG France. Polydor est une des filiales de PolyGram qui vient d'être achetée par le groupe canadien Seagram. Jean-Philippe Allard, âgé de quarante et un ans, continuera d'assurer la direction générale des départements classique et jazz de PolyGram.

■ **Jean-Michel Jarre** a été nommé « porte parole de l'industrie musicale européenne » par la Fédération internationale de l'industrie phonographique (IFPI/International Federation of Phonographic Industry). Cette mission de deux ans lui a été confiée par le président de l'IFPI, David Fine. Le musicien et compositeur français s'occupera plus particulièrement des dossiers des nouvelles technologies, de la piraterie et de la protection des droits d'auteurs. Par ailleurs, Jean-Michel Jarre sera la vedette principale d'un spectacle musical en plein air, au Champ-de-Mars, à Paris, le 14 juillet. Un million de spectateurs seraient attendus. Depuis l'album *Oxygène* (1976), Jean-Michel Jarre a vendu 35 millions de disques dans le monde, dont 32 millions en Europe.

■ **AKT** : une donation de 174 tableaux à la ville de Strasbourg a été acceptée le 6 juillet par la municipalité alsacienne. Les œuvres ont été données par Mira Jacob, une ancienne galeriste parisienne, et comprennent deux Picasso et un Modigliani et des toiles signées Odilon Redon, Braque, Balthus, Chagall, Corot, Giacometti, Robert Delaunay, Max Ernst, James Ensor, Paul Klee, Léger et Kandinsky. L'ensemble est estimé à 150 millions de francs. Il devrait être exposé dans la Villa Gréner, située dans le centre de la ville. Par ailleurs, le conseil municipal a décidé d'acquiescer pour 26 millions de francs un bas-relief de Paul Gauguin, *La Toilette*, et une huile de Francis Picabia pour 613 839 francs.

SORTIR

PARIS

Earth Wind & Fire
La fin des années 70 avait consacré le funk symphonique et les cuivres flamboyants de ce groupe de Chicago. Moins chanceux dans les années 80, Philip Bailey et Maurice White tentent de retrouver les splendeurs du *Boogie Wonderland* avant le début du troisième millénaire.

Palais des congrès, porte Maillot, Paris 17^e. M^{me} Porte-Maillot. 20 h 30. Le 9. Tél. : 01-40-68-00-05. De 193 F à 330 F.

Jeff Beck
L'expression « guitar hero » a été conçue pour des musiciens de la trempe de Jeff Beck (on Eric Clapton, Jimmy Page...). Depuis les années 60, il a mis son instrument et sa personnalité rugueuse au service d'opérations musicales variées, du blues-rock au hard en passant par la pop et le jazz-rock. Au risque parfois de trop disperser sa carrière... En première partie : Guest.

Grand Rex, 5, boulevard Poissonnière, Paris 2^e. M^{me} Borne-Nouvelle. 20 h 30, le 9. Tél. : 01-42-36-83-98. De 210 F à 250 F.

Parelli mais plus
Funk et soul au menu copieux de cette formation de onze musiciens avec section de cuivres (ceux, pas manchots, de l'émission « Nulle part ailleurs »), rythmique caennaise et chœurs. A l'occasion, on y ajoute même quelques danseurs et danseuses pour un vrai spectacle, où les standards du genre (reprises

de Stevie Wonder) côtoient des compositions originales.
Le Réservoir, 16, rue Forge-Royale, Paris 11^e. M^{me} Ledru-Rollin. Le 9, à 21 h 30. Tél. : 01-43-56-39-60. Entrée libre.

BORDEAUX

Cities on the Move 2
Présentée à la Wiener Secession de Vienne l'hiver dernier, et afin de respecter le concept de l'exposition qui est elle-même « en mouvement », l'accrochage initial a été entièrement revu afin de s'adapter à la grande nef du Musée d'art contemporain de Bordeaux. « Cities on the move » présente pour la première fois en Europe un tour d'horizon de l'art et de l'architecture dans les villes d'Asie. Un projet qui tente de mettre en lumière la vitalité incroyable d'une scène artistique et architecturale dont on ignore presque tout en Europe, de faire connaître au public européen plus d'une centaine de démarches et de points de vue personnels. Dans ce réseau dense et complexe de circulations horizontales et verticales se côtoient affiches publicitaires, peintures, sculptures, néons, sons et images en mouvement, plans et maquettes de villes, photographies, objets quotidiens, nourriture, et moyens de transport.
Musée d'art contemporain, Entrée 7, rue Ferrère, 33000 Bordeaux, jusqu'au 30 août. De 11 heures à 18 heures ; le mercredi jusqu'à 20 heures. Relâche lundi et jours fériés. Tél. : 05-56-00-81-50. De 15 F à 30 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

An Alan Smithson Film d'Alan Smithson (Ets-Unis, 1 h 30).
Du Jonathan Darby (Ets-Unis, 1 h 30).
Excess Baggage de Marco Brambilla (Ets-Unis, 1 h 41).
Good Burger de Brian Robbins (Ets-Unis, 1 h 30).
La Guerre des fées de Louis L'Amour (Ets-Unis, 1 h 30).
Louis & Essex d'Alexandre Rockwell (Ets-Unis, 1 h 27).
Les Naufragés du Pacifique de Steward Raffill (Grande-Bretagne, 1 h 35).
Les Nouvelles Aventures de Mougli de Duncan MacLachlan (Ets-Unis, 1 h 30).
Playing God d'Andy Wilson (Ets-Unis, 1 h 50).
Que la lumière soit ! d'Arthur Joffé (France, 1 h 50).
New! de Sergio Gobbi (France-Italie, 1 h 32).
Screen 2 (*) de Wes Craven (Ets-Unis, 2 h 02).
(*) Film interdit aux moins de 12 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/m).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+16 F de commission, par place). Place de la Madeleine et Pavis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Eugen Ionesco (jeune).
Debussy : *Préludes*. Chopin : *Ballade n° 4*, *Mazurkas*, *Scherzo*, *Schumann : Davidsbündelintertanz*, *Liszt-Paganini : Études*.
Schole Cantorum, 269, rue Saint-Jacques, Paris 5^e. M^{me} Port-Royal. Le 9, à 20 h 30. Tél. : 01-43-54-56-74. 120 F.
Bruno Rigutto (jeune).
Chopin : Grande Valse brillante op. 18. *Nocturne*, *Fantaisie op. 49*, *Scherzo*, *Barcarolle*, *Debussy : Préludes*. *Mompou : Variations sur un thème de Chopin*.
Orchestre de l'Opéra de Paris.
Mahler : *Symphonie n° 10*, *adagio*, *Le Chant de la terre*. Jon Villars (jeune).
Thomas Hampson (baryton), James Conlon (direction).
Basilique, 1, rue de la Légion-d'Honneur, 93 Saint-Denis. M^{me} Saint-Denis-Basilique. Le 9, à 20 h 30. Tél. : 01-49-13-06-07. De 30 F à 250 F.

Estivales Danse avec deux compagnies hip-hop : Ak-tuel Force (Evolution) : *Boogi Sol* (*Balle et poussière*).
Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10^e. M^{me} La Chapelle. Le 9, à 21 heures. Tél. : 01-46-07-34-50. De 85 F à 130 F.

Julien Lourau Groove Gang *Sunset*, 60, rue des Lombards, Paris 1^{re}. M^{me} Châtelet. Le 9, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-00. 80 F.
Aldo Romanos *Comers*.
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{re}. M^{me} Châtelet. Le 9, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.
La Villette Jazz Festival.
Programme du 9 juillet : Al Jarreau/

Jazz comme une image : Portal, Sévigné, Toulon, Drouot, Le Quercel/Erli Brown/Workshop de Lyon avec Ernst Reijseger & Noël Akchoté/Orquesta Aragón (gratuit)/David S. Ware.
Grande Halle de la Villette, 21, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^{me} Porte-de-Pantin. A partir de 20 h 30. Tél. : 08-09-07-50-75. Forfait 170 F, valable sur l'ensemble du site.
Deep Purple *Zénith*, 21, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^{me} Porte-de-Pantin. Le 9, à 20 heures. Tél. : 01-42-08-60-00. 187 F.
Festival Baniques du monde.
Programme du 9 juillet : Zoodo (musique traditionnelle (16 heures), Carafe Bouba (chanson, rock, 17 h 30), Jurassic Five (rap, 19 h 30), Orient Express Moving Shores (21 heures), Bernard Lavilliers (22 h 30).
Sade *Mandela*, 93 Saint-Denis. RER Plateau-Voyageurs (Stade-de-France). Tél. : 01-55-87-06-70. Entrée libre.
Louis et Moural *Chants berbères et rai*.
La Fliche d'Or Café, 102 bis, rue de Bagnolet, Paris 20^e. M^{me} Alexandre-Dumas. Le 9, à 21 heures. Tél. : 01-43-72-04-23. 35 F.

Cyrlus et le Septeto Turquino Bol musical dansant (Cuba).
Chapelle des Lombards, 19, rue de Lappe, Paris 11^e. M^{me} Bastille. Le 9, à 22 h 30. Tél. : 01-43-57-24-24. 100 F.
Jovanes *Clasico del Son*.
Cuban Jam Sessions.

La Java, 105, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11^e. M^{me} République. Le 9, à 23 heures. Tél. : 01-42-02-20-52. 80 F.

RÉSERVATIONS

Paris, Quartier d'été
C'est le grand rendez-vous parisien de l'été. Dans la capitale, où les spectacles de qualité manquent souvent cruellement, Paris, Quartier d'été propose de la danse, de la musique, du théâtre et des promenades qui permettent de se livrer à un jeu de piste culturel et insolite à travers la ville (à des tarifs très raisonnables, quand ce n'est pas gratuit). On pourra cette année visiter les cinéastes, regarder le cirque de puce de Maria Fernanda Cardoso, suivre Pippo Delbono, qui joue avec les passants, découvrir une création théâtrale de Marie Pérez dans une piscine, et de du Napoléon Armando Pugliese dans la cour de la Sorbonne. On entendra du jazz à l'hôtel d'Albret, Pierre Henry à Cluny, des musiques du monde au Luxembourg, Beethoven dans des jardins. Les compagnies de Jean-Claude Gallota et de Daniel Laru danseront au Palais-Royal, où se déroulera la grande parade japonaise du Jidai Matsuri.
Du 19 juillet au 9 août. Renseignements, tél. : 01-44-94-98-00. Réservations, tél. : 01-49-87-50-50.

DERNIERS JOURS

12 juillet :
Boris : avant/après-guerre, photographies de Gilles Peress.
Part de La Villette, 30, avenue Corentin-Cariou, Paris 19^e. Tél. : 08-03-30-63-06. 30 F.
Ager Jon *Maison du Danemark*, 142, avenue des Champs-Élysées, Paris 8^e. Tél. : 01-44-31-21-21. Entrée libre.
20 juillet :
Delaçak, les dernières années (1880-1963).
Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 01-44-13-17-17. 35 F et 50 F.

ne force 0 hommes

engins

ne force 0 hommes

accord avec le FMI

accord avec le FMI

attrape par la justice

attrape par la justice

DISPARITIONS

KAY THOMPSON, écrivain pour enfants, qui créa notamment l'irrésistible personnage d'Eloïse, est mort à New York, jeudi 2 juillet, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. C'était une touche-à-tout pétillante de talents et d'énergie. Elle avait débuté comme pianiste dans l'orchestre de Saint-Louis (Missouri), sa ville natale. Elle chantait, dansait, écrivait des chorégraphies, jouait la comédie et composait des chansons. Plus tard, elle s'était lancée dans la radio et la télévision et fut notamment coproductrice, sur CBS, d'un show radiophonique intitulé « Kay Thompson and Company ». Mais dans la mémoire de générations d'enfants Kay Thompson restera avant tout la mère d'Eloïse, cette monstrueuse et adorable petite fille gâtée qui, à six ans, abandonnée à elle-même, fait les quatre cents coups dans les couloirs de l'hôtel Plaza de New York. Avec sa saute plissée à bretelles et ses souliers vernis, cette attendrissante tête à claques, croquée avec malice par Hilary Knight, apparaît en 1955 chez Simon and Schuster et remporte un succès immédiat. Eloïse s'arrache à plus de cent cinquante mille exemplaires en deux ans et sera bientôt suivie d'Eloïse à Paris (1957), d'Eloïse à Noël (1958) et d'Eloïse à Moscou (1959). En France, les aventures de cette gamine pleine de vie ont été traduites dans les années 60 aux éditions du Pont Royal. La première d'entre elles, Eloïse, est aujourd'hui disponible chez Gallimard Jeunesse.

ANDRÉ RÉMONDET, architecte, est mort mardi 7 juillet à Senlis (Oise), à l'âge de quatre-vingt-dix ans. Né en 1908 à Montbard (Côte-d'Or), Grand Prix de Rome en 1936, Rémondet avait poursuivi ses études aux États-Unis, d'où il était revenu pour faire la guerre. Il mena ensuite une carrière diversifiée, largement honorée par la commande et par les institutions. élu le 12 décembre 1979 à la section d'architecture de l'Académie des beaux-arts, il avait notamment construit l'ambassade de France à Washington, ainsi que de nombreux édifices typiques des

certitudes de l'architecture des années 60 et 70, époque quantitativement dynamique mais peu soucieuse d'intégration. André Rémondet était l'auteur du complexe d'habitation Paris-Kennedy, près de la Maison de la radio, à Paris, de la trésorerie générale de Gironde, de plusieurs établissements scolaires, universitaires, hospitaliers, sportifs en France et outre-mer. Parmi les travaux signalés de ce technicien du béton, on trouve encore une église au Plessis-Robinson, la direction des affaires sociales (avec Claude Parent) à Paris (1974) ou la cité administrative de Bayonne. Il avait été l'un des conservateurs du château de Chantilly, ainsi que l'architecte en chef de l'Observatoire de Paris et de l'Observatoire de Meudon.

PATRICE VIELJEUX, ancien président du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), est mort, vendredi 3 juillet, à Champs (Orne), à l'âge de soixante-trois ans. Né le 24 juin 1925, à Niell-sur-Mer (Charente-Maritime), fils et frère d'armateur, il était d'un an le cadet de Tizian Vieljeux, ancien président de la société navale et commerciale Delmas-Vieljeux et ancien président du comité central des armateurs de France, c'est tout naturellement qu'il travailla dans l'entreprise familiale, où il fut successivement directeur de l'armement, administrateur général adjoint, puis vice-président. Parallèlement, il se consacra au développement du service public local et s'est beaucoup dépensé pour la création de la fonction publique territoriale. Il fut président du conseil d'administration du CNFPT (1987-1988). Ayant épousé Juliette Couve de Murville, fille du dernier premier ministre du général de Gaulle, il entama aussi une carrière politique sur le plan local. Maire depuis 1963 de Bongival, puis maire honoraire, il a été conseiller régional d'Île-de-France, de 1976 à 1986. élu de droite, mais sans étiquette politique, il a été le président du comité de soutien à Christine Boutin, aux législatives de mars 1986. Cette même année, il avait été candidat malchanceux aux sénatoriales, dans les Yvelines.

NOMINATIONS

DÉFENSE
Jean-Claude Maillet, maître des requêtes au Conseil d'État, a été nommé, par le conseil des ministres du mercredi 8 juillet, secrétaire général de la défense nationale, en remplacement d'Isabelle Renouard, ministre plénipotentiaire, qui a demandé à quitter son poste.
[Né le 25 mars 1955 à Paris, ancien élève de l'école normale supérieure et de l'école nationale d'administration, agrégé de lettres modernes, Jean-Claude Maillet est entré au Conseil d'État en 1983. Au Quai d'Orsay, il est successivement consultant au Centre d'analyse et de prévision (CAP), chargé de mission auprès du directeur des affaires juridiques et adjoint au préfet coordonnateur pour la libre circulation des personnes en Europe. Nommé en 1989 délégué aux relations internationales au ministère de l'Intérieur, il suit Pierre Jory au ministère de la Défense, en 1991, comme conseiller technique pour les affaires internationales et stratégiques. Depuis 1992, il est directeur chargé des affaires stratégiques (DAS), un poste qu'il a créé au ministère de la Défense.]

Lire aussi page 7

Le capitaine de vaisseau Alain Dimmontet a été promu contre-amiral par le conseil des ministres du 8 juillet et sera nommé, à compter du 1^{er} août, chef du cabinet militaire du premier ministre, en remplacement du général de brigade Louis Le Mire, qui prendra le commandement de la circonscription de défense de Besançon et de la 7^e division blindée.
[Né le 21 février 1948 à Belfort, ancien élève de Navale, Alain Dimmontet a notamment commandé, en 1980-1982, le pétrolier-avitailleur *Peponno* affecté au centre d'opérations navales de la Méditerranée. En 1983, il commande l'escadron *Commandant-Burg*, qui est déployé dans le Golfe pendant la guerre irako-iranienne. Il rejoint le bureau « études et plans opérationnels » à l'état-major de la marine, où il est chargé des besoins opérationnels des forces de surface et des questions relatives à l'espace et au désarmement. Entre 1991 et 1993, le commandant Dimmontet dirige, au cabinet de Pierre Jory, ministre de la Défense, la cellule « relations internationales », chargée de la coopération militaire, et il suit l'engagement des éléments français au profit des opérations de maintien de la paix pour l'ONU. En juillet 1993, il commande le porte-hélicoptères *Jeanne d'Arc*, qui sert de navire-école à Navale. De-

puis l'été 1996, il était sous-directeur des questions régionales à la délégation aux affaires stratégiques (DAS) au ministère de la Défense.]

Le conseil des ministres du mercredi 8 juillet a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● **Terre.** Sont promus : général de division, les généraux de brigade Jacques Faldherbe, Yannick Bertheau, Arnel d'Avout d'Anserstade, Jean-Claude Pelletier (nommé adjoint au général commandant les organismes de formation de l'armée de terre), Michel Moulinier (nommé inspecteur du matériel) et Daniel Uguen (affecté au secrétariat général de la défense nationale); général de brigade, le colonel Alain Cartron.

Sont nommés : commandant la région militaire de défense Atlantique et la circonscription militaire de défense de Bordeaux, le général de brigade Jean-Pierre Dupré; adjoint au général commandant la 27^e division d'infanterie de montagne, le général de brigade Jean-Louis Sublet; adjoint au général commandant la circonscription militaire de défense de Limoges, le général de brigade Michel Vautravers.
● **Marine.** Sont promus : vice-amiral, le contre-amiral Jacques Célerier (nommé adjoint au chef de l'état-major interarmées de planification opérationnelle); commissaire général de première classe, le commissaire général de deuxième classe Dominique Vandier (nommé inspecteur du commissariat de la marine); commissaire général de deuxième classe, le commissaire en chef Jean-Louis Delmas (nommé chef du service des marchés généraux du commissariat de la marine).
Sont nommés : adjoint au commandant la force d'action navale, le contre-amiral Alain Coldefy; directeur du commissariat de la marine à Toulon, le commissaire général de deuxième classe Arnaud Régat-Boireau.
● **Air.** Sont promus : général de division aérienne, le général de brigade aérienne Claude Bigot; commissaire général de division aérienne, le commissaire général de brigade aérienne Michel Es-

chier; général de brigade aérienne, les colonels François Monssus, Michel Asencio, François Beck (nommé sous-chef d'état-major « opérations-logistique » à l'état-major de l'armée de l'air), Paul Mary (nommé chef de la division « relations extérieures » à l'état-major des armées), et Jacques Orignac (nommé commandant en second la région aérienne Nord-Est).
Sont nommés : commandant les forces françaises à Djibouti, le général de brigade aérienne Louis Champiot; adjoint au directeur des affaires stratégiques, le général de brigade aérienne Claude Chiffaut.

● **Gendarmerie.** Est nommé adjoint au général commandant la circonscription de gendarmerie d'Île-de-France, le général de brigade Jean-Pierre Bedout.
● **Armement.** Est nommé attaché d'armement à l'ambassade de France à Washington, l'ingénieur général de première classe Jean Gaudillet.

● **Service de santé.** Sont promus : médecin général inspecteur, le médecin général Jacques Abgrall (nommé médecin-chef de l'hôpital d'instruction des armées Percy); médecin général, le médecin-chef Henri Deloime (nommé sous-directeur « action scientifique et technique » à la direction centrale du service de santé des armées).

Est nommé directeur du service de santé en région aérienne Nord-Est le médecin général inspecteur Jean-Philippe Chabanne.

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du mercredi 8 juillet sont publiés :
● **Médicaments :** deux arrêtés modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables aux assurés sociaux ;
● **deux arrêtés** modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et divers services publics.
● **Archives :** un arrêté relatif à l'ouverture des archives de l'ancienne direction générale des affaires d'Alsace-Lorraine.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Agathe DOLLFUS KRESSMANN
laisse à
Victor AMMOUR
la joie d'annoncer la naissance de son cousin.
Rasile, Gaspard, Antoine, Samuel,
le 16 juin 1998.
chez
Nathalie et Matthieu DOLLFUS.
Les Fouzes,
48400 La Salle-Pruvet.

Mariages

M. et M^{me} Jacques FONTAINE.
Le docteur et M^{me} Jean-Pierre AUBIN
ont le plaisir d'annoncer le mariage de
Nathalie et Eric,
le samedi 11 juillet 1998.
44, rue Pierre-Brossolette,
92530 Chailion,
31, rue des Coquelicots,
92140 Clamart.

SOUTENANCES DE THÈSE
67 F HT la ligne
Tarif Étudiants 98

Le Monde
DOSSIERS DOCUMENTS

**L'ÉTAT
DES
CONFLITS
DANS
LE MONDE**

Numéro de juillet-août 1998 - 12 F

Noces d'émeraude

— Quarante ans de puits et de chert à
Jacques, Marie-Georges,
Stéphane, Marie-Pierre,
les petits-enfants, les neveux,
s'inscrivent à
Lucie et Léon LEROGNON,
un très joyeux anniversaire de mariage.

Décès

— Jean-Claude ARBEAU BARREAU,
Manuel et Delphine,
ses enfants,
leur famille et amis,
ont la douleur de faire part du décès de
Michelle ARBEAU BARREAU,
née TAROT,
survenu le 6 juillet 1998, en Provence.

La cérémonie religieuse aura lieu
vendredi 10 juillet, à 11 h 30, en
l'église Saint-Louis-en-l'Île, 19 bis,
rue Saint-Louis-en-l'Île, Paris-4^e.
Cet avis tient lieu de faire-part.
11, rue Saint-Louis-en-l'Île,
75004 Paris.

— Le président de la Société française
d'étude du XVIII^e siècle,
Et le conseil d'administration
ont la grande tristesse de faire part du
décès, survenu le 8 juin 1998, de
Philippe AUTEXIER,
chercheur musicologue.

Il était membre du conseil
d'administration de notre société.
Les obsèques ont été célébrées
le vendredi 12 juin.

CARNET DU MONDE - TARIFS 98

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS TARIF ABONNÉS	109 F HT — — 95 F HT
NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES Toute ligne suppl. : 60 F TTC	500 F TTC Forfait 10 lignes
THÈSES - ÉTUDIANTS : 67 F HT COLLOQUES - CONFÉRENCES : Nous consulter	
01.42.17.39.80 - Fax : 01.42.17.21.36 01.42.17.29.96	

— Joëlle Bosmorin,
son épouse,
Anne et Christian Hugot,
Sylvie Guillaume
et Claude Bosmorin,
ses enfants,
Ses petits-enfants, parents et alliés,
ont la tristesse d'annoncer le décès de
M. Bernard BOSMORIN,
survenu dans sa soixante et unième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le
samedi 11 juillet 1998, à 10 h 30, en
l'église Saint-Louis-en-l'Île, Paris-4^e,
suivie de l'inhumation à Bessières
(Seine-et-Marne), à 14 heures.
18, quai d'Orléans,
75004 Paris.

— Denise Chevillet,
son épouse,
Francis et Catherine Chevalier,
Jean-Jacques et Catherine Chevalier,
Pascal et Françoise Chevalier,
ses enfants,
Luc, Cécile, Olivia, Thomas et Reni,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
Jacques Louis CHEVALIER,
médaille du combattant 1939-1945,
chevalier des Palmes académiques,
survenu le 7 juillet 1998, à Villiers-sur-
Mer, dans sa quatre-vingt-neufième année.

9, domaine de Seignelay,
92290 Châtenay-Malabry.

— Emmanuel Jacquin-Dorville,
Les familles Amouet, Dorville,
Jacquin,
ont la douleur de faire part du décès de
Irène (Tilly) DORVILLE,
survenue le 5 juillet 1998, à l'âge de
quatre-vingt-neuf ans.

— Le président de l'université
Paris-XII,
La directrice de l'UT de Villeneuve,
La directrice du Centre de formation
continue,
Ses collègues et ses stagiaires,
ont la tristesse de faire part du décès de
Lucette CAUSSE,
maître de conférences en gestion.

Tous se souviendront de la force de ses
convictions, de sa générosité et de son
dévouement.

Les obsèques auront lieu le vendredi
10 juillet 1998.
Levée du corps à 15 heures, au
funérarium Mont-Valérien, 42, rue du
Chemin-des-Croix, à Nanterre.
Inhumation à 16 heures, au cimetière
parisien de Pantin.

Sans fleurs ni couronnes.

— Toute sa famille,
Et ses amis
ont la douleur de faire part du décès de
Jean-Marc LAUREAU,
dessinateur et journaliste,

survenu le 3 juillet 1998, dans sa
cinquante-cinquième année, à
l'hôpital Saint-Eloi à Montpellier.

De la part de
M. et M^{me} Marcel Laureau,
ses parents,
M. et M^{me} Stéphane Laureau,
Julien, Jeanne et Tom,
M. et M^{me} A. Van Bijk,
Anne et Juliette,
ses enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} J.-C. Viché,
M. François Laureau,
M^{me} Nicole Laureau,
ses sœurs, ses frères et beaux-frères, leurs
enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Jacques Laureau,
son oncle et tante.

L'inhumation a été faite le 8 juillet, au
cimetière de Montbello (Pyrénées-
Orientales), dans l'intimité familiale.

Une culte d'actions de grâces réunira sa
famille et ses amis, le vendredi 17 juillet,
à 17 heures, au temple protestant de
Versailles, 3, rue Hoche.

L'ATREILLE
SPECIALISTE DES TRES BEAU VÊTEMENT

soldes d'été
DERNIERS JOURS

62, rue St André-des-Arts, 6^e
Tel : 01.43.29.44.10
PARKING ATTENDU À NOS MAGASINS

Anniversaires de décès

— Il y a vingt ans, le 10 juillet 1978,
disparaissait le
professeur Gérard MOIGNET.
Son souvenir reste vivace dans le cœur
de ceux qui l'ont aimé et admiré.

De la part de
Christian Moignet,
Nicole Anquetil,
Elisabeth Blanc,
ses enfants,
Et de toute la famille.

— Une pensée est demandée pour
Jacques POMERANZ,
qui nous a quittés le 10 juillet 1997
et pour son père,

Ernest (Jean-Pierre)
POMERANZ,
décédé le 21 septembre 1995,
qu'il a rejoint trop vite, trop tôt.

Le 12 juillet 1997.

Jean VARENNE,
professeur de sésamite
et de civilisation de l'Inde,
nous quittait.

Une pieuse pensée est demandée à ceux
qui l'ont connu et aimé.

Concours

— Le Centre de gestion de la fonction
publique territoriale de la Haute-Loire
organise un concours sur titres
d'informaticien pour trois postes et un
concours sur titres d'animateur pour
quatre postes.
Conditions d'inscription : concours
ouverts respectivement aux candidats
titulaires du diplôme d'État d'informaticien
et du BEAEP.
Renvoi des dossiers d'inscription du
7 au 30 septembre 1998, au CDG FPT,
46, avenue de la Mairie, 43000 Espaly.
Date de clôture des inscriptions le 30 sep-
tembre (cachet de la poste faisant foi).

le nouvel
Observateur
Du 9 juillet au 27 août
L'événement de l'été ?
**PENNAC
DANS
L'OBS !**
Le plus populaire des romanciers français,
l'un de nos meilleurs écrivains, a écrit spécialement pour
les lecteurs de l'Observateur un nouveau roman d'aventure
des Maloussens. Le tout brassé, broyé, rebruyé dans un
suspense d'enfer. Un suspense à la Pennac
avec les dessins de son complice californien, Miles Hyman.

Le quotidien « Asahi » envisage les conséquences de la création d'une telle institution. Celles-ci seraient considérables pour la société nippone

■ **Mohammed al-Zahrani**, commerçant saoudien de la région de Bicha qui se voit déjà à la tête d'une armée de babouins affectés à diverses tâches - ménage, distribution du courrier, transport des bébés, etc. -, s'efforce, pour l'instant, d'entraîner deux singes à la cueillette des dattes.

Le débat est vieux comme la gauche, mais il résiste au temps. Avec une belle constance, les communistes, rejoints par les Verts et une partie des socialistes, réclament depuis plusieurs semaines que l'on taxe l'outil de travail, les entreprises, même un peu, au titre de l'impôt sur la fortune. La question se pose, régulièrement, au fil des budgets. Et elle est toujours tranchée dans le même sens : c'est non, trop dangereux pour l'économie. Même en 1981, il avait été prévu d'imposer l'outil de travail, mais l'idée avait été abandonnée très vite. Ce sera encore le cas cette fois-ci. Et Robert Hue le savait probablement très bien. Mais

■ **Aut** départ, la droite accusait Lionel Jospin de sectarisme et d'archaïsme. Ah ! disaient les Bayrou et autres Madelin, ah ! si seulement notre premier ministre s'appelait Tony Blair, de quel grand cœur le soutiendrions-nous... Les 35 heures, les emplois-jeunes, le refus de privatiser totalement l'Air France : sur tous ces points, l'opposition reprochait au gouvernement de pratiquer un socialisme poussiéreux. La réforme de l'impôt sur la fortune, avec taxation des biens professionnels, devait être la preuve flagrante de ce dogmatisme des socialistes français. Mais voilà que Lionel Jospin s'apprête à

■ La France va mieux, c'est incontestable. Sur le plan économique, elle n'a probablement pas été aussi en forme depuis une bonne dizaine d'années. Il n'y aurait donc aucune raison de cacher sa joie... Sauf que nous sommes en France, et c'est là que tout se complique. Le « politique », tout heureux de pouvoir annoncer de bonnes nouvelles a tendance à tordre le cou à l'écono-

naïe pour la réduction à sa volonté. Une lecture modeste des événements conduirait à faire la part des choses entre la conjoncture que nous transmettent la politique et l'économie menées. Dans la situation actuelle, l'élément conjoncturel est déterminant. C'est donc d'une euphorie mesurée qu'il faudrait faire preuve, car les conjonctures finissent toujours par s'effrouiller. Seules des réformes de structure pourraient prolonger l'effet bénéfique de la reprise actuelle. Or, il faut bien avouer que les discours entendus sur ce sujet ne sont guère encourageants. Les vœux répétés ont la vie dure, comme celui de persister à évoquer la « stabilisation » des prélèvements obligatoires, alors que c'est sur les moyens de la vie balser que toutes les énergies devraient être concentrées.

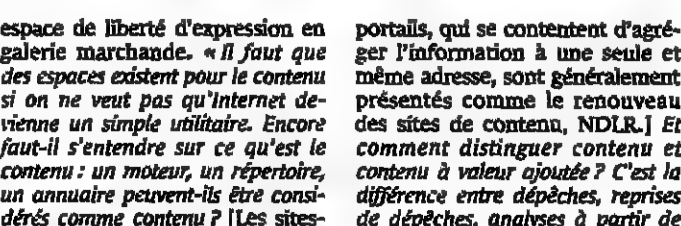
Le Japon sera en effet placé devant une contradiction : signataire d'un traité instituant un tribunal qui exclut la peine de mort pour les crimes les plus atroces, tout en la maintenant pour des coupables de crimes de droit commun. « On ne peut que se féliciter du fait que le débat sur le projet de Cour criminelle Internationale offre au Japon l'occasion de se confronter à nouveau aux normes internationales de justice », conclut l'Asahi.

Philippe Pons

Après six mois de traversée du désert, le chroniqueur Jean-Pierre Cloutier est de retour en Cybérie

« **COMME nous** disions avant d'être si abruptement interrompus... » En 1946, Leslie Mitchell, laconique, reprenait l'antenne sur la BBC après sept années de silence pour cause de conflit mondial. C'est sur ces mêmes mots que Jean-Pierre Cloutier a choisi de relancer ses « Chroniques de Cybérie », le 22 avril 1998. Elles s'étaient interrompues six mois plus tôt -- « une éternité dans l'espace cyber » -- faute de recettes publicitaires. Après trois ans et demi de présence dans le cyberespace, ce journaliste québécois fait figure de « gourou » francophone dans la toute jeune histoire du Net et publie désormais sa revue hebdomadaire de « l'actualité du réseau et de l'actualité en réseau » depuis le Webdo, un serveur suisse issu de l'Hebdo de Lausanne.

La suspension de ses livraisons fin 1997 (« Le Monde Télévision-Radio-Multimédia » date 26-27 octobre 1997) avait cristallisé la colère des sites « indépendants ». A les en croire, leurs homologues commerciaux transformèrent un



Lui est si clairement placé dans le champ du commentaire, débroussaillant l'information sur la Toile pour en tirer des grandes tentatives et étayer ses billets d'umeur : « Le ton est très personnel et ça ne plait pas à tout le monde. Mais on s'adresse à des gens intelligents et on ne sous-estime jamais nos lecteurs », explique-t-il.

Depuis la compagnie d'assurances qui vous garantit contre l'enlèvement par des extraterrestres jusqu'aux performances de la dernière version du langage HTML (hypertext markup language) en passant par la politique et la gastronomie, tout ce qui est associé est essentiel sur Internet pour passer la plus grande partie du chroniqueur. Et le fait de travailler avec un groupe de presse – le Webdo appartient à Ringier Romandie – ne semble pas le gêner le moins du monde.

Vincent Truffa

—

— 2 —

— *Journal of the American Medical Association*, 1997

par Alain Rollat

QUI DISAIT que les *stades* étaient les *églises*? Ce sont des *lupanars*! Un docte «psychosociologue» confie, mardi, après-midi, sur LCI, que les *stades* de football sont des *grenus* des *lits* de *débauchés*. On *vit* *sur* *des* *buttes* *comme* *on* *tire* *un* *cigar*, *explique-t-il* gravement. Un *but* est un *orgasme*. «On ne compte plus, en effet, les débordements sexuels qui prouvent que le relâchement des mœurs footballistiques a atteint, hélas! un point de non-retour. Les buteurs sont d'ailleurs les premiers à exhiber leurs orgasmes aux quatre coins du terrain. Chaque poteau de corner est devenu le pôle d'un rite orgiaque. Il suffit qu'un joueur touche ce poteau pour que tous ses copains lui sautent dessus en l'embrassant à qui mieux mieux dans un empiilage kama-sutresque. Certains pervers artisent les instincts de leurs partenaires en se livrant à d'indécentes danses du ventre

Sans parler de ceux qui se couchent carrément sur le dos, au beau milieu de la pelouse, bras et jambes écartés, pour donner le signal de la mortuoré.

Qu'attend donc le CSA pour imposer la signalétique antipornographie à la transmission des matches de football ? Ces responsables de la télévision, dans cette déchéance de la morale collective, ne fait aucun doute. Le ministre afghan en charge de la suppression du vice l'a bien compris, puisqu'il vient de décréter la mise à la poubelle des récepteurs de télé : il existe bien un lien entre le culte païen des idoles sportives répandu par les prêtres de la religion cathodique et le fait que les meilleurs marqueurs d'organes s'affaillent désormais, l'acte accompli, dans des postures équivoques. Pourquoi le buteur danois, vautré sur le gazon, s'immobilise-t-il soudain dans une pose d'adoration sous le regard

de la caméra ? Pourquoi l'avant-caméra italienne, tel un yogi, se met-
telle brusquement en position de lotus
bouddhique ? Pourquoi le messie fran-
çais, son deuxième coup tiré, mercredi soir, s'est-il
accroché, lui aussi, dans la position
du *Penseur* de Rodin ? Pourquoi l'ar-
tiste l'art de la statuette, plus
châtelain, prend-il aussi le pas, dans
la gestuelle footballistique, sur
l'art théâtral, un peu archaïque ?
Par appétit d'image ! C'était fatal.
Les gains publicitaires des joueurs
étant proportionnels à leur noto-
riété, le racolage s'étale en mon-
dovision.

Si nous restait un brin de dé-
cence nous féliciterions l'arbitre
de la bacchanale franco-croate
pour avoir eu le courage d'indiger
un carton de censure à ce Blanc
dépravé qui n'aurait pas, depuis
plusieurs semaines, de bécoeter en
public le crâne chauve, donc phal-
lique, de notre goal-préservatif
national.

JEUDI 9 JUILLET

FILMS DE LA SOIRÉE

19.30 La Truite ■■ Joseph Losey (France, 1962, 105 min.) Cinéma	20.50 Marius ■■ Alexandre Korda (France, 1931, 125 min.) France 3	22.50 Tout ce que vous avez toujours voulu savoir... ■■ Woody Allen (États-Unis, 1972, v.o., 90 min.) Canal Jimmy
20.30 Niagara ■■ Henry Hathaway (États-Unis, 1952, 90 min.) Cinéma	21.00 La Raconne ■■ du bonhomme ■■ Gregory Razzaf (États-Unis, 1939, N, v.o., 75 min.) Paris Première	23.40 Terre de volapük ■■ S. Franklin (USA, 1925, N, 95 min.) Arte
20.40 Le Parrain ■■ Francis Ford Coppola (États-Unis, 1972, 180 min.) RTL 9	21.15 Retour à la vie ■■ Henri-Georges Clouzot Georges Larnier, André Cayatte et Jean Drville (France, 1949, N, 115 min.) Cinéma	0.30 Andreas Schlüter ■■ Herbert Malch (Allemagne, 1942, N, v.o., 110 min.) Cinéma
20.45 Lucie Aubrac ■■ Claude Berri (France, 1996, 110 min.) Canal +		3.25 Juliette ou... ■■ M. Carné (F, 1950, 95 min.) Canal +

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.50 et 22.30, 23.15 Débat.
Invités : Richard Saez, Nobile Lenoir, et les professeurs Linus S. Geller et Hermann Barth.
Arte

MAGAZINES

18.00 Start on stock. Robert de Niro.
Greta Garbo.
Paris Première

19.00 Le Magazine de l'Histoire.
Invités : Evelyn Lever ; Jean-Yves Martin ; Jean-Louis Biget ; Hugues de Varine.
Histoire

19.55 Le Journal de François Pécheux.
Invité : Kheops, du groupe IAM.
Canal +

20.00 20 h Paris Première. Best of.
Invité : Michel Serres.
Paris Première

20.05 Temps présent. A votre service.
Le séisme en image.
La chaise électrique.
TSR

21.00 Les Nouveaux Mondes.
France 2

22.35 L'Été de la 2^e heure.
L'Affaire O.J. Simpson.
France 2

22.35 Paroles de femmes. Patricia Kaas.
TMC

23.00 Les Dossiers de l'Histoire. Capitales en guerre.
Leningrad l'énigme.
Histoire

23.30 Francofolies de Montmartre 1997.
TV 5

23.35 Le Club. Invité : Jean-Marc Barr.
Cinéma

0.15 Comment ça va ?
Allergie, asthme et eczéma.
France 3

0.20 Capital spécial été.
Le secret des églises.
Invité : Bernard Lohéau.
M 6

DOCUMENTAIRES

19.00 Le Tour du Pacifique. [1620].
Arte

19.30 La Truite ■■
Joseph Losey (France, 1962, 105 min.)
Cinéma

20.30 Niagara ■■
Henry Hathaway (États-Unis, 1952, 90 min.)
Cinéma

20.40 Le Parrain ■■
Francis Ford Coppola (États-Unis, 1972, 180 min.)
RTL 9

20.45 Lucie Aubrac ■■
Claude Berri (France, 1996, 110 min.)
Canal +

20.50 Marius ■■
Alexandre Korda (France, 1931, 125 min.)
France 3

21.00 La Raconne ■■
du bonhomme ■■
Gregory Razzaf (États-Unis, 1939, N, v.o., 75 min.)
Paris Première

21.15 Retour à la vie ■■
Henri-Georges Clouzot
Georges Larnier, André Cayatte
et Jean Drville (France, 1949, N, 115 min.)
Cinéma

21.35 Les Dossiers de l'Histoire. Capitales en guerre.
Leningrad l'énigme.
Histoire

21.50 et 22.30, 23.15 Débat.
Invités : Richard Saez, Nobile Lenoir, et les professeurs Linus S. Geller et Hermann Barth.
Arte

22.35 Paroles de femmes. Patricia Kaas.
TMC

23.00 Les Dossiers de l'Histoire. Capitales en guerre.
Leningrad l'énigme.
Histoire

23.30 Francofolies de Montmartre 1997.
TV 5

23.35 Le Club. Invité : Jean-Marc Barr.
Cinéma

0.15 Comment ça va ?
Allergie, asthme et eczéma.
France 3

0.20 Capital spécial été.
Le secret des églises.
Invité : Bernard Lohéau.
M 6

DOCUMENTAIRES

19.00 Le Tour du Pacifique. [1620].
Arte

19.30 La Truite ■■
Joseph Losey (France, 1962, 105 min.)
Cinéma

20.30 Niagara ■■
Henry Hathaway (États-Unis, 1952, 90 min.)
Cinéma

20.40 Le Parrain ■■
Francis Ford Coppola (États-Unis, 1972, 180 min.)
RTL 9

20.45 Lucie Aubrac ■■
Claude Berri (France, 1996, 110 min.)
Canal +

20.50 Marius ■■
Alexandre Korda (France, 1931, 125 min.)
France 3

21.00 La Raconne ■■
du bonhomme ■■
Gregory Razzaf (États-Unis, 1939, N, v.o., 75 min.)
Paris Première

21.15 Retour à la vie ■■
Henri-Georges Clouzot
Georges Larnier, André Cayatte
et Jean Drville (France, 1949, N, 115 min.)
Cinéma

21.35 Les Dossiers de l'Histoire. Capitales en guerre.
Leningrad l'énigme.
Histoire

21.50 et 22.30, 23.15 Débat.
Invités : Richard Saez, Nobile Lenoir, et les professeurs Linus S. Geller et Hermann Barth.
Arte

19.10 Underground USA. [12/4].
Planète

19.40 Pérou, entre le mariage et l'endume.
Planète

19.55 Steelbands de Trinidad.
Mozik

20.00 Architectures. La villa Dall'Ava.
Arte

20.30 Vintages : Georg Solti.
Mozik

20.30 Destination. Rajasthan.
Télé

20.50 Le Clone humain.
Planète

21.00 Paris la nuit.
Planète

21.20 Génétique contre éthique ?
Arte

21.35 Cuba, de l'insurrection.
Arte

22.05 Bébés en lit.
Arte

22.30 Ouverture : Mahler.
Mozik

22.35 Bray-Dunes et nulle part ailleurs.
Planète

22.40 Les Grands Compositeurs. [12/2].
Arte

22.45 Génétique business.
Arte

23.05 Alligator !
Arte

23.25 Les Altes expérimentales. [13/13].
Planète

23.45 Le Sile des hommes.
France 2

0.00 Les Grands Explorateurs. [13/1].
Histoire

0.00 Les Tribus du Triangle d'or.
Arte

0.15 Embarquement porte n° 1 :
Samaritain.
TF 1

0.40 Kilomètre zéro. La route de Lawrence d'Arabie.
France 2

0.45 Chemins de fer. [12/2].
Planète

DANSE

18.30 Balanchine. Apollon. Valse viennoise.
Mozik

18.40 Andreas Schlüter ■■
Herbert Malch (Allemagne, 1942, N, v.o., 110 min.)
Cinéma

20.30 Of Human Bondage ■■
Claude Lelouch (France, 1946, 180 min.)
Cinéma

21.00 Voyage
au bout de l'enfer ■■
Michael Crichton (États-Unis, 1978, 180 min.)
Cinéma

21.15 L'Homme au bras d'acier ■■
Otto Preminger (États-Unis, 1956, N, v.o., 125 min.)
Cinéma

22.05 The Little Minister ■■
Richard Wallace (États-Unis, 1934, N, v.o., 105 min.)
Cinéma

0.00 La Femme d'ambée ■■
Robert Van Ackeren (Allemagne, 1983, v.o., 100 min.)
Arte

0.10 Bob Roberts ■■
Tim Robbins (États-Unis, 1992, 100 min.)
Cinéma

1.40 Léonard ■■
Jean Béraud (France, 1975, 90 min.)
Canal +

22.05 The Little Minister ■■
Richard Wallace (États-Unis, 1934, N, v.o., 105 min.)
Cinéma

0.00 La Femme d'ambée ■■
Robert Van Ackeren (Allemagne, 1983, v.o., 100 min.)
Arte

0.10 Bob Roberts ■■
Tim Robbins (États-Unis, 1992, 100 min.)
Cinéma

1.40 Léonard ■■
Jean Béraud (France, 1975, 90 min.)
Canal +

22.05 The Little Minister ■■
Richard Wallace (États-Unis, 1934, N, v.o., 105 min.)
Cinéma

0.00 La Femme d'ambée ■■
Robert Van Ackeren (Allemagne, 1983, v.o., 100 min.)
Arte

0.10 Bob Roberts ■■
Tim Robbins (États-Unis, 1992, 100 min.)
Cinéma

1.40 Léonard ■■
Jean Béraud (France, 1975, 90 min.)
Canal +

22.05 The Little Minister ■■
Richard Wallace (États-Unis, 1934, N, v.o., 105 min.)
Cinéma

0.00 La Femme d'ambée ■■
Robert Van Ackeren (Allemagne, 1983, v.o., 100 min.)
Arte

21.00 Nuit française.
Mozik

22.15 Symphonie n° 8, dite « des Mille ».
Mozik

22.45 Le Carnaval des animaux.
Mozik

23.15 Le Barbier de Séville.
Mozik

19.05 Personne ne m'aime.
Festival

23.30 Made in America.
TF 1

23.35 Le Martean-piqueur.
Festival

SERIES

20.00 L'Homme de Suze.
Histoire

20.00 Mon ami Jake.
Canal J

20.40 Anne Le Guen.
RTBF 1

21.00 Le Retour de Sherlock Holmes.
Disney Channel

21.15 Urgences.
TSR

22.30 Les Incontournables.
Série Club

22.35 La Nuit de la pleine lune.
Galaxie

22.40 Poltergeist. Exorcution des feux.
M 6

23.30 Le Juge de la nuit.
TSR

0.10 Highlander. Obsession.
Série Club

21.00 Disney Channel
Le Retour de Sherlock Holmes

21.15 Urgences.
TSR

22.30 Les Incontournables.
Série Club

22.35 La Nuit de la pleine lune.
Galaxie

22.40 Poltergeist. Exorcution des feux.
M 6

23.30 Le Juge de la nuit.
TSR

0.10 Highlander. Obsession.
Série Club

21.00 Disney Channel
Le Retour de Sherlock Holmes

21.15 Urgences.
TSR

22.30 Les Incontournables.
Série Club

22.35 La Nuit de la pleine lune.
Galaxie

22.40 Poltergeist. Exorcution des feux.
M 6

23.30 Le Juge de la nuit.
TSR

0.10 Highlander. Obsession.
Série Club

21.00 Disney Channel
Le Retour de Sherlock Holmes

21.15 Urgences.
TSR

22.30 Les Incontournables.
Série Club

22.35 La Nuit de la pleine lune.
Galaxie

22.40 Poltergeist. Exorcution des feux.
M 6

23.30 Le Juge de la nuit.
TSR

0.10 Highlander. Obsession.
Série Club

21.00 Disney Channel
Le Retour de Sherlock Holmes

21.15 Urgences.
TSR

22.30 Les Incontournables.
Série Club

22.35 La Nuit de la pleine lune.
Galaxie

NOTRE CHOIX

21.00 Disney Channel

Le Retour de Sherlock Holmes

Créé par le romancier Conan Doyle

en 1887, le détective Sherlock

Holmes est le rôle le plus souvent

interprété au cinéma et à la télé-

vision. De célèbres comédiens l'ont

campé - Clive Brook, Basil Rath-

bone (longtemps considéré comme le

meilleur Holmes), Peter Cushing,

Christopher Lee, Stewart Granger,

Roger Moore (les deux plus ma-

vais), Charlton Heston, Patrick

McNee... mais il faut attendre les

années 80 pour voir apparaître dans

une superbe série britannique

(11 x 52 min) produite par la compa-

gnie Granada le Sherlock Holmes

idéal. Physiquement proche du hé-

ros d'opéra, l'acteur Jeremy Brett a

su rendre toute la complexité du

personnage, à la fois génial, évan-

oué, arrogant, secret et fascinant.

David Burke et Edouard Hardwicke

ont joué successivement Watson, le

fidèle compagnon, tandis que Ros-

alie Williams incarnait la gouver-

nante, Mrs. Hudson. - J.-J. S.

★ Rediff. : le samedi à 23 heures.

20.00 TV 5

Spécial cinéma africain

Chaque jeudi de juillet, TV 5 diffuse

un film du répertoire africain pré-

cédé d'une présentation par le réalisateur

burkinabé Gaston Kabore

(Wend Kumi, Faram, Rabi et Bani

Yam, Grand Prix du dernier Festival

panafricain du cinéma de Ouaga-

dougou). Ce jeudi, Les Silences du

pays, de Moukoko Tati (Tunisie,

1994, 100 min), aux journées ciné-

matographiques de Carthage, pré-

sident L'Homme sur les quais, de

Raoul Peck (Haïti, 1993), Wendem

de Pierre Vanegas (Burkina Faso,

1992), Nyanonon, de Cheikh Oumar

Sissoko (Mali, 1986). Ce cycle

reprétera en septembre, le mercre-

di à 22 h 30.

20.00 TV 5

Spécial cinéma africain

Chaque jeudi de juillet, TV 5 diffuse

un film du répertoire africain pré-

cédé d'une présentation par le réalisateur

burkinabé Gaston Kabore

(Wend Kumi, Faram, Rabi et Bani

Yam, Grand Prix du dernier Festival

panafricain du cinéma de Ouaga-

dougou). Ce jeudi, Les Silences du

pays, de Moukoko Tati (Tunisie,

1994, 100 min), aux journées ciné-

matographiques de Carthage, pré-

sident L'Homme sur les quais, de

Raoul Peck (Haïti, 1993), Wendem

de Pierre Vanegas (Burkina Faso,

1992), Nyanonon, de Cheikh Oumar

Sissoko (Mali, 1986). Ce cycle

reprétera en septembre, le mercre-

di à 22 h 30.

20.00 TV 5

Spécial cinéma africain

Chaque jeudi de juillet, TV 5 diffuse

un film du répertoire africain pré-

cédé d'une présentation par le réalisateur

burkinabé Gaston Kabore

(Wend Kumi, Faram, Rabi et Bani

Yam, Grand Prix du dernier Festival

panafricain du cinéma de Ouaga-

dougou). Ce jeudi, Les Silences du

pays, de Moukoko Tati (Tunisie,

1994, 100 min), aux journées ciné-

matographiques de Carthage, pré-

sident L'Homme sur les quais, de

Raoul Peck (Haïti, 1993), Wendem

de Pierre Vanegas (Burkina Faso,

1992), Nyanonon, de Cheikh Oumar

Sissoko (Mali, 1986). Ce cycle

La commission des finances de l'Assemblée propose un aménagement de la loi Pons

Didier Migaud (PS) recommande une révision des avantages fiscaux pour les DOM-TOM

SÉRIEUSEMENT écornée par la loi de finances pour 1998, la loi Pons devrait faire l'objet de nouveaux aménagements : c'est ce que suggère un rapport présenté, jeudi 9 juillet, par la commission des finances de l'Assemblée nationale. Conçue en 1986 pour favoriser l'investissement outre-mer, « la loi Pons organise fondamentalement, pour les contribuables fortement imposables à l'impôt sur le revenu, la possibilité d'échapper tout ou partie de cet impôt », écrit le rapporteur général du budget, Didier Migaud, auteur de ce document. Bien qu'encadré plus strictement par la délivrance d'un agrément dès que l'investissement dépasse 1 million de francs dans certains secteurs, le régime d'aide à l'outre-mer n'a « pas encore trouvé son équilibre », dit-il.

La loi Pons reste avant tout un mécanisme d'optimisation fiscale, dominant lieu à des « fraudes manifestes », affirme le rapport. Dans certaines opérations, l'investisseur ne procède à aucun décaissement car l'ensemble de l'opéra-

tion est financée par des emprunts bancaires sans que celui-ci sache véritablement la destination de ces fonds. Si des « situations particulièrement choquantes » existent, la contrepartie tient à ce que les opérations loi Pons « attirent le contrôle fiscal ; à tel point que certains démarcheurs avertissent les clients potentiels pour qu'ils soient prêts à affronter le vérificateur », estime le rapporteur.

« SUR-RÉMUNÉRATIONS »

En dépit de cette vigilance des services fiscaux, le coût de la loi Pons pour les finances publiques semble sous-estimé par la direction du budget. Selon celle-ci, les moindres recettes résultant de la décaissement atteindraient 3 milliards de francs. Or, selon un rapport de l'inspection générale des finances, cité par M. Migaud, ce coût serait de 13 milliards de francs. Ainsi, le rapport s'inscrit en faux contre les déclarations d'Alain Juppé selon lesquelles « non seulement [la loi Pons] a per-

mis de créer des milliers d'emplois, mais l'activité qu'elle a engendrée a créé de nouvelles recettes fiscales et, en définitive, elle n'a pas pesé sur le budget de l'Etat ».

Soucieux de « démarquer des plus zélés laudateurs de la loi Pons, le rapporteur souligne ses effets économiques incertains et parfois contestables. D'abord, il semble difficile d'isoler les effets économiques de la loi Pons des nombreuses aides reçues par ces économies « puissamment aidées ». Ainsi, la fiscalité de l'outre-mer bénéficie d'un régime spécifique favorable, notamment en termes de TVA dont le taux normal est de 9,5 % dans les DOM. De même, les « sur-rémunérations » des fonctionnaires justifiées par l'éloignement et la volonté de solvabiliser la demande, constituent une aide en faveur de l'outre-mer dont le coût pour l'Etat représenterait 3,5 milliards à 4 milliards de francs.

De plus, le rapport relève que le mécanisme de décaissement per-

mettant de déduire de son revenu imposable les déficits engendrés par l'entreprise, a favorisé la recherche d'investissements déductibles dont l'efficacité économique est donc contestable. Le rapport cite des exemples d'investissements « sympathiques », mais d'un intérêt douteux.

Cependant, le rapporteur ne propose pas la suppression totale de la loi Pons, mais suggère plusieurs pistes afin d'améliorer son efficacité. D'abord, le rapport préconise d'explorer l'idée d'un « gel d'une partie des sur-rémunérations des fonctionnaires et sa conversion en épargne forcée », qui permettrait de renforcer le financement de l'économie. Ensuite, le rapport propose de supprimer la déduction du revenu imposable, qui constitue « une entorse très grave au principe de progressivité de l'impôt », car il permet « aux gros contribuables d'échapper une fraction significative » du prélèvement.

Service France

Le gouvernement conteste avoir cédé au patronat sur l'ISF

GROGNE du côté communiste, réaction embarrassée du côté socialiste, soulagement du côté patronal : les informations publiées par *Le Monde* daté du 9 juillet, selon lesquelles le gouvernement a finalement renoncé à assujettir les biens professionnels à l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), mais préférera d'autres pistes pour en majorer le rendement, ont, comme c'était prévisible, relancé la controverse fiscale.

Interrogé à son arrivée à Matignon, pour un déjeuner avec Lionel Jospin, le premier secrétaire du PS, François Hollande, a confirmé implicitement, mercredi 8 juillet, que l'intégration des biens de travail ne serait pas retenue. Pourtant favorable, initialement, à cette mesure, il a fait valoir qu'elle pourrait avoir des effets pervers : « Si on avait un élargissement aux biens professionnels, a-t-il dit, cela pose toujours des difficultés techniques, il faut faire tellement d'abattements, tellement d'exonérations que cela peut avoir un effet co-casse : c'est que cela ne produit plus de rendement ».

M. Hollande a donc estimé que la réforme devait poursuivre deux objectifs : faire en sorte que l'ISF « rapporte davantage » et que « ceux qui y échappent ne

puissent plus le faire ». Il faut qu'il y ait du « rendement », que « ceux qui sont les plus favorisés, qui ont les plus grosses fortunes, contribuent davantage à la solidarité nationale pour qu'il y ait des baisses d'impôts pour les plus modestes ou les couches moyennes », a-t-il expliqué.

SÉRÉNITÉ ET PRUDENCE

Anteur d'une proposition prévoyant une prise en compte partielle des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt, le Parti communiste, lui, a fait part de sa mauvaise humeur. Dans un communiqué, Robert Hue a mis en garde le premier ministre « contre les pressions des milieux patronaux et financiers, y compris le chantage exercé sur le gouver-

nement, menacé d'un véritable sabotage des autres réformes engagées ».

Quant au patronat, il s'est montré logiquement plus serein, mais s'est gardé de chanter victoire. Intervenant devant l'Association des moyennes entreprises patronales (ASMEP), dirigée par Yvon Gattaz, son prédecesseur à la tête du Conseil national du patronat français (CNPF), Ernest-Antoine Seillière a ainsi jugé que la décision du gouvernement ne constituait pas « un succès ou un triomphe ». « On a juste évité une aggravation », a observé le dirigeant patronal.

Cette réaction sans enthousiasme se comprend car le patronat sait que si les biens profes-

sionnels ne seront pas intégrés dans le champ de l'impôt, l'assiette de l'ISF devrait, cependant, être élargie. C'est d'ailleurs le paradoxe de la controverse actuelle. Même si le PCF veut faire de la taxation des biens professionnels le symbole d'une politique de gauche, sa proposition n'en reste pas moins très prudente. Selon de nouvelles estimations, elle n'aurait pour effet de majorer les recettes de l'ISF que dans une fourchette comprise entre 1 milliard et 1,5 milliard de francs.

Or la piste explorée par le gouvernement - qui devait être l'un des sujets des discussions au menu de la réunion des ministres consacrée à la fiscalité, jeudi, à Matignon - pourrait, sans toucher aux biens professionnels, avoir un effet de rendement sensiblement supérieur. Sans lever le voile sur ses projets, le gouvernement peaufine donc un contre-argumentaire, sur le registre que l'on devine : non, il n'y a pas eu de reculade devant le patronat. La meilleure des preuves, c'est que l'ISF sera augmenté encore plus fortement que ne le demandent les communistes.

Laurent Mauduit

Décolle sur le Livret A

La baisse du taux du Livret A d'un demi-point, de 3,5 % à 3 %, en vigueur depuis le 15 juin, a eu les effets attendus. La Caisse des dépôts et consignations (CDC) a constaté au mois de juin une décollecte de 10,7 milliards de francs. « La décollecte observée en février et mars 1998, d'un point, avait été de quelque 50 milliards de francs », rappelle la CDC. La décollecte totale avait atteint 74,9 milliards en 1996. La Caisse des dépôts et consignations table sur une décollecte de 25 milliards à 30 milliards de francs après la baisse d'un demi-point de juin. L'encours total des Livrets A au 31 décembre 1997 était de 708 milliards de francs.

Le mécanisme du « 1 % logement » est pérennisé

LE 1 % LOGEMENT vivra. Ce dispositif, qui récolte des fonds au profit du logement dans les entreprises de plus de 10 salariés, vivait pourtant sous la menace depuis deux ans, à la suite des ponctions régulières de l'Etat dans ses caisses pour financer les prêts à taux zéro. Des négociations ont démarré entre le secrétariat d'Etat au logement et les partenaires sociaux pour conclure une nouvelle convention.

Les discussions devaient aboutir avant la fin juillet. Les gouvernements ont toujours regardé avec envie ce système, lui portant encore plus d'attention au moment des discussions sur le budget. En 1997 et 1998, les collecteurs du 1 % avaient été contraints, sous la pression de Bercy, de verser une « contribution exceptionnelle » de deux fois 7 milliards de francs (*Le Monde* du 25 juin). Les organismes gestionnaires (les comités interprofessionnels du logement) avaient reçu du gouvernement, en contrepartie, l'assurance de la pérennité du système.

En juin 1997, Lionel Jospin avait laissé entendre que l'opération ne serait pas renouvelée. Il semble aujourd'hui acquis que le 1 % ne financera plus les prêts à taux zéro. Le financement des 112 000 à

120 000 prêts qui devaient être accordés en 1998 pourrait donc être prélevé sur le budget. Le 1 % logement ne doit plus « être considéré comme une simple variable d'ajustement du budget de l'Etat », indiquait le Conseil économique et social (CES) en mars.

Le « 1 % » concerne douze millions de salariés, ainsi qu'environ 170 000 entreprises et 800 organismes collecteurs. Créé en 1943, ce dispositif dégage chaque année 15 milliards de francs de ressources. Le taux, fixé au départ à 1 % de la masse salariale, a baissé progressivement, pour atteindre aujourd'hui 0,45 %. Il permet à 100 000 ménages de « boucler » leur budget d'accès à la propriété.

Les collecteurs du 1 % ont fait des propositions pour réformer le système. Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement, a toujours été favorable à une refonte du dispositif. Il s'agit notamment de modifier les emplois des sommes collectées, en ouvrant le champ à des publics prioritaires comme les jeunes, et en tenant compte de la mobilité des salariés. Le secrétaire d'Etat souhaiterait aussi continuer les regroupements des organismes collecteurs.

Pascal Santi

Le budget de la région Centre annulé par le tribunal administratif

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF d'Orléans (Loiret) a annulé, jeudi 9 juillet, le budget 1998 de la région Centre, à la suite d'une requête déposée par l'opposition de droite après l'utilisation, par le nouvel exécutif de gauche, de la procédure du « 49-3 régional ». Le tribunal suit ainsi les conclusions du commissaire du gouvernement (*Le Monde* du 9 juillet). Une requête similaire a été déposée par l'opposition de droite en Ile-de-France, où le budget a été adopté dans les mêmes conditions.

Prévision record de récoltes de céréales à paille

A L'OCCASION de la réunion du conseil central de l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC), le directeur général, Pierre-Olivier Drège, a annoncé, mercredi 8 juillet, qu'il s'attendait à une excellente récolte française de céréales à paille (sans le maïs et le sorgho) cet été. Elle devrait s'élever à 49,1 millions de tonnes, dont 35,8 pour le blé, contre respectivement 45,7 millions de tonnes et 32,9 millions en 1997. Les rendements moyens atteindraient 68 quintaux à l'hectare et la récolte record de 1996 (47,3 millions de tonnes) serait, sauf graves incidents climatiques, sensiblement dépassée. L'ensemble de la récolte européenne serait, elle aussi, en hausse, alors que la récolte mondiale accuserait un léger fléchissement.

Réunion entre magistrats sur le terrorisme en Corse

LES MAGISTRATS responsables de la lutte antiterroriste, le juge d'instruction Jean-Louis Bruguière et le chef de la 14^e section du parquet de Paris, Irène Stoller, réunis autour du procureur de Paris, Jean-Pierre Dintilhac, se sont rendus, mercredi 8 juillet, à Bastia pour rencontrer le nouveau procureur général près la cour d'appel de Bastia, Bernard Legras. M. Dintilhac entendait constater sur place la nature du travail réalisé en matière de lutte antiterroriste par les magistrats de sa juridiction qui centralisent, depuis 1986, tous les dossiers de terrorisme, dont celui de la Corse.

DÉPÊCHES

■ **NUCLÉAIRE** : le tribunal administratif de Limoges a annulé, jeudi 9 juillet, l'arrêté préfectoral du 20 décembre 1995 autorisant l'entreposage d'uranium appauvri sur le site de la Cogema de Besstres-sur-Gartempe (Haute-Vienne), à 30 kilomètres au nord de Limoges.

■ **ESPACE** : le renouvellement de l'équipage de Mir, prévu pour le 3 août, sera retardé de dix jours en raison de problèmes financiers. Récemment, le cosmodrome de Baikonour (Kazakhstan) a été privé d'électricité pendant deux semaines pour non-paiement de ses factures.

■ **SATELLITE** : le sous-marin à propulsion nucléaire russe *Novomoskowsk*, en plongée dans la mer de Barents, a pour la première fois servi de base de lancement à un satellite de communications allemand. - (AFR)

■ **IRAK** : un laboratoire français effectuera en août une expertise des échantillons de têtes d'ogives prélevées sur des missiles irakiens pour vérifier s'ils étaient équipés du gaz mortel VX lors de la guerre du Golfe, a annoncé, mercredi 8 juillet, le ministre français des affaires étrangères. L'expertise française, commandée par la commission de l'ONU chargée de désarmer l'Irak, succède à une première analyse menée par un laboratoire américain. - (Reuters)

■ **INDONÉSIE** : l'ancien président Suharto, a démenti, jeudi 9 juin, être le détenteur d'un quelconque compte bancaire à l'étranger et a proposé de « verser à l'Etat » tous les fonds qui pourraient être découverts à son nom sur une banque étrangère.

Tirage du Monde daté jeudi 9 juillet : 487 435 exemplaires

LE SERPENT A PLUMES et Le Monde



Nouvelles inédites de : Alfredo Bryce Echenique, Edilberto Coutinho, Mía Couto, Abdelkader Djemai, Nick Hornby, Yasmina Khadra, Christophe Nicolas, Atina Reyes, João Ubaldo Ribeiro, Aminata Sow Fall, Marc Villard

168 pages, 69 francs, chez votre libraire

le nouvel
Observateur
CLONAGE.
THÉRAPIES GÉNIQUES.
ALIMENTS MODIFIÉS
**GÉNÉTIQUE
LA RÉVOLUTION
EST LÀ!**

هكذا من لاصح

Le Mondial



Et Thuram monta au ciel



LES TEMPS FORTS

● **1 PARIS**
Les Pays-Bas et la Croatie se rencontrent, samedi 11 juillet, au Parc des Princes, à 21 heures, pour disputer la troisième place de la Coupe du monde 1998. Pour les Néerlandais, qui avaient été dominés aux tirs aux buts par le Brésil mardi 10 juillet, il s'agit de sauver l'honneur. Pour les Croates, battus par les Français, une troisième place serait un véritable exploit pour une nation qui participe à son premier Mondial.

● **2 SAINT-DENIS**
France-Brésil : c'est la finale idéale, espérée par tout un pays. Elle aura lieu dimanche 12 juillet, à 21 heures, au Stade de France. La meilleure attaque de la Coupe du monde, dotée de Ronaldo, Bebeto et Rivaldo, rencontre la meilleure défense de la compétition. Une défense qui sait aussi être offensive et offrir des buts, à l'exemple de Bixente Lizarazu (ci-contre) et de Lilian Thuram. Laurent Blanc, lui, ne sera pas de la fête, suspendu après avoir pris un carton rouge lors de la demi-finale France-Croatie.



● **3 TÉLÉVISION**
SAMEDI 11 JUILLET
France 3 et Canal Plus à 21 heures.
Eurosport à partir de 20 h 45 : Croatie - Pays-Bas.
DIMANCHE 12 JUILLET
TF 1 et Canal Plus à 21 heures (en direct), Eurosport à 23 heures (en différé) : France-Brésil : finale.

NOUVEAU Deux buts contre la Croatie, les premiers depuis qu'il est en équipe de France, et une place en finale : le jour de gloire est arrivé pour Lilian Thuram.

pièdes de Zvonimir Boban et, après un relais de Youri Djorkaeff, marqua du pied droit. A la 70^e minute, il refit le même coup, subtilisant le ballon à Robert Jaros cette fois, et marqua du gauche. Voilà qui sentait le bon bout. Mais à la 75^e minute, boom ! le coup du carton rouge. Laurent Blanc pousse Slaven Bilic, qui l'asticote, puis s'écroule en se tenant le visage. Un faux témoin, ce Bilic, qui est pourtant avocat diplômé. On s'immole sur l'idée qu'il se fait de la justice. Sur celle de l'arbitre espagnol José García Aranda aussi, qui, en expulsant Blanc, prive ce joueur exemplaire, à trente-deux ans, d'une finale de Coupe du monde qu'il méritait plus que tout autre. Il faudra décidément régler une bonne fois pour toutes ces arbitrages incohérents qui ont gâché bien des parties du Mondial. Enfin, à dix contre onze, ils ont tenu, et ils ont gagné. Pour la première fois, la France atteint la finale d'une Coupe du monde. Aimé Jacquet peut pleurer en direct à la télé, c'est pas grave, il l'a bien mérité. Chirac comme Jospin lui ont rendu hommage. Ils ont eu des mots semblables pour saluer « l'un des plus beaux jours du sport français ». Jospin est reparti avec le maillot de Karembeu. Il y en a pour dire que, après avoir eu la chance d'être aux affaires au moment du retour de la croissance, le premier ministre est bien capable de gagner la Coupe du monde. Mais ce sont rien que des jaloux...

Jacques Buob

LA CHRONIQUE DE PIERRE GEORGES

La part du rêve

ILS ONT enfin tué le père, les pères. Tous les pères, Fontaine, Kopa, Platini, Trésor, tous ceux qui faillirent, auraient pu, auraient dû, auraient tant voulu. Tous ceux qui firent du football le conservatoire des exploits mémorables et des regrets éternels, pour avoir fait naufrage en vue du port, en leur bale des Glorieux Trépassés.

Ils sont en finale. Et la finale d'une Coupe du monde, c'est bien ce port étrange, presque inaccessible, interdits aux poètes et aux amateurs. C'est un lieu mythique, une sorte de paradis sur Terre que tout gamin un peu romantique aura espéré, au plus grand de ses délirés, fouler un jour. Ce n'est pas une fin. C'est la fin du voyage rêvé.

Et voilà bien pourquoi, aussi professionnels soient-ils, aussi cyniques puissent-ils être, bardés de palmars, coussus d'or, revenus de tout match et de toutes illusions, on peut supposer que les joueurs français dans le secret de leur vestiaire ont entonné le plus simplet, le plus gamin, le plus émuveillé des chants : « On est en finale, on est en finale... »

NOËL EN JUILLET

Une finale de Coupe du monde, pour un joueur, c'est Noël en juillet, la grosse orange de rêve enfin sous le sapin. C'est une joie immense, enfantine et adulte, une joie pure qui fait pleurer Mémé et chanter les autres. C'est idiot, délicieusement idiot, merveilleusement idiot, comme la simple idée du football ou la rondeur d'un ballon. On comprend, on ne comprend pas cette joie-là ? Qu'importe ! Elle est leur d'abord. Et elle leur fera bien de l'usage, une vie probablement.

Ils ont tué le père, les pères, puisqu'ils ont fait mieux. C'est aussi simple que cela. Et c'est étonnant. Il y eut des équipes plus fortes, plus douées, plus efficaces, plus prédestinées, semblaient-ils, à atteindre les sommets. Il n'empêche, elles n'y arrivèrent pas. Celle-là y est arrivée. A sa manière rien moins que têtue, obstinée, rageuse. Elle y est arrivée avec tout ce qu'il faut de chance et tout ce qu'il faut de sœur, dans une même volonté d'y arriver. Y compris contre elle-même, cet acharnement à faire de chacun des obstacles à franchir une souffrance et un péril mortel, à froter le précipice, à rendre tripes et boyaux comme Zidane mercredi soir, à gagner la peur au ventre.

Le plus gros compliment qu'on puisse faire à une équipe, ce n'est pas d'être la meilleure, la plus forte, la plus talentueuse. C'est d'être la plus « équipe ». Et le plus grand mérite d'Aimé Jacquet, sa revanche contre le doute, la moquerie et la calomnie, c'est d'avoir su construire un groupe humain, solidaire, ambitieux avec ce qu'il avait. La somme de talents accomplis et de talents encore à dégrossir, à perfectionner. Vieux principe de réalité : on ne joue pas un football rêvé, mais celui qu'on peut au mieux qu'on le peut au moment donné.

Alors, bien sûr, la finale n'est pas la Coupe. La Coupe, c'est encore autre chose. Tout un match et plus qu'un match là encore, LE match. Laissons-leur le temps de souffler, de réaliser. Laissons Lilian Thuram à son bonheur du jour, ses deux buts venus, comme salut, de l'arrière. On a lu quelque part qu'enfant il envisagea d'être prêtre, puis y renouça. Dieu merci ! Et laissons Laurent Blanc à sa tristesse face à un déni d'arbitrage qui le prive, lui le joueur le plus correct, de sa part de l'orange. C'est stupide, injuste, comme une insulte faite au jeu et au rêve !

MÊME les Américains, qui ignorent tout du soccer, comme ils disent, s'en sont aperçus : la France a trouvé, avec son équipe de football, matière à s'enthousiasmer. Le phénomène est assez exceptionnel pour avoir mérité un article à la « une » du New York Times, mercredi 8 juin. « Une chose étrange s'est passée, lit-on. Ce pays ingérable, jamais d'accord sur rien, éternellement divisé, profondément sceptique, s'est retrouvé uni autour d'une équipe de football, désormais portée aux nues aussi bien par les travailleurs que par les hommes politiques, et même les intellectuels (...). Le traditionnel "bof" a laissé place à une vague d'enthousiasme qui submerge les Français. » Même les hommes politiques, a remarqué par la folie du « foot ». « L'équipe est devenue le symbole positif d'un pays qui renoue avec la croissance après une longue période de blues.

(...) Composée de joueurs d'origines diverses, elle est aussi l'occasion de montrer que l'intégration continue de fonctionner en France. »

L'article est paru le matin de France-Croatie, donc avant la victoire des Tricolores, annonciatrice d'une finale rêvée France-Brésil. L'enthousiasme national qui a suivi n'a fait que conforter l'analyse, c'est le moins. La France s'est « lâchée » sans complexe. 300 000 personnes sur les Champs-Élysées au milieu des drapeaux tricolores, sans distinction d'âge, de sexe, de statut social ou de couleur de peau, mis dans la joie exubérante d'une nuit d'été.

PREMIÈRE MI-TEMPS DÉCEVANTE

A Paris, mais aussi partout ailleurs en France, à Lyon, à Nice, à Toulouse, à Marseille, à Nantes, à Montpellier, à Caen, à Bordeaux... Le jour pointait que des concerts de klaxons retentissaient encore. On n'avait pas connu pareille liesse de

puis longtemps dans le pays. Depuis quand d'ailleurs ?

Et tout cela grâce à Lilian Thuram. Quand on pense que l'arrière de France n'avait jamais marqué un but au cours de ses 36 sélections, et même pas à l'entraînement ! On lui doit beaucoup, à Thuram, parce que l'équipe de France n'était pas au mieux avant qu'il ne se manifeste de si décisive façon. La première mi-temps a été décevante, crispée, rien ne marchait. Les Croates tendaient une toile d'araignée où venaient se prendre les joueurs français. La défense tenait, ce qui n'était pas une surprise, l'attaque piétinait, ce n'en était pas une non plus. Le talent de Zinedine Zidane ne suffisait pas à forcer le sort. La première mi-temps laissa sceptique et inquiet.

Pourtant, tout était prêt, grigris et porte-bonheurs étaient de sortie. Le président Chirac était arrivé à la tribune présidentielle porteur du maillet bleu de l'équipe de France, celui que lui avaient offert les joueurs

quand il était passé à Clairefontaine, frappé du numéro 23 et surmonté de son nom. Il ne l'avait pas enfilé, comme le lui avait conseillé Robert Pires, mais le tenait ostensiblement à la main. Laurent Blanc avait, comme de coutume, baissé longuement le crâne chauve du gardien de but Fabien Barthez avant le coup d'envoi. Miroslav Blazevic, l'entraîneur croate, avait, de son côté, posé le képi de gendarme qui ne le quitte plus sur son sac devant lui. Lionel Jospin n'était porteur, semble-t-il, d'aucun talisman particulier, sans doute croisait-il les doigts. Mais à la mi-temps, ça se présentait mal.

Vingt-deux secondes après la reprise, c'était pire. Davor Suker profita d'un mauvais remplacement de Thuram pour se présenter seul devant Barthez, et 1-0 pour les Croates. Trente secondes plus tard, ça allait mieux. Thuram, comme pour se racheter de sa bourde défensive, se précipita aux avant-postes, piqua le ballon dans les

et de la région Centre par le tribunal administratif

Le tribunal administratif de Paris a annulé, le 10 juillet, la décision du préfet de la région Centre de ne pas autoriser la construction d'un parc à paille dans la commune de...

ion record de récoltes reales à paille

Les récoltes de paille ont atteint un record dans la région Centre, grâce à une combinaison favorable de facteurs climatiques et techniques.

nion entre magistrats le terrorisme en Corse

Une nouvelle alliance entre magistrats et forces de l'ordre a été mise en place pour lutter contre le terrorisme en Corse.

Les autorités judiciaires et policières ont lancé une opération de surveillance renforcée dans les zones à risque.

Les services de renseignement ont recueilli de nouvelles informations concernant les activités des groupes armés.

Les magistrats ont décidé de poursuivre les responsables des attentats récents.

LA SEMAINE À L'ÉCART

Le Monde a publié une série d'articles sur les événements de la semaine dernière.

Les analyses de nos chroniqueurs offrent une vision approfondie des enjeux politiques et sociaux.

Les débats autour de la réforme constitutionnelle ont continué à s'intensifier.

Les élections locales de septembre seront marquées par des enjeux cruciaux.

LE CHIFFRE DU JOUR

3

C'est le nombre de Coupes du monde auxquelles ont « participé » les trois ténors, José Carreras, Plácido Domingo et Luciano Pavarotti, qui donneront leur concert, vendredi 9 juillet, sur le Champ-de-Mars, au pied de la tour Eiffel. La représentation, donnée devant 12 000 spectateurs payants mais aussi des milliers de personnes qui pourront accéder librement au Champ-de-Mars, sera retransmise en direct dans 75 pays et devrait rassembler 2 milliards de téléspectateurs. Le trio italo-espagnol agrémente son répertoire classique de quelques surprises, parmi lesquelles des versions personnelles de chansons populaires. Ils avaient chanté la première fois pour le football en 1990 lors du Mondial italien. Leur concert à Los Angeles lors du Mondial 1994 avait rassemblé 1,3 milliard de téléspectateurs.

LES PHRASES DU JOUR

(1) « Je ne peux vous donner qu'un espoir, une espérance, la victoire. Le rêve de tout footballeur, que ce soit un footballeur de haut niveau ou un footballeur normal, et le rêve de tout Français, c'est de voir l'équipe de France en finale contre le Brésil à l'issue du Mondial. L'espérance que ce rêve va se réaliser. »

Lionel Jospin, premier ministre, mercredi 8 juillet vers 13 heures, au sortir d'un conseil des ministres restreint au palais de l'Élysée.

(2) « C'est un moment extraordinaire dans l'histoire du sport français. France-Bresil, on l'espérait. Cela s'accomplit. C'est le rêve et je suis heureux. Il est dommage que Laurent Blanc ne soit pas en finale. Il ne méritait pas d'en être privé. Cette équipe possède une défense de fer, une défense qui inspire confiance. Nous avons une équipe qui est habituée à ne pas prendre beaucoup de buts. »

Lionel Jospin, premier ministre, mercredi 8 juillet vers 23 h 30, au Stade de France, à la sortie des vestiaires de l'équipe de France où il a reçu le maillot de Christian Karembeu.

L'entrée au Panthéon

PAR JEAN-JACQUES BOZONNET

AIMÉ JACQUET avance vers son Panthéon, ce lieu mythique où aucun sélectionneur français n'a encore été inhumé. Cette finale de Coupe du monde, dont la porte s'est déjà refermée sur des ténors de la sélection, Hidalgo et Henri Michel. L'histoire marche-elle ? A-t-elle eu conscience d'entrer dans l'histoire ? En tout cas, il l'a fait avec le brin de solennité que méritait l'instinct. Pas de sarabande, pas de gesticulations au milieu des joueurs. Après l'accroche quasi fraternelle de ses adjoints, il n'a fait que quelques pas sur la pelouse, esquissé un sourire, expulsi un soupir. Puis il a aspiré une longue goulée d'air, de fête, de cimes, si léger mais tellement rare à ce niveau de compétition. Si l'euphorie lui a tourné la tête, il n'en a rien laissé paraître.

Désormais, il y aura une plaque à son nom, vissée en bonnet place dans la galerie des exploits du football français. Premier de corée, il a hissé l'équipe de France jusqu'au dernier bivaque avant le sommet. Jacques restera comme une référence, difficilement contestable. L'élève travailleur, monté plus haut que ses maîtres. Jusqu'à, il pouvait se targuer d'être le sélectionneur le plus efficace, avec seulement trois défaites en cinquante et un matches, celui aussi qui n'a jamais perdu en compétition officielle pendant le temps réglementaire, mais ce genre de faits d'armes, pour statisticiens ne résiste pas à l'épreuve du temps. Mercredi soir, sur le coup de 23 heures, les deux montres de « Mémé » - l'une, familiale, l'autre réservée au chronométrage - indiquaient la même heure, celle de la gloire. Il s'est pourtant présenté plus grave que joyeux devant les micros. Il donnait l'impression de regarder derrière lui, pour mesurer le chemin parcouru : « Nous avons tellement travaillé, depuis si longtemps, nous avons tellement mérité d'être en finale. » On lui parlait de Lilian Thuram, de Laurent Blanc. Spontanément, il a voulu associer un absent à la fête, l'ancien président de la Fédération française de football et coprésident du Comité d'organisation de la Coupe du monde, décédé au début du Mondial : « J'ai une pensée pour M. Sastre. Il aurait dû fier d'assister à cette victoire et de nous voir en finale. »

Aimé Jacquet, à encore quatre jours devant lui, à la fois pour savourer sa réussite et pour en espérer un plus. S'il a le triomphe modeste, le patron des Bleus n'a pas abdiqué toute ambition « contre les maîtres du football ». « Le favori, c'est le Brésil, c'est la plus grande équipe de ce Mondial. Mais, a-t-il prévenu, la France est chez elle et nous sommes prêts à relever le défi. »

« Nous avons tellement travaillé, depuis si longtemps, nous avons tellement mérité d'être en finale ! »

Le parcours de la France jusqu'à la finale					
PREMIER TOUR GROUPE C		1/8 DE FINALE		1/4 DE FINALE	
Buts : Dugany (35'), Issa, c.s.c. (78'), Henry (90'). Avertissements : Petit, Deschamps, Zidane.	Buts : Henry (36'), Tazoulet (68'), Henry (77'), Lizarazu (89'). Avertissements : Blanc, Henry. Expulsion : Zidane.	Buts : Djordjevic, s.p. (12'), Petit (67'). Avertissements : Djordjevic, Velnja.	Buts : Blanc (114').	Avertissements : Guivarch, Deschamps.	1/2 FINALE Buts : Thuram (48'), Thuram (70'). Expulsion : Blanc.
FRANCE - 3 AFR. DU SUD.	FRANCE - 4 AR. SAOUDITE.	FRANCE - 2 DANEMARK.	FRANCE - 1 PARAGUAY.	FRANCE - 0-3 ITALIE.	FRANCE - 2 CROATIE.

Des héros que rien n'aurait réunis sans le football

Saint-Denis. Les joueurs d'Aimé Jacquet ont souffert face aux Croates mais ils ont leur finale

A DOUZE ANS, Youri Djorkaeff avait ainsi commencé sa première rédaction : « Je serai un jour en finale de Coupe du monde. » L'homme a oublié la note que lui valut son texte. L'institutrice n'avait pas compris que ce n'était pas à un exercice de style mais une promesse écrite ; de celle qu'on enferme et qu'on enterre au fond du jardin jusqu'au jour de l'accomplissement. Mercredi 8 juillet, quand l'arbitre espagnol José Garcia Aranda a sifflé la fin de France-Croatie, Youri est redevenu le gamin de Lyon qui se voyait un destin. « C'est un rêve de gosse qui se réalise », a jubilé le joueur.

Les Bleus l'ont fait. Ils ont gagné (2-1) et sont en finale, héros de la France que rien n'aurait jamais réunis sans le football. Ici, c'est donc Youri Djorkaeff, descendant de Kalmouk et d'Arménien, qui congratule Frank Lebeuf, le Marseillais. Là, c'est Fabien Barthez, le fils d'un rugbyman de Laval, qui brandit le poing. Là, c'est Bixente Lizarazu et Didier Deschamps, les deux Basques, qui s'étreignent. Il y a Marcel Desailly, le Ghanéen de Nantes, qui tombe le premier dans les bras de Lilian Thuram, le Guadeloupéen de Fontainebleau. Thierry Henry, l'enfant des Ulis, se lance dans une gigue avec son copain David Trezeguet, né dans les faubourgs de Buenos Aires. Stéphane Guivarch, le Breton de Concarneau, fraternise avec Emmanuel Petit, né lui dans le port de Dieppe. Christian Karembeu, le Kanak de Lofou, exulte comme Zinedine Zidane, le Kabyle des quartiers nord de Marseille. Avec eux, l'homme qui les a réunis, Aimé Jacquet, un ancien tourneur-fraiseur de Sallous-Canzan (Loire), chavire de bonheur.

Ce sont ces Bleus multiples qui auront enfin bécoté le maléfice des demi-finales. En 1958, Raymond

Kopa, le Polonais, et Just Fontaine, né à Casablanca, avaient bûné sur l'avant-dernière marche. En 1982 et 1986, Michel Platini, l'Italien, Jean Tigana, le Malien, et Luis Fernandez, l'Espagnol, s'étaient heurtés par deux fois au mur allemand. Aujourd'hui, des joueurs qui se revendiquent de la génération Platini sont enfin parvenus là où l'artiste n'avait pu toucher.

PRESSION GARANTIE

Il leur fallait pour cela une immense patience. Cette demi-finale fut encore un moment crispant à vivre. La souffrance n'excédait guère cette fois le temps réglementaire, l'arbitre infligeant simplement cinq minutes d'interminables arrêts de jeu. La partie fut cependant vécue à fleur de peau. Avec cette équipe, le frisson est garanti. Quand on la croit morte, elle ressuscite. Quand

on la voit triomphante, elle s'auto-détruit. « Ce fut un scénario formidable, jurait Bixente Lizarazu. Il y eut de la folie, de la magie, plein d'images fortes. »

Comme toute tragédie, ce France-Croatie eut deux personnages antagonistes. Simplement, mercredi, il portait le même maillot bleu à liséré rouge. Lilian Thuram joua le héros positif, Laurent Blanc, une fois n'est pas coutume, endossa le rôle négatif. L'un marqua deux buts. L'autre se fit expulser. Cinq minutes avant, celui qui allait devenir le maudit avait pris entre ses mains la tête de celui qui était devenu le béni. Il l'avait longuement fixé dans les yeux, sans rien dire, laissant s'exprimer simplement leur conviction.

Lilian Thuram ne fut pas loin de s'attribuer la mauvaise part. Il portait une lourde responsabilité sur le

but de Davor Suker (46'), ne réagissant pas à la manœuvre de hors-jeu entreprise par la défense. La demi-finale ne s'annonçait pas bien après une mi-temps de molle domination française, et le faufil semblait voué aux gémonies. Mais le coupable avait une mère, Christiane, femme seule avec cinq enfants, à l'exceptionnel caractère. De cet exemple, le joueur a hérité une force peu commune et l'habitude de ne jamais baisser la tête, sous des airs désinvoltes. A la fin du match, il avait donc marqué deux buts, magiques d'énergie farouche. Il avait rattrapé sa bêtise et, accessoirement, conduit son équipe en finale de Coupe du monde. Parmi les 76 000 spectateurs, une mère pouvait être fière de son enfant.

La Fédération internationale de football, elle, n'a pas de cœur. Le règlement est le règlement. Tout

joueur expulsé doit impérativement rentrer aux vestiaires. Banni à la 74^e minute, Laurent Blanc a ainsi suivi la fin de la rencontre devant un écran de télévision. Avec son maillot sur le dos, au milieu de membres du comité d'organisation. Ce fut « un moment de solitude extrême » pour le proscrit, qui se savait, quoi qu'il arrive, privé de finale. « C'est une catastrophe personnelle, admettait Laurent Blanc. Mais je sais qu'avec le temps la joie collective va l'emporter sur ma déception. J'ai goûté au gâteau et, au moment de manger la cerise, elle est partie. »

VESTIAIRE DE COHABITATION

Le joueur abattu parait d'une voix monocorde mais ferme. Comment lui, l'homme du but en or contre le Paraguay, l'auteur du dernier tir au but contre l'Italie, comment lui, le roc ocre, avait-il pu répondre à une provocation aussi grossière ? « On s'est accroché avec Bille pratiquement tout le match. L'arbitre n'a pas vu l'action. Quand il m'a fait venir, je pensais qu'il allait me sanctionner d'un carton jaune. Quand j'ai vu le rouge sortir, j'ai compris qu'il n'y avait plus rien à faire. » Les deux minutes furent donc un tourment pour l'Alsésien. « Si les Croates avaient égalisé, cela aurait été le scénario catastrophe. » Les Croates n'égalisèrent pas, devinrent pour une fois bien maladroits avec cette balle que leur abandonnent des Français racocquillés. La France pouvait respirer et Jacques Chirac ouvrir les bras en V.

Le président de la République et son premier ministre, Lionel Jospin, se retrouvent dans le vestiaire, lieu de cohabitation active. Robert Pirès offre son maillot au premier et Christian Karembeu le sien au second. Madame Pirès avait déjà offert à Jacques Chirac un maillot frappé de son nom et du numéro 23 avant la rencontre mais le premier dignitaire de l'Etat n'avait osé s'en vêtir. L'ambiance est survolée et les deux hommes quittent l'endroit sur la pointe des pieds, leur cadeau sous le bras. Dehors, comme au temps de Hemingway, Paris est une fête. Demain, l'équipe de France comprendra un peu mieux son exploit.

Benoît Hoggquin



Lilian Thuram porte la responsabilité du premier but encaissé. Il se venge en en marquant deux.

Les Bleus portent le label du réalisme

Une fois de plus, ce sont les défenseurs qui ont concrétisé la supériorité de l'équipe de France

SI L'ÉQUIPE de France ne tient pas encore la Coupe du monde, elle a gravé dans le marbre sa marque de fabrique. La victoire (2-1) obtenue, mercredi 8 juillet, au Stade de France, face à la Croatie consacre le tournant pris par les Bleus, désormais membres d'honneur du club des grandes nations du football qui savent s'imposer par vent mauvais. Il y a seize ans, jour pour jour, la France s'inclinait en demi-finales à Séville devant l'Allemagne aux tirs au but après avoir subiégué le monde entier par la qualité artistique de son jeu. Aujourd'hui, elle force le respect de ses adversaires par son réalisme martial.

Depuis sa prise de fonctions, le 17 décembre 1993, Aimé Jacquet a préparé la révolution sans prêter attention aux critiques émisées. Quel que soit le jugement que l'on peut porter sur sa méthode, le voilà conforté dans son choix, et ce n'est pas le cheminement alambiqué pour franchir l'obstacle croate qui l'incitera à revoir ses principes. Comme prévu, le sélectionneur a reconduit, mercredi, les trois milieux récupérateurs qui avaient officié devant l'Italie en quarts de finale. La sortie de Christian Karembeu, touché à la cheville gauche et incertain pour la finale, dimanche 12 juillet, l'a contraint à une formule théoriquement plus

audacieuse avec la rentrée de Thierry Henry. Mais l'attaquant monégasque a souvent bridé son tempérament pour s'acquitter d'un travail défensif.

Fidèle à sa stratégie, l'équipe de France a d'abord cherché à ne pas perdre. La virtuosité technique des Croates ajoutée à quelques défaillances individuelles, celle de Didier Deschamps en particulier, l'a encouragée à faire profil bas pendant une première mi-temps sans souffrir. « La sortie de Karembeu nous a désorganisés, a plaidé Emmanuel Petit. Nous avons mis du temps pour retrouver un équilibre entre les lignes. Les rôles étaient mal définis. La défense a trop reculé et, avec Deschamps, je me suis retrouvé tout seul au milieu. » Une frappe d'Allocha Assanovic (35^e minute) et une volée de Slaven Bilic (37^e), hors cadre, ont servi de préambule au but de Davor Suker dès la reprise (46').

RÉAGIR PLUS QU'AGIR

La réaction française avec l'égalisation immédiate de Lilian Thuram (46') symbolise le nouveau label bleu. Il révèle l'orgueil des acteurs réunis par le serment de la victoire à tout prix. Il rappelle aussi que cette équipe sait réagir plus qu'agir. Elle reste inhibée par son impéritie offensive et peut remonter pour l'éternité son défenseur

latéral droit, auteur d'un doublé qui le porte au Panthéon des individualités marquantes du Mondial 1998.

« Je me suis retrouvé tout seul devant car Youri Djorkaeff s'est souvent replié », a constaté une nouvelle fois Stéphane Guivarch, combattant de l'impossible. En se qualifiant pour la finale, un exploit historique, la France a rempli son contrat. Une défaite devant le Brésil n'effacerait pas la trace que laisseront les vingt-deux héros. « Oui, mais ce serait trop injuste de perdre, nous voulons devenir champions du monde », a clamé Didier Deschamps. Portés par la vague des succès et par l'élan populaire, les pionniers sont prêts pour l'assaut de l'Everest. La folie ne saute pas toujours, d'autant que la France n'a pas tout gagné, mercredi soir. L'exclusion de Laurent Blanc la privera à la fois de son timonier de la défense et de son buteur de secours.

L'infortune de Laurent Blanc fera le bonheur de Frank Lebeuf, invité surprise de la finale. Il sera associé à Marcel Desailly. Le duo avait été aligné face au Danemark (2-1), le 24 juin à Lyon. Aimé Jacquet les a titularisés à sept reprises dans la colonne défilé (0-1 à Moscou, le 25 mars). « Frank a toute notre confiance, il a beaucoup

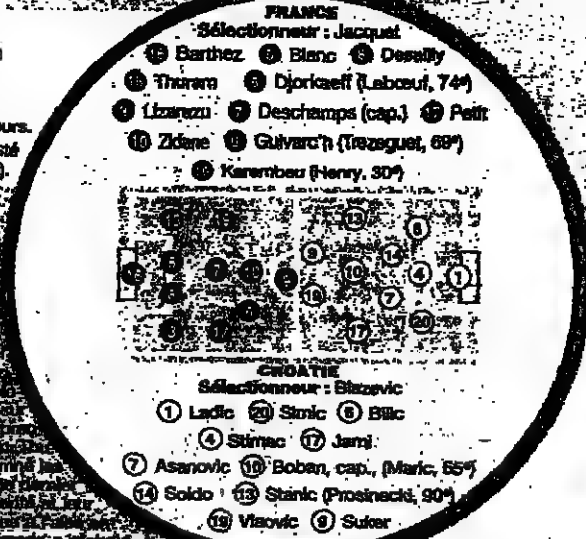
progressé depuis deux saisons à Chelsea », estime Didier Deschamps. Lebeuf se prépare au rendez-vous sans angoisse : « Je félicite tout pour que la France soit fière de moi. Je jouerai aussi pour Laurent Blanc. Il n'y a pas de raison de s'inquiéter, je connais tous mes partenaires et je ne suis pas un néophyte. Je ne me laisserai pas ralentir par la pression. »

Avant dimanche, Aimé Jacquet devra également se porter au chevet de son attaque atone car c'est elle qui détient une des clés de la finale. Avec sept buts encaissés en six rencontres, la défense brésilienne a porté sur la place publique son talon d'Achille. « Il y a moyen d'inquiéter ces arrières qui ne sont pas des géants », assure Stéphane Guivarch. Encore faudra-t-il s'en donner les moyens en prenant davantage de risques. La stratégie du sélectionneur pencherait plutôt pour l'inverse au regard des réserves physiques largement entamées par ses joueurs et du jour de repos en moins par rapport au Brésil. En ne s'aventurant pas inconsidérément dans le camp adverse, Aimé Jacquet compte de surcroît limiter les espaces aux deux arrière-ailiers Cafu (à droite) et Roberto Carlos (à gauche). La guerre des nerfs a déjà commencé.

Elie Barth

FRANCE-CROATIE

DEMI-FINALE - MERCREDI 8 JUIN
21 heures, Stade de France, à Saint-Denis
• Temps agréable
• Terrain en bon état • Pelouse excellente
• Public tendu puis enthousiaste • 80 000 spectateurs
Arbitre : M. José-Manuel García Aranda (Espagne), assisté de MM. Tresco Greco (Espagne) et Diaz Galvez (Chili).



FRANCE : Thuram (47*, sur une passe de Djorkaeff dans l'axe du but, de 11 m à droite, tacle de l'intérieur du pied droit à mi-hauteur à gauche) ; Thuram (88*, de 18 m à droite, violent tir croisé et brossé de l'intérieur du pied gauche, à ras de terre près du poteau gauche).

CROATIE : Suker (48*, de 11 m à droite, tir de la pointe du pied gauche à ras de terre à gauche).

FRANCE : Barthez (74*, brutalité) ne jouera pas la finale le 12 juillet contre le Brésil.

En faveur de la FRANCE : 22 coups francs (10 + 12) dont 3 hors-jeu (3 + 0), 7 corners (3 + 4).

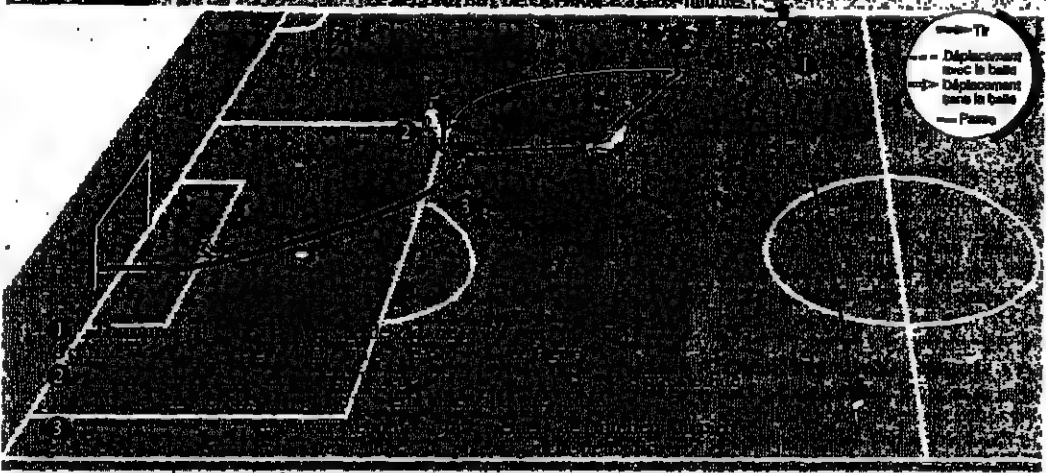
En faveur de la CROATIE : 19 coups francs (9 + 10) dont 1 hors-jeu (1 + 0), 8 corners (1 + 5).

FRANCE : 57 positions d'attaque dans les 30 m (28 + 29) dont 8 occasions (3 + 5) ; 20 tirs (9 + 11) dont 8 contrés (2 + 6) et 5 parés (4 + 1) par Ladic.

CROATIE : 38 positions d'attaque dans les 30 m (21 + 17) dont 4 occasions (1 + 3) ; 10 tirs (3 + 7) dont 2 contrés (0 + 2) et 2 parés (1 + 1) par Barthez.

RECAPitulatif : FRANCE : Lilian Thuram (26 ans) a vécu une incroyable deuxième mi-temps. Coupable d'une erreur de placement sur le but croate, le défenseur de Parme a immédiatement renversé le cours de la partie en égalisant. Son second but, magnifique de rage et de précision, le récompense pour sa combativité et son abnégation, qui en font le meilleur défenseur du Mondial avec Marcel Desailly.

CROATIE : Slaven Bilic (28 ans) a été une nouvelle fois le pilier de la défense croate. Le joueur d'Everton, calme et précis, sait commander sa défense, anticiper, relancer. Domagie qu'il ait entaché son image, quand il est parvenu à faire expulser Laurent Blanc grâce à une simulation de faute qui a abusé l'arbitre.



Lilian Thuram, les deux inspirations d'un buteur improvisé et providentiel

Cette seconde mi-temps avait débuté de la pire des façons pour Lilian Thuram.

Un instant d'inattention, avant même qu'il ait eu le temps de se replonger dans la partie, avait permis à Davor Suker d'éviter le hors-jeu et d'aller inscrire un but que l'infortuné arrière droit de l'équipe de France, revenu en catastrophe, n'avait pu qu'accompagner du regard.

Lilian Thuram a été détecté par Nice, formé à Monaco à l'école d'André Wengert. Il sait ce que ténacité et obstination veulent dire. Quelques secondes plus tard, il allait chiper le ballon dans les pieds de Zvonimir Boban dans le coin gauche de la surface croate, le glissait à Youri Djorkaeff qui le lui renvoyait aussitôt, et inscrivait son premier but sous le maillot de l'équipe de France d'une reprise digne d'un attaquant de métier.

Entre les grands espaces et les tâches défensives, le cœur de Lilian Thuram a longtemps balancé. Apprenti joueur, il rechignait à occuper un poste de défenseur. Dans son couloir droit, dont Aimé Jacquet lui a confié la responsabilité bien qu'il joue dans l'axe central de la défense à Parme, il n'a jamais hésité mercredi soir à monter vers le front de l'attaque. Mais de là à marquer...



un an après avoir été désigné meilleur joueur étranger du calcio, Lilian Thuram a, contre toute attente, été le buteur providentiel de l'équipe de France en demi-finales de la Coupe du monde, palliant les faiblesses d'attaquants peu inspirés. Car c'est bien 2 buts qu'a inscrits le Parmésien en un peu moins d'une demi-heure, lui qui, en 35 sélections, n'avait jamais fait trembler les filets adverses.

SAUVEUR D'UN SOIR

Deux buts construits sur un modèle étrangement similaire : sur son deuxième coup de génie, Lilian Thuram bouscule son vis-à-vis du couloir croate, Robert Jarić, toujours dans le coin gauche de la surface de réparation, lui subtilise le ballon et s'en va le glisser hors de portée du gardien Drazen Ladic.

Longtemps sans doute, le héros de cette demi-finale se demandera comment il est arrivé dans ces instants à trouver des gestes de buteur. Qu'importe : l'essentiel à ce

Davor Suker vient de marquer et exulte. La revanche de Lilian Thuram (à gauche), pris en faute, ne va pas tarder...



Fabien Barthez peut se frotter les mains : juste avant le coup de sifflet final, il a réalisé une parade décisive.



Scène de joie autour du buteur : Lizarazu, Desailly, Djorkaeff, Zidane et Henry (de gauche à droite) viennent congratuler Thuram (n° 15).

Laurent Blanc, libero privé de finale

Un meneur, un vrai. Solide physiquement mais aussi brillant sur le plan technique. Calme mais également capable de dynamiser son équipe. Du haut de son 1,92 m, Laurent Blanc impose le respect, à ses partenaires comme à ses adversaires. Aux yeux d'Aimé Jacquet, son libero représente bien plus qu'un solide pilier. Laurent Blanc est l'un des rares joueurs à pouvoir donner son avis sur la tactique à suivre sans que le sélectionneur national n'en prenne ombrage. Leader naturel, personnage devenu emblématique au sein du groupe France, Laurent Blanc fréquente l'équipe nationale depuis neuf ans.

Le 7 février 1989, à Dublin, celui qui n'est encore qu'un jeune espoir de Montpellier dispute son premier match avec les Bleus. Ses partenaires de l'époque ont pour nom Jean-Pierre Papin, Joël Bats, Manuel Amoros ou Franck Sauzée. Depuis ces débuts prometteurs, le Cevenol a inscrit 14 buts en sélection, ce qui en fait le deuxième meilleur buteur en exercice de l'équipe de France, après Youri Djorkaeff (18).

Lors de ce Mondial 98, il a toujours répondu présent dans les moments parfois délicats qu'ont traversés les Bleus. Face au Paraguay (1-0), c'est lui qui libéra tout un peuple en décidant de monter à l'assaut de la forteresse gardée par Jose Luis Chilavert en inscrivant le seul but d'un match crispant. « Si Laurent est d'accord sur un choix, je sais que c'est la bonne voie », explique le capitaine, Didier Deschamps, qui n'a pourtant pas l'habitude de se laisser dicter quoi que ce soit.



PARCOURS GÂCHÉ

Fervent défenseur de la méthode Jacquet, Laurent Blanc n'a jamais hésité à monter au créneau pour défendre le sélectionneur, parfois sévèrement critiqué : « Où est la vérité ? Se faire plaisir, jouer offensif et se faire piéger en contre, ou ne pas prendre de buts et se qualifier ? Moi, ce que je veux, c'est gagner les matches ».

Aujourd'hui, alors que l'équipe de France a atteint les portes du paradis, Laurent Blanc aurait dû, en toute logique, se préparer au formidable rendez-vous qui attend les Bleus, dimanche 12 juillet, au Stade de France. Mais le destin est parfois cruel. Il aura fallu une action de jeu confuse à un quart d'heure de la fin du match, un geste d'énervement sur le Croate Slaven Bilic et un arbitre sévère - José Manuel García Aranda - pour qu'un parcours sans faute soit gâché. Expulsé, Laurent Blanc se retrouve brutalement privé du rendez-vous dont tous les footballeurs rêvent.

Tous les commentaires d'avant-match avaient pourtant insisté sur le fait que, face à une équipe aussi roublarde et truqueuse que la Croatie, il fallait absolument éviter de répondre aux provocations. Comment un joueur de la trempe de Laurent Blanc, qui de Naples à Marseille en passant par Barcelone, a évolué dans des championnats exigeants et des clubs turbulents, a-t-il pu se faire avoir de la sorte ? En sortant du terrain, le regard absent, Laurent Blanc, qui a mené une carrière propre, sans tache et sans reproche, se savait privé du match que la France attend depuis quatre ans.

Privée de son roc, de son véritable leader, de son joueur le plus élégant, le plus sobre et, sans doute, le plus correct, contrainte de se passer de ce libero qui lui a tant apporté ces derniers mois, l'équipe de France va donc affronter Ronaldo et ses artistes associés sous le maillot autrichien.

L'affiche reste somptueuse, mais les regrets de ne pas voir, sur la pelouse du Stade de France, Laurent le Magnifique remonter le ballon vers le but brésilien resteront éternels.



Slaven Bilic présente sa défense

Avocat de formation, défenseur musclé sur le terrain, le Croate Slaven Bilic n'a jamais eu besoin de personne pour plaider sa cause. Auteur non sanctionné d'un vilain coup de pied dans la tête du défenseur allemand Christian Ziege lors de l'Euro 96, Slaven Bilic avait laissé un souvenir assez peu glorieux pour faire un simulateur idéal dans l'affaire de l'expulsion de Laurent Blanc. Mais la vidéo et le ralenti montrent que, s'il a exagéré les conséquences du geste du Français, celui-ci est clairement agressif.

A un quart d'heure de la fin, à la lutte pour la possession du ballon, Laurent Blanc a agrippé le maillot du Croate, qui ne s'est pas laissé faire, avant de le repousser d'un coup de paume dans le bas du visage. Slaven Bilic s'est écroulé, les mains sur la tête, et le libero français a écopé d'un carton rouge.

« Il ne m'a pas frappé volontairement, a expliqué plus tard Slaven Bilic. Même s'il a eu ce geste, comme il y en a souvent dans les matches de football. Qu'il ait été expulsé et soit privé de finale ne me fait pas plaisir, mais ce n'est pas mon problème. Je suis sûr que j'aurais écopé d'une sanction identique si j'avais moi-même été en tort. » Selon lui, cette expulsion n'a pas procuré le moindre avantage à son équipe : « C'était déjà trop tard. Il ne restait que dix minutes, trop peu pour marquer contre une équipe comme la France. » Puis il a loué les qualités de l'arbitre espagnol, qu'il a jugé « brillant ».

A. Cl.

P. Jo.

Gilles van Kote, à Saint-Denis

COUPS DE SIFFLET
LA REVUE DE PRESSE

L'EQUIPE
Félicitations aux joueurs, donc. Nous savions qu'ils avaient, tous ensemble, plus de talent réuni qu'aucune autre équipe de France n'en avait jamais eu auparavant. (...) Félicitations à Aimé Jacquet aussi. Nous avons suffisamment clairement exprimé notre défiance à son égard avant cette Coupe du monde pour ne pas avoir aujourd'hui le devoir de lui rendre cet hommage. Nous doutions de sa capacité à accompagner cette équipe exceptionnelle jusqu'au plus haut niveau, et pourtant il l'a fait, à sa manière. Nous continuons à ne pas partager ses options fondamentales sur le plan du jeu et à regretter vivement certains choix mais, en matière de sport, il n'y a sans doute que le résultat qui compte.

LE JOURNAL DE LA HAUTE-MARNE
Enfin englouti, le bateau fantôme de la malédiction, qui hantait les mémoires et les vestiaires, ressuscitant les dates noires de 1958, 1982 et 1986. La vague bleue a mis à flot le beau navire de la légende. L'équipe du capitaine Deschamps a vengé les Kopa, Fontaine, Giresse et Platini qu'un mauvais vent de l'histoire avait laissés sur le quai.

LA RÉPUBLIQUE DU CENTRE
Le sport et sa glorieuse incertitude s'accroissent rarement des scénarios trop bien réglés. Voilà pourquoi il faut accueillir cette finale France-Bresil du Mondial 98 comme une extraordinaire et rarissime conjonction du rêve et de la réalité. Ainsi les Bleus de Jacquet sont-ils entrés dans la légende. Ils seront encore moins favoris que d'habitude contre le Bresil. Ce qui ouvre des horizons...

LA PROVENCE
Le football a fait la démonstration de son impact. Il dépasse les limites du sport pour devenir un phénomène de société. On pense aux enfants de la Castellane, cette cité populaire, au nord de Marseille, qui a vu grandir un certain Zinedine Zidane. Aujourd'hui, les enfants du quartier n'ont d'eux que pour lui. C'est leur idole. Et quand ils ont une balle au pied, sur le terrain des HLM, c'est après un rêve qu'ils courent (...). Ce Mondial, qui aura mis la France entre parenthèses, faisant passer les problèmes politiques et sociaux au second plan, va nous manquer.

D'Aubervilliers à la place de la Bastille

« Ils sont vraiment, vraiment, phé-no-mé-naux ! »

A l'intérieur d'un chapiteau, place de la mairie à Aubervilliers, Brigitte, la postière, regarde le premier but croate : « Suker, je m'en doutais... ». Jocelyne, l'institutrice, n'y connaît rien au foot, elle est nerveuse et Wassin, 20 ans, se retourne et lui dit : « Faut avoir confiance, faut avoir confiance en nous ». Les 400 Aubervillois tapent des pieds sur le plancher, chantent, rient, crient. « Dans trois minutes, ils marquent un but ! » parle Bilal, 16 ans. Toumany, 14 ans, avec sa casquette de rappeur : « Allez Thuram, un deuxième ! ». Et Thuram marque le deuxième. Les pétards crépitent, les enfants courent. Personne ne se gêne, tout le monde regarde dans la même direction en faisant « ah, ah, ah » pendant les dernières secondes de suspense. Coup de sifflet final. On pleure, on hurle pour chasser la dernière peur, personne n'a honte d'être ému.

Patrice, le cuisinier, embrasse Samir, son voisin de match. Ayup, et ses copains sr-lankais sont les premiers à arrêter les voitures, à danser sur la chaussée. « Moi, Français, moi Français » répète Ayup. Bernard en survêtement commence à s'inquiéter : « Ouais, mais c'est la finale qu'il faut gagner, sinon on va pleurer pendant vingt ans ». « Eh, dit Samir à ses copains, y a même le directeur du centre nautique qu'est là ». Et il est heureux, le directeur, il klaxonne à tout va. Fatia, Falza, adolescentes, sont pliées en deux : « C'est mortel, c'est génial ! ». Chaouki revient du stade : « J'y étais, j'y étais », crie-t-il, victorieux et il tend son billet à Radoine, un des leaders lycéens des grèves de Seine-Saint-Denis qui lui dit : « Montre, montre-moi ce billet ! ». Chaouki, les yeux brillants : « Franchement ce match, c'était de la bombe, on était tous unis ».

Trois femmes, Claude, Linda et Sylvie, arrivent, un peu pompettes par le champagne qu'elles ont siroté devant la télé : « Ils sont vraiment phénoménaux », ils sont vraiment phénoménaux, chantent-elles. Claude : « Celui qui a marqué les buts, il était pas vraiment né à la Ferté-sur-Orge, comme on dit. Et bien, on s'en fout, crie-t-elle. La France a gagné. La France

hume le coin de fête, rassure Gary, « on va y arriver », traverse les terrasses des brasseries toujours en roulement du tambour et les clients font « Bravo ! ». A un feu rouge, sur le boulevard qui mène à la Bastille, un jeune Parisienne, en scooter, lui crie : « Ouais, on est les meilleurs ! ». « On se sent déjà léger, qu'est-ce que ça va être dimanche... » imagine Séverin.

« Franchement ce match, c'était de la bombe, on était tous unis »

Place de la Bastille, les voitures se laissent paralysées. « Gary, suis-moi, on se jette dans le fleuve » dit le père à son fils. Des dizaines de supporters courent en faisant le

petit train sur la place. Séverin martèle son tambour. Jean-Pierre, 23 ans, saisit ses baguettes et tape un autre rythme. Farid, 25 ans, prend le relais. Baudry, 20 ans, accélère le tempo. Séverin tient toujours le tambour et laisse faire. Le petit train tourne maintenant sur le piédestal de la colonne. Toute la place fait la « ola ». Des jeunes font tourner les drapeaux tricolores au-dessus des mains qui se lèvent et descendent.

L'un d'eux s'approche du groupe au tambour et cresse de son drapeau Séverin, Farid, Jean-Pierre et les autres. Abdel, 27 ans, manutentionnaire en interim, sait qu'il doit se lever à 4 heures pour aller travailler. « Mais on est en finale », chante-t-il avec Momo et Krino ses copains de Melan. « Thuram, il est de chez nous. On a des potes qui sont allés à l'école avec lui » s'enthousiasme-t-il. « Faut dire qu'il y a une unité nationale derrière cette équipe. Le mélange, c'est sa force, c'est comme ça qu'elle gagnera » dit-il en rient.

Momo, étudiant en cinéma, est certain qu'elle va gagner cette équipe de France : « Elle va avoir un super-mental. La victoire, elle est à 90 % dans la tête ». Krino, étudiant en géographie : « Dimanche, je suis à leur place, je le bouffe le ballon ! ». Une Parisienne croise un chauve et l'embrasse : « Salut Barthez ! ». Elle croise un Noir et l'embrasse : « Salut Thuram ! ». Momo, Krino, Abdel se rassurent : « Les joueurs, crois-moi, ils lâcheront pas l'affaire ». Résumé : « Ils ont le physique, l'expérience, le collectif, l'envie de gagner. Qu'est-ce qu'il manque ? ». Et tous les trois se souhaitent, en tremblant des lèvres « que cette équipe de France soit le laboratoire de la nation, c'est une des plus belles équipes du monde, peut-être la plus belle ». « On va gagner ! » crie la place de la Bastille.

Dominique Le Guilledoux, à Aubervilliers et place de la Bastille

Des Champs-Élysées à la Canebière, la même foule pour une nuit de liesse

A Paris, 300 000 personnes ont célébré la victoire française

AU DÉBUT, les voitures pouvaient passer. Et la marée est montée sur les Champs-Élysées. Ils étaient 50 000. Puis le double. Puis, vers minuit, des centaines de milliers, sous une mer de drapeaux. Entre la Concorde et l'Arc de Triomphe, la France s'était donné rendez-vous. Aux avant-postes, la banlieue donne le ton, ceux de Bengale et cornes de brume à l'appui. Karim, Patrick et Christian sont venus du « 93 » et passent devant les CRS sans broncher. « On est là pour faire la fête, pas pour foutre la merde. L'équipe de France, c'est notre équipe. Henry, Trezeguet, ce sont des cousins, ils viennent de la banlieue comme nous ».

Devant le Fouquet's, le cordon de policiers est quand même res-

seré et aux abords des vitrines des grands magasins les vigiles veillent, le molosse au pied. « Ça se passe bien, mais on ne sait jamais ». Sur les trottoirs, les couples s'embrassent et les japonais se font photographier au milieu des supporters peinte-murés. D'autres passent dans des gros autocars en saluant la foule, des sourires jusqu'aux oreilles, ébahis par le spectacle.

Un patineur en rollers fend le cortège comme un brise-glace, un drapeau tricolore géant à bout de bras. Les scooters foncent en klaxonnant et en zigzaguant. Une Harley Davidson immatriculée « 59 » fait rugir son moteur au rythme des « Thuram ! Thuram ! ». Fatigué, le chauffeur s'arrête pour enlever sa perruque bien-blanc-rouge et descendre une bière. Autour de lui, la vague grossit, va et vient sur l'avenue comme si elle ne voulait jamais s'arrêter.

« THURAM ! THURAM ! »
Des couples bon chic-bon genre côtoient des bandes de gamins déchaînés tandis que, sur les côtés, se forme une haie d'honneur de badauds. Certains grimpent sur les autobus, d'autres filment au Caméscope. Les portables sortent des poches pour raconter la fête « historique » à ceux qui n'y sont pas. Sur le côté, deux jeunes cadres ne donnent pas l'impression d'être très enthousiastes. Venu dans le quartier pour affaires, ils ont fait un peu perdu dans leur costume-cravate, l'attaché-case à la main. L'importance de l'événement les effleure quand même. « On n'a pas regardé le match, mais c'est super ! ».

Ce fut « super » aussi en région. A Montpellier, au coup de sifflet final, les habitants sont sortis par milliers pour converger vers le centre-ville, vers la place de la Comédie où la rencontre avait été retransmise sur écran géant. On a crié des « On est en finale ! », « Allez les Bleus ! » ou « La France champion, le reste c'est du bidon ! ».

Au son des cornes de brume, des pétards et des chants, on a dansé, embrassé, crié. Des jeunes ont escaladé la fontaine de la place de la Comédie, s'agrippant à la statue des Trois Grâces pour faire tourner leur drapeau.

Bordeaux, elle, n'avait jamais vu ça. Sur les quais, transformés en champ de foire, des jeunes sautent et dansent sur les voitures. D'autres jouaient les toréadors du Mondial, drapeau géant tendu au milieu de la circulation. De petits groupes sont allés s'offrir un bain de minuit dans le bassin de la colonne des Girondins. Au coup de sifflet final, les gens s'embrassaient comme après un amnistie. « C'est formidable, s'enthousiasme Myrtille, la quarantaine passée, supportrice des Girondins. J'avais peur mais, au fond

de moi, j'y croyais ». Le restaurant du frère de Christophe Dugarry est resté étonnamment vide. Quelques minutes après le match, les chaises étaient déjà emplies. Le grand écran installé pour la circonstance fonctionnait sans public. Le fils chéri, l'auteur du premier but français de cette Coupe du monde, ne jouait pas...

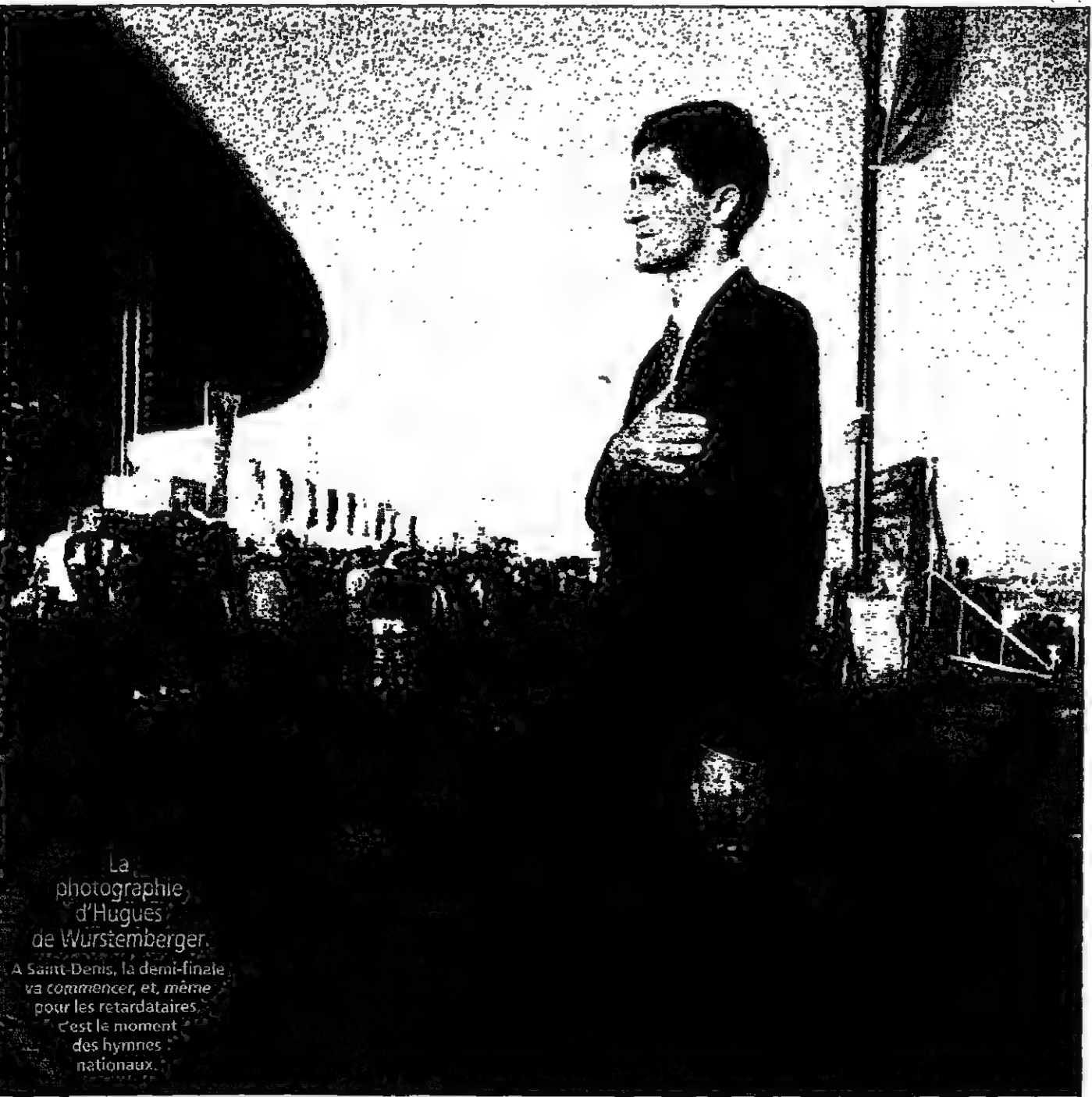
A Nantes, en face du Virgil, le bar de Marcel Desailly, la foule est arrivée. Revenus d'un écran géant posté à l'île Gloriette, les spectateurs ont bloqué le centre-ville. Et fêté cette victoire, un peu la leur selon ce supporter : « Desailly et Deschamps ont tenu la maison, encore deux qui ont été formés ici à Nantes. On s'attribue les victoires qu'on peut ».

A Marseille, un violent mistral gonflait les drapeaux et bannières bleu-blanc-rouge qui ont rapidement submergé le Vieux-Port. Massés aux terrasses des bars qui, pour l'occasion, avaient installé téléviseurs et écrans géants sur les trottoirs, les supporters se sont regroupés devant POM Café pour former une haie d'honneur aux voitures fendant la foule, klaxons bloqués. Quelques Algériens brandissant leur drapeau national se sont associés à la fête, et, en bas de la Canebière, un groupe de femmes en boubou se lançait dans des danses au son d'un tam-tam. Ville de football, Marseille a salué la victoire de l'équipe de France avec la ferveur qu'elle met habituellement à célébrer les grands exploits de POM.

Lyon, de son côté, s'est enfin réveillée. La ville s'était jusqu'alors montrée discrète, même réservée, à l'égard de la Coupe du monde, relayée en dehors du stade Gerland seulement par quelques animations dispersées et de faible ampleur. Mercredi soir, la population est descendue massivement dans les rues. Un gigantesque chahut a traversé la cité. Et cela s'est fini par une grande fête, totalement improvisée, sur la place des Terreaux et sur la place Bellecour, qui a rassemblé plus de 50 000 personnes.

Concours d'avertisseurs, sirènes, pétards ont également salué la victoire des Tricolores dans le centre de Toulouse où une foule de supporters s'était rassemblée, notamment place du Capitole, devant la mairie, aux cris de « On est en finale ! On est en finale ! » et de « Thuram ! Thuram ! ». Même enthousiasme enfin dans les villes de l'Est. Au désespoir de ses supporters, la région n'a accueilli aucun match de la Coupe du monde mais, mercredi soir, des milliers de personnes ont envahi les centres-villes de Strasbourg, Nancy et Besançon pour fêter « ça ».

Frédéric Chambon, à Paris, avec nos correspondants régionaux



La photographie d'Hugues de Wurtemberg. A Saint-Denis, la demi-finale va commencer, et, même pour les retardataires, c'est le moment des hymnes nationaux.



مركزا من راصلا

LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL 1998

LE MONDE / VENDREDI 10 JUILLET 1998 / V

le-no-mé-naux



A six jours du 14-juillet, la Bastille, comme toute la France, s'est offert un avant-goût de fête nationale.

Les Zagrébois n'ont pas arrêté la fête pour autant

Une déception joyeuse mais pas de sentiment antifrançais dans la capitale des perdants

SUR LA GRANDE PLACE, face à la gare centrale de Zagreb, le roi Tomislav, premier roi croate, est toujours sur son fier cheval. Derrière lui, se dresse le Pavillon des arts, d'un jaune éteint, rescapé d'une ancienne exposition universelle et rebâti là, dans des jardins. A sa droite, l'Hôtel Esplanade, le plus beau de la capitale. Tout ce quartier de la ville, entre le chemin de fer et la montagne, est dans le style viennois, plus ou moins inspiré par le mouvement de la Sécession, rehaussé de nos jours par quelques affiches annonçant le passage du « Bridges to Babylon Tour » des Rolling Stones à l'hippodrome de Zagreb, le 28 août. Des estrades se montent pour retransmettre Croatie-France.

Venceslav, la cinquantaine athlétique, est professeur d'allemand et d'italien indépendant. « Bien sûr que c'est une aventure incroyable, ce Mondial, pour un petit pays comme nous, si vieux et si jeune, qui n'est reconnu que depuis 1992 comme Etat indépendant, dit-il. Mais il ne faut pas oublier que cela tombe à pic pour un régime qui n'est pas très sympathique. » Il parle avec ironie de la « garniture » politique, qui a dû affronter des grèves d'enseignants, allant jusqu'à raccourcir l'année scolaire pour abréger le problème, ainsi que des manifestations des retraités, et des dossiers proprement politiques. Le football est arrivé à point nommé pour renforcer une unité nationale de façon parfaitement magique mais elle ne devrait pas survivre longtemps au Mondial.

La presse populaire croate est euphorique, mais pas excessive. Du tout jeune journal du matin indépendant, *Jutarnji list*, au quotidien du soir progouvernemental, *Vjèsnik*, on pense que la Croatie va gagner, doit gagner. Mais on ne va pas jusqu'à dire que l'affaire est tout à fait dans la poche. On annonce que, les jeunes suppor-

taient leurs étendards avec vigueur. « Proud to be Croat », lisait-on sur un tee-shirt. Soit, mais pourquoi l'affirmer en anglais ? Quand l'équipe de France apparaît sur l'écran, elle se fait copieusement siffler, mais on écoute debout et respectueusement les deux hymnes nationaux. Le son des haut-parleurs est franchement pourri et décolle aisément les tympans : Zidane frappe bien trop haut, Suker déchaine l'enthousiasme du jeune public, heureusement qu'il y a Barthez... Pour la deuxième mi-temps, on prend un tramway pour la place des Fleurs, plus petite, où se dressent l'église orthodoxe serbe et un autre écran géant. L'ambiance y est plus chaude, plus dense. L'équipe de France fait son entrée, saluée par des dizaines de doigts d'honneur. Des chansons populaires sont entonnées à pleins poumons dans des versions un peu modifiées, que les pièges de la linguistique croate autant que la décection nous empêchent de traduire. Premier but croate ! Explosion de joie, les spectateurs sautent en l'air interminablement, lancent leurs canettes de bière dans le ciel et, en retour, c'est une pluie miraculeuse de bière - certainement de la Karlovacko, gros sponsor national - qui se dépose comme une rosée sur nos lunettes, si bien que nous ne voyons absolument pas le but français qui réplique très vite. Nous le comprenons, avant de le voir au ralenti, à la qualité du silence accablé du public et au mot que murmure un voisin : « contre-attaque ».

C'EST DÉJÀ PAS MAL

Le second but français provoque un moment d'affliction : mains sur le crâne, bouche en accent circonflexe. Mais on veut quand même y croire. Les brillantes réactions des joueurs rouge et blanc sont encouragées à cor et à cri, les fautes des Bleus sont huées. Tout-

Folie de consommation rouge et blanc

Depuis le début du Mondial, en Croatie, tous les objets affublés du logo à damier rouge et blanc du drapeau national se vendent comme du bon pain. Davor Kujundzic, patron du magasin Inem Electronic à Zagreb, estime par exemple que les ventes de téléviseurs ont augmenté de 10 ou 15 % en un mois. Une boutique de sport qui vend les articles de la marque officielle de l'équipe, Lotto, est en rupture de stock : plus de casquettes, T-shirts, chaussettes ou écharpes... « Je n'obtiens plus assez du fabricant. Nous en avions encore lundi, mais tout est parti en moins d'une journée », se désespère le gérant. Les Italiens de Lotto ont été pris par surprise par le succès des Croates, qualifiés pour la demi-finale dès leur première participation à une Coupe du monde, et le marché noir a pris le relais. Même si le maillot original de l'équipe coûte 450 kunas (environ 420 francs), soit près du cinquième du salaire moyen mensuel, beaucoup n'ont pas hésité à s'offrir l'équipement complet.

teurs ayant saccagé les tramways neufs après Croatie-Allemagne, ce soir, pour France-Croatie, on se servira des vieux wagons ; que le président Franjo Tudjman va décorer toute l'équipe de Croatie, mais c'est une manie du chef de l'Etat. Novlist, un journal d'opposition de Rijeka, déclare que le plat national va être désormais un coq gazouillant dans une marmite croate... Franchement, dans le registre fleurissant de l'émphase sportive, on a déjà lu pire.

PUBLIC LÈVE MAIS REMUANT

Vers 20 h 30, on commence à se rassembler sur la plus vaste place de Zagreb, une pelouse un peu boueuse, où Coca-Cola a installé un écran géant. La rumeur prévoyait dix mille personnes. Il en est arrivé plusieurs centaines, qui peut-être ont fait mille, pas plus, mais elles remuaient comme si elles étaient trois fois plus nombreuses. Le visage maquillé en damier rouge et blanc, ce damier du drapeau croate qui remonte au XIII^e siècle et dont une légende contestée - veut qu'il représente l'échiquier sur lequel le dernier roi croate avait tenté de conserver son royaume contre l'invasisseur. Les cheveux teints de toutes les couleurs, le sifflet à la bouche ou bien la trompe mélancolique ou meuglement profond, elles agi-

jours est-il que la défaite est accueillie avec peu de mauvaise humeur. De la déception, évidemment, un peu de tristesse, bien sûr. Mais pas de haine, pas de colère. On reprend les chansons, les trompettes, on se dirige vers la fontaine de la place Bana-Jelackica, où les supporters se baignent souvent après les matches. Des voitures passent, klaxon bloqué, avec des drapeaux croates brandis par les fenêtres. La fête continue. Dans un café, un jeune homme, enveloppé dans un drapeau, dit qu'il n'y a pas de quoi en faire un drame, c'est déjà pas mal d'être arrivé là. Oui, mais les incidents de Mostar, quatre jours plus tôt après l'Allemagne-Croatie, qui ont coûté la vie à une jeune musulmane ?

C'est autre chose. A Mostar, selon lui, les Herzégovinois se prennent pour les plus grands des Croates. Ce sont, dit-il, des gens fermés, étroits d'esprit, qui sont partout aux meilleurs postes, et qui profitent de toutes les occasions, y compris le football, pour terroriser les Musulmans. Mais les Croates, ceux de Croatie, ne sont pas comme eux. Lui, par exemple, regrette de ne pas être en finale, certes, mais n'en veut pas du tout aux Français. C'est bien la deuxième bonne nouvelle du jour.

Michel Braudeau, à Zagreb

« Notre rêve, c'était la finale »

Les Croates, presque muets de déception, n'auront droit qu'au match pour la troisième place

LES JOUEURS CROATES erraient sur la pelouse après le coup de sifflet final, désorientés. Maudit soit le délai de décection à respecter pour que l'adversaire célèbre sa victoire et laisse éclater sa joie. Pour meubler ces longues minutes de supplice, ils sont allés, presque gênés, saluer et remercier leurs supporters. Massés dans un virage, ceux-ci les ont portés comme ils ont pu, écrasés qu'ils étaient par la clameur d'un public français bien trop nombreux à leur goût. Christian Karembeu a consolé Davor Suker, son coéquipier au Real Madrid, abattu malgré son but - le cinquième du Mondial - qui le hisse en tête du classement des buteurs avec l'italien Christian Vieri et l'argentin Gabriel Batistuta, déjà éliminés.

« Notre rêve, c'était la finale, répétait Suker. Mais aujourd'hui nous nous sentions déjà presque en finale. Trop, alors on a perdu. » Ils sont rentrés au vestiaire terriblement déçus. Quelques instants plus tard, ils ont juré qu'aucun d'entre eux ne s'était laissé aller aux larmes. Non, tous sont bien trop « fiers d'être croates », comme le disent leurs tee-shirts, et bien trop fiers du panache de leur parcours pour leur première participation en Coupe du monde. Et après tout, il y a pire malheur que de perdre en demi-finales. Du moins ont-ils tenté de se persuader. En vain.

AVEC UN PEU DE CHANCE...

Comment se satisfaire de la place de troisième qu'ils tenteront d'arracher aux Pays-Bas, samedi 11 juillet, quand on a laissé passer l'occasion d'écrire une surprenante page dans l'histoire du football ? Pour Miroslav Blazevic, qui répète à l'envi qu'il quittera ses fonctions de sélectionneur national après le Mondial, le songe s'est aussi interrompu brutalement. L'entraîneur s'était pris à y croire dur comme fer. Comme une prémonition, il avait évoqué cette défense française qui vole de plus en plus fréquemment au secours de l'attaque (Le Mondial du 9 juillet). C'est bien Lillan Thuram qui a surpris des Croates à peine remis de l'ouverture du score par Suker à l'entame de la deuxième mi-temps. Et c'est encore Thuram qui a scellé leur destin plus tard.

L'œil humide, Blazevic a articulé quelques phrases hachées sans entendre les questions. Des politesses mêlées de l'amertume de ceux qui savent être passés trop près de l'exploit. « La victoire de la France est tout à fait méritée, a-t-il déclaré, mais je ne peux m'empêcher d'avoir le sentiment qu'avec un peu de chance nous aurions pu nous trouver à sa place. »

Miroslav Blazevic soutient que les défaites incombent toujours à l'entraîneur quand les honneurs de la victoire ne doivent revenir qu'aux joueurs. En ce soir d'élimination, il a donc résumé l'atmosphère du match à la première personne du pluriel : « Nous n'avons pas été assez prudents et attentifs. Nous nous sommes fiés à

l'impression que l'équipe de France manquait de force, et lorsqu'elle a marqué dans la minute qui suivait notre but, elle a retrouvé une énergie qu'objectivement elle n'avait plus. » Sur ses bonnes paroles, le sélectionneur croate, si disert d'ordinaire, s'est épuisé. Sans doute un peu froissé de n'avoir pas inspiré ses joueurs comme il avait su le faire depuis le début du Mondial.

Au compte-gouttes, ses joueurs sont sortis des vestiaires. Zvonimir Boban, leur capitaine, d'abord, les yeux rougis, la mine défaite. Comme pour s'excuser, il a soulevé le bas de son short, faisant jouer doucement les muscles de sa cuisse gauche blessée. « Je ne vais pas bien, a-t-il expliqué, mais l'en-

traîneur m'a dit qu'il avait besoin de moi sur le terrain. Après vingt minutes de jeu, ça n'allait déjà plus. » Puis, réalisant que sa déception lui faisait trahir la « cuisine » interne de son équipe, il s'est ravisé, se rangeant à l'avis de l'entraîneur. « Ma blessure n'était pas le problème, nous avons manqué de concentration. »

L'ABSENCE D'ALLEN BOKSIC

Incapable de contenir sa déception, Mario Stanic, d'habitude affable et rempli d'humour, a filé en lâchant que la « France n'a pas gagné ce match, c'est la Croatie qui l'a perdu ». Avec un pauvre sourire, Zvonimir Soldo se laissait aller, un peu plus loin, à regretter l'absence

d'Allen Boksic, l'autre buteur vedette, blessé. « On ne s'est pas mal débrouillés sans lui, mais Boksic, c'est quand même Boksic. » Sans Boksic donc, avec un Boban plus qu'incertain, les Croates tenteront de sauver l'honneur, samedi, face aux Néerlandais. La cause peut paraître futile. La Coupe du monde ne fait guère de distinction entre ses troisièmes et ses quatrièmes. Mais les Croates n'en démordent pas. Puisqu'ils forment « presque la meilleure équipe au monde », ils se doivent désormais de tendre systématiquement vers l'excellence.

Patricia Jolly, à Saint-Denis



Ferveur et prières face aux grands écrans de Zagreb, déception et amertume au Grand Stade.

Le « musulman » Zidane sifflé par les Croates de Mostar

DANS LA PRINCIPALE VILLE de l'Herzégovine, divisée, les musulmans de Mostar-Est ont répliqué, mercredi 8 juillet, aux Croates de Mostar-Ouest. Dès le coup de sifflet final de la rencontre Croatie-France, ils ont tiré quelques rafales en l'air pour fêter le succès de la France, ou plutôt l'élimination des Croates. Samedi dernier, les Croates de la ville avaient célébré dans la violence la victoire de leurs sur l'Allemagne : une jeune femme résidant à l'Est avait été mortellement atteinte par une balle de kalachnikov ; un homme, grièvement blessé, lutte toujours contre la mort. Les observateurs craignaient, à juste titre, que les musulmans appellent, cette fois, à la vengeance, dans cette ville qui demeure profondément partagée et où tout est prétexte à en découdre à nouveau.

Mais, hormis les quelques tirs entendus, la nuit a été calme. Accablés par la défaite des coéquipiers de Davor Suker, les supporters croates sont rentrés sagement chez eux. Samedi, la police croate n'avait rien entrepris pour calmer les esprits échauffés par l'alcool et la liesse populaire. Elle avait, au contraire, encouragé la violence en embarquant dans ses véhicules des supporters émus, qui, drapeau au vent, avaient sillonné les rues de la ville jusqu'à l'aube.

Mercrredi, son comportement a été exemplaire. Les représentants de la communauté internationale, qui n'ignorent pas que les tensions persistantes à Mostar entre les deux camps peuvent, à tout instant, remettre

le feu aux poudres, ont tapé du poing sur la table. La police a donc fait son travail en quadrillant la ville et en contrôlant les véhicules. La veille du match, le ministre de l'intérieur du canton, un Croate, avait appelé, dans un vibrant communiqué dans un journal local, « la population à célébrer les victoires croates sans armes et sans alcool ».

Les troupes françaises de l'OTAN, dont le plus gros des effectifs est basé à Mostar, avaient reçu la consigne de ne pas quitter leurs quartiers, pour prévenir toute provocation. Pour cette soirée un peu spéciale, les soldats espagnols avaient pris le relais et s'étaient déployés sur l'ancienne ligne de confrontation. « Nous sommes un peu inquiétés, l'orbite du match est un Espagnol, et s'il lui prenait l'idée de siffler un penalty en faveur des Français ou d'expulser un joueur croate, on serait sans doute menacés », racontait l'un d'entre eux, avant la rencontre, revêtu d'un casque et d'un gilet pare-balles.

Mercrredi soir, le sport avait presque repris ses droits. Dans les cafés croates, on a résumé ainsi la victoire des Français : Thuram : 2, Croatie : 1. On n'a pas manqué cependant de remarquer que Zinedine Zidane portait un nom musulman et, à ce titre, des sifflets ont accompagné chacune de ses actions.

Christian Lecomte, à Mostar (Bosnie-Herzégovine)

هكذا من راحل

VI / LE MONDE / VENDREDI 10 JUILLET 1998

LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL 1998

L'Australie en piste pour 2006 et 2010

L'Australie a formellement déposé, mercredi 8 juillet, sa candidature à l'organisation de la Coupe du monde de football de 2006 et 2010. L'Angleterre, l'Allemagne et l'Afrique du Sud ont déjà émis le souhait d'organiser le Mondial 2006, qui succédera à celui organisé en 2002 par le Japon et la Corée du Sud. D'abord candidate pour le Mondial de 2010, l'Australie a estimé que les problèmes de violence liés aux hooligans anglais et allemands survenus en France lui donnaient des chances pour une organisation quatre ans avant.

Sepp Blatter veut réformer la FIFA

NOUVEAU président de la Fédération internationale de football (FIFA), le Suisse Joseph Blatter veut instituer un « conseil exécutif permanent » de sept membres, qui pourrait se réunir une fois par mois pour traiter les dossiers les plus urgents du football mondial. Le successeur du Brésilien João Havelange entend également changer la date de l'élection du président de la FIFA pour que celle-ci ne coïncide plus avec les phases finales de la Coupe du monde, ce qui est toujours source de tension entre les fédérations. Cette réforme des statuts pourrait être examinée lors d'un congrès extraordinaire de la FIFA en 1999.

● SPECTACLE : un final en quatre tableaux clôturera cette dernière Coupe du monde du siècle. Le spectacle a été réalisé par Yves Pépin, qui avait déjà conçu le 10 juin la cérémonie d'ouverture au Stade de France. Son nouveau spectacle, d'une dizaine de minutes, rassemblera sur le terrain 150 personnes et une centaine en coulisse. Composé de quatre tableaux, il débutera par « La parade des tapageurs » (fanfare colorée de 50 musiciens et acrobates), suivie de 63 porteurs de feu. Troisième tableau : « Le salut à 2002 », par des percussionnistes coréens et japonais. Bouquet final : « L'envoi et le décollage », au-dessus du terrain, où tous les acteurs seront en mouvement dans un tourbillon d'effets pyrotechniques donnant l'illusion de faire « décoller » le stade.



L'ANALYSE TECHNIQUE DE RAYMOND DOMENECH

Variations tactiques

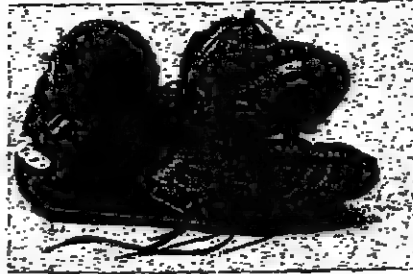
« DES, PAPA, c'est quoi la tactique ? » C'est la grande question du Mondial, et la France débat. Aimé par des vagues de travail tactique (interdit de séjour chez nous pendant des lustres), et les théoriciens du beau jeu engagent sur les entraves de la stratégie. Réalisme opposé à idéalisme ? Jeu d'échecs, ou lâcher de ballons ? Entre l'objectif et la manière, la tactique est un processus de choix découlant par les deux dans. Avec ce mot générique, globalisant à la fois l'organisation et la manière de l'appliquer, avec « ce n'est pas la bonne tactique, il ne sert pas bien tactiquement », tout est dit, sous-entendu. Vous avez compris, c'est évident : c'est tactique. Après l'entraînement, la tactique est le réceptacle de toutes les frustrations. Pourtant, l'acteur principal des derniers matches fut bien ce pot-pourri d'idées reçues et données. La tactique a dominé le dernier France-Italie. Ils l'ont tous dit : « Tactiquement, nous avons été plus forts ». Cela induit deux idées. La première, c'est qu'une équipe casse les points forts de l'autre, ce qui fut très bien fait par les Français. La deuxième, c'est que l'équipe impose sa manière, ce qui fut le cas (festivement et tactiquement) dans le sursautueux Brésil - Pays-Bas. La tactique des Bataves consista à imposer une circulation de balle dans le camp adverse, façon moustique. Celle des Brésiliens à attirer l'adversaire dans son camp, en tissant la toile, façon araignée. Deux tactiques complémentaires, tout le monde est content. Ce qu'il y a de bien, avec les Pays-Bas, c'est que le mot perd sa connotation triste. Quelle belle équipe ! Spectaculaire ! Oui, mais c'est aussi celle qui possède le cadre le plus rigide, la tactique la plus élaborée, façonnée par les décennies du règne d'Ajax : un vrai moule. Chez les Brésiliens, le mot tactique n'a guère de sens : trouver les moyens d'alimenter leurs points offensifs. A chacun sa manière, mais encore faut-il avoir les moyens de l'appliquer. Quatre attaquants (deux ailiers, deux avant-centres) et, surtout, des un-contre-un ou deux-contre-deux en zone défensive ; ce qui ferait pâlir d'effroi le plus offensif de nos théoriciens. Laissez de Boer seul face à Ronaldo, c'est de l'incoscience. Oui, mais ils ont choisi la tactique, avec le spectacle. Nos Français, en écrivant leur plus belle page, ont recréé la tactique du cœur. Ils jouèrent la finale contre des Brésiliens sans panache, certes, mais pas sans tactique. Celle qui consiste, pour eux, à s'adapter à toutes les situations qui leur sont présentées. Aussi, pour les perturber, dimanche, il faudra leur présenter une tactique inconnue.

Brillant comme un soulier neuf

● A NE PAS FAIRE Footballers de tous les pays, entendez-vous la grogne de vos souliers, qui n'apprécient guère la douche d'après-match que vous leur infligez ? Au contact de l'eau, le cuir, matière vivante, vieillit. Dégonfement, décollement des matières, réduction notable du volume chaussant, la chaussure à crampons résiste mal à ce traitement de choc. Ajoutez-y un lavage en machine - très prisé outre-Atlantique -

suivi d'un séchage au radiateur, micro-ondes (ça s'est vu) ou sèche-cheveux, et vous obtiendrez, en moins d'un mois, un soulier déformé, avachi, incontrôlable. A proscrire également, le séjour prolongé dans les profondeurs du sac de sport : moisissures garanties.

● TECHNIQUES DE NETTOYAGE Il est préférable d'appliquer des techniques de nettoyage privilégiant le brossage après séchage lent. « Si le nettoyage doit recourir à l'utilisation de produit d'entretien, ce dernier ainsi que le rinçage doivent s'effectuer à froid en évitant de détrempier les matériaux », précise Marc Folachier, directeur général du Centre technique du cuir. Pour nourrir et



imperméabiliser le noble matériau, la graisse de phoque demeure le produit d'entretien le plus efficace. Associée à un lait hydratant, elle assure à la tige de la chaussure une parfaite protection contre l'humidité.

● SÉCHAGE Les chaussures ne doivent pas être approchées d'une source de chaleur. Le gommage de la chaussure par du papier journal maintient la forme et participe à l'élimination de l'humidité. Les irréguliers du lavage en machine (programme froid sans essorage) garnissent le tambour de vieux chiffons pour éviter les chocs.

● VIEILLISSEMENT Mais la chaussure de football, exposée aux intempéries et au soleil, vieillit inévitablement. Ne pas hésiter, donc, à s'en séparer avant que vos pieds ne vous le réclament.

Cédric Ryan

Les mystères stratégiques de Mario Zagallo

Le jeu de la Selecao n'est ni celui que les Brésiliens décrivent ni celui que les Français apprécient

RETRANQUEIRO (adapte du jeu défensif), Mario Zagallo ? Cette étiquette, synonyme dans la presse de son pays d'impardonnable lâcheté, il la traîne comme un boulet depuis des temps immémoriaux. Quand on le lui rappelle, le sélectionneur brésilien se sent piqué au vif. « Je suis, expose-t-il, quelqu'un qui recherche toujours la victoire. Mon palmarès le prouve. » Une victoire, dimanche 12 juillet au Stade de France, face au onze tricolore le sépare désormais de la conquête du *pena*, le cinquième titre mondial. Comparée à certains millésimes d'antan, la Selecao cuivée 1998 manque de générosité au goût des nostalgiques. En tout cas, elle a marqué 14 buts en 6 matches, deux de mieux que son prochain adversaire, qui officie à domicile. Les deux demi-finalistes éliminés, la Croatie et les Pays-Bas, en ont inscrit respectivement 9 et 12. La mauvaise réputation de *retranqueiro* ne serait-elle pas un peu surfaite ?

MANQUE DE LIANT Lors de la World Cup 1994, à la veille d'affronter l'Italie, qu'ils allaient battre aux tirs au but, les Brésiliens ne comptaient que 11 réalisations à leur actif, et devaient en rester là après le match nul sur un score vierge à l'issue de la finale. Au plan statistique, le progrès offensif est indéniable à quatre ans d'intervalle. C'est la première constatation qui s'impose : la sélection de Mario Zagallo, qui a trouvé au moins une fois le chemin des filets adverses au cours de chaque rencontre qu'elle a disputée, possède l'attaque la plus efficace de ce Mondial, et supporte avantageusement, dans ce domaine tout au moins, le parallèle avec quasiment toutes ses devancières depuis 1974. Autre enseignement qui se dégage à

ce stade de la compétition, Ronaldo ne monopolise pas, contrairement aux prévisions, la puissance de feu de l'équipe. Avec 4 buts à son tableau de chasse, il devance de justesse le trio Bebeto, Rivaldo, Cesar Sampaio (3 buts chacun). La star de l'Inter Milan ne se contente pas, il est vrai, de concrétiser les offensives. Le Mondial a révélé à cet égard une facette méconnue de son talent, décidément impressionnant : auteur de 3 passes décisives, dont une remise croisée d'anthologie pour Bebeto sur le premier but de la victoire brésilienne contre le Danemark (3-2) en quarts de finale, Ronaldo sait aussi servir ses coéquipiers sur un plateau. Volontiers présentée comme un agglomérat de brillantes individualités, la formation brésilienne perçoit le plus souvent les défenses adverses en recourant à des combinaisons collectives. Il y a quatre ans, le duo Romario-Bebeto (8 buts à eux deux sur 11) exerçait, lui, une véritable hégémonie à l'heure de faire évoluer le tableau d'affichage.

Si l'on prend pour étalon de référence l'incomparable bande à Pelé de 1970, le manque de liant apparaît effectivement patent entre le milieu de terrain et l'attaque. Dans le système, apparemment au 4-4-2, qui a depuis des lustres les faveurs de Mario Zagallo, les demis offensifs font office de courroie de transmission entre la défense et la paire de voltigeurs formée par Ronaldo et Bebeto. Sur le flanc gauche, Rivaldo a prouvé qu'il était désormais digne de porter le prestigieux maillot vert ou d'être d'opposé au numéro 10. En revanche, sur l'autre versant, Leonardo, malgré sa combativité exemplaire, ne correspond pas, au poste qu'il occupe, au profil idéalisé par Mario Zagallo. L'ancien joueur du PSG est gâcher,



La Selecao version 1998 possède l'attaque la plus efficace de ce Mondial.

et cela se sent sur le terrain. On ne réprime pas ses instincts par le seul fait d'être titulaire des tenants du titre. Question créativité, la sélection brésilienne peut légitimement regretter l'absence forcée du meneur de jeu de l'Atletico Madrid, Juninho, privé de Mondial sur blessure.

La deuxième constatation majeure quant à la performance d'ensemble des Brésiliens concerne la perméabilité de la défense. Prise en défaut à 7 reprises (largement une fois par match, en moyenne), l'arrière-garde des quadruples champions du monde s'est révélée largement plus

vulnérable que celle de la France (à peine 2 buts encaissés), la Croatie (4) et les Pays-Bas (5). Les brèches ouvertes par les couvertures défectueuses sur les raids offensifs incessants des latéraux Roberto Carlos et Cafu ont montré que la charnière centrale Junior Baiano-Aldair était loin d'être aussi solide qu'en 1994 (le second était alors associé à Marcio Santos). Vieillesse et en petite forme, Aldair n'est pas au niveau du reste de l'équipe. En conséquence, contraints de veiller constamment au grain, Dunga et Cesar Sampaio, les demis défensifs, se hasardent rare-

ment à délaissier leur camp. Mario Zagallo est peut-être *retranqueiro* mais absolument pas porté sur les dévotions suicidaires. Reste l'énigme Denilson. Pourquoi Mario Zagallo s'entête-t-il à laisser sur le banc de touche, 75 minutes durant, un joueur qui, à chacune de ses entrées sur le terrain en remplacement de Bebeto, donne le ton à son adversaire direct ? La stratégie zagallienne a aussi ses mystères.

Jean-Jacques Sévilla à Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne)

Les Néerlandais ne désespèrent pas du beau jeu

S'estimant meilleurs que les Brésiliens, les coéquipiers d'Edgar Davids veulent la troisième place

CE JOUR de repos, sans ballon, sans entraînement, était attendu depuis plus d'un mois. Pourtant, malgré le soleil et plus de vingt-quatre heures de liberté totale à passer à Juan-les-Pins, où sont logés leurs compagnons, les joueurs néerlandais font triste mine. Mercredi midi, au moment de quitter un à un, ou deux par deux, leur hôtel, tous regrettent que l'entraînement, initialement prévu à 11 h 30 sur la pelouse de la Turbie, ait été annulé. Guus Hiddink, le coach, a estimé qu'il n'y avait plus de cœur ni plus assez de jambes disponibles. Vacances pour tout le monde, mais cinq jours trop tôt.

SOLIDARITÉ On ne dort pas, ou très peu, après avoir disputé en nocturne une demi-finale de Coupe du monde. Surtout quand on a perdu à l'issue des tirs au but. Philip Cocu évoque le long retour en car, de Marseille à Cap-Martin - deux heures de route - d'une équipe tout à fait unie dans le déchirement. « On se refait le match dans la tête ou avec un équipier, raconte Aaron Winter, mais ça ne sert à rien. » Pas de regret personnel pour le milieu de terrain de l'Inter Milan rentré au fin de match : « J'aurais pu jouer dès le début mais je n'étais pas à 100 % de mes possibilités (NDLR : à cause d'un otite infectée). Mon coéquipier Ronaldo a eu des mots très doux après le match et moi je lui ai souhaité bonne chance pour la finale. Mais j'aurais tant voulu que ce soit lui qui m'encourage pour dimanche. » Le sursaut de blessé, une défense totalement inédite, l'absence de Marc Overmars, le dynamisme des ailes ? Comme leur entraîneur, Guus Hiddink, les joueurs n'ont pas besoin de cette excuse. « Bien sûr qu'il nous manquait des joueurs, et



Les Pays-Bas soudés face au Brésil, pendant les tirs au but.

non des moindres, explique le capitaine Frank de Boer, mais sur le terrain, ils ont été bien remplacés. Si une absence nous a été fatale, c'est celle de la chance. » Personne ne tire sur le compagnon, surtout pas sur Dennis Bergkamp. Le virtuose n'a pas été la hauteur de son immense talent face aux Brésiliens ? Edgar Davids, sans doute le meilleur homme sur le terrain de Marseille, se montre encore impeccable dans le soutien : « A ce niveau, il faut toujours donner plus. Mais il y a un moment où on ne peut plus, même si on est le meilleur. Alessandro Del Piero n'y est pas arrivé lui non plus. Pourtant ce sont deux super-champions. »

Dans la défaite et la frustration, les Néerlandais, autrefois maîtres de la discorde, affichent encore une parfaite solidarité. Ils restent sou-

des, comme la chaîne qu'ils ont formée, bras couvrant les épaules des partenaires, pendant la séance des tirs au but. Voilà encore un motif de satisfaction et, sans doute, le vrai changement pour leur sélection. De leur passé, ils ont toutefois conservé un défaut, qui est peut-être une qualité pour des compétiteurs : une fierté proche de la morgue. Tous affirment avoir produit le meilleur jeu des 32 équipes engagées dans cette Coupe du monde. « Nous pouvons rentrer la tête haute, dit encore Davids, car nous avons démontré que nous étions plus forts que les Brésiliens. »

« Tout le monde a vu que nous sommes une grande équipe, assure encore Winter, et on va encore le prouver samedi. » « La nuit a été pénible, mais on va vite se reprendre, ajoute Patrick Kluyvert, car nous

voulons cette troisième place. » A cette heure, les Néerlandais sont persuadés qu'ils affronteront la Croatie au Parc des Princes. Reprenant les accusations de Diego Maradona, ils ont le sentiment diffus que tout a été fait - en tout lieu - pour que la France et le Brésil se retrouvent en finale. Rien d'officiel, mais une fillette de regret sur l'arbitrage (beaucoup ont vu un penalty non sifflé pour une faute sur Pierre Van Hooijdonk), sur l'horaire des matches à 16 h 30 en pleine chaleur, sur le nombre de jours de récupération entre deux rencontres, ou sur la multiplication des transferts alors que la France reste cloîtrée à Clairefontaine.

De ce point de vue, les Néerlandais n'ont pas changé. Ils restent persuadés de détenir la vérité du football-spectacle, le seul qui intéresse leur exigeant public, tout en espérant séduire le monde ainsi. Leurs prestations, sur les terrains de France, auront sans nul doute apporté quelques grains à leurs moulins. Ils sortent du Mondial d'ores et déjà parés du titre de grands favoris de l'Euro 2000, qu'ils organiseront en commun avec les Belges. Avec un groupe si jeune et un entraîneur qui devrait voir son contrat renouvelé, l'horizon paraît bleu comme un orange. Mais tout ça, il est trop tôt pour en parler. « Moi, je ne sais pas lire l'avenir, conclut Edgar Davids, nous avons tous encore de belles années à vivre mais je ne crois pas que l'expérience nous a manqué ici. Rien que la chance. Ce que je sais, en tout cas, c'est que nous allons continuer à pratiquer un beau football et à plaire aux gens. »

Christian Jaurena, à Cap-Martin (Alpes-Maritimes)

Nos Français, en écrivant leur plus belle page, ont recréé la tactique du cœur

ités Foo et

Votre pass sur 162 k

مركزا من رايصل

LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL 1998

LE MONDE / VENDREDI 10 JUILLET 1998 / VII

Cités Foot, rêve de gosses et charity-business

Les enfants des banlieues d'Afrique du Sud, de France, du Brésil et du Mexique invités pour disputer les levers de rideau des demi-finales sont aussi là pour servir les intérêts de Danone



Supportrices ou joueuses ? A Lens, les filles s'y mettent...

Cinq jours après avoir atterri à Roissy, onze jeunes Sud-Africains ne touchent toujours pas terre. Comprenez ! Être transporté en avion, hébergé à côté de l'équipe de France à Clairefontaine, visiter Paris et le parc Astérix tout en se préparant à jouer, mercredi 8 juillet, devant 80 000 spectateurs dans le plus grand stade de France... ça donne le vertige quand on a treize ans, que l'on vient d'une modeste ferme du Brins, de Transil ou de Zuhuland, et que l'on n'a pas l'habitude de dormir dans un lit.

« Certains sont excités, d'autres s'enferment dans un lourd silence, ils n'arrivent pas à croire que ce qu'ils sont en train de vivre est réel », explique Andries Maseko, l'un des éducateurs qui a fait le voyage de Johannesburg. Mais Stanley Ngebulane, le petit génie de l'équipe, sera, lui, en pleine possession de ses moyens quand il affrontera vers 19 h 50, sur la pelouse du Stade de France, les onze Ninos de la calle venus, eux, du Mexique.

Il sont une quarantaine d'enfants défavorisés d'Afrique du Sud, du Brésil, du Mexique à être ainsi venus jouer les levers de rideau des demi-finales de la Coupe du monde, avec d'autres gamins du nord de la France, vainqueurs d'un tournoi des banlieues fran-

çaises. Michel Platini, coprésident du CFO, porte ce projet depuis 1995, parce qu'il tenait à ce que « la Coupe du monde (soit) aussi celle de la jeunesse ». Il sera encore là, jeudi 9 juillet, quand de la Rapée à Paris, au côté de Pelé, pour remettre leurs prix aux graines de footballeurs victorieux.

Cités Foot a démarré il y a plus d'un an. « L'idée était de mettre en avant ce qui est fait de positif dans les quartiers », explique Rachid Benzine, président de l'association Siner, qui s'est occupé de sélectionner l'équipe française. Comme il fallait de l'argent, le président du CFO a sollicité les entreprises partenaires de la Coupe du monde. Trois d'entre elles, Danone, McDonald's et Adidas, ont répondu à l'appel.

Chaque partenaire y est allé de sa contribution : McDonald's a hébergé l'association Siner dans son siège de Saint-Quentin-en-Yvelines et contribué à hauteur de 500 000 francs à l'organisation des sélections françaises ; Adidas a également versé 500 000 francs au pot (même si l'équipementier a ensuite récupéré une partie de ce qu'il donnait en revendant la tenue des joueurs), et le français Da-

none a pris en charge l'assistance générale et la partie internationale du tournoi, pour une contribution de plusieurs millions de francs.

Le « fournisseur officiel de produits frais » a demandé à ses filiales dans trois pays qu'il a choisis (Brésil, Mexique et Afrique du Sud) d'organiser et de financer les sélections locales. Il a ensuite pris en charge les billets d'avion. Le géant de l'alimentaire a aussi versé 500 000 francs, en plus de la rémunération de deux spécialistes extérieurs du marketing sportif affectés depuis un an et demi à la mise en place générale de Cité Foot. L'investissement est d'importance.

DANONE cherche, du coup, à rentabiliser sa contribution en annexant Cité Foot à son slogan publicitaire : « Il faut croire en ses rêves ». A peine arrivés à Clairefontaine, les représentants du groupe ont demandé aux enfants d'arborer les casquettes, sweat-shirts et survêtements estampillés à son nom. Ils ont également organisé six rencontres avec les journalistes en veillant à chaque fois à ce que le logo figure en bonne place au moment op-

portun. Les Mexicains leur ont donné du fil à retordre, ne voyant pas forcément l'intérêt de cette discipline commerciale, notamment pour les photos, faites à Bagneux (Hauts-de-Seine) avec Marie-George Buffet, la ministre de la jeunesse et des sports, partenaire de Cité Foot.

Enfin, des annonces publicitaires placardées sur les murs de Paris ont poussé la récupération un peu (trop) loin. Deux photos, également parues dans la presse, montrent Moussa et Abdou jouant au ballon sur ce que l'on devine être une place de village africain : « Mercredi, Moussa aura 80 000 spectateurs pour l'encourager », peut-on lire sur une affiche qui affirme que, « pour Moussa, la Coupe du monde sera inoubliable ».

Las ! Ces deux enfants, rebaptisés pour la circonstance, ne sont pas en France avec ceux de Cité Foot. Les droits des photos ont été achetés par l'agence de publicité et les prévisions inventées. « Nous voulons mettre des enfants de Cité Foot, mais leurs prénoms anglosaxons ou imprononçables ne collaient pas à l'image que nous voulions donner », se défend le responsable du projet Coupe du monde de Danone.

Danone veut bien financer des projets destinés à l'enfance défavorisée mais, pour vendre ses yaourts en France, préfère encore montrer un jeune Africain heureux sur la terre rouge de son village que Stanley ou ses copains dans leurs baraquements vétustes des chabolas ou des favelas. La philanthropie a ses limites.

Félicien, Victor, Fernand et Lydie se disputent comme seuls des vieux peuvent se quereller

PAROLES DE ZINC LUC ROSENZWAIG

En attendant

L'EXCELLENT JEAN YANNE commit jadis un film s'intitulant *Deux heures moins le quart avant Jésus-Christ*. Les cinéphiles sont plutôt sceptiques sur la qualité de cette œuvre, rangée par les plus érudits d'entre eux dans la catégorie des navets. Peu importe, le titre est bon. Il se prête à la duplication pour désigner ces moments où « en attendant », il faut bien donner quelque chose à un temps d'arrêt ou, sans que, quelques heures plus tard, il sera bouleversé par une dimension où les minutes peuvent devenir aussi lourdes que des heures.

Deux heures moins le quart, donc, avant la demi-finale France-Gabon, il régnait au bar des Glaciers, dans la charmante station-village de Pic-Menton en Haute-Savoie, une ambiance comparable à celle de la scène d'ouverture d'un western spaghetti, la musique en moins. De la fenêtre de ce salon savoyard, on pouvait voir les gens se presser chez les commerçants, achetant, en bâte brochettes, merguez et autres ingrédients destinés à alimenter les multiples barbecues-footballeurs organisés pour l'occasion dans les alentours.

Seuls quelques néophytes et isolés viennent taquer dans le bistrot le temps qu'il reste avant le coup d'envoi. Le docteur Baquet, médecin généraliste, qui une fois de plus a fermé boutique pour consacrer toute son énergie à soutenir l'équipe de France et le pur malt, versé à un prix très raisonnable par Danièle, la patronne, tente une percée progressiste : « Si la France gagne ce soir, ce doit être sûr certain, 4-0 ou moins, cette victoire devra être partagée avec les Berbères qui ont plein d'emmerdes en ce moment avec le pouvoir algérien ! » Le lien entre Zidane et Lounès Matoub, la culture berbère, l'oppression arabe, a du mal à être compris par le reste de l'assistance, mais comme on aime bien le docteur Baquet, on l'approuve, pourvu qu'il se taise et qu'il ne gâche pas « On a gagné ! » avant que ce soit dans la poche.

Le tablé des anciens, Félicien, Victor, Fernand et Lydie, trois siècles à eux quatre, à des préoccupations plus terre à terre. Ils se disputent, comme seuls des vieux peuvent se quereller, sur le prénom de la belle-mère de Dominique Rocheteau. Il se trouve que Félicien et Lydie, au cours de leur vie professionnelle à Saint-Etienne, ont été en relation avec la mère de l'épouse de l'actuel président de la République. « Moi, je te dis qu'elle s'appelle Pierrette », s'obstine Lydie. Félicien prétend, lui, que cette dame portait le joli nom de Monette. Le docteur Baquet, qui s'y connaît en querelles de vieillards, puisqu'il les vit tous les jours, intervient en médiateur : « Pierrette ou Monette, qu'est-ce que ça peut bien faire ? Une belle-mère reste une belle-mère ! »

TROIS QUESTIONS A... MICHEL PLATINI

1 C'est grâce à votre intervention de coprésident du Comité français d'organisation (CFO) de la Coupe du monde 1998 que des enfants français, brésiliens, africains et mexicains issus de milieux défavorisés jouent les levers de rideau des demi-finales. Comment est né Cité Foot ?

Au départ, on voulait organiser un championnat français des banlieues. Comme je ne voulais pas l'organiser moi-même pour que ce ne soit pas « politique », j'ai cherché des gens de terrain, qui connaissent ces jeunes et qui évoluent dans les banlieues. En regardant Canal Plus, je suis tombé sur Rachid Benzine (le président de Siner). On a commencé à réfléchir ensemble à l'organisation.

2 Est-ce que le Comité français d'organisation assure le financement de l'opération ?

Non, il fallait trouver des partenaires financiers. J'en ai parlé à Adidas, Danone et McDonald's qui m'ont tout de suite dit oui. Mais ces sociétés n'ont pas fait ça uniquement pour mes beaux yeux. L'enthousiasme a été général et le projet a grossi. Au départ, il y avait cent cinquante équipes concernées, puis leur nombre est

passé à trois cents. Et j'ai demandé à Pelé s'il ne pouvait pas nous trouver une équipe pour jouer contre nos jeunes. Il m'a immédiatement dit oui.

3 Accueillir dans des conditions idylliques des jeunes défavorisés, c'est aussi prendre le risque d'un retour au pays difficile à supporter. Les entreprises se sentent-elles engagées à les soutenir une fois rentrés ?

Ecoutez, qu'est-ce qui est mieux, essayer de faire quelque chose ou ne rien faire du tout ? Ce qu'ils vivent ici pendant une semaine, à Clairefontaine, dans un milieu foot, c'est bien. On les fait voyager, ils découvrent des choses nouvelles. Les entreprises, c'est déjà pas mal qu'elles aient accepté de participer. C'est même super. Il faut arrêter de penser à l'après. Au total, cette Coupe du monde que Fernand Sastre et moi voulions populaire a permis de faire participer cinquante mille jeunes grâce à des opérations soutenues ou labellisées par le CFO. Tout ça en plus des soixante-quatre matches de la compétition officielle !

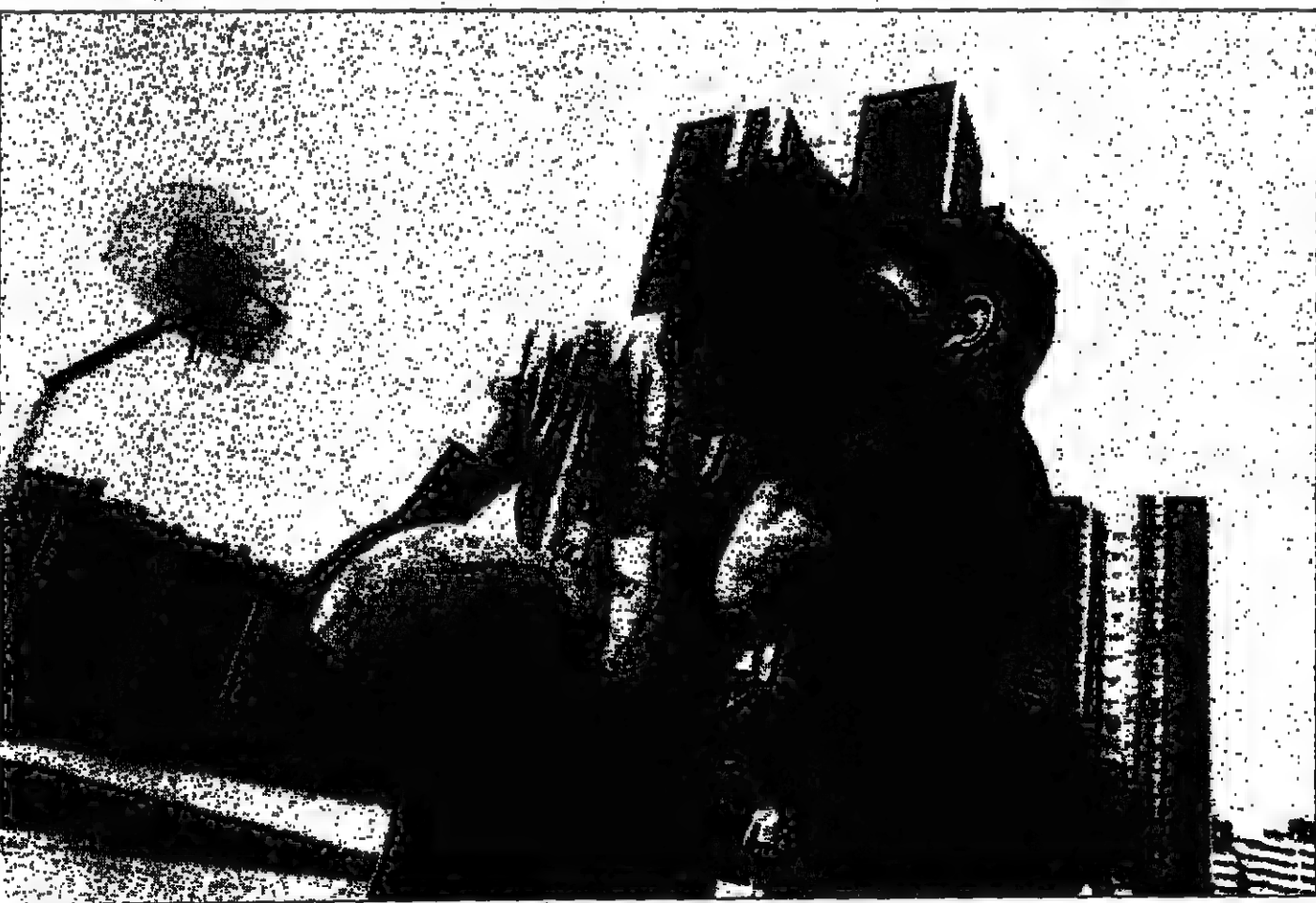
Propos recueillis par Florence Amalou

INTERNET

<http://chat.france98.com:8080/chat/>

LE GROUPE de discussion du site officiel France 98 est de retour. Ils sont jeunes, de différentes nationalités, parfois même de pays ne participant à la phase finale de la Coupe du monde, et pourtant le tournoi est pour eux une occasion de parler du football et de faire connaissance. Il y a ceux, nombreux, qui fêtent la

qualification du Brésil et de la France pour la finale. Certains sont amers, mais ce sont, dans toutes les langues, les encouragements aux finalistes qui l'emportent. Cette Babel de jeunes supporters constitue un cyber-stade où la fête ne s'arrête jamais, passant de fuseau horaire en fuseau horaire.



Même sur les terrains de fortune aux pieds des immeubles, la tactique secrète doit rester inconnue des adversaires.

Votre **passse** pour la **Coupe du Monde**
sur **162 KHz** ou **1852 m**
www.98radiofrance.com

La radio associée au Comité Français d'Organisation de la Coupe du Monde de Football 1998, en partenariat avec la FIFA

162 KHz
1852 m
GO/LW
98 Radio France

1986

Un après-midi de crainte, d'espoir et de rêve à Guadalajara

(Careca, 17*), également auteurs de deux tirs sur les poteaux. Il fallait encore y « croire » pour que le gardien Joël Bats détourne un penalty de Zico, cet athlète surnommé le « Pelé blanc ».

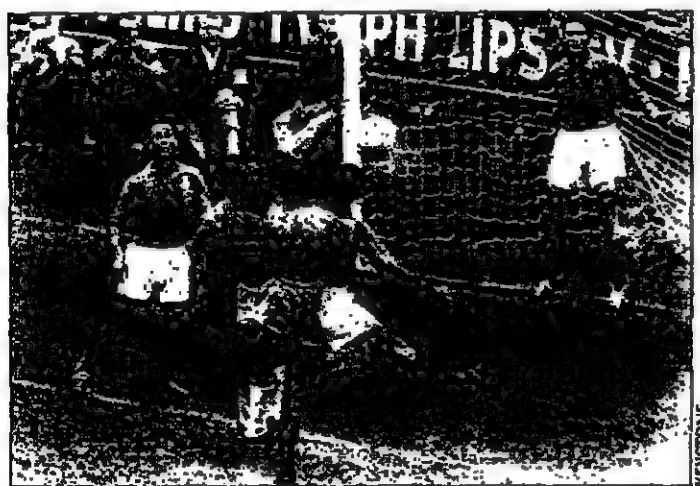
La suite, mille fois revue à la télévision, est entrée pour ainsi dire dans le patrimoine national : l'égalisation de Michel Platini (49), qui allait ouvrir la voie de la prolongation ; la frappe aérienne de ce même Michel Platini lors des tirs au but ; le plongeon salvateur de Bats sur la tentative de Socrates ; le tir de Julio Cesar sur le poteau droit ; et celui, victorieux, de Luis Fernandez, ultime marqueur du jour. La France réédite l'exploit du 10 juin 1978. Ce jour-là, à Paris, au Parc des Princes, les 100 000 spectateurs privés de nombreux titulaires, blessés — Gérard Janvion, Martin Tésero, Dominique Rocheteau, Dominique Bathenay et Bernard Lacombe — s'étaient imposés 1-0 (Paris, 569).

DOMINATION AU VERDE

Ce samedi-là, le stade Jalisco était brésilien, jaune et vert du premier au dernier gradin. Mais ce handicap sembla donner aux Français une forme de confiance en eux, la certitude qu'ils finiraient bien par se sortir d'affaire. « Nous y avons toujours cru », répèteront-ils, dans un bel ensemble, à l'issue de la rencontre. Il fallait y « croire », pour ne pas renoncer après l'ouverture du score par les Brésiliens.

La mémoire bleue est souvent capricieuse. Si elle se souvient sans difficulté de la joie de Luis Fariñas, grand, remuant, le terrail de grand jeu, fouleuse, le terrail de grand jeu, roi des meilleurs brésiliens, elle oublie volontiers combien cette rencontre de Guadalajara fut difficile pour les joueurs français, dominés techniquement par leurs adversaires sud-américains. « C'est vrai, nous avons eu de la réussite, on ne va tout de même pas s'en plaindre ! », avait admis Alain Giresse, encore marqué par « la guigne » de 1982. Une analyse confirmée par l'attaquant Bruno Bellone : « En 1982, la RFA avait la chance. Cette année, c'est peut-être notre tour... » Il avait tort. L'Allemagne s'imposera (0-2) en demi-finales. Mais c'est une autre histoire.

Philippe Broussard



Stockholm, 1958. Vava et Pelé, au cœur de la défense française.

1958

Pelé marque,
la France sombre

EN demi-finales du Mondial suédois de 1958, le Brésil, emmené par un joueur connu sous le nom de Pelé, Edson Arantes do Nascimento, surnommé Pelé, rencontre l'équipe de France, le 24 juin, au Rasunda Stadium, à Stockholm. Dès la 2^e minute, Vava ouvre le score, mais l'attaquant tricolore Just Fontaine réplique (8^e minute), admirablement servi par son coéquipier Raymond Kopa. La rencontre bascule à dix minutes de la mi-temps : le « patron » de la défense des Bleus, Robert Jonquet, se blesse à la jambe. Le règlement interdisant alors les remplacements, il doit rester sur le terrain, inutile. La victoire offensive des Brésiliens peut s'exprimer sans réserve. Les joueurs *quirrelle* atteignent le score avec un but d'avance, après

que Didi a inscrit le second but
brésilien.

En deuxième période, le prodige Pelé marque trois buts (53^e, 67^e et 76^e), annihilant ainsi les chances françaises d'accéder à la finale. L'entraîneur français Albert Batteux se ne méfiait absolument pas de ce joueur, qui ne comptait que cinq sélections en équipe nationale avant la Coupe du monde. Le désir but de Roger Plantoni (83^e) consola les Français de la lourde défaite concédée (5-2). Il a été le seul, avec Just Fontaine (meilleur buteur de la compétition avec 13 buts), à avoir battu le gardien de la Selecao, Neves Gilmar, depuis le début de la compétition. La France **déroche** la troisième place du tournoi, au détriment de l'Allemagne, finalement éliminée (6-3). Le Brésil, vainqueur en finale de la Suède 5-2, est sacré pour la première fois champion du monde. Pelé pleure à chaudes larmes, son équipe est la première formation sud-américaine à triompher en Europe. A ses côtés, Mario Zagallo, alors ailier gauche, ne se doute pas qu'il gagnera encore trois Coupes du monde avant de retrouver la France en finale de l'édition 1998, comme entraîneur.

C.R.



Guadalajara, 1986. Curieux match pour Michel Platini, qui égalisera sur penalty avant de manquer son tir au but.

1963

Le « roi » réalise
le coup du chapeau

LE 28 avril 1963, le Brésil trouve en la France le troisième système adverse de sa tournée européenne, après deux premières défaites, contre le Portugal (0-1) puis la Belgique (1-5). Bien organisés en 4-3-3, les Bleus font jeu égal avec une équipe brésilienne où ne subsistent plus que quatre champions du monde 1962, le gardien Gilmar, l'inusable arrière droit Djalma Santos, le demi défensif José Miranda et une Pelé convalescent.

En première mi-temps, les attaquants français peinent à concrétiser leurs nombreuses occasions. A la demi-heure de jeu, Pelé justifie sa renommée par un démarrage décisif et inscrit le premier but de la Selecao. Il faut attendre la 70^e minute pour voir la formation tricolore revenir à la marque grâce à un tir des 16 mètres de Marryan Wisniewski. Cinq minutes plus tard, le roi Pelé sollicite un une-deux avec l'avant-centre Ney, ne laisse aucune chance au jeune gardien du Stade français, Georges Carnus, et redonne à nouveau l'avantage au Brésil, qui mène 2-1. Immédiatement après la seconde égalisation française, obtenue par Fleury Di Nallo (82'), le prodige auvergned recède en transformant un penalty sifflé pour une faute de Joseph Bonnel sur l'ailier gauche José Macia. Edson Arantes do Nascimento vient de donner un avantage définitif à son équipe. « Pelé 3, France : h2 », titrera le quotidien *L'Equipe*. Georges Carnus, qui faisait ses débuts internationaux, déclare : « Pelé m'a fait l'honneur de marquer lui-même les trois buts brésiliens. Ce sera sûrement l'un des grands moments de ma carrière. »

C.R.

1977
« França, França »
au Maracana

C'est un joli baptême que s'offre l'équipe de France de Michel Hidalgo, en ce 30 juin 1977. Pour la première fois de son histoire, la sélection tricolore dispute un match dans l'enceinte du mythique Maracana de Rio de Janeiro. Et pour fêter l'événement, les Bleus vont obtenir un résultat inespéré devant 84 000 spectateurs tombés sous le charme.

Le début de la rencontre est pourtant inquiétant pour des Français visiblement impressionnés par le cadre, l'ambiance et le talent d'un certain Roberto Rivellino, qui dispute le 100^e match de sa carrière sous le maillot *auriverde*. A la 30^e minute de jeu, Edimôn ouvre le score en trompant le gardien messin André Roy. On craint le pire pour l'équipe de France, d'autant que, six minutes après la reprise, Roberto inscrit le deuxième but de la Seleção. Un deuxième but qui aura pourtant pour effet de décomplexer les Bleus. Une minute plus tard, Michel Platini adresse une passe en air à Didier Six. Ce dernier réalise alors un geste technique rare : il contrôle le ballon de la poitrine avant de loper son adversaire direct, puis d'adresser une fantastique reprise de volée du gauche qui termine sous la transversale du but gardé par Enzo.

Métamorphosés, les Bleus se créent dans la foulée plusieurs occasions signées Dominique Bathenay, Michel Platini et Gérard Janvion. Et, à cinq minutes de la fin, Marius Trésor égalise enfin d'un superbe coup de tête. Conquis, le public cariocra hurle : « França, França ! » Michel Hidalgo, sous le coup de l'émotion, essuie quelques larmes.

ACE

1981

La leçon de maître Zico

EMMÈNE par les artistes Zico et Sócrates, la Seleção vient donner une leçon de football à l'équipe de France sur le pelouse du Parc des Princes, invaincue à domicile depuis le 26 avril 1975 (défaite 0-2 face au Portugal, à Colombes), l'équipe de France, privée de Michel Platini, Dominique Bathenay, Patrick Battiston et Dominique Rocheteau, ne fait pas les poids. Au bout d'une demi-heure de jeu, le Brésil mène 2-0 (Zico, 21^e ; Ronaldo, 27^e). Sous le charme, le public parisien ovationne les exploits techniques des Cerezo, Eusebio et surtout Zico, qui n'a jamais eu de bien mérités son surnom de « Pelé blanc ».

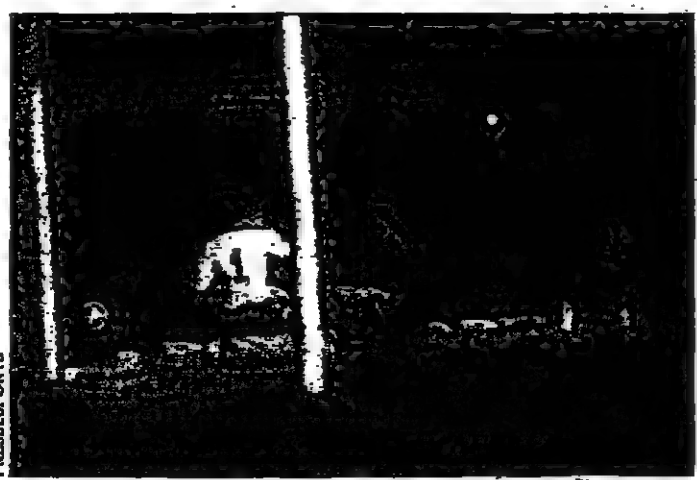
En dépit d'une belle reprise de volée de Philippe Anziani sur la barre transversale, le Brésil continue son festival de passes redoublées et d'accélération génales. Le troisième but, inscrit à la 52 minute, est un chef-d'œuvre : petite balle piquée par Zico au-dessus de la défense française et lob parfait de Socrates. A neuf minutes de la fin, Didier Six, déjà auteur d'un but d'anthologie au Maracana en 1977, sauve l'honneur de Bleus d'un coup de tête, avant de se faire expulser pour un geste de mauvaise humeur.

1997

Dos à dos
avant le Mondial

DANS un stade Gerland encore en travaux en vue du Mondial 1998, le Brésil présente, le 3 juin, le redoutable duo Romário-Ronaldo en attaque. Le jeune prodige brésilien s'offre la première occasion nette du match, mais une claquette de Fabien Barthez permet de sauver les Bleus. A la 20^e minute, un coup franc super-sonique de Roberto Carlos contourne le mur français et trompe le gardien de but. Impressionnants, les joueurs de Mario Zagallo dominent nettement la première mi-temps.

Pour tenter de redonner du punch à son attaque, Aimé Jacquet remplace Robert Pires par le Strasbourgeois Marc Keller dès la reprise. Soudain plus mobiles, agressifs et créatifs, les Bleus prennent enfin le jeu à leur compte. A la 60^e minute, Ibrahim Ba adresse un centre repris par Florian Maurice. Taffarel, le gardien de la Selecao, repousse le tir sur Marc Keller qui égalise logiquement. Cinq ans après la dernière visite des Brésiliens au Parc des Princes, marquée par la défaite (2-0) des hommes de Gérard Houllier, l'équipe de France a montré qu'elle pouvait rivaliser avec les champions du monde en titre.

[illegible]

Rio, 1977. Menés 2-0, Bernard Lacombe et les Bleus se décomplexent et réussissent l'exploit de revenir au score.

égende



1981
son
maître Zico

1997
Des à dos
avant le Monde

ALEXANDRE DUMAS
Accompagnant
des études sur l'auteur
des « Mousquetaires »,
deux œuvres
fleuves refont
surface
page II

JEUNESSE
La sélection de l'été
page V



Le Monde des LIVRES

VENDREDI 10 JUILLET 1998

LA CHRONIQUE
de Roger-Pol Droit
page VI



NORMAN GOLB
page VII

Pour converser avec Savinio

Avec le romancier, dramaturge et peintre italien
débuté une série de portraits d'écrivains encore trop peu reconnus

Leonardo Sciascia, qui considérait Alberto Savinio comme le plus grand écrivain italien de l'entre-deux-guerres, ne s'embarrassait pas de nuances : « Le nombre de médiocres ayant grandi de façon effrayante, et encore davantage celui des imbéciles, nous croyons qu'a diminué, jusqu'à devenir infime, le nombre - potentiel ou effectif - des lecteurs de Savinio. Nous espérons

gens qu'elle rend meilleur l'homme, et lui confère une dignité, sinon le paradis.

Né stendhalien, il avait l'audace d'affirmer qu'il ne réussissait pas à être malheureux, bien que son ami Nino Frank ait rappelé que, en dépit de son penchant à exister à propos de toute chose une critique dévastatrice, au fond de la voix aiguë, sarcastique, qui enrouait de terribles jugements, on entendait en sourdine la « détresse constante d'un enfant des limbes, dans le regret des anges et des dieux ». Savinio ne croyait pas que le but de l'art fût d'exprimer l'« indicible » ; et il estimait puérile l'ambition de faire une œuvre : « Une fois cette puérilité comprise et dépassée, on n'écrit plus de livres qu'en forme de longue et tranquille conversation ».

Cela dit, il se pourrait que la véritable explication de la méconnaissance où son œuvre demeure fût typiquement « savinienne » : ne croyait-il pas à cette puissance du verbe dont les Égyptiens dédaignaient l'importance capitale du nom propre, lequel, à leurs yeux, combattait la synthèse psychique de l'homme et en résolvait toute sa force magnétique ? Ne soutenait-il pas que les ruines de Troie étaient bel et bien celles découvertes par Schliemann, pour la suffisante raison que, pendant la première guerre mondiale, ce fut le cuirassé anglais Agamemnon qui les avait bombardées ? Pourquoi ces canons auraient-ils tiré sur des ruines si la colline massacrée d'Agamemnon ne les avait pas dirigés ? « Le destin de nous autres hommes "civilisés" est dans nos prévisions et dans nos noms, disait-il. Très rares les hommes qui ne

ressemblent pas à leur prénom et à leur nom. Très rares les hommes dont le destin n'est pas inscrit dans leur prénom et prescrit par leur nom. »

Or, de son vrai nom Andrea de Chirico, il n'a pas encore vingt ans quand il s'approprie le nom d'un traducteur français de l'époque, celui d'Oscar Wilde : Alberto Savinio. Il est permis de supposer qu'Andrea de Chirico ne tolère toujours pas d'être remplacé sur la couverture de ses propres ouvrages par un obscur traducteur, et que, comme Agamemnon, il se venge.

Ainsi que son frère Giorgio, l'un des peintres du siècle, Alberto est né à Athènes - « à l'ombre d'un olivier et sous le regard vigilant et rond de l'oiseau de Pallès ». Leur mère était une aristocrate du nord de l'Italie ; leur père, un ingénieur sicilien qui construisait des chemins de fer en Grèce (comme le grand-père de Picasso en Espagne).

À Athènes, Andrea a suivi des études de musique, et c'est avec un premier prix de composition en poche qu'il quitte, à treize ans, en 1904, le pays après la mort prématurée de son père. Soucieuse de parfaire l'éducation de ses enfants, l'olympeenne baronne De Chirico - que Cocteau verra, lui, surveillant ses fils d'Acropole, « en robe ouverte assise sur une chaise de bois, avec un bouquet de roses à la main » - installe sa famille à Munich, où Max Reger, surcomposé alors le « Bach moderne », qui lutte contre la dissolution de l'harmonie classique, enseigne l'art du contrepoint. Et c'est, au reste, chez ce maître, où Andrea se rend toujours en compagnie de son frère, que celui-ci a comme une illumination qui va décider de sa peinture : au hasard des albums

« CON SAVINIO NEL ELECTA FIRENZE »

Alberto Savinio à Paris en 1914

traînant dans le salon du compositeur, Giorgio a découvert une reproduction de *L'île des morts*, d'Arnold Böcklin.

Enfin, c'est en 1910 que, flanquée de ses fils, adolescents plutôt dandys, l'intégrale baronne débarque à Paris. Andrea, qui s'est mis à écrire, prend le pseudonyme avec lequel il fait irruption chez Apollinaire, en compagnie de son frère Giorgio, dont Picasso a parlé au poète comme d'un « curieux peintre de gare ». On ne saura jamais qui, d'Andrea ou de Giorgio, a influencé l'autre : alors que Giorgio inventait la peinture métaphysique - la gare Montparnasse dans une énigmatique lumière d'automne, les statues équestres et leur ombre portée sur des places désertes, aux mystérieuses arcades - les écrits du frère tournaient déjà autour de person-

nages de pierre, de mannequins dépourvus de visage, de matrones juptériennes assises dans des fauteuils recouverts de bousses, au beau milieu d'un paysage... Plus tard, la peinture d'Alberto reprendra ces mêmes figures faites d'abord avec des mots. A l'inverse, dans *Hebdomérides*, le seul livre que Giorgio écrit (2), le peintre traduit au moyen de mots les créatures et les décors de ses toiles.

(1) Du même auteur, aux éditions Gallimard : *Toute la vie* (1975), *Maupassant et l'autre*, suivi de *Tragédie de l'enfance et de C'est à toi que je parle* (« Clio », 1977), *Hommes, racontez-vous* (1978), *Achille éternoué* (1979), *Encyclopédie nouvelle* (1980), *Ville, l'écoute ton cœur* (1982), *Enfance de Nivola Dolcemare* (1989). Dans la collection « Le Promeneur/La

La gloire des oubliés

Par trop exhaustif, ce « Dictionnaire des lettres françaises » fait perdre de vue les raisons de ses choix

DICTIONNAIRE DES LETTRES FRANÇAISES, LE XX^e SIÈCLE
Sous la direction
de Martine Bercoff
et d'André Guyaux.
Le Livre de poche, coll.
« La Pochothèque »,
1172 p., 185 F.
Inédit.

Vous êtes ce que les statisticiens de la culture nomment un grand lecteur. Vous vous intéressez de très près à la littérature française contemporaine. Vous en connaissez l'histoire, les mouvements, les supports éditoriaux. Alors plus loin : vous êtes libraire, bibliothécaire ou encore critique littéraire ; les livres et les auteurs français du XX^e siècle, c'est votre métier, et vous avez la conviction de bien le connaître. Et puis vous ouvrez ce dictionnaire de poche et vos paisibles certitudes s'écroulent : vous croyiez savoir et vous ne saviez rien.

Prenons un exemple au hasard entre les pages 669 et 673, à la lettre « L ». Vous trouvez des notices consacrées, dans l'ordre, à Madeleine Ley (1901-1981), à Justin Lhérisson (1873-1907), à Géo Libbrecht (1891-1976), au cahier « Livres » de *Libération* - juste le temps de vérifier que « Le Monde des livres » n'a pas été oublié ; il y

est, tout va bien -, à Bernard Liège (né en 1927), à Werewere Liking, pseudonyme d'Eddy Likoko (né en 1950), à Suzanne Lilar bien sûr, à Marguerite Limbéraki (née en 1919), à Georges Limbour évidemment, qui a droit à trois colonnes, enfin à un oncle et à son neveu Georges (1900-1993) et Jacques-Gérard (1925-1997) Linze. Bref, on aura compris que le grand souci des concepteurs de ce dictionnaire a été de n'oublier personne parmi les oubliés. Lorsqu'on voit s'aligner autant de noms obscurs, autant de titres endormis, on conçoit le dépit des malheureux auteurs qui, malgré tout, n'en seront pas.

Faut-il se plaindre de la surabondance ? Il y a dans le refus de choisir une manière de modestie qui sied à une entreprise encyclopédique. Le problème est qu'évidemment on choisit toujours, et que consacrer plus de 1 800 notices aux lettres françaises du XX^e siècle, c'est payer les raisons de son choix dans l'océan d'une impossible exhaustivité. Mieux vaudrait affirmer clairement ses orientations. Par exemple, le très fort accent porté sur les écrivains francophones écrivant hors de France, en Bel-

gique, en Suisse, au Québec, en Afrique et aux Antilles. Sans doute occupent-ils à eux seuls plus de la moitié des entrées du dictionnaire. C'est un point de vue qui se défend, tant sur le plan culturel que sur celui du commerce ; et les acheteurs de Louvain ou de Neuchâtel, de Montréal ou de Dakar seront sans doute ravis de voir tant de leurs compatriotes franchir le mur de l'arrogance hexagonale. Même si une sélection tellement généreuse fait perdre à la consécration un peu de son éclat.

D'une manière générale, d'ailleurs, les responsables du dictionnaire ont décidé de « contribuer

à faire découvrir des écrivains que la postérité, ce « grand pasteur au regard sommaire » comme l'appellait Sainte-Beuve, a jusqu'ici injustement négligés ». S'agissant de notre siècle, c'est sans doute faire parler un peu vite la postérité et la taxer hâtivement d'injustice. Et puis on ne voit pas très bien en quoi quinze lignes d'une notice où s'alignent, enveloppées d'un vague commentaire - « il est surtout le romancier fécond qui peint les mœurs provinciales et la vie des petites gens de son Morvan natal » -, les titres et les dates de l'œuvre peuvent

permettre la redécouverte annoncée d'Henri Bachelin, de Georges Blond ou de Marguerite Burnat-Provins.

Réduit de moitié, ce dictionnaire aurait été remarquable. Les articles portant sur les écrivains consacrés sont minutieux, développés, et pour la plupart, justes ; mais on peut trouver ailleurs aussi bien. En revanche, l'ouvrage se révèle neuf et précieux en ce qui concerne les revues littéraires et les maisons d'édition. Entrées nombreuses, rédactions bien informées, jugements sagaces, bibliographies tenant compte des recherches les plus récentes. C'est sans doute à travers ces articles que se lisent le mieux les mille mouvements de notre vie littéraire contemporaine.

Avec ce *Dictionnaire des lettres françaises du XX^e siècle* s'achève la série des dictionnaires des lettres françaises de la Pochothèque. Les autres volumes (*Moyen Âge, XVII^e, XVIII^e, XIX^e*) étaient les reprises modernisées et corrigées de l'énorme entreprise dirigée, d'une main de fer militante et savante, dans les années 60 par le cardinal Greffe. Ingratitude de la jeunesse : Bercoff et Guyaux ont oublié dans leur XX^e siècle ce prêtre érudit, dont le nom est juste signalé en passant dans l'article consacré à l'Académie française.

Pierre Lepape



magazine littéraire

N° 367 - Juillet-Août 1998

DOSSIER :

LA FAUTE

Le retour de la culpabilité
Philosophie. Histoire. Morale. Psychanalyse.
Politique. Littérature.

ENQUÊTE :

New York, capitale du polar

Chez votre marchand de journaux : 32 F
Le Magazine littéraire sur Internet : www.magazine-litteraire.com

OFFRE SPÉCIALE

6 numéros : 132 F
Cocher sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- | | | |
|---|--|--|
| <input type="checkbox"/> Umberto Eco | <input type="checkbox"/> George Sand | <input type="checkbox"/> Roland Barthes |
| <input type="checkbox"/> William Faulkner | <input type="checkbox"/> Joseph Conrad | <input type="checkbox"/> Jacques Lacan |
| <input type="checkbox"/> Italo Calvino | <input type="checkbox"/> Tchekov | <input type="checkbox"/> Georges Perec |
| <input type="checkbox"/> Virginia Woolf | <input type="checkbox"/> Chateaubriand | <input type="checkbox"/> Olympe de Gouges |
| <input type="checkbox"/> Albert Camus | <input type="checkbox"/> Michel Leiris | <input type="checkbox"/> Hermann Hesse |
| <input type="checkbox"/> Jean Starobinski | <input type="checkbox"/> Marguerite Duras | <input type="checkbox"/> Rabindranath Tagore |
| <input type="checkbox"/> Marguerite Yourcenar | <input type="checkbox"/> Althusser | <input type="checkbox"/> L'existentialisme |
| <input type="checkbox"/> Sadi | <input type="checkbox"/> André Gide | <input type="checkbox"/> Paul Verlaine |
| <input type="checkbox"/> Retour aux Lettres | <input type="checkbox"/> Rainer Maria Rilke | <input type="checkbox"/> Aragon |
| <input type="checkbox"/> Jacques Derrida | <input type="checkbox"/> Kant | <input type="checkbox"/> La Reine |
| <input type="checkbox"/> Witold Gombrowicz | <input type="checkbox"/> Guy de Maupassant | <input type="checkbox"/> Marx |
| <input type="checkbox"/> Fernando Pessoa | <input type="checkbox"/> Lévi-Strauss | <input type="checkbox"/> Michel Foucault |
| <input type="checkbox"/> Céline | <input type="checkbox"/> La fin des certitudes | <input type="checkbox"/> Ernst Jünger |
| | <input type="checkbox"/> Jean Genet | <input type="checkbox"/> Cioran |

Nom : _____

Adresse : _____

Règlement joint par chèque bancaire ou postal

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères, 75007 Paris - Tél : 01.45.44.44.44 - Fax : 01.45.44.44.44

Intrigues inquisitoriales

Sur fond de prêches, de bûchers et de débats théologiques, Jean Bédard évoque la figure du grand mystique dominicain : Maître Eckhart

MAÎTRE ECKHART (1260-1328)
de Jean Bédard.
Stock, 360 p., 140 F

P eut-on écrire le moindre roman médiéval à énigmes ou à idées sans que soit évoquée l'indéfectible référence à Umberto Eco ? Depuis le succès phénoménal du *Nom de la rose*, il semble qu'aucune entreprise exigeante ne puisse échapper à cette comparaison. Rarement pertinente. Ces derniers mois, Lawrence Norfolk (*Le Rhinocéros du pape*, Grasset) ou Iain Pears (*Le Cercle de la croix*, Belfond) viennent encore d'en faire l'expérience. Sans conclusion réellement probante.

Il faut pourtant reconnaître que pour le singulier Maître Eckhart de Jean Bédard, le parallèle peut s'imposer. Non qu'il y ait dans l'évocation scrupuleuse de la figure du mystique dominicain ce jeu d'érudition et de mystère qui fit la fortune de Eco, mais par l'exact recoupement de la chronologie des deux romans. Il ne faut pas se fier, en effet, à la présentation très sage de l'ouvrage (chronologie, lexique) qui mentionne dès son titre les repères de l'existence du théologien (1). Le roman de Bédard est centré sur un épisode précis et bref de la vie d'Eckhart vieillissant. En 1327, la querelle qui opposait franciscains et dominicains, doublée de la réserve inquiète d'évêques que l'esprit de réforme et de dépouillement n'a pas gagnés, conduit à multiplier les suspensions de déviance, pour d'herésie. Tandis que Jean XXII règne depuis Avignon, Bernard Gui vient démasquer le franciscain Guillaume de Baskerville dans l'abbaye de fantaisie créée par l'écrivain italien ; au même moment, à Cologne, Maître Eckhart est suspecté de prêcher une religion, héritière de saint Thomas d'Aquin, trop subtile pour ne pas égarer les humbles.

Compréhensif envers les pauvres, dont les premiers mouvements sont impitoyablement réprimés, et les femmes qui tentent d'échapper au modèle social masculin en se retirant dans des béguinages, Eckhart ne peut qu'être un danger. Sonné de venir se justifier devant le Saint Père, il meurt avant l'examen des propositions jugées hérétiques. La condamnation posthume ne ternira cependant pas la réputation du mystique.

En s'attachant à rendre à la fois un débat théologique des plus ardu et l'enjeu de la première pour-

une sorcière avant d'incarner la pureté virgine des intercesseurs essentiels, répondent les doutes perpétuels de Conrad, partagé entre deux fidélités contradictoires, à un homme et à une institution, les crimes de Hermann de Summo et Guillaume de Nideke, convertis par l'archevêque Henri de Vimebourg. Cette fresque aux enjeux spirituels capitaux en un vrai roman foisonnant. Difficile certes, mais captivant.

Pouvait-on sans caricature restituer la vraie dimension d'Eckhart ? Sans doute pas ; et si le lecteur hé-

Maître Eckhart

Il n'est pas inutile de revenir aux textes eux-mêmes. Alain de Libera, spécialiste de philosophie médiévale, propose et présente - d'une manière éblouissante - une belle anthologie consacrée à l'un des thèmes fondamentaux de la mystique eckhartienne : l'humilité (*Sur l'humilité*, éd. Arfuyen, 76 p., 90 F). Par ailleurs, les sept poèmes et la prière que présente et traduit (en édition bilingue) Wolfgang Wakernagel, autre spécialiste d'Eckhart, appartiennent au corpus eckhartien. Peut-être apocryphes, ils n'en constituent pas moins un élément essentiel de la spiritualité rhéno-flamande (*Poésies mystiques et prière de Maître Eckhart*, éd. Ad Solem, Genève, diff. Cerf, 122 p., 95 F). Enfin, en édition de poche, Gwendoline Jarczyk et Jean-Pierre Labarrière ont traduit et présenté les sermons allemands à l'XXX de Maître Eckhart (*L'Écclésiastique de l'âme*, Albin Michel, « Spiritualités vivantes », 324 p., 55 F).

suite par l'inquisition d'un dominicain - saint Dominique est à l'origine de cette mission inquisitoriale -, Jean Bédard ne choisit pas la facilité. Présentant son évocation comme le témoignage tardif du secrétaire du maître rhénan, Courard de Halberstadt, parvenu au terme de sa vie à une compréhension moins fruste du message d'Eckhart, le romancier lie avec un bonheur qu'on n'espérât pas si complet la réelle finesse de l'argumentation théologique et la réécriture romanesque d'un monde fait de violence et d'intrigues, où le poison doit venir à bout d'adversaires qu'on expédierait plus volontiers au bûcher ou au fleuve si le scandale de leur élimination n'était à craindre. A la belle figure de Katriel, « fille spirituelle » de Maître Eckhart présentée comme

site sur le message lorsqu'il compare des citations apparemment antinomiques (« La foi est un état de l'intelligence » face à « La foi n'a rien à voir avec l'intelligence, elle est un état de l'âme et de l'intellect, qu'il ne faut jamais confondre avec la raison, est la vie même du verbe »), le clin d'œil ultime du maître à son disciple renvoie à la vraie source, le texte du théologien : « Tu parles comme un livre mais les livres eux-mêmes vont plus loin que toi ».

Philippe-Jean Catmichi

(1) Ce n'est pas la seule surprise du lecteur : curieusement, l'éditeur annonce qu'il s'agit là d'un premier roman, alors qu'il cite deux autres titres, parus il est vrai au Québec en 1989 et 1991. La traversée de l'Atlantique rend-elle amnésique ?

Dumas méconnu

Deux œuvres où l'on découvre un autre romancier que celui des Mousquetaires

LES MOHICANS DE PARIS
d'Alexandre Dumas.
Établissement du texte, notes, postface de Claude Schopp, « Quarto », Gallimard, deux volumes, 1 428 p., 160 F chacun.

GEORGES
d'Alexandre Dumas.
Présenté par Calixthe Beyala, Éditions n° 1, 406 p., 100 F.

D u Titan de notre littérature, voici qu'un monument oublié nous arrive. Le plus long feuilleton de son auteur. Près de trois mille pages, des heures de lecture d'une diversité telle qu'on passe de l'un à l'autre des trois cent trente-sept chapitres sans lassitude, l'immortel constamment relancé par d'innombrables intrigues, par les conflits politiques et sociaux d'une époque où la Restauration annonce les révolutions qui la clôtureront et où le romantisme marque une génération de femmes assouffies de liberté pour tous et de gloire personnelle. Dès la première ligne, Dumas annonce son projet : « Si le lecteur veut risquer, avec moi, un pèlerinage vers les jours de ma jeunesse, et remonter la moitié du cours de ma vie... nous ferons halte ensemble au commencement de l'an de grâce 1827 » - et, pour cadrer son histoire, l'ouvre avec une description de ce qu'il appelle « la Babylonie moderne », faisant revivre « le Paris physique et moral des dernières années de la Restauration ». Guère possible de résumer un récit où se rencontrent, fictifs ou réels, près de neuf cents personnages autour d'un jockey, chef de la police qui poursuit Salvator, avatar d'Edmond Dantès, « un gaillard dont le nom est de bon augure ». A la façon des carbonari, il prépare la révolution de 1830. Ce n'est qu'un aspect du roman. Il se nourrit aussi de balcons amoureux, avec leurs corollaires - bâtarde, paternité

sublime, incoste -, nous fait passer d'un bouge pour malfrats des Halles à un palais de Rome où Chateaubriand écrit à M^{re} Récamier. Rien ne manque du « physique » et du « moral » en cent lieux divers. Quant au titre, qui n'est pas étranger à la vogue que connaît alors Fenimore Cooper, il se veut un heurt de deux mots et une définition de l'œuvre qui décrit les malheurs rejetés d'un monde qui n'a pour but que le pouvoir, pour culte, que l'argent. Roman-fleuve, à la fois policier, d'aventures et historique - avec les dumasismes entorses -, ce chef-d'œuvre du genre est un voyage tumultueux dans l'univers de la pègre des bas quartiers, celui des beaux salons, de la bourgeoisie « amie de l'ordre [qui] désirait un changement et tremblait que ce changement n'ait lieu », et, dit Dumas, parmi le peuple « qui était franchement de l'opposition, sans savoir bien nettement » de la quelle.

Georges est l'ouvrage que Dumas écrit avec sans doute le plus de difficulté. Il porte en lui pendant dix ans ce roman de la négritude et de l'esclavage, avec une part d'autobiographie. Il a subi le mépris de la couleur de sa peau. Dans des termes qui sentent déjà son Drumont, Mirecourt le décrit pour cette conclusion : « Grâce à l'écorce de M. Dumas et vous trouverez le sauvage. » Est-ce parce qu'il allait à l'encontre de l'esprit du temps que, nul journal ne voulant s'y risquer, le roman ne parut pas en feuilleton mais directement en librairie ? Il est vrai que le maître Dumas n'use pas de la note pour cette histoire de Georges, qui, après avoir été des guerres de l'Empire revient en son île Maurice, y connaît un amour qui rappelle Roméo et Juliette et entreprend d'y donner aux esclaves une vie digne. A l'heure de l'anniversaire de l'abolition de l'esclavage, c'est là un grand Dumas oublié à découvrir.

Pierre-Robert Leclercq

Falstaff des lettres

LE GRAND LIVRE DE DUMAS
sous la direction
de Charles Dantzig.
Les Belles Lettres, 270 p., 165 F.

D ouze écrivains, trois scénaristes, deux cinéastes, deux historiens, un conservateur du patrimoine, un astrologue, un auteur de mots croisés, un critique musical, un chroniqueur gastronomique et le directeur de la Cinéma-thèque suisse. Ce n'est pas un inventaire à la Prévert, mais les auteurs d'un original et intéressant panorama sur l'œuvre et la vie d'un de nos écrivains les plus prolifiques et populaires. Soit divers éclairages portés sur celui qui, du roman au théâtre, du journalisme à la biographie (1), n'a pas seulement marqué son temps mais reste le créateur de personnages devenus mythiques qui font de lui, en cent ans de filmographie, l'auteur le plus adapté au cinéma dans le monde. Mais Dumas, ce n'est pas que la littérature. D'Ataguan, bien sûr mais aussi Gaudier, Monte-Cristo mais aussi Rossini, Milady, mais aussi Marie Dorval - entre beaucoup d'autres ; une singulière d'amitiés, d'amours, pour ce boulimique, à vivre plusieurs vies dont les voyages, le rapport à l'argent, la compagnie de peintres comme Delacroix et Gérard, la paternité difficile ou les recettes de cuisine, peu applicables mais savoureuses au moins de lecture, sont autant de chapitres de ce livre grand par la qualité des textes et des illustrations. Souvent aussi surprenantes que tel ou tel moment du parcours de cette espèce de Falstaff toujours inattendu, qu'il soit auteur, ami, amant, qu'il prévienne de mettre Pompei au jour ou de fournir des fusils aux Chénisses rouges de Garibaldi.

P.-R. L.

(1) Voir à ce propos, sous *César*, historiquement précis et enlevé comme un roman (Les Belles Lettres, 440 p., 145 F).

SCIENCE-FICTION

● par Jacques Baudou

Wells, précurseur

H. G. WELLS
de Joseph Altairac.
Ed. Encreage, « Références », 208 p., 65 F.

S i Jules Verne, dans quelques-uns de ses *Voyages extraordinaires*, fut le précurseur de l'anticipation scientifique, Herbert George Wells est incontestablement le père de la science-fiction moderne. En quelques romans remarquables - *La Machine à explorer le temps*, *L'île du docteur Moreau*, *L'Homme invisible*, *La Guerre des mondes*, *Quand le dormeur s'éveille*, *Les Premiers Hommes dans la lune* -, il a défini d'assez prophétiques façon le champ d'intervention d'un genre littéraire fondé sur la réflexion spéculative. Son influence a été considérable et son œuvre a acquis - Joseph Altairac a raison de le souligner - dès son introduction - une véritable dimension mythologique. Il suffit d'évoquer Orson Wells et sa *Guerre des mondes* radiophonique et paniquante, comme son occurrence dans le *Radio Days* de Woody Allen (1).

Herbert George Wells méritait bien qu'on lui consacre une monographie et Joseph Altairac a su lui dresser l'hommage qui convenait. Après une biographie qui narre l'accession de cet adolescent venu d'une famille modeste au professorat de sciences, puis son entrée en journalisme et en littérature et détailler sa carrière multiple d'écrivain, d'encylopédiste et de vulgarisateur, sans oublier ses velléités politiques ou sa turbulente vie privée, l'œuvre tout entière est analysée. Des chapitres sont consacrés à l'utopie, au romancier social, au grand journaliste, au prospectiviste, mais c'est bien évidemment sur le roman et les nouvelles de « merveilleux scientifique » (pour utiliser la belle formule de Maurice Renard) que Joseph Altairac s'étend le plus longuement en soulignant combien ceux-ci détonnent par leur qualité, leur audace, leur force, par rapport aux autres textes du genre publiés à la même époque qu'ils écrasent littéralement. Il prend aussi soin de démontrer la justesse de cette phrase de George Orwell : « Aucun écrivain de notre temps, et a fortiori aucun écrivain anglais, n'a influencé aussi profondément ses contemporains », rendant ainsi justice à tous les pans de l'œuvre wellsienne occultés aujourd'hui par le succès perdurant de ses *scientifictions* romanesques comme par le passage du temps, ce terrible niveleur.

Joseph Altairac s'attarde un moment sur la réception critique des ouvrages de Wells, notamment en France, avant d'établir une bibliographie commentée extrêmement précise et précieuse et de lister les adaptations cinématographiques ou télévisuelles (on sait notamment la fortune du thème de « l'homme invisible » !). Avec cette monographie dense, érudite et avisée, il fête d'éclatante manière le centenaire de la parution de la *Guerre des mondes*.

● RETOUR A LA MAISON USHER, de Robert Poe

Dans un envoi au lecteur, l'auteur, descendant d'Edgar Allan Poe, déclare : « Je me suis efforcé d'être un digne héritier du maître. » Il n'y est qu'imparfaitement parvenu. Son roman met en scène des personnages un peu convenus et caricaturaux dans une intrigue vaguement policière (avec magouille immobilière et avocat mafieux) qui n'est ni très convaincante, ni très originale. Mais il a réussi en revanche à tisser un récit gothique assez impressionnant où la malédiction des Usher frappe à nouveau, à l'imitation du conte de son illustre ancêtre, tant la clinique reconstruite sur l'emplacement du lugubre manoir, que les descendants de la malheureuse famille. On regrettera cependant que le style de Robert

ne vaille pas, et de loin, celui d'Edgar... (Traduit de l'anglais - États-Unis - par Pierre Charras, éd. L'Archipel, coll. « Les Maîtres du suspense », 260 p., 120 F).

● L'ŒIL DE LA VOUVIRE, récits réunis par Edith Montelle

La vovire est, on le sait, un animal fantastique légendaire, qui figure dans un grand nombre de récits du folklore de provinces de l'est de la France mais aussi de Suisse et d'Italie. Edith Montelle, qui appartient à la Société de mythologie française, commence par étudier le mythe de la vovire qu'elle compare aux divinités féminines primordiales, souvent dotées comme elle d'un aspect serpentin, et détaille ses attributs avant de rassembler une anthologie de contes qui la mettent en scène. Comme elle a mis à l'épreuve, pour les transcrire, son incontestable talent de conteuse, on la suit avec un vif plaisir dans cette pérégrination à travers l'imagerie populaire afin de vérifier cette phrase de son avant-propos : « La vovire est un symbole fondateur qui donne un sens à nos paysages » (éd. de l'Est, « La Nuée Bleue », 256 p., 95 F).

● CHRONIQUES DU PETIT PEUPLE, d'Arthur Machen

Dans les textes - articles et nouvelles -, dont certains inédits en France, réunis ici pour la première fois en une anthologie aussi intéressante que fascinante, le « petit peuple » en question n'est pas celui des légendes merveilleuses, elfes ou korrigans, mais une race pygmée primitive repoussée par les invasions celtes dans le secret des collines du pays de Galles. Et cette race fossile, qui a gardé intacte toute la sauvagerie des premiers âges, est aussi, ainsi que le souligne Michel Meurger, une race sorcière, douée d'étranges facultés magiques. Elle n'exerce ses dons maléfiques dans notre monde moderne qu'en de rares occasions : disparitions inexplicables de jeunes femmes, substitutions d'enfants ; et ses agissements ne sont perceptibles qu'à quelques rares érudits rôdant aux frontières du surnaturel et s'aventurant avec entêtement dans l'univers crypté des signes. Les contes d'Arthur Machen nous font passer par effraction dans les enfers glaques de décors sylvestres hantés par des présences antiques et terrifiantes, par d'étranges rituels orphiques. Ce sont autant d'insidieux passeports pour l'épouvante. On comprend que Lovecraft les ait chéris. (Traduit de l'anglais par Jacques Parsons, Norbert Gaulard, Annie-Sylvie Homassel, Terre de brume, « Terres fantastiques », 200 p., 119 F).

● LES SORCIERS DE MAJIPOOR, de Robert Silverberg

Sur Majipoor, la planète géante au peuplement hétéroclite, la longue agouille du Pontifex attise les convoitises et les complots. Si bien qu'un usurpateur, Korsibar, réussit à se faire sacrer coronal en lieu et place de celui qui était le candidat désigné à ce poste suprême du pouvoir. Rejoignant dans un premier temps de se soumettre au félon, Prestimoun ne tarde pas à se dresser contre son autorité. Ce cinquième volume du cycle de Majipoor dresse la chronique de cette rébellion et des batailles livrées entre les deux camps. L'influence des sorcières et des thaumaturges est si grande que le sceptique Prestimoun finit par suivre l'enseignement d'un magicien, et ce gros roman camouflé derrière un décor de science-fiction finit par basculer, in extremis dans la « fantasy » avec le « miracle » qui décide du sort des armes. Robert Silverberg conjugue ici son talent de créateur d'univers avec son goût pour les intrigues historiques de manière fort convaincante (traduit de l'anglais - États-Unis - par Patrick Berthon, Robert Laffont, « Ailleurs et demain », 524 p., 159 F).

● SCHALKEN LE PEINTRE ET L'ONCLE SILAS, de Sheridan Le Fanu

Schalken le peintre est un recueil de *ghost stories* qui déploie tout l'éventail des variations sur le thème du revenant, des récits de peurs villageoises, telles que le folklore les transmet jusqu'aux histoires de vengeances d'outre-tombe plutôt sophistiquées. L'Oncle Silas, qui appartient au courant du roman gothique, est d'abord une étonnante histoire de crime en chambre close. C'est aussi l'histoire d'une tentative de captation d'héritage qui enchaîne les complots et s'achève sur une machination criminelle dont la victime sent peu à peu l'étan se refermer sur elle de manière inexorable. L'auteur sait alors faire monter la tension dramatique avec une grande habileté tactique (traduit de l'anglais, l'un par Jacques Finné, et l'autre par Georgette Camille, Jean-Louis Degaudenzi et Jacques Finné, José Corti, 328 p., 120 F et 616 p., 150 F).

Livraisons

● LA ROYALE MAISON DE SAVOIE, d'Alexandre Dumas

présenté par Lucien Chavoutier, tome I.
En aurons-nous jamais fini avec Dumas ? Voici le premier des quatre tomes d'une œuvre inédite en France (« Le Monde des livres » du 19 juin). Tiré en nombre restreint à Turin de 1852 à 1856, il n'existe aujourd'hui que trois exemplaires de cette édition confidentielle d'un « roman écrit spécialement pour l'Italie, ou plutôt le Piémont », dira l'auteur qui ne se gênera pas (dettes obligent) pour publier dans *Le Constitutionnel*, sous le titre *Un page du duc de Savoie*, les premiers fascicules parus à Turin. Cette histoire de la plus vieille dynastie d'Europe occidentale, Dumas la transfigure à sa façon. Il lui est fidèle en créant un héros de Charles-Quint, de Catherine de Médicis ou de son héros Emmanuel-Philibert, l'héritier de Savoie, de ces intrigues, légendes et secrets d'alcôves dont son imagination est prodigue. Cet inédit est un nouveau torrent de celui qui aimait violer l'histoire pour lui faire de beaux enfants. (éd. La Fontaine de Sînoé, Vieille Rue, 73801 Montmélian Cedex, 520 p., 149 F.)

● HENRI IV, d'Alexandre Dumas

Le bon roi Henri n'apparaît pas ici comme dans *La Reine Margot*. Il n'est plus héros de roman. Le romancier se fait biographe d'un personnage historique qui, entre tous, lui est particulièrement cher. Avec allégresse et admiration, il rend hommage à un souverain qui « aime mieux l'avoir point Paris que de l'avoir en lambeaux » et qui, sans négliger les affaires de l'Etat, donne leur part aux plaisirs de la vie, à l'amour des femmes et de la littérature quand il se fait poète en sacrifiant à celle-ci pour honorer ou séduire celles-là. Des moins connues de l'œuvre de Dumas (c'est la première édition depuis 1866), voilà certainement l'une des œuvres plus curieuses que cette biographie où l'on devine, entre le biographe et son personnage, une certaine parenté dans la bonhomie et une façon d'affronter les heurs et malheurs de la vie. (Les Belles Lettres, 214 p., 90 F.)

● CAHIERS ALEXANDRE DUMAS, et REVUE JULES VERNE

Les Cahiers Alexandre Dumas et la Revue Jules Verne ont confié la réalisation de leurs derniers numéros aux éditions Encreage. Ce qui leur vaut un habillage à la hauteur de leur sujet et de leur contenu. Le n° 24 du premier (75 F) est consacré aux deux filles, Micaëlla et Marie, qu'Alexandre Dumas a eues de ses liaisons avec Emilie Cordier et Belle Kreilssammer. Le dossier est composé essentiellement de nombreux documents - lettres diverses, pièces administratives, souvenirs de Micaëlla Cordier, photographies - accompagnés d'un volumineux appareil de notes et de commentaires. On regrettera que ces cahiers ne consacrent pas une place à l'actualité de l'auteur qui est loin d'être négligeable. On ne peut faire le même reproche à la *Revue Jules Verne* qui dans son n° 4 (50 F) pose de surcroît une question en apparence paradoxale : propos d'un écrivain dont l'œuvre n'a cessé de parler d'explorations et de voyages : « Voyageur ou sédentaire ? ». Une série d'études traite des « lieux et demeures de Jules Verne » (à Nantes, Paris, Amiens) tandis que de nombreux extraits des « Mirifiques aventures de maître Antifer » représentent les « Voyages extraordinaires ».

J. Ba.

Courses poursuites

Tandis que Patrick Raynal, sur la route 61, fait défiler ses mythologies personnelles dans une road story mélancolique, Hervé Prudon, l'écorché en cavale, peint ses échecs et déboires

EN CHERCHANT SAM de Patrick Raynal. Flammarion, collection « Gulfiver », 276 p., 110 F.

LES HOMMES S'EN VONT d'Hervé Prudon. Grasset, 248 p., 115 F.

O n n'est pas chien quand on a dix-sept ans. Manu, Sam et Michel s'étaient juré que si l'un des trois passait l'arme à gauche, les deux autres iraient jeter ses cendres au Mexique, sous le volcan de Malcom Lowry. Trente ans plus tard, la déprime ronge Manu, libère au ventre un peu mou et au cheveu rare. Sa femme l'a quitté dès le lendemain de la mort de Michel, partie sans laisser d'adresse, et le voilà accoué au juke-box du Lion's Head de New York, bar intello, une urne funéraire dans ses bagages, à la recherche de Sam, pour s'acquitter de son serment. Sam, guitariste, a disparu aux États-Unis, en quête de femmes, de défonce et de musique. Il a ramassé des filles sur la route, roulé sa bosse, roqué des tueurs. Manu n'est pas le seul à lui filer le train...

Hommage tacite aux bouquins de James Crumley, avec fausses pistes, la road story de Patrick Raynal, actuel patron de la « Série noire » chez Gallimard, swingue entre l'exercice de style (réussi) et exploration mélancolique de ses mythologies personnelles. Le trépidant voyage de Manu est l'occasion pour ce Français que berça en certain rêve américain de faire effiler lieux de culte et idoles de la culture US. Au fil du pèlerinage au même de New York à Amsterdam, le narrateur de ce récit de voyage (épique de fiction) goûte à la coke, picole, lève des blondes au bar, mais parcourt surtout une géographie sentimentale. Son nir-



vana touristique passe par la route du blues, la Highway 61, les terres de Shelby Foote, Mark Twain, Janis Joplin et William Faulkner, et l'inévitable Missoula, le Plouville du Montana. Raynal nous fait avaler du bitume, confesser des barbauds, écouter les solos d'un cané singant Hendrix, sans se laisser piéger par le caractère stéréotypé de son équipe. Il a suffisamment de talent et d'ironie pour éviter que sa balade ne tourne au guide référentiel des vieux babas de 50 ans.

Rien de folklorique ne lui échappe dans cette Amérique halucinée, mais il intègre l'autodérision dans le tableau. Un panama

blanc sur le crâne et des bottes de cow boy (« souples comme des gous de star »), plutôt adepte du voyage au bout de la nuit. C'est avec une plume aux effets de rage-obscure qu'il a traqué la violence et la dérive blafarde des

banlieues hexagonales. Il fit ses classes en rédigeant un mémoire de maîtrise sur Céline, entama une biographie de la jambe gauche de Dostoïevski (« l'homme entier me paraissait inaccessible »), se dope aux citations d'Edmond Jabès (« seul un noyé saurait parler du fleuve ») ou de Lao Tseu. Son Amérique serait plutôt celle de Richard Brautigan : coudes sur le zinc et haikus. La virée qu'il dépeint dans *Les hommes s'en vont*, toute en zigzag existentiels et digressions, n'a rien de superbe.

C'est une cavale. Pour tenter d'échapper au chômage, à la scoumoune, aux factures impayées, au crabe qui le ronge, aux blouses blanches de l'hôpital Cochin, à une femme qui râle, au mal de vivre. Pour oublier le spectacle à la fois fascinant et arrogant d'un Philippe Soliers qu'il croise à tous les coins de rue, en pleine forme, image de l'aisance, de la quiétude, du sans-souci invulnérable, du séducteur tranquille (1).

C'est le cri d'un déserteur qui a tout perdu, à commencer par ses illusions. Le spleen acre d'un désintoxiqué des eldorados, qui médite et médit, se demande « où est ce jour d'enfance où l'enfance s'est perdue ? », cuve l'échec et la honte de ses jours et de ses nuits. Il quitte Paris avec Ben, un copain, et Titus, son fils de 4 ans, astre blond, pour une fugue, du square des Batignolles à Sainte-Enphorie, un cocktail de contes-grenadine et de bilans-vinaigre. De ce chant d'adieu d'un homme las qui joue avec les mots (« je m'agris et je maigris »), ce bras d'hommeur aux coudes, aux morts et rêves déçus, Hervé Prudon l'écorché fait un livre poignant, qui a du style.

Jean-Luc Douin
(1) Prudon arborait le même fantasme dans une nouvelle : « Philippe Soliers et autres petits soucis parisiens », du recueil *Paris, rive glauque*, éditions Autrement.

Je danse donc je suis

Le troisième roman « bodybuildé » de Guillaume Dustan dévoile les inquiétudes de l'écrivain

PLUS FORT QUE MOI de Guillaume Dustan. POL, 170 p., 88 F.

G uillaume Dustan dit « je » dans ce troisième roman comme dans les deux premiers. Exigence romanesque, le narrateur de *Plus fort que moi* s'impose dès le titre. « Moi » objet, au comble de la provocation comme l'était l'adjectif possessif et célibataire de *Dans ma chambre* et le pronom sujet de *Je sors ce soir* (1). Ce jeune intellectuel bien élevé ose la même confession orgueilleuse d'une sexualité frénétique, gaie et collective.

D'entrée de jeu, le romancier fait semblant d'être guidé par le seul souci d'authenticité subversive : mes petits livres ne parleront que de moi. Voyeur malin, il s'autoproclame pourtant chroniqueur sincère d'une marge des homosexuels parisiens qu'il désigne, sans hésiter, du mot controversé de ghetto. Il a raconté dans *Je sors ce soir* les quelques heures que Guillaume passe dans un gay *tea dance*, entendez une boîte vouée, le dimanche après-midi, aux ébats homos et où l'on consomme bière, alcools et ecstasy au cours d'une dérive bien tempérée. Rentré dans sa chambre peuplée d'adolescentes nostalgiques, Guillaume, fort consciencieux, avait son thé en solitaire. Le récit était traversé – comme dans les premiers romans de Françoise Sagan – par ce frisson bourgeois d'un corps mélancolique envahi par la lucidité.

Dans *Plus fort que moi*, il rédige au pas de course son autobiographie *hard*. Ce dernier roman est moins réussi que les deux premiers. Pas seulement parce que l'effet de surprise s'est tari et que l'auteur écrit dans la période de refroidissement qui a suivi la parution des deux autres mais parce que *Plus fort que moi*, dès son titre, élabore

une manœuvre de justification indécente qui oblitère sa force de transgression. Il exerce néanmoins une réelle fascination, au-delà d'une voyeuruse curiosité. L'ambiguïté du personnage nous passionne, volontairement enfoncé dans des réjouissances qu'il s'impose naïvement, narcissique parmi des narcissiques dans le ballet d'une sexualité de groupe qui d'emblée annule toute concurrence et met entre parenthèses la douleur de l'incommunicabilité et l'angoisse de la passion.

Guillaume se met en scène, chacun pour soi dans l'espoir du regard et du désir de l'autre comme preuves supplémentaires d'un miroir qui se fissure d'être trop souvent consulté. Mais qui est Guillaume ? Le narrateur, l'auteur homonyme qui l'invente ou – plus délicat à admettre – l'inconnu qui les précède tous deux, celui d'avant le pseudonyme, qui ne peut s'empêcher de se regarder écrire, qui a décidé un jour de jeter sa gourme, de devenir un auteur gay et d'entrer (ainsi armé d'une possibilité de recul qui donne enfin sens à son ambition) dans le cercle lumineux de la vie jeune et branchée ? Ce troisième homme qui rôde – et que les « fans » n'aperçoivent pas encore se dandinant parmi eux – se dérobe derrière une image qui leur ressemble, fort préoccupé par sa musculature et ses baskets, frôlé par le drame du sida, courageux donc et prestigieux porte-parole. En dépit des aspirations littéraires du garçon cultivé qui a créé Dustan – par ce frisson bourgeois d'un corps mélancolique envahi par la lucidité – de tour créateur. Va-t-il ainsi cheminer et vieillir avec son personnage, dans la confusion totale entre la vie et la fiction ? Ou va-t-il assumer son vrai rôle d'écrivain qui l'isolera de ses frères en ghetto, au risque de moins bien danser ?

Hugo Marsan

(1) Les romans de Guillaume Dustan sont publiés chez POL.

Hanin le délirant

Une parade de personnages fantasques, un tourbillon d'aventures extravagantes pour une peinture burlesque de notre époque

L'HÔTEL DE LA VIEILLE LUNE de Roger Hanin. Grasset, 244 p., 118 F.

S i vous aimez les récits où dimanche vient après samedi, où le personnage vit avant de mourir, où les hommes parlent et les chiens boient, n'entrez pas dans l'hôtel de la rue Marsupiaux, capharnaüm tenu par Valentine et Bérénice, sœurs jumelles que le chinois Tang Li Yong baptise Jade et Rubis. En ce lieu on rencontre Anthelme Burguburu, curé basque conseiller en fellation, Loyd Mortimer, irlandais et banquier ruiné, Ould-Soullman Batoulé, sénégalais SDF recueilli par Jade et Rubis, Niko Angeloboulos, pianiste, amant de Rubis – Jade aura sa part –, Valentino, le chat qui parle comme la tortue Maroutckka de Havilland, mais lui avec ou sans l'accent marseillais. Tout cela sous le regard du narrateur Arsène Gozlan.

Quand il sut qu'il allait bientôt mourir, il ouvrit un salon de coiffure. Le mercredi, Dieu qui aime le cidre s'y fait tailler la barbe en taillant une bavette sur « une musique posthume de Haendel » ou sur un *Requiem* quand Cousteau et l'abbé Pierre, « les deux premiers au hit-parade s'en vont ». De ce client-là, qui se renseigne sur ce qu'on dit du Rwanda ou de l'Algérie, le coiffeur attend des révélations sur la mort du chinois, mais Dieu refuse de se faire indicateur de police. En effet, il y a eu assassinat et ce beau monde qui cohabitait plus ou moins bien n'est plus le même après. Paraît alors Marc-Antoine de Langeron, de son vrai nom Moshé Benhaïm, commissaire qui connaît de fréquents séjours en hôpital psychiatrique. Son frère Schlomo, patron de l'IGS sous le nom de Cyril-Guillaume de Langeron, passe son temps à l'étude

de la kabbale, et sa mère lit Bergson, Proust, Singer sans oublier Montaigne « qu'elle considérait comme le plus grand écrivain juif ». Le crime est pour Moshé une aubaine. Amoureux fou de Bérénice, il peut, en prolongeant l'enquête, approcher celle qu'il désire, non sans sadisme. Il sera assassiné et l'affaire prise en main par Cyril-Guillaume de Langeron.

Certes, il faut suivre, et c'en serait assez du délire dans l'enchaînement des faits qui se déroulent à l'hôtel, mais ces personnages ne suffisent pas à l'auteur pour développer tous ses propos, nous faisons un tour à Venise puis en Colombie où Niko donne des concerts. Et nous voici dans l'hacienda de Don Ernesto, aux prises avec une faune aussi étonnante que celle de l'hôtel, et entraînés dans une cascade de situations où tiennent leur place les amours du trio Rubis-Jade-Niko et les enquêtes policières.

DÉFILE Il y a un cas Roger Hanin. Le voyage d'Arsène et Les Gants blancs d'Alexandre annonçaient un style des plus personnels pour une espèce de parade de personnages extravagants, fantasques et cachant derrière leurs allures et pensées saugrenues une vision de la vie assez proche de celle du romancier à l'inspiration bizarre, toujours balancée entre farce et tragédie. Les Sanglots de la fête, au sujet proche de l'auteur, voire autobiographique, était un roman plus classique de forme et de fond. Avec le personnage d'une petite porteuze de pain violée à treize ans, Hanin balayait l'histoire, des Années folles à l'Occupation. Aujourd'hui, il revient à un ton débridé, dénotant, à une multiplicité de personnages et à une apparente incohérence des intrigues révélant, peu à peu, une

cohérence de pensée que n'ont pas toujours les romans linéaires. Les situations, les caractères, les dialogues se succèdent, s'enchevêtrent, donnant le sentiment d'être jetés là sans autre but que d'aligner des mots. Mais le plus surprenant de cette imagination que rien ne retient, d'une écriture dont l'a vu l'eau est maîtrisée, est que, finalement, tout s'enchaîne selon une logique qui rend plausibles les dialogues d'un chat et d'une tortue, vraisemblable la discussion de Dieu avec un coiffeur assez honnête pour ne pas profiter du Loto dont le Seigneur lui révèle les bons numéros avant le tirage – tout en attirant son attention sur l'apatie de ses créatures qui ne font pas grande différence entre un match de foot et un massacre en Afrique.

Si Hanin écrit et y prend un plaisir que le lecteur partage, c'est aussi pour peindre notre époque, dénoncer les drames tenant au racisme, à l'argent-roi, au mépris des nantis pour les miséreux. La trame policière n'est que prétexte à un éparpillement des situations éclairant différemment ces drames, et le délire est d'autant plus fort qu'il met en exergue l'horreur qui est notre ordinaire. Le chat parle ? L'important est son regard sur la société. Dieu se fait couper la barbe ? L'important est sa lassitude d'une humanité qui lui échappe. Le comportement des témoins des crimes est farfelu ? L'important est de vaincre la résignation qui guette les faibles qu'écrase le pouvoir des financiers. On sourit, on se laisse emporter par la virtuosité du romancier, mais il y a là, plus qu'une fantaisie d'auteur, une question : s'opposer à l'injustice, est-ce un combat possible ? On verra bien si l'homme mérite miséricorde ou rejet.

Pierre-Robert Lederer

Présence de Calaferte

Ses élans, ses colères, son ironie mordante. Retrouvailles avec l'auteur de « Septentrion » dans le septième volume de ses « Carnets »

ÉTAPES Carnets VII, 1983 de Louis Calaferte. L'Arpentier/Gallimard, 260 p., 130 F.

L es Carnets que Louis Calaferte a tenus jusqu'à l'extrême limite de ses forces, au printemps 1994, nous réservent encore bien des bonheurs de lecture, si l'on en juge par ce septième volume des *Carnets*, *Étapes*, qui couvre l'année 1983. Homme debout par excellence, il ne connaissait pas les vertus de l'eau tiède et son ironie fait merveille lorsqu'il se gausse de l'« énorme poids de médiocrité satisfait » des écrivains qui utilisent la « littérature afin d'obtenir des positions sociales ».

Mais où en est-il lui-même alors ? Il a cinquante-cinq ans, des lecteurs fidèles mais peu nombreux, et une réputation de solitaire parfois vindicatif qu'il ne fait rien pour démentir. Hors la présence flamboyante de G., sa compagne, et une confidence sur l'orphelin qu'il fut à l'âge de dix ans, il ne dit presque rien de ses fractures les plus intimes, mais sous l'écorce des mots tout est exprimé, y compris les doutes et le désarroi.

Son dialogue littéraire avec Georges Piroou, alors directeur littéraire chez Denoël, où il publie cette année-là *Eloge d'un autoportrait*, sa collaboration au théâtre avec Jean-Pierre Miquel pour *Les Derniers Devoirs* ou *Le Roi Victor*, et Sylvie Fabre et Victor Viala pour *L'Entonnoir*, son travail quotidien sur les manuscrits en cours, ses élans ou ses colères

vis-à-vis d'écrivains dont il lit les œuvres et qui, des lors, deviennent ses contemporains électifs, quel qu'ait été le siècle où ils furent de passage : tel est Calaferte dans ce volume où, incidemment, il note l'annonce de la réédition de *Septentrion*, interdit depuis quelque vingt ans.

« La mort travaille autour de nous et des pans de notre vie s'écroulent dans ses profondeurs », dit-il en songeant aux amis disparus dont les ombres pesantes accompagnent chacun de ses jours. Louis Calaferte a conscience que sa marge de crédit est réduite. Il vit donc l'urgence de la création. L'insomnie lui donne un sentiment de liberté, d'indépendance, qu'il pousse à son paroxysme.

Pierre Drachine



Coup du sort

BIGFOOT ET MOI
(Bigfoot Dreams)
de Francine Prose.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Fanchita Gonzalez Battle,
Denoël, « Empreinte »,
380 p., 149 F.

Au risque de décevoir les amateurs de football, dont l'oreille pourrait se dresser à la seule évocation du dernier titre de Francine Prose, précisons d'emblée que « Bigfoot » n'est ni un allier droit de talent, ni un avant-centre de génie, mais le montre le plus populaire de *This Week*, avatar des tabloïds à sensation. Derrière cet être aux contours mystérieux, se dissimule la plume fantasque et drôle de Vera. A travers son étrange « compagnon », et toutes les silhouettes qui peuplent son imaginaire, la journaliste projette instinctivement, en gros titres, rêves et obsessions. Ainsi tente-t-elle de maquiller son mal-être et sa solitude. Car, entre les extrêmes transsexuels, l'enfant sauvage de Washington ou les ovnis, se détachent les figures bien réelles de ses déconvenues. Parmi lesquelles : Rosie, sa fille, plus au fait des réalités que l'étrange « vaisseau mère » qui gravite maladroitement autour d'elle ; Dave et Norma, les parents, restés dans leur guerre d'Espagne ; et Lowell, son ex-mari, « expert en promesses non tenues », rétro-duplé halluciné par la fortune à Los Angeles. Mais, aussi imaginative que soit Vera, rien ne la prépare au coup que le sort lui réserve. Une incroyable collision entre réel et fiction qui va obliger la jeune femme à reprendre sa vie en main.

A l'instar des *Petits Miracles* (1) qui contait les mésaventures d'une famille en proie à la superstition, Francine Prose nous avec justesse l'humour, la fantaisie, aux drames existentiels de ses héros.

Christine Rousseau

(1) Denoël, 1993, « Folio » Gallimard n° 2849.

Terrifiante jeunesse d'un révolté

Dans une symphonie infernale de la mémoire, le Colombien Fernando Vallejo livre douleurs, blessures et désespoir pour attiser sa révolte

LE FEU SECRET
(El Fuego secreto)
de Fernando Vallejo.
Traduit de l'espagnol
(Colombie) par Michel Bibard,
Belfond, 316 p., 119 F.

C'est au défilé de ses souvenirs que nous invite le Colombien Vallejo, grande voix hispano-américaine de notre fin de siècle. Une mascarade plutôt, car les conventions en sont absentes et les masques y assument toutes leurs significations. Il livre ici, on écrit presque il crache, les années de sa jeunesse. Nous sommes à Medellín, ville de province, personnage autant que paysage, formatrice elle aussi de la personnalité de l'écrivain. Vers 1960, elle s'éveille d'un assoupissement deux fois séculaire. Le jeune homme, de bonne et de nombreuse famille, y passe le bac et fait des études de philosophie et de linguistique tout en suivant des cours au conservatoire. Pures indications fugitives, on remarque à peine ces jalons, ces bornes au bord d'une route que dévale la mémoire. Car les faits comptent peu ; la chronologie pas du tout ; ce qui importe, c'est la formation d'une pensée. A Medellín, « de grands événements se produisent, mais ils ne se voient pas, bouillonnements de destins qui s'évaporent dans les airs ». Il ne s'agit pas ici, on le voit, d'une autobiographie ni d'un journal, plutôt d'une régurgitation délibérée des scènes, réelles ou rêvées, des instants, des émotions qui, ensemble, ont fait le narrateur tel qu'il est, et tel qu'il veut rester : « en guerre avec le monde parce qu'il n'est pas en paix avec lui-même ». Dans de tels cas, lui ont suggéré les psychiatres lors d'un séjour précoce à l'hôpital, il faut « briser l'obstination du moi, et comme le moi n'est rien d'autre que des souvenirs... (on y parvient)... en

effaçant la mémoire ». Ce livre est le refus d'une telle ordonnance, un effort pour maintenir au contraire l'état de guerre, contre les autres, contre soi-même ; parce que cette hostilité permanente, infiniment douloureuse, est féconde et libératrice. On peut l'appeler révolte, mais le mot semble faible devant le tragique du texte. La mémoire, en tout cas, dirige tout : « Je suis celui qui avance en revenant sur ses pas ».

À FLEUR DE PEAU

Ce qui surgit d'abord du cloaque aux souvenirs, ce sont les transgressions de l'adolescence, les beuveries, les joies, quelques brutalités et, par-dessus tout, l'amour, ici celui des garçons. Amour à fleur de peau, répétitif, presque spasmodique, de bar en cinéma, en soirées, la liste des rencontres s'allonge, celle des conquêtes, à la recherche d'une paix qui ne vient jamais, ou peut-être justement pour fuir cette paix qu'on redoute de trop facilement choisir. La grand-mère adorée, la sœur à qui on enseigne le piano, les premiers pas du petit frère, le perroquet persiflage de la famille, sont autant de pièges dont le narrateur cherche à s'échapper, et même la grammaire comparée, qu'il enseignera plus tard, ou la musique, qu'il joue et écoute en fin connaisseur, n'échappent pas à ses sarcasmes et à ses imprécations.

Pourquoi tant de haine de soi, à quoi bon cette insurrection permanente, épuisante, de l'être, et contre l'être ? Pour refuser l'ordre : celui de la bourgeoisie, naturellement, mais aussi celui de la révolution ; les conservateurs, les libéraux, Marx et Fidel en prennent pour leur grade, adversaires dérisoires pour un subversif qui vise infiniment plus haut. C'est à Dieu qu'il s'adresse, c'est lui qu'il invective, et ce livre où l'on parle beaucoup de bragues est pour-

tant un livre chrétien, comme Faust et Don Juan sont chrétiens, dans des registres évidemment très différents. Pêché ? le mot n'est pas prononcé, il amènerait l'idée de culpabilité, parfaitement étrangère à ces pages brillantes et sûres d'elles. On y rencontre plutôt le thème janséniste de la prédestination. Tout est joué d'avance dans un monde aussi mauvais que les hommes eux-mêmes. Coupables mais pas responsables : il faut moins les haïr que les plaindre.

Cette damnation universelle, parfois triviale d'obsessions - Medellín, l'enfance, la création romanesque, la langue espagnole - et parfois illuminée d'éclairs de tendresse et de pitié, Vallejo l'orchestre dans une composition disloquée où les souvenirs se succèdent, se superposent, s'imbriquent, disparaissent et resurgissent. Pour mieux maîtriser le Temps, il joue avec les temps, et avec les mots pour mieux capter le Sens. Mais ce sont surtout le rythme et la sonorité qu'on remarque dans cette prose inoubliable. La musique y joue un grand rôle, voici « des doigts étheriques qui font venir les touches comme aujourd'hui le vent joue dans mes persiennes » et les « prometteurs jeunes gens, rafales de soleil sur l'obscur désolation des tango » tandis qu'« Ulysse, l'éternel voyageur, entend au bastingage de son paquebot le chant d'une jilte éolienne, émané d'une fissure du temps ». Dans la symphonie infernale de la mémoire, les cuivres assourdissants alternent avec la tendresse du violoncelle, le phrasé bucolique des bois. Le lecteur, assourdi, abasourdi, mais tout de même charmé, se laisse gagner par les ombres choeures de Lucifer. Sans partager ses blessures, ni forcément ses désespoirs, sans épouser sa vindicte, il sent naître entre l'auteur et lui un lien fraternel d'humanité.

Jean Soufflin

Le proche traducteur

Yves Bonnefoy considère la traduction poétique comme quête d'unité et « lieu d'invention »

SHAKESPEARE ET YEATS
d'Yves Bonnefoy.
Mercure de France,
255 p., 140 F.

L'ouvrage reprend des préfaces et essais écrits de 1959 à 1997. Sa première partie constitue une réflexion sur Shakespeare et l'univers où il vivait, tandis que dans la seconde Bonnefoy exprime ses vues sur la traduction, la troisième portant sur la poésie de Yeats. Le lecteur s'en doute : il ne s'agit nullement d'études éclairant tel aspect de l'œuvre ou telle difficulté de la traduction ; bien plutôt, il est invité à participer à la rencontre de deux esprits proches, dont l'un n'a de cesse, tout au long des années, d'interroger l'autre et de se comprendre soi-même, d'approfondir et de traduire, c'est-à-dire de vivre, ou revivre, de créer, ou recréer les textes dans lesquels il s'absorbe. « On ne traduit bien que son proche », affirme Bonnefoy, pour qui le matériau du traducteur de poésie est moins le sens qu'a le texte que « son expérience propre de celui-ci » (« Il faut que la traduction se situe en poésie, et celle-ci est mon expérience ou n'est pas »). Produire un objet fini, satisfaisant par sa beauté et sa précision, peut impliquer une trahison du texte en profondeur, car la forme doit être « une épreuve de l'existence », non l'« un des éléments de la constitution d'un objet ». L'on ne peut véritablement traduire de la poésie sans d'abord la recréer, sans avoir eu à « vivre dans la vie [la] plus quotidienne la totalité de ces grands moments ». Et rien ne serait plus contraire à ce « lieu d'invention » qu'est la poésie que de tenter de calquer - c'est-à-dire lire du dehors - le texte original, qui s'est établi au plus loin d'une telle attitude. Pour être fidèle, la traduction aussi doit être un poème et le rythme obtenu, reconnaît Bonne-

foy, sera celui du poète-traducteur. Ainsi ses études sur Shakespeare et sa traduction nous en révèlent-elles autant sur Bonnefoy, le poète que sur les textes abordés. Dans la longue analyse qu'il consacre à *Le Tempête*, où il ne nous convainc pas toujours de la sévérité de Shakespeare envers Prospero (sévérité que corrige, dans l'épilogue, un second regard cette fois plus indulgent), ainsi que dans son évocation du *Conte d'hiver*, qu'il lui oppose, on lit comme une profession de foi de l'auteur son adhésion à l'existence ici, maintenant et, loin du Dieu de Prospero, « vécu comme une essence impersonnelle » à l'être de finitude, à l'amour qu'on lui porte : « La vérité, c'est d'avoir compris que c'est sa présence de rien qu'une heure la seule chose qui compte ; et qu'elle peut bien ne sembler qu'une ombre, le néant même, mais que l'aimer, et parfois amoureux avec alors la procréation comme conséquence, c'est redonner fondement à l'être ».

Réfléchir à la traduction poétique revient à s'interroger sur la poésie. Qu'est-ce en effet que la poésie ? La réponse à cette question, Bonnefoy la précise au long des pages sans varier dans l'essentiel. « Elle est un des actes par lesquels une conscience peut essayer de se décentrer des motivations qui la fragmentent, pour s'établir dans un réseau de significations et de chiffres qui assurent notre unité. Elle est constitution d'un sacré... Et c'est le vers, sur lequel il ne cesse de revenir (notamment dans « Traduire en vers ou en prose », qui permet cela.

A l'inverse de la prose, plus propice à l'analyse, ses exigences maintiennent ouverte dans la parole « une attente mystérieuse ». Pr lui, par sa traduction se trouve accomplie ici, maintenant, notre quête de l'unité. Il faut lire ce livre, comme une méditation d'ordre religieux.

Christine Jords

Pour converser avec Savinio

Suite de la page 1

Des deux frères, c'est Savinio qui impressionne Apollinaire. On peut dater de 1914 la mort d'André de Chirico et la naissance d'Alberto Savinio. Pour le poète, « il n'est point comme la plupart des musiciens qui, en dehors de leur musique, ne possèdent aucune vocation ». M. Savinio, qui est poète, peintre et dramaturge, ressemble en cela aux génies multiformes de la Renaissance toscane. (...) Attaché à découvrir le rôle de la musique dans les arts modernes, ses œuvres pour constituer désormais un spectamen de « musique nouvelle ». Rapetons, par parenthèse, que, dans son *Anthologie de l'humour noir* (1937), André Breton proclame que « tout le mythe moderne en formation s'appuie à son origine sur les deux œuvres, dans leur esprit presque indiscernables, d'Alberto Savinio et de son frère Giorgio De Chirico ». Et de citer des textes « fondateurs » de l'écrivain en herbe, où celui-ci soutient que « loin des âges où l'abstraction régnait complète, notre époque serait portée à faire jaillir des matières mêmes (des choses) leurs éléments métaphysiques inévitables ».

Apollinaire invite Savinio à collaborer à ses *Soirées de Paris* et, cette même année 1914, il publie les *Chants de la mi-mort*, poème dramatique et premier texte d'envergure, écrit en français, qui inaugure ce registre onirique et par moments hilarant, qui afflueront toujours.

Deux ans plus tard, paraît en Italie *Hermaphrodite*, sorte de journal imaginaire où la prose alterne avec le vers et l'italien avec le français. Alors proche du dadaïsme, il abandonne la musique, qu'il ne reprendra que par intermittence, surtout vers la fin de sa vie - mais on dirait qu'elle n'a pas laissé de traces, en dépit des ballets et des opéras joués jadis au Metropolitan de New York ou à la Scala de Milan.

En ce qui concerne la peinture, il fera ses débuts à Paris, en 1927,

chez Bernheim, remportant un vif succès. Dans la préface du catalogue, Cocteau, toujours à l'affût du nouveau, affirme : « Sans artifices, votre instrument nouveau intrigue Orphée ». Mais si, aujourd'hui, le peintre est largement reconnu dans la Péninsule, où ses toiles atteignent des prix faramineux, c'est, en dépit du manque de lecteurs, l'écrivain qui l'emporte, glissant du roman et de la nouvelle à l'essai, de la critique littéraire à la chronique musicale, au théâtre, l'une de ses dernières pièces, *Alceste de Samuele*, ayant été montée par Giorgio Strehler. Aujourd'hui, c'est sa voix même qui nous retient, en plus de son inépuisable fantaisie, de son érudition, de son humour, de cet art du paradoxe qu'il manie comme lui-même, et de sa sagesse, sa sagesse d'un Grec arrivé tout seul et trop tard en ce monde, qui parle avec le même naturel des dieux et des mélancoliques prestiges de l'éternité, que de la joie et de la tristesse de tous les jours, narguant celle-ci sans trêve.

Dans l'espoir de rendre un peu plus nette son image, on invitera ici Savinio à prendre place entre deux autres écrivains : l'Argentin Borges et le Polonais Gombrowicz, le premier feignant d'ignorer le second, celui-ci faisant de l'autre le symbole de la culture qu'il se vantait de mépriser.

Comme pour l'auteur de *Ferdynand*, l'éducation est pour Savinio le grand obstacle auquel se heurte l'homme : « Eduquer - conduire - a perdu pour toujours sa raison étymologique. L'éducation, sous le masque hypocrite de la bonté et de la « nécessité », n'est que la systématisation de l'individu en vue de son admission dans la « société ». (...) Pourquoi cette rigoureuse interdiction d'une vie comme « suite » et « continuation » de l'enfance ? La terre serait-elle trop petite ? N'y aurait-il pas suffisamment d'espace pour une humanité d'enfants « grands » ?

« Les Gladiateurs », huile sur toile d'Alberto Savinio



En revanche, Savinio partage avec Borges le don de rendre délicieusement vivante l'érudition, et leur vie durant, une insolence qui ne leur fera jamais défaut ; mais, surtout, ils ont en commun le génie des analogies inattendues que, seule, suscite la mémoire hédoniste qui est la leur, mémoire capable de créer des événements poétiques. « La mémoire », dit Savinio, « est notre culture. C'est le recueil ordonné de nos pensées. Non seulement de nos « propres » pensées. C'est aussi le recueil ordonné des pensées des autres hommes, de tous les hommes qui nous ont précédés. Et puisque la mémoire est le recueil ordonné de nos pensées et de celles d'autrui, elle est notre religion (religion). La Mémoire naquit au moment même où Adam, édifié, passait le seuil du Paradis terrestre... Au commencement, la Mémoire était désespérée. Mais, lorsqu'un dieu s'approcha d'elle, amoureux, l'Espérance s'ajouta à la Mémoire. L'amour de Jupiter engendra neuf filles à Mnémosyne. Lorsqu'elles

furent descendues sur la terre, celle-ci en soupira de joie et de consolation. L'art est sorti du sein fécond de la Mémoire ».

Savinio connaissait-il le mot de T. S. Eliot selon lequel le passé est modifié par le présent, tout autant que le présent est dirigé par le passé ? Borges s'en inspira, dans *Kafka* et ses précurseurs, où il énumère des textes disparates qui ne se ressemblent pas tous entre eux, mais qui tous recèlent pour le lecteur, à quelque degré, la singularité de Kafka. « Le fait, dit Borges, est que chaque écrivain « crée » ses précurseurs : son apport modifie notre conception du passé aussi bien que du futur ». Toute l'œuvre de Savinio pourrait porter en épigraphe et le mot d'Eliot et le développement qu'en fait Borges.

En outre, tous deux se montrent également fascinés face à l'ensemble de perplexités que « causent » les philosophies ; et, tout en refusant de croire à l'immortalité, ils se livrent, avec plaisir et scepticisme, aux jeux subtils des

théologies - sans oublier leur passion amusée de l'étymologie... « qui révèle, dit Savinio, la persistance chez l'homme du sens des origines ».

Une grande partie de l'œuvre de Savinio est composée de chroniques publiées dans les journaux. Il y poursuivait - sans la moindre concession au lecteur, à l'égard duquel il éprouvait le respect qui lui est dû - la « longue conversation » qui était son idéal en littérature. Et ces recueils, que le temps plus que l'écrivain a composés, sont parmi ses meilleurs livres. Pour preuve, *La Boîte à musique*, où l'écrivain réussit à cerner l'essence d'un art qui est au-delà des mots, comme personne ne l'a fait avant lui, même les plus grands écrivains. Ou bien cette « forêt de variantes multiples » qu'est l'*Encyclopédie nouvelle*, publiée un quart de siècle après sa mort !

Mais ce n'est pas en prolongeant notre commentaire que l'on pourra donner un juste aperçu de l'œuvre merveilleusement libre d'un homme qui a passé sa vie à penser pour le plaisir de penser. Arrêtons-nous sur quelques passages ; voici les noms de Flaubert, de Baudelaire, le mot Europe... Flaubert ? « Flaubert était photographe. Non seulement en tant qu'artiste mais en tant qu'homme. Par sa présence physique, par sa suffisance de mâle, par son orgueil turin Flaubert est le type parfait du photographe : du photographe de province... L'œuvre de Flaubert est rigoureusement « photographique ». Evidemment la partie de l'œuvre « qui compte », c'est-à-dire l'œuvre en blanc et noir : Madame Bovary, l'Education sentimentale et Bouvard et Pécuchet ».

Baudelaire ? « Avant Baudelaire, la poésie était à l'état d'innocence et d'incorruptibilité... Les représentations les plus puissantes et les plus hautes de la douleur et de la mort, chez Homère, chez Dante, chez Shakespeare, n'avaient point, dans les paroles qui les exprimaient, la saveur de la douleur, la saveur de la mort... Or, à partir de Baudelaire, la poésie perd cette fonction auguste et sacerdotale auprès du peuple : et le peuple se désintéresse, l'oublie ; la cause étant la qualité qu'avait la poésie de former écran face au drame de la vie. Cette saveur innée-

diante de la douleur et de la mort que l'on perçoit dans la poésie de Baudelaire ; ce vide, en son sein, et hautes protections et cette absence de l'autorité métaphysique (... cette station sous un ciel déserté par les dieux, n'est-ce pas la raison qui fait que la poésie de Baudelaire et définitivement décadente ? Ce n'est peut-être pas assez dire, et il faudrait définir « poésie mortelle », par opposition à l'autre qui était immortelle. Mais est-il davantage de grandeur dans l'immortalité ou dans la mortalité ? Il y a bien longtemps qu'une idée me trotte par la tête, celle d'un dieu (Hermès) lassé de l'immortalité et qui veut devenir homme « afin de mourir ». La poésie, elle aussi, a été un jour lassée d'être immortelle. Elle est descendue dans la poésie de Baudelaire « afin de pouvoir mourir ».

Quant au mot « Europe », qu'est celui qui, dans l'*Encyclopédie nouvelle*, prend le plus de place, voici un petit échantillon : « L'Europe sera-t-elle jamais heureuse ? Sera-t-elle un jour « toute » européenne ? Dès lors qu'elle est européenne, l'Europe comprend que l'idée n'est « première ». Que nulle idée n'est digne d'être placée avant d'autres idées. Que nulle idée ne peut être mise au centre de tout, et considérée comme la plus vraie, la plus belle, la meilleure. Telle est la « démocratie » des idées : unique condition capitale de l'esprit européen qui soit suffisamment nu pour tenir le dilettantisme pour la parfaite solution du problème de la vie. Assez pour accepter - et sans regrets - que la vie ne tend pas à une quelconque destination, qu'elle ne vise aucune conquête, n'attend aucun prix, n'attend aucune conquête, n'aspire à aucune victoire... Tel sont, depuis le temps où, déguisé en taureau, Jupiter s'est installé comme dans une « garçonnière » confortable, les caractères les plus européens de l'Europe ».

Alberto Savinio est mort à l'âge de soixante et un ans, à Rome, à la suite d'un infarctus, le 5 mai 1952. En rentrant chez lui, la veille, il avait glissé dans la boîte aux lettres du gardien de son immeuble une enveloppe contenant quelques billets, et ce mot : « L'obole de Choron ». Savait-il ? Hector Bianciotti



Un florilège pour tous les goûts



ALBUMS

● **Bibi, d'Elzbieta.** Une fable sur les jupons maternels et l'émancipation. Une jolie métaphore (malgré une fin peu explicite) filée avec l'humour et la finesse dont Elzbieta a le secret (éd. Pastel, 36 p., 75 F. A partir de 4 ans).

● **Les tribulations gastronomiques d'Eric le Lombic.** de Nicolas et Benoît Daban. « Vous tombez à pic pour entendre comment Eric le Lombic a failli finir en menu gastronomique. » Une astucieuse histoire en entonnoir, pour savoir, au plus profond du tube digestif, qui a vraiment mangé quoi (Nathan, 26 p., 69 F. A partir de 3-4 ans).

● **Qu'est-ce que c'est ?** d'Antoine Lanchais et Alain Crozon. « Elle a quatre pieds mais ce n'est pas pour marcher. Qu'est-ce que c'est ? » Régénérant le genre, Antoine Lanchais et Alain Crozon signent un malicieux imagier « interactif » contenant vingt et une devinettes. Avec des languettes à soulever pour s'aider si l'on n'a pas trouvé. Dans la même collection : *Qui suis-je ?* (Seuil jeunesse, 45 F. A partir de 4 ans).

● **Le A.** de Claude Ponti. Revolci Tromboline et Foulbazar, les poussins favoris de Claude Ponti. Variations joyeuses sur toutes les significations possibles du « A ! », étonné, effrayé ou ravi. Dans la même série : *Le Gauchemar* et *le Nuage* (L'Ecole des loisirs, 20 p., 39 F. A partir de 4-5 ans).

● **Kikekol.** de José Parrondo. Un Martien, c'est vert et ça se doit d'avoir une soucoupe volante. Mais pourquoi pas une mère prévenante ou des frères et sœurs serviables ? Un graphisme résolument proche de la petite enfance, des couleurs désignées de façon canaille comme un pied de nez à l'usage (« rouge soucoupe volante », « vert martien »), une intrigue résolument loufoque : on parlerait volontiers qu'on n'a pas fini d'entendre parler de Parrondo (éd. du Rouergue, 44 p., 68 F. A partir de 5-6 ans).

● **Zuza dans la baignoire ; La Chambre de Zuza ; Le Dîner de Zuza.** d'Anaïs Vaugelade. Un petit tryptique de la vie quotidienne où l'imaginaire le plus surprenant vient soudain faire irruption. Une illustration pleine de humour et en liberté de ton (L'Ecole des loisirs, 24 p., 48 F. A partir de 3 ans).



● **Falbert a les nerfs.** de Priska Peters. Histoire sans paroles. Une saynète avec plant, lampadaire et journal, sur l'attente, l'impatience, l'incertitude (et la résignation ?). Le dessin naïf et plein de Priska Peters soutient le difficile challenge (éd. Grandir 1950, chemin de la Passerelle 84100 Orange), 20 p., 80 F. A partir de 4 ans).

● **Blanche Dune.** de Rascal et Stéphane Girel. De la crête des falaises aux bunkers tombés sur la plage, toute l'atmosphère du pays de Caen est subtilement enfermée dans ces pages, comme bientôt les souvenirs d'été dans la mémoire du jeune narrateur. Un album subtil et intelligent où passent en filigrane les plus graves interrogations de l'enfance (éd. Pastel, 32 p., 75 F. A partir de 6 ans).

● **Histoire à ruminer.** de Philippe Barbeau et Pascal Tétrel. Un livre accordéon se doit de n'être pas banal. Cette variation sur l'arbre de la connaissance ne manque ni d'audace ni d'originalité. Fable à la Shadok, cette his-

toire à la gomme a beau se prétendre formatrice, sa morale, d'une sagesse prudente, risque de ne pas convaincre, sinon du talent des deux auteurs (éd. de L'Atelier du poisson soluble, 34 p., 75 F. A partir de 6 ans).

● **Le Voleur volé et La Promenade mouvementée.** de José Luis Gonzalez et Sophie Dutertre. Pour retrouver la fraîcheur des histoires de Guignol comme si on y était avec, en plus, le charme si original des gravures de Sophie Dutertre (Seuil jeunesse, 44 p., 49 F. A partir de 5 ans).

● **La Rivière.** de Claude Martingay et Xavier Cardinaux. L'histoire est simple et heureuse comme l'idée de l'éditeur : faire



connaître le travail d'artistes contemporains en mettant en jeu leur travail par une mise en page inventive et soignée. Symphonie d'ocres aux accents automnaux, cette *Rivière* est la plus convaincante des deux nouveautés proposées par l'éditeur genevois (éd. La Joie de lire, 28 p., 89 F. A partir de 6 ans).

● **L'Ombre de la princesse.** de Paul Thibès et Christophe Merlin. Cassiope est une princesse impossible. Vindicative, hautaine, violente, elle tyrannise son monde. Achetés dix pièces d'or, le jeune négationniste Sédou va cependant réussir à lever le maléfice qui empêche la jeune fille de connaître le bonheur. Une édifiante parabole illustrée par le trait audacieux de Christophe Merlin dont chaque album est décidément une fête (Syros, 28 p., 75 F. A partir de 6 ans).

● **Moi, je suis cailin-cailin.** d'Alain Serres et Serge Bloch. Une nouvelle collection qui, malgré ses « moi-je » n'encourage pas au narcissisme mais raconte avec humour la vie et les émotions des tout-petits. Avec des pages qui se déplient et cachent des surprises (Albin Michel jeunesse, 16 p. et 35 F. chacun. A partir de 2 ans).

● **Manon, Cœur citron.** de Pierre Coran et Zaü. Thème souvent exploité, la mort du grand-père est ici traitée avec un grand art de l'équilibre et des silences éloquentes - d'où il ressort une émotion communicative (Père Castor Flammarion, 28 p., 72 F. A partir de 6-7 ans).

● **Méchante.** de Nadja. Où une poupée ensorcelée devient l'âme damnée d'une petite fille. Encore une fois, on tombe sous le charme des peintures de Nadja, mais aussi de ses « vraies » histoires, riches, pleines de suspense et de sentiments (L'Ecole des loisirs, 36 p., 82 F. A partir de 6-7 ans).

● **Un si bel été.** de Robert McCloskey. Entre le ciel et les eaux, entre le beau temps et l'ouragan, un été dans une baie du Maine. Par l'auteur de l'irrésistible *Laissez passer les canards* (Circconflexe) qui reçut deux fois la médaille Caldecott, la plus haute distinction américaine en matière de livre de jeunesse (Circconflexe, traduit de l'anglais par Viviane Ezratty et Louis-Marie Hamel, 64 p., 98 F. A partir de 8 ans).

PREMIÈRES LECTURES

● **Viens jouer dans le bac à sable.** de Yak Rivais. On ne présente plus Yak Rivais dont les livres ont depuis longtemps conquis les salles de classe. Il y a fort à parier que ses nouvelles variations sur les *Fables* de La Fon-

Albums, romans, documentaires, une sélection d'ouvrages récents pour petits et grands enfants

taine, tout en malice et jeux sur les mots et les sons, connaîtront le même succès. Avec de sobres mais utiles mises en garde contre la confiance mal placée et autres ingénuités (éd. Lo Pès, 56 p., 79 F. A partir de 7 ans).

● **Les Animaux et leurs poètes.** poèmes choisis par Jean-Hugues Malineau et illustrés par Kitty Crowther. Oh, de Claude Roy à Robert Desnos, Apollinaire ou Eluard, soixante-dix-neuf poètes se laissent inspirer par des fourmis, des lions ou des puces... Une excellente et ludique introduction à une poésie non intimidante (Albin Michel jeunesse, 62 p., 85 F. A partir de 8 ans).

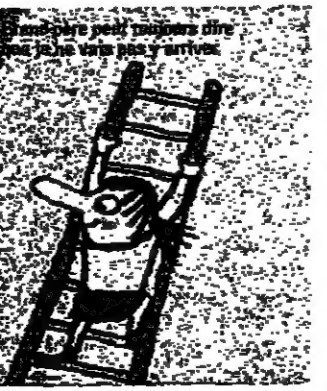
● **Je me souviens.** de Georges Perec et Yvan Pommaux. Pont accessible entre les générations : Pommaux a emprunté et illustré avec bonheur quelques-uns des quatre-vingt « Je me souviens » de Perec. Surgit tout un monde disparu, depuis les « Juvaquatre » jusqu'aux latrines en fer blanc... L'auteur de *La Vie mode d'emploi* ne se serait pas senti trahi par ces bribes de quotidiens racontées par un grand-père en berrêt à deux ados en roller (éd. du Sorbier, 36 p., 68 F. A partir de 8-9 ans).



● **L'Histoire d'Isis et d'Ostris.** de Jacqueline Vallon et Maurice Pommeret. Dans la même collection et dans l'esprit des *Histoires de la Bible*, les récits, le ton de Valon-Pommeret s'attaque aux mythologies - égyptienne, grecque (Les Douze travaux d'Hercule) et indienne (L'Histoire de Krishna). Les récits simples et vivants sont fidèles aux sources (en l'occurrence Plutarque). Quant aux illustrations, façon ombres chinoises, elles sont un pur délice (Gallimard jeunesse, « Folio Benjamin », 40 p., 29 F. A partir de 7 ans).

● **Mariama et autres contes d'Afrique.** de l'ouest, de Mamadou Diallo. De Bouki la hyène qui était fatiguée de courir toujours après la viande au secret du lièvre qui saute quand il se déplace, six contes posthumes pour savourer le verbe riche de Mamadou Diallo (Syros, coll. « Paroles de conteurs », illustrations de Vance Caines, 128 p., 69 F. A partir de 6 ans).

● **Max et Lili se sont perdus.** de Dominique de Saint-Mars et Serge Bloch. On ne dira jamais assez les mérites de cette petite collection pratique et humoristique dont la bande dessinée est en prise directe avec les problèmes quotidiens des 7-10 ans. Ici, quelques pistes sûres pour répondre à l'angoisse de se perdre dans la ville (Calligram, 46 p., 29 F. A partir de 7 ans).



● **Le Garçon envolé.** raconté par Francine Gaillard. Une histoire traditionnelle slovaque qui inaugure une nouvelle collection de contes du monde entier (la première livraison contient également des contes haoussa, juif, andalou, guyanais et chinois). Avec des informations sur ces cultures et une politique de petits prix (Gallimard jeunesse, 24 p., 28 F. A partir de 8 ans).

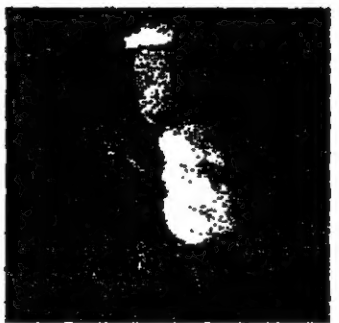
DOCUMENTAIRES

● **Jardin gourmand.** de Françoise Fontaine et François Charles. Carotte, concombre, tomate-cerise, fraise et potimarron... Comment cultiver un jardin de poche quand on est en ville. Avec clarté et précision, un manuel d'initiation d'une vraie séduction avec deux lexiques et mille petits trucs. Les enfants de *Tistou* les pouces verts ont bien grandi (éd. du Sablier (quartier la Rencontre 04300 Dauphin), 24 p., 82 F. A partir de 8 ans).



● **L'Euro expliqué aux jeunes.** de Frédéric Bosc. « Adieu franc français, mark allemand, lire italienne. » Pour tout savoir sur la monnaie unique, ses avantages attendus, les pays qui l'ont adoptée, et même le prix en euro de la bouteille de coca... voici un mode d'emploi clair et illustré d'une façon très parlante (Hachette jeunesse, 48 p., 35 F. A partir de 10 ans).

● **Molière, sa vie, ses œuvres.** texte écrit et dit par Jean Meyer. Une présentation simple et claire,



un dialogue imaginaire avec la belle Madeleine Béjart et des extraits de dix pièces interprétés par de grands comédiens, permettent d'entrer en douceur, à travers le livret ou le CD, dans l'univers du plus illustre comique français (éd. Ades-Vilo, coll. « Les Enfants sages », iniquement en librairie, 99 F. A partir de 10 ans).

● **Astrapi.** Salut les Artistes. Du rap à Mozart ou à la salsa, un melting pot de toutes les musiques du monde, avec des trucs et astuces pour jouer des percussions, fabriquer un orchestre original ou composer ses propres tubes de l'été. (Bayard Presse Jeune et Gallimard jeunesse, hors série, 39 F. A partir de 7 ans).

● **Copain des Jardins.** de Renée Kayser et Nathalie Vogel. Ce guide - qui s'adresse aussi bien aux débutants qu'aux amateurs avertis - délivre une multitude de conseils pour entretenir et soigner fleurs et plantes. Il propose également mille et une activités pour les mains vertes : fabriquer un tipi fleuri, composer un bouquet harmonieux, cuisiner les légumes de son potager. Très didactique avec son lexique détaillé et son index, il offre également une visite guidée des plus beaux jardins d'Europe (Milan, 236 p., 148 F. A partir de 8 ans).

● **Du ciel à la boussole.** de Cécile Arbona, Olivier Mandeix, Ernest Fichon, Claudine et Jean-Mi-

chel Masson. Informatif et pratique, ce petit livre s'adresse aux aventuriers en herbe, passionnés d'astronomie. Reconnaître les étoiles, comprendre les différents phénomènes météorologiques, se diriger grâce à une boussole, savoir manier compas et sextant, toutes les astuces sont ici dévoilées pour devenir un as de l'orientation. Des dessins largement commentés permettent aux plus bricoleurs de réaliser pluviomètre, girouette ou cadran solaire (Milan, 102 p., 68 F. A partir de 8 ans).

● **Ada de Lovelace et la programmation informatique.** de Jean-Paul Soyer. La vie d'une scientifique méconnue, pionnière de l'informatique et fille abandonnée du poète Lord Byron. Avec de nombreux éclairages sur l'éducation des filles de l'aristocratie ou l'Angleterre du début du XIX^e siècle (éd. du Sorbier, 34 p., 64 F. A partir de 9-10 ans).

● **Carnet naturaliste imaginaire.** de Frédéric Jacquet. Connaissiez-vous la chalamandre ou le fourmigon ? Vous êtes-vous déjà trouvé nez à nez avec un girapap ou un Canocéros ? C'est un plaisir que de musarder dans ce vrai-faux documentaire, un bestiaire loufoque qui fait la part belle aux plus improbables hybridations. La science a encore du pain sur la planche ! (Nathan, 36 p., 59 F. A partir de 6 ans).

● **Un enfant nommé Glotto.** de Bimba Landmann. Du jeune berger qui devient l'élève de Cimarue au maître d'Assise et de Padoue qui travailla pour le pape et les princes, un itinéraire à mi-chemin entre le documentaire et la fiction, magnifiquement illustré dans l'esprit de l'époque par Bimba Landmann, mais, hélas ! sans une seule reproduction de Glotto (éd. Biboquet, 28 p., 128 F. A partir de 6 ans).

● **Les énigmes de Shéhérazade.** de Raymond Smullyan. Passionnés d'enquêtes et de devinettes, voilà de quoi jouer avec vos nerfs ! Ce livre mêle sagement belles légendes et problèmes mathématiques. Les petits Einstein devraient y trouver leur compte. Pour les autres, ceux qui n'auront pas su faire preuve de la logique nécessaire pour déjouer les pièges de la malicieuse princesse, les solutions sont fournies en fin d'ouvrage. Dans le même esprit, signalons *L'Etrange affaire du chat de M^{re} Hudson* et les impeccables mécaniques du physicien anglais Colin Bruce (Flammarion, respectivement 224 p. et 294 p., 99 F. chacun. A partir de 15 ans).

● **Je veux voir Marcos.** de Valérie Dayre. A dix-sept ans, Pablo a disparu. Peut-être s'est-il embarqué clandestinement pour l'Amérique du Sud ? Via une émission télévisée, la France entière se lance à sa recherche. L'auteur de *C'est la vie, Lili* signe ici un roman palpitant et une irrésistible satire de la télévision (L'Ecole des loisirs, 182 p., 64 F. A partir de 12 ans).

● **Librairie de nuit.** de Jacqueline Miranda. Où l'on apprend comment l'on vendait sous le manteau *L'Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert ainsi que comment vivaient les « professionnels » du livre avant la Révolution. Un roman historique des plus prenants, écrit dans une langue aussi élégante qu'efficace (Castor poche Flammarion, 128 p., 23 F. A partir de 9-10 ans).

● **Kofi, l'enfant du Ghana.** de Francis Selormey. Pour saluer l'année de la commémoration de l'abolition de l'esclavage, les éditions Dapper, liées au musée du même nom, viennent de créer une nouvelle collection, « Dapper jeunesse » visant à mieux faire connaître « d'autres aspects des cultures de l'Afrique et de ses diasporas ». Ici, le récit vivant d'une enfance au Ghana. Dans la même collection, Patrick Chamoiseau a traduit de roman du jamaïcain Evan Jones, *Aventures sur la plaine* (éd. Dapper, 50, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris, 308 p., 38 F. A partir de 12 ans).

● **C'est bien.** de Philippe Deleury. « Bien sûr, écrit Philippe Deleury, j'aurais pu faire des "C'est nul", mais ce sont les "C'est bien" qui sont venus naturellement, alors je ne me suis pas forcé. » C'est bien ? Un livre qui fait très peur, l'autoroute la nuit, le jour où on joue la pièce de théâtre... Antérieurs à ceux de la Première Corée de bière, ces textes en préfigurent l'esprit, glorifiant chacun un « plaisir minuscule ». Un passeport pour l'optimisme, à moins qu'un jour, ironise Philippe Deleury, une pétition d'élève révolté ne lui écrive : « Faire des "C'est bien", c'est vraiment nul ! » Dans la même série : *C'est toujours bien* et *En Pleine lucarne* (Milan, 96 p., 39 F. A partir de 10 ans).

● **Les Chaudrons du divin.** de Michèle Costa Magna. Après avoir célébré avec les jeunes *Les Noces d'Edipe*, Michèle Costa Magna réitère ses incursions « du côté de chez Freud » pour mettre en scène, de façon romanesque, « la façon dont le surmoi préside au réajustement des pulsions ». Avec des repères sur Freud et un guide bibliographique (Actes Sud junior, 160 p., 39 F. A partir de 13-14 ans).

● **L'écran rouge.** d'Ernest Pépin. A Pointe-à-Pitre, un collectionneur fait l'acquisition d'un tableau rouge possédant d'étranges pouvoirs... Pour fêter ses dix ans, la collection « Page blanche » publiée, sous la plume de dix romanciers contemporains, dix nouvelles inédites sur le thème des couleurs. Lectures brèves et de qualité, idéales pour glisser dans la sac des vacances (Gallimard jeunesse, 48 p., 20 F. A partir de 11-12 ans).

● **L'ignoble Paneb.** de Viviane Koenig. La vie quotidienne dans les tombes pharaoniques, sous le règne de Séti II et la plume d'un égyptologue reconnue (Hachette jeunesse, 224 p., 29 F. A partir de 11 ans).



Sélection établie par Florence Nolville et Philippe-Jean Catinchi

GÉNÉALOGIE DU CHOCOLAT
(The True History of Chocolate)
de Sophie D. Coe
et Michael D. Coe.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Clémence Guibout
et Marie-Ange Guillaume,
éd. Abbaye, coll. « Tempo »,
206 p., 120 F.

L'histoire des aliments commence à peine à s'écrire. Longtemps, on jugea négligeables les migrations de légumes. Invention de recettes ou fabrication d'ustensiles se perdaient dans l'oubli. Quelques amateurs isolés collectionnaient des documents ou des objets, d'une manière gentiment maniaque. Des curieux narraient parfois les pittoresques aventures de la betterave ou, à l'instar de Charles Fourier, les conflits interminables entre passionnés de poires, comme la secte de ceux qui ne jurent que par la beurré Hardy ou le petit groupe des fous de la passe-crassane. Mais on ne trouvait presque jamais de vrais chercheurs pour s'intéresser, en historiens, à ce qui se mange. Les armes, les livres, le costume, les rituels, l'habitat, voilà des préoccupations légitimes. Mais le pain, les soupes, les rôtis, les purées, les manières de cuire, les assaisonnements, les modes de conservation, la diffusion des aliments, les vertus et les méfaits qu'on leur attribue, les tribulations de leur production, tout cela demeurait généralement à l'écart des recherches sérieuses. Naguère encore. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Une série de travaux s'intéressent à l'évolution des nourritures. Celle du chocolat est instructive entre toutes. Avant de se retrouver en tablette chez l'épicier, le chocolat a fait un étonnant chemin à travers les cultures, les continents et les siècles. Un couple de chercheurs américains, Sophie D. Coe et Michael D. Coe, spécialistes de la civilisation précolombienne, retracent son odyssée et ses méta-

Des Mayas à la Suisse, le cacao a traversé des mondes. L'histoire du chocolat se confondrait-elle avec celle de l'humanité? L'essentiel est peut-être dans les bulles

morphoses. En quelques siècles, on vit en effet le chocolat passer du Nouveau Monde à l'Europe, du froid au chaud, de l'état liquide à l'état solide, du produit de luxe à la consommation courante. Tout commença il y a plus de deux millénaires en Amérique centrale, on ne sait pas très bien de quelle manière. L'arbuste, dénommé *Theobroma* (cacao) par les botanistes de l'Age classique, est une plante fragile et relativement capricieuse. Il lui faut une chaleur à peu près constante, de l'humidité, des mouches pour la pollinisation. Les cabosses qu'il produit - elles renferment les précieuses fèves - sont peu nombreuses. En outre, elles pourrissent vite, ne s'ouvrent jamais d'elles-mêmes. Bref, c'est déjà un miracle d'avoir ces fèves. Mais ce n'est encore qu'un début, une condition nécessaire, mais non suffisante, de l'existence du cacao. Pour l'obtenir, il faut que les fèves, une fois extraites de la pulpe grasse qui les enrobe, soient fermentées, puis séchées, soit torréfiées, puis vannées. Au terme de ces opérations - chacune est indispensable, chacune aussi est exposée à toutes sortes de ratages - on obtenait depuis des siècles, chez certains peuples précolombiens, de quoi



préparer, en y ajoutant de l'eau, une boisson froide, amère, non sucrée, alors réservée aux riches et aux princes. Avant la conquête espagnole, en effet, le chocolat est une boisson d'élite. Les fèves servant aussi de monnaie, les Mayas ingèrent, en consommant du chocolat, de la richesse à l'état pur, agrémentée

de vanille, de cannelle, de piments divers, parfois de maïs. Les premiers conquistadors ne l'aimaient pas. « Si vous aviez vu ce tripotage ainsi mixtionné, il vous ferait mal au cœur et vous jugeriez (...) que c'est plutôt quelque lavure de porcs qu'un breuvage d'hommes », écrit Girolamo Benzoni, en 1575, dans son *Histoire*

nouvelle du Nouveau Monde. C'est par les femmes que la mixture s'impose. Les cuisinières d'origine indienne le font goûter aux épouses des conquérants, la cuisine se métisse. Le breuvage devient à la mode. La réputation aphrodisiaque du chocolat n'y est sans doute pas étrangère. Longtemps en effet, le chocolat passa pour « le poison de la chasteté ». En 1680, selon un auteur du temps, la sainte dominicaine Rose de Lima, surnommée « la Vierge du Pérou », alors que ses ardeurs mystiques l'avaient laissée épuisée et languide, « trouva à son côté un ange qui lui tendait une petite tasse de chocolat, grâce à laquelle elle retrouva force et vigueur ». Voilà incontestablement un fait probant en faveur de l'innocuité libidinale du breuvage. Croit-on en effet, poursuit cet hagiographe, qu'un ange aurait pu tenter de corrompre une sainte ? Si le chocolat « injectait dans les veines de celui qui en boit le feu de la luxure, le bon ange en aurait-il même donné une seule gorgée à cette jeune fille qui est un temple du Saint-Esprit ? » Passons sur les querelles médicales. M^{me} de Sévigné ne sait plus qui croire : « Le chocolat n'est plus avec moi comme il était (...). Tous ceux qui m'en disaient du bien m'en disent du mal ; on le maudit, on l'accuse de tous les maux qu'on a ; il est la source des vapeurs et des palpitations ; il vous flatte pour un temps, et puis vous allumez tout à coup une fièvre continue qui vous conduit à la mort. » Oublions les grands chocolatomanes, tel Sade, écrivant à sa femme de sa cellule en demandant un gâteau glacé : « Je veux qu'il soit au chocolat et noir en dedans à force de chocolat, comme le cul du diable l'est de fumée. » Négligeons le temps de la colonisation, de la production industrielle, l'invention du cacao dégraissé par l'illustre Van Houten et celle de la machine à conchage par Rudolphe Lindt permettant d'atteindre à une onctuosité suprême. Laissons de côté les grandes dynasties helvétiques, les empires américains, le

renouveau des crus rares, et même les fanatiques de la « pure pâte » - le 100 % à l'amertume incomparable. Occupons-nous de l'essentiel, c'est-à-dire de la mousse. Non pas, évidemment, la mousse au chocolat, c'est là que se tient la vérité. Aztèques et Mayas estimaient en effet le chocolat pour sa mousse. Les premiers dictionnaires de langue maya mentionnent l'expression *yom cacao*, « la mousse de chocolat », et la formule *tan kan kel*, qui peut signifier « bien griller le cacao pour faire beaucoup de mousse sur le chocolat ». Un texte anonyme de 1556 décrit en ces termes les gestes des indigènes : « Ils versent le breuvage d'un vase dans un autre pour faire monter la mousse, qu'ils versent dans un récipient destiné à cet effet. » Faire mousser fut aussi, dans toute l'Europe, aux temps des Lumières, une occupation constante. En 1790, dans *La Fillette enchantée*, Despinat, la servante, râle explicitement : « Voilà une demi-heure que je bats, le chocolat est fait. » La morale de cette histoire n'est pas gastronomique, on s'en doute. Il ne s'agit pas de comparer les mérites de telle préparation et de telle autre, mais de suggérer qu'à sa manière l'histoire du chocolat donne peut-être une leçon de savoir-vivre. Ce qui importe ne serait pas la substance, mais l'agitation à sa surface, le mouvement qui l'aère. Ce qui compte ne serait pas la chose même, mais son résultat périphérique et instable. Tous les efforts devraient se déployer, depuis les plantations obscures jusqu'aux tours de main ultimes, seulement pour quelques bulles légères et cohérentes, éphémères et savoureuses. Faire mousser serait alors l'activité la plus vaine et la plus haute, inséparablement. Ce n'est sans doute pas la plus sublimé des morales. Mais pas la pire. « Glissez, mortels... »

► Roger-Pol Droit interrompt sa chronique. Elle reprendra le 28 août.

Le passeur de soleils

Empruntant le verbe des fables, Satprem transmet la part enchantée de son expérience

LA CLEF DES CONTES
de Satprem.
Ed. Robert Laffont,
150 p., 129 F.

Romans ou essais, témoignages ou correspondances : Satprem surprend, provoque, ravive l'attention à chaque livre nouveau alors qu'il s'en tient à la même aventure : celle d'un être humain en attente d'autre chose, mais qui sait que « le salut est physique » et dépend d'une action menée au plus secret du corps, jusqu'en chacune des cellules qui le composent. Avec *La Clef des contes*, l'auteur de *Par le corps de la terre* et des *Letres d'un Insoumis* (1) change de ton, comme s'il voulait avant tout transmettre la part enchantée de son expérience personnelle. D'où cette suite de récits et de chansons au goût de légende actuelle, de légende véritable, à inventer et à vivre, qui témoignent d'une force de conviction intacte en empruntant le verbe des fables et le souffle des poèmes.

« Toujours, il y a une vieille mémoire qui remue en nous. Quelque chose qui chante de l'autre côté, ou qui appelle, ou qui chante. De l'autre côté de quoi, on ne sait pas très bien - les « souvenirs » d'unan (pas ceux de maintenant) savent peut-être mieux. Toujours, il y a un vieil inconnu qui nous habite et qui nous tire, et qui semble si vieux, et si proche, comme un inconnu qui serait quand même connu, qui serait nous-même et plus que nous, comme un enfant perdu qui ne s'y retrouve plus, comme une très vieille chanson qui ne retrouve plus ses notes, comme une très vieille tendresse qui nous embrassait... là-bas, de l'autre côté des ans que nous vivons ici à tâtons, si mal, dans notre peau d'aujourd'hui. »

Tout le voyage de Satprem est orienté vers cet « autre côté », cette traversée de soi dont il avoue que « c'est un étonnement... difficile. Et un peu écrasant ». Aussi a-t-il recours

à des paroles légères qui ne craignent ni la naïveté ni le rire. S'affublant du sobriquet de Bigorneau, il raconte sa trajectoire de petit Breton jeté dans l'enfer d'un camp de concentration, puis ses errances en Égypte, en Guyane, au Brésil, avant la rencontre décisive, en Inde, de Sri Aurobindo et de Mère. Dès lors, en quête du « grand passage » évolutif, il tente de dire cet indicible, ce soleil du dedans qui est à la fois blessure et révélation. « Il aurait voulu dire et dire, ce vieux Bigorneau, chanter ce qui fait vivre en dépit de tout, ce qui ferait une autre Vie et un autre homme - un nouvel homme sous quelque étoile et une Terre toute neuve sous ses vieux ans. Que fonderait-il donc pour réveiller ces passants de leur hypnose, ces vieux passagers de tant de morts qui n'ont jamais connu que quelques secondes de vie et sont partis avec de grands yeux de tendresse ? »

Cette question, et bien d'autres dans le livre, ne peuvent que tarabuster, secouer, obséder, y compris ceux qui ne sont pas prêts à pari sur l'évolution annoncée par Sri Aurobindo et repris par Satprem. Car *La Clef des contes* ouvre des portes à l'infini, comme jadis, et avec une autre visée. La *Prophétie* de Khalil Gibran. Cette référence ne tient évidemment pas au hasard : il y a un élan, une ampleur, une maîtrise comparables, et l'envolement d'une parole préférée par « un homme léger sur cette vieille galère en déroute ». Parmi les sages, les poètes, les philosophes ou les conteurs, Satprem est l'un des très rares à savoir faire de sa pensée un sursaut, une révolte, une musique.

André Velter

(1) Robert Laffont

★ A signaler : Satprem par un fil de lumière, une biographie de Nicole Elfi, Robert Laffont ; et la traduction par Satprem d'un long poème de Sri Aurobindo, *Savitri* (trois volumes parus à l'Institut de recherches évolutives, 142, bd du Montparnasse, 75 014 Paris).

La révélation du Bouddha

Près d'un siècle et demi après la traduction de Burnouf, Jean-Noël Robert aborde l'un des textes majeurs du bouddhisme

LE SÛTRA DU LOTUS
Traduit du chinois
par Jean-Noël Robert.
Payard, « L'Espace intérieur »,
480 p., 160 F.

Il était temps que paraisse une version française du *Sûtra du lotus* qui soit faite à partir du chinois. La fameuse traduction chinoise qu'en fit Kumārajīva, exact contemporain de saint Jérôme, en 406, n'est pas loin d'avoir conquis dans le monde extrême-oriental une renommée comparable à celle qu'eut l'œuvre de saint Jérôme, le « Patron des traducteurs », en Occident. Kumārajīva travailla sur un original indien. C'est ce que fit aussi, en 1840, Eugène Burnouf (1802-1852) qui traduisit magistralement un manuscrit sanskrit qu'il avait reçu du Népal. La publication de cette traduction fut posthume, en 1852. Elle est régulièrement rééditée par les soins de la Librairie d'Amérique et d'Orient.

Au cours d'une existence relativement courte mais extrêmement bien remplie, Eugène Burnouf, le fils du traducteur de Tacite, Jean-Louis Burnouf, nous donna plusieurs des ouvrages fondamentaux sur lesquels s'érigèrent les études non seulement bouddhiques, mais aussi iraniennes, hindoues, pâlies et, en marge de ses savants ouvrages, il nous a laissé une correspondance (il n'alla pas en Asie, mais le voyage d'Oxford n'est-il pas déjà un dépaysement ?). Cette correspondance intéressante et parfois déficacement intime n'a pas été rééditée depuis 1891.

De l'introduction à l'histoire du bouddhisme indien de Burnouf, on peut suivre la trace fulgurante : Schopenhauer, Flaubert, Gobineau, Renan, Wagner, Nietzsche, en font grand cas. Par contre, son *Lotus de la bonne loi* ne semble pas avoir eu un tel rayonnement. Par tout reconnue comme la première

traduction en langue occidentale d'un texte majeur du Grand Véhicule, cette traduction, malgré son exactitude et la qualité d'une prose digne des meilleurs écrits savants du XIX^e siècle, a sans doute déconcentré le public lettré. On y trouvait le chatolement oriental et de belles paraboles, dont celle de l'enfant prodige dont l'écho chrétien était familier. On accédait plus difficilement à une doctrine explicite, car l'œuvre pouvait sembler tautologique, répétant constamment que l'essentiel était de lire et de propager... le *Sûtra du lotus*.

Près d'un siècle et demi après Burnouf, Jean-Noël Robert aborde le *Sûtra du lotus* dans de tout autres conditions. Après Burnouf, les études bouddhiques, et spécialement celles basées sur des textes en chinois, ont connu en France et dans les pays francophones un grand essor. Le bouddhisme fait

partie maintenant du paysage religieux européen et plusieurs écoles, en particulier celles dérivées de mouvements laïques néobouddhiques japonais, se réclament du *Sûtra du lotus* (souvent retraduit en français d'après des traductions anglaises). Jean-Noël Robert est en outre familier des arcanes de l'école Tiantai (Tendai en japonais), détentrice d'une longue tradition d'exégèse de ce *sûtra*.

Le nouveau traducteur a essayé de garder le caractère chatoyant du texte sans l'écraser sous son ornementation indienne. Nous ne sommes plus au temps de Leconte de Lisle. Les innombrables répétitions ornementales qui parsèment les textes bouddhiques, il les a traduites dans un style inspiré de l'antique qui nous renverrait plutôt à Amyot ou à l'abbé Delille. On devine le lecteur de l'Arioste et de Rabelais dans les noms des personnages, des éons et des royaumes : Brûle-lampe, Cherche-gloire, Grand Prêche en Joie, Déléce-Mental.

Chacun des vingt-huit chapitres du *Sûtra du lotus*, auxquels s'ajoutent deux brefs *sûtras* traduits en annexe, se lit comme une saynète centrée sur un ou plusieurs épisodes ou propositions centrales, exprimées le plus souvent dans deux versions qui ne se répètent pas exactement. Ces deux versions subsistent, en sanskrit comme en chinois, d'abord en prose, puis en vers. Jean-Noël Robert a opté de les traduire en prose dans les deux cas, tout en suivant une différente présentation typographique pour les stances afin de leur garder une certaine fluidité musicale. C'est le charme particulier et la richesse de la portée méditative propre à chaque chapitre (parmi lesquels les lecteurs orientaux ont souvent leur préféré) qui fait la beauté de cet ouvrage composite. On peut se laisser captiver par les paraboles fameuses mettant en évidence la générosité ingénieuse du Buddha (maison en feu, ville fictive, paraboles des simples, etc.) et par les fantasmagories parmi lesquelles la scène souvent représentée (notamment sur la couverture du livre, d'après un chef-d'œuvre du musée Guimet) de la rencontre entre le Buddha hors du temps appelé Maint-Trésor et le Buddha de notre temps appelé Sakyamuni. Des épisodes plus intimistes y ont leur place, certains reflétant l'apreté de notre monde de l'« Endurance ». Tel est le cas du vingtième chapitre : histoire de « Toujours sans mépris ». Un autre récit suscite d'intenses controverses en ces temps de lecture féminine du bouddhisme. Je veux parler de la transformation virile de la fillette dragon, « considérant les êtres avec tout autant de tendresse que s'il s'agissait de nourrissons ».

Une histoire du peuple juif démythifiée

HISTOIRE DU PEUPLE JUIF AU XX^e SIÈCLE
de Simon Epstein.
Hachette Littératures,
430 p., 145 F.

Adoptant un point de vue chronologique, cet ouvrage retrace, de 1914 à nos jours, un siècle d'histoire juive diasporique et israélienne. Simon Epstein, chercheur à l'université de Jérusalem et spécialiste de l'histoire de l'antisémitisme, en profite surtout pour combler les lacunes d'une historiographie qui s'est, selon lui, souvent laissée prendre au piège des mythes. Réhabilitant la combativité des juifs allemands contre la montée de l'hitlérisme dans les années 30, l'auteur met au jour un message que la mémoire juive a occulté au profit du mythe de la « passivité juive antérieure face à l'antisémitisme ». Une rhétorique rassurante alimentée par ce mythe apparaît ainsi à chaque surgissement de l'antisémitisme tout au long du siècle. Mais la leçon est troublante : en sous-estimant la mobilisation antiraciste préhitlérienne, qui, malgré son importance, n'a pu empêcher le pire, ne surestime-t-on pas les capacités de résistance de nos démocraties actuelles ? Simon Epstein est sans complaisance. Et c'est avec sévérité qu'il s'attaque aux points les plus sensibles, insistant sur la fermeture générale des frontières en 1938-1939, qui ne laissa aucun refuge aux juifs allemands ; ou sur la responsabilité de l'Angleterre, privant du refuge de la Palestine mandataire les juifs qu'on s'apprête à massacrer. Sur d'autres épisodes controversés, comme le rôle joué par le mouvement sioniste dans le sauvetage des juifs d'Europe, Simon Epstein pose les termes du débat sans trancher. Ce sont là sans doute les contraintes d'un genre qui privilégie l'effort de synthèse au travail sur les sources.

Frédérique Leichter

staff
lettres

Le monde selon Golb : Rouen et Jérusalem



Depuis trente ans,
cet universitaire,
spécialiste
d'études hébraïques
et judéo-arabes
à Chicago, plaide
pour que soit admise,
avec la part juive,
une vision plus
« multiculturelle »
des origines
du christianisme
ou de la culture
normande
du Moyen Âge

nières journées du patrimoine. On pouvait le visiter sur rendez-vous, une fois par semaine, jusqu'à ce qu'un éboulement barre désormais, et sans doute pour plusieurs mois, ce semblant d'accès.

Norman Golb n'en continue pas moins à appeler les historiens à rompre le silence qui, à l'en croire, entoure la présence juive au Moyen Âge. Quelques chercheurs français ont entre-temps commencé à mettre en lumière la richesse des échanges philosophiques et théologiques entre juifs et chrétiens, fût-ce sous la forme des controverses (ainsi Gilbert Dahan, dans *Les intellectuels chrétiens et les juifs au Moyen Âge*, paru au Cerf en 1990), tandis que Norman Golb s'attaquait à un autre conformisme érudit : celui qui entoure l'étude des manuscrits de la mer Morte.

Pour la grande majorité des chercheurs qui se sont penchés sur les centaines de fragments découverts dans des grottes sises entre Jérusalem et la mer Morte il y a un demi-siècle, l'origine de ces textes, parmi les plus anciens que nous possédons de la Bible, renvoie à une petite secte vivant en Terre sainte aux alentours de la naissance du Christ : les esséniens (voir à propos de la parution du livre en anglais *« Le Monde des livres »* du 14 avril 1995). Tout le propos du livre de Norman Golb, qui vient d'être traduit en français chez Plon, consiste à dissocier le site près duquel les manuscrits furent retrouvés - Khirbet Qumran, au nord de la mer Morte - de l'écriture des manuscrits. Pour Norman Golb, loin de venir d'une communauté de cénobites marginaux, coupée du reste du peuple, qui auraient formé une sorte de monastère du désert avant la lettre - théorie défendue bec et ongles par le Père Roland de Vaux et par ses successeurs de l'Ecole biblique de Jérusalem, ainsi que par de nombreux archéologues israéliens -, ces textes auraient été déposés dans les grottes avoisinantes à l'époque du siège de la ville sainte (en 70 après J.-C.) et proviendraient d'une bibliothèque de Jérusalem et son désert.

« Ils forment, écrit Golb, le patrimoine des juifs palestiniens de l'époque intertestamentaire et représentent les divers partis, sectes et divisions, qui, comme l'ont perçu un nombre croissant de chercheurs, constituent la source créative d'une multitude d'idées spirituelles et sociales. » Cette thèse avait déjà été défendue, sous une forme quelque peu différente, dès les années 50, par un érudit de l'université de Münster, K.H. Rengstorff, mais elle ne tarda pas à être mise sous le boisseau. Pour Golb, il est impensable, ne serait-ce qu'en raison de la diversité des écritures (plus de cinq cents), de penser que tous ces documents, seules traces tangibles de la production intellectuelle de la Palestine juive des siècles de formation du christianisme, aient pu être rédigés dans le scriptorium d'une bourgade de la mer Morte habitée par une secte du temps (lui y voit plutôt une forteresse), comme le soutiennent depuis cinquante ans les tenants de la thèse « qumran-essénienne ». Cela revient encore à sous-estimer la part du judaïsme dans l'élaboration de ces manuscrits essentiels à la compréhension du terrain de la doctrine chrétienne. Là se noue le lien qui joint, chez Norman Golb, Rouen et Jérusalem.

Le livre de Norman Golb sur les textes de Qumran vient d'être publié en français sous le titre *Qui a écrit les manuscrits de la mer Morte ?* (traduit de l'anglais - États-Unis - par Sonia Kronlund et Lorraine Champronis Plon, 482 p., 169 F). Signalons également la sortie de *The Jews in Medieval Normandy, a Social and Intellectual History* (Cambridge University Press), version en anglais considérablement actualisée de ses travaux sur l'histoire du judaïsme normand.

Quelle est l'unité de la géographie intérieure d'un Norman Golb, spécialiste d'études hébraïques et judéo-arabes de l'université de Chicago, dont les recherches, qu'elles concernent la Normandie médiévale, les manuscrits de la mer Morte ou le royaume juif des Khazars dans l'ancienne Russie, ne cessent de susciter depuis des décennies polémiques et controverses, avec une passion qu'on n'attend guère de la paléographie ni de l'étude des inscriptions ou des manuscrits enterrés ? L'histoire juive, bien sûr, mais aussi la réflexion scientifique se métamorphose en dogme. Surtout quand ce dogme vise à minimiser l'apport de la culture hébraïque à l'histoire de l'Europe.

Grand, la silhouette mince, quelque peu dégingandée, Norman Golb est né en 1928 à Chicago. L'itinéraire de ses parents, originaires de Russie et d'Ukraine, a suivi le tracé décrit par Irving Howe dans *Le Monde de nos pères*, qui a mené, au XX^e siècle, dans un mouvement collectif puissant, une partie de la population juive d'Europe orientale vers les États-Unis. Si Norman Golb fut élevé en anglais, et s'il est devenu un citoyen très enraciné de la ville de Chicago, son engagement dans l'histoire scientifique s'apparente à celle d'autres intellectuels juifs américains, pour qui les études hébraïques ont constitué une alternative laïque à l'impossible rabbinat. Une forme moderne de vivre de manière approfondie une identité minoritaire. Qui sait, peut-être la dernière...

Dès son adolescence en tout cas, Norman Golb vit entre deux mondes. Le jour : à l'école publique de Chicago, le soir, au collège hébraïque. Quand il reçoit son

BA (Bachelor of arts, l'équivalent de la licence), il décide de rassembler tous ses domaines épars. Autre point de départ de sa carrière, que motive un sens très aigu de la responsabilité scientifique : la Shoah, dont Norman Golb, alors lycéen, perçoit l'onde de choc jusque dans l' Illinois. « Sur six millions de morts, combien d'historiens du judaïsme ont péri ? Nous souffrons de ce manque aujourd'hui », dit-il, non sans remarquer aussi que ce point de départ fut contemporain d'un moment fondamental pour la recherche sur l'histoire juive et sur les origines du christianisme : la découverte, en 1947, des manuscrits de la mer Morte.

Intellectuellement, Norman Golb a construit toute sa démarche d'historien sur une hypothèse : la mise au jour, depuis un siècle, des grands foyers de sources modifie considérablement ce que nous savons des juifs et de leur culture à travers les âges, et surtout, de l'interaction entre cette culture et le monde environnant. En 1896, en effet, on retrouvait dans la *gueniza* (l'entrepôt des manuscrits usagés) de la synagogue Ben Ezra de Fostat, dans la banlieue du Caire, une masse de centaines de milliers de documents en hébreu et en arabe touchant la vie juive sur une période allant du X^e au XIV^e siècle. D'après Norman Golb, ces archives, encore en cours d'identification, vieillissent sans retour. L'histoire juive sous forme de vastes synthèses narratives qui ne s'appuient que sur les sources littéraires, et non sur les documents autographes, témoignages, pour ainsi dire, de première main.

Comme exemple d'hypothèse rectifiée grâce à la *gueniza*, Norman Golb cite volontiers le cas d'un parchemin narratif les tribulations et les souffrances d'une femme, née chrétienne issue de la noblesse, qui se convertit au judaïsme par amour. Elle s'était réfugiée dans une ville de Provence, que Norman Golb a identifiée comme étant Monleux. Là, son mari fut assassiné et ses trois enfants enlevés lors du départ des Français pour la Palestine en 1096,

dans le cadre des violences anti-juives qui accompagnèrent la première croisade. Information précieuse car, dit Golb, « les historiens, après la deuxième guerre mondiale, peut-être par souci de restaurer l'honneur français après Vichy, ont commencé à n'attribuer ces massacres qu'aux seuls croisés allemands ».

Mais c'est un autre fragment de la *gueniza* du Caire qui allait permettre à Norman Golb de mettre en pleine lumière la présence et l'impact d'un oublié du Moyen Âge : le judaïsme normand. Une présence redécouverte à partir d'un seul mot : *Rodomo*, l'ancien nom de la ville de Rouen (également appelée Rothomagus). En 1967, en effet, Norman Golb s'avise que les lettres hébraïques qui composent, dans certains textes, le tétra-

« Sur six millions de morts, combien d'historiens du judaïsme ont péri ? Nous souffrons de ce manque aujourd'hui »

gramme RDWS, doivent en réalité être lu RDWM (Rouen). La comparaison des versions imprimées de ces textes avec les manuscrits confirme que, dans bien des cas, une œuvre dont l'écriture avait jusqu'alors été localisée à Rodez ou dans la sphère d'influence du judaïsme provençal, provenait en réalité de Rouen. Du coup, la capitale normande se révélait avoir été l'un des grands centres de culture hébraïque au Moyen Âge, avant que les expulsions des juifs ne dissolvent ce foyer de savoir, à partir de 1306. L'un des commentateurs de la Bible, philosophe juif d'origine andalouse, Abraham ibn Ezra

(1092-1167) y aurait ainsi séjourné entre 1148 et 1158, et c'est là qu'il aurait rédigé certaines de ses œuvres les plus importantes. En outre, cette présence d'un savant arabisant dans la Normandie médiévale n'a pu que jouer un rôle significatif dans la transmission culturelle. Une présence dont les échos se seraient fait sentir jusqu'à la Sorbonne.

Fort de ces trouvailles, Norman Golb publia, en 1969, une histoire des juifs de Normandie, en croisant ses sources hébraïques avec les documents en latin et en français - comme si la langue de la Bible était en passe de devenir une source inattendue pour l'histoire de France. Spectaculaire confirmation de ses recherches : quelques mois seulement après la parution de l'ouvrage à Tel-Aviv (Dvir, 1976), des travaux de terrassements menés dans la cour du palais de justice de Rouen venaient buter sur les ruines d'un édifice bâti aux alentours de 1100. Certains chercheurs, comme Bernard Blumenkrantz et son équipe du CNRS, voudront identifier le site comme celui d'une synagogue. L'archéologue Michel de Bouard ne voudra guère y voir autre chose qu'une résidence de style anglo-normand du XII^e siècle. Mais pour Norman Golb, nul doute qu'il s'agisse d'une école d'enseignement supérieure (*Yeshiva*) - témoignage-clé du judaïsme normand et qui plus est le vestige juif médiéval le plus monumental jamais retrouvé en Europe occidentale.

« Les juifs représentaient une proportion importante de la population de la France du Moyen Âge », souligne Golb. Cela dit, cette question fait l'objet de débats assez vifs auprès des démographes. A en croire une estimation de Nahmanide (1194-1270) - mais qui ne prenait peut-être en compte que les hommes adultes -, ceux-ci formaient une population de cent vingt mille personnes au XIII^e siècle (on estime que de l'an 1000 au XV^e siècle, la population française est passée de 6 à 19 millions d'âmes NDLR). A Rouen, le quartier juif représentait 15 % à 20 % de la cité, et le Mons Ju-

daeorum, le cimetière juif de la ville, s'étendait sur 2 hectares.

Est-ce cette vision d'un Moyen Âge français, plus « multiculturel », moins homogène qu'on ne se le représente, qui a fini par heurter certaines sensibilités ? Est-ce l'insistance d'un chercheur, venu d'outre-Atlantique, à dire du nouveau sur notre passé à l'aide de sources hébraïques retrouvées au

Nicolas Weiss

Caire qui agace ? Sa quête inlassable heurte-t-elle l'idée reçue selon laquelle la culture juive avait relativement peu d'importance au Moyen Âge - si ce n'est à certaines époques dans le champ de l'économie -, que la civilisation urbaine lui était systématiquement hostile, et que son apport à l'histoire de France a été réduite au minimum, voire inexistante ? Toujours est-il qu'une véritable lutte idéologique s'engage avec Norman Golb à partir des années 80. Elle ne tarde pas à transformer le chantier du palais de justice de Rouen en un lieu aussi sulfureux que les fouilles d'Eboli, en Syrie, ou celles de Khirbet Qumran, en Israël, pour ce qui est de l'intensité de la polémique. Celle-ci s'envenime au point que, en 1982, alors qu'un nouveau site rouennais a été exhumé, que l'universitaire de Chicago identifie comme « la maison du juif Bonnevie », Norman Golb est promptement expulsé du chantier par l'archéologue local.

Norman Golb a-t-il été victime d'une forme sourde de xénophobie politico-universitaire ? Toujours est-il que depuis lors ses propositions insistantes visant à mettre en valeur le patrimoine de la culture hébraïque normande se heurtent à des refus des diverses autorités, ou à des réponses dilatoires. Tout ce qu'il obtiendra, dans les années 80, du président de la cour d'Appel de Rouen, c'est l'organisation d'une exposition temporaire. Aujourd'hui, plus de vingt ans après son exhumation, le site archéologique du sous-sol du palais de justice demeure quasiment inaccessible au public. Il n'a lui-même pas été ouvert lors des der-

L'EDITION FRANÇAISE

● Une nouvelle revue sur la BD. L'Indispensable, revue entièrement consacrée à la bande dessinée et à l'illustration, entend être au neuvième art ce que les Cahiers du cinéma sont au septième. Editée par Boucaniers productions, trimestrielle, elle est vendue 40 F en librairie, et sur abonnement (240 F les six numéros) : 69, chemin Bas-de-Roulan, 30000 Nîmes.

● Thierry Jonquet au tribunal. Dans *Moloch*, le romancier s'était inspiré de l'affaire Kazkaz. L'histoire, en 1995, d'une infirmière accusée d'avoir empoisonné sa fille à l'insuline. Il est, ainsi que les éditions Gallimard, assigné en justice pour avoir calqué une partie de son intrigue sur l'histoire de cette famille avant même que le jugement ait été rendu, d'avoir divulgué les secrets de l'instruction, et de s'être mis en situation, par son livre, d'influencer les juges. Thierry Jonquet se défend en se retranchant derrière les articles parus dans la presse.

● Lounès Matoub : « Rebelle ». Les éditions Stock viennent de rééditer *Rebelle*, le livre de Lounès Matoub, chanteur berbère assassiné le 27 juin par un chef dissident du Groupe islamique armé (GIA), Hassan Hattab. Paru en 1995, il s'était alors vendu à 12 000 exemplaires. Il est aujourd'hui tiré à 6 000 exemplaires.

● Noir sur Blanc dans le capital de Phébus. L'important éditeur de littérature générale, implanté en Suisse et propriétaire de la Librairie polonoise située boulevard Saint-Germain, à Paris, constitue une holding pour secourir les éditions Phébus, en difficulté financière depuis le début des années 90. Jan et Vera Michalski, qui dirigent les éditions Noir sur Blanc, ont accepté que la majorité de contrôle demeure entre les mains des actuels dirigeants de Phébus.

● Le Globe quitte Saint-Germain-des-Près. La librairie du Globe, une des dernières librairies russes de Paris, a quitté la rue de Buci, dans le quartier de Saint-Germain-des-Près, où elle était établie depuis 1963, pour s'installer au 67, boulevard Beaumarchais, près de la Bastille. Spécialisée dans la vente de livres et journaux soviétiques jusqu'à la chute du mur de Berlin, la librairie a depuis élargi son domaine aux ouvrages français ou russes écrits à l'étranger, et également aux disques, cassettes vidéo et objets d'artisanat russe. Elle fut surtout un lieu de rencontres littéraires auxquelles étaient fidèles Louis Aragon et Elsa Triolet.

● Prix littéraires. Le prix Louis-Guillou 1998 a été attribué à Marc Thilland pour *Coup de lame* (Phébus) ; le prix Paul-Guth à André Besson pour *Contes et légendes du pays comtois et La Louve du val d'Amour* (France-Empire). Un prix Marguerite Audoux, doté de 40 000 francs et de 10 magnans de vins régionaux, sera attribué pour la première fois en septembre. Il couronnera tous les ans un écrivain vivant, de langue française, révélant des liens avec l'inspiration de Marguerite Audoux. Renseignements : ABC, 5, rue Delambre, 75014 Paris. Tél. 01-43-35-57-90.

Rectificatifs

● Dans l'article sur le roman régionaliste de Pierre-Robert Leclercq (« Le Monde des livres » du 3 juillet), il fallait lire l'exposition photographique de Lectoure et non Lectour. Dans l'agenda du même numéro, le Banquet du livre sur le thème « Dire la vérité » aura lieu à Lagrasse - dans l'Aude - du 6 au 16 août et non à Grasse (reus. : 04-68-24-05-75).

Précision

Exposé, la revue d'esthétique et d'art contemporain, (« Le Monde des livres » du 26 juin) est édité par HYX (20, quai Cyprien, 45000 Orléans, tél. : 02-38-42-03-26).

L'ART DU POLAR

Dans le magazine *Ecrire Aujourd'hui* de ce mois. Quels ouvrages lire cet été ? Comment écrire le Polar ? Auteurs et œuvres incontournables. Et aussi : Grand Concours de Nouvelles Policières. 15.000 F de prix. Vente en kiosque : 48 F.

LE TRAIT

Le Trait : celui que l'esprit peut lancer ; celui qui rélit, unit... Le mot est bien choisi pour suggérer l'ambition et le projet de cette nouvelle revue trimestrielle qui veut « créer un espace et un temps de travail ouvert sur l'expérience de la pensée, dans ces temps de misère morale, intellectuelle et politique ». Chaque numéro (quatre par année en trois livraisons) sera consacré à un thème. Avant les moralistes et le libéralisme, voici « Athéisme ». Pluriel bien venu qui montre la difficulté de fédérer intellectuellement ou spirituellement une famille de pensée autour de ce « a » privatif et de cette négativité que la raison, quoi qu'il en semble, a bien du mal à appréhender. C'est évidemment sous le signe de Nietzsche et de Sade (de Bataille également) que se sont placés les auteurs des différentes contributions publiées dans ce numéro. Ce que Philippe Sollers, dans le long entretien - avec Christiane Lemire et Olivier Renault, animateurs de ce Trait - qui ouvre le numéro, nomme « l'impossibilité de l'athéisme » donne lieu à quelques variations, comme celle-ci, incontestable, de Gilles Dupuis : « Comme tout ce qui nie comporte en soi ce qu'il nie, et donc ce qui défile le nie, l'esprit qui nie ne peut que dénier ou renier, jamais nier. » Cabré contre ce qu'il considère comme un fantôme, l'athée militant est contraint à des poses et des postures qui suscitent l'ironie - ironie dont Sade, au avant-postes historiques de ce militantisme, a sans doute voulu jouer. Et, certes, il faut à l'athée bien des contorsions pour se soustraire à une autre

forme de la crédulité et à la figure de « l'obscur déité » dont parle le « divin » marquis... (Le Trait, 47 bis, rue Bénard, 75014 Paris, 85 F) E. K.

NRV

« Quand nous étions petits, la maîtresse d'école nous demandait souvent de « raconter nos vacances », écrit Frédéric Beigbeder dans l'éditorial du numéro d'été d'NRV, revue insolente et désinvolte. « Or, à l'époque, nous avions peur de lui dire toute la vérité sur nos émois érotiques, sur l'ennui balnéaire, sur nos familles déprimantes, sans parler des insulations et des gaudes de bois. C'est pourquoi nous avons décidé de nous retrancher dans ce nouveau numéro de la NRV : un recueil de textes estivaux plus littéraires que politiques, mais toujours aussi violents, révoltés et scandaleux. »

Alors, suivez le guide ! Dominique Noguère, qui précède une vingtaine d'écrivains, esprits libres et acides. Le lauréat du Femina 1997 pour le très bel *Amour noir* (Gallimard) offre un bref « échantillon de sociologie guillerette » qui encourage à poser les valises plutôt qu'à les boucler. Ce ne sont pas non plus « Mes plus belles vacances » de Philippe Jaenada qui vont vous inciter à faire vos bagages (mais, si vous partez quand même, emportez donc son roman, *Le Chameau sauvage*, Julliard). Quant à Stéphane Zaglanski, qui se demande plaisamment si « la vie prend des vacances » - et qui, étant « le dernier écrivain de ce pays à [s']offrir le luxe dément de ne pas gagner d'argent », ne peut pas « s'absenter » - on suppose qu'il va... travailler. Faire une œuvre,

c'est un métier, non ? (NRV, revue littéraire et politique, n° 4, été 1998, éd. Florent-Massot, 176 p., 65 F) Jo. S.

LIGNE DE RISQUE

Les animateurs de cette revue qui a déjà vanté Lautréamont (n° 2-3) et souhaité « Que la situation explose » (n° 5) s'étaient déjà insurgés contre les « moins que rien » et « la surchaleur nihiliste ». En ces temps de commémoration de Mai 68, où « le point de vue révolutionnaire ne parvient pas à se faire entendre », recouvert par « des supériorités gauchistes ou des amusettes de magazine illustré », ils refusent d'intervenir dans la guerre sociale, et s'en prennent à « la servitude généralisée », la prolifération d'une littérature ennuyeuse, « accumulation d'expériences ombilicales », l'ère d'un langage appauvri sous l'effet d'une trituration médiatique, et « les impératifs du contrôle marchand ». Hostiles à un fatalisme de la « fadeur et mystification », fidèles à Guy Debord (qui a « toujours raison »), mais décidés à ne pas le suivre aveuglément, ils déclarent fièrement appartenir au « parti de la scission ». Ils trouvent en Philippe Sollers, dont ils publient une interview, un expert. Mot d'ordre : « Attaquer sur tous les fronts (...), prendre ici ou là ce qui peut servir. » Yannick Haenel s'enthousiasme : « Nous n'avons rien de commun avec ce qui se soit. Nous ne cherchons ni à fructifier ni à instruire. » Dernier message : « La revue et le groupe Ligne de risque appartiennent de plus en plus pour ce qu'ils sont : une centrale d'énergie. » (Ligne de risque, n° 8-9, mai-août 1998. On

trouve la revue dans certaines librairies ; on peut la commander, 30 F le numéro, ou s'abonner, 100 F pour un an : 16, rue Lauriston, 75016 Paris.) J.-L. D.

PERPENDICULAIRE

Parmi les revues actuelles, *Perpendiculaire* - dirigée par Nicolas Bourriaud depuis sa création en 1995 et actuellement publiée chez Flammarion - constitue l'un des lieux vifs du débat sur les données présentes de la littérature. Ce qui ne préjuge pas de la validité et de la pertinence des positions défendues. Dans cette dixième livraison, deux auteurs en fronton : Jean-Charles Massera, auteur d'un livre paru au printemps, *France guide de l'Utilisateur* (POL) qui emprunte la matière de sa fiction dans les discours extérieurs et les « processus de transmission de l'information » ; Michel Houellebecq, grand inspirateur des « perpendiculaires », avec un extrait de l'un des romans attendus de la rentrée de septembre, *Les Particules élémentaires* (Flammarion). En ouverture du cahier un texte énergique et convaincant - à défaut d'être convaincant - de Jean-François Marchandise sur les « enjeux politiques », tels que la littérature peut les percevoir, afin d'agir sur eux. Sur ce dernier point notamment, on reste un peu sur sa faim... (Perpendiculaire, Flammarion, 50 F) E. K.

POÉSIE

Outre Le Mâche-Laurier, qui continue son excellent travail (n° 9, éd. Obsidiane, diff. Belles Lettres, 80 F), trois revues consacrent des dossiers à la poésie contempo-

raïne. La désormais vénérable et très universitaire (ce n'est pas forcément une critique...) revue *Littérature* a demandé à un certain nombre de poètes et de prosateurs qui ont développé une réflexion sur la nature et le sens de l'acte poétique (Michel Deguy, Yves Chamer, Jean-Claude Pinson, Michel Collot, Jean-Marie Gleize...) de contribuer à cet ensemble. « L'ignorance de ce qu'est la poésie, toujours en avant et à refaire, conduirait à la cécité, si elle n'était justement, pour tous poètes, la condition nécessaire aux inquiétudes profondes », écrit Jean-Claude Mathien en frontispice (*Littérature*, n° 100, Larousse, 98 F). Deguy, Gleize, Pinson, mais aussi Yves di Mamo, Emmanuel Hocquard, Julien Blaine, Christian Prigent ou Jean-Michel Massip ont participé à un autre dossier sur la poésie contemporaine. (*Présente*, n° 9 hors-série, 11, rue Villedo, 75001 Paris, 40 F.) Enfin *Incandescence* dresse aussi un « état des lieux ». Avec Lionel Ray, Gérard Noiré, Benoît Conort, Marie-Claire Bancquart... (*Incandescence*, n° 21-22, 4, villa Deroin, 93540 Bondy, 90 F). Lieu d'affrontements et de polémiques - sur la place du lyrisme principalement -, la poésie, couverture plus que réponse, ouverture plus que clôture, n'a que faire du consensus. Un simple accord, aussi lointain et tacite fût-il, sur ce qu'Yves Chamer évoque, dans *Littérature*, comme résistance à la « dépossession » et à « l'effacement de la parole » suffit. Sur ce terrain, face à quelques évidentes menaces, on ne peut douter de son importance, de son caractère éminemment nécessaire... E. K.

Des nuits Noir corbeau

Il est des festivals heureux. Du 3 au 7 juillet, dans le village de Grignan et la campagne environnante, la troisième édition des Nuits de la correspondance a affiché une sérénité et une bonhomie qui attestent l'étonnante rapidité avec laquelle cette manifestation a réussi à trouver son ton. Cinq jours en Drome provencale riches de spectacles et de rencontres. Esprit « grand siècle » avec l'adaptation d'un roman épistolaire d'Edme Boursault (1638-1701) par la Sentimentale Compagnie et la prévisible évocation de la marquise de Sévigné, célébrée par Elisabeth Macocco et l'ensemble baroque Boréades. Lectures aussi : après un inattendu Mirabeau, emprunté à Vincent, la nuit résonne de l'attachant écho des *Lettres à Zélide* de Francis Scott Fitzgerald, rythmé par des standards des années 30 chantés par Guy Marchand, et des plus classiques *Lettres à un jeune poète* de Rainer Maria Rilke. Sans compter d'autres rendez-vous, au détour desuelles du boug ou dans les conviviaux jardins de la Maison Appay (« chant des lettres » d'Isa Lagarde et Jean-François Balleys ou les cabarets de Michel Grégoire, à peine perturbés par l'effervescence proximale d'un bar à vins).

Outre la place inédite donnée à la jeunesse et à l'adolescence (jeux, animations, etc.) et l'élan nouveau donné aux chambres d'écriture (*Le Monde* du 8 juillet), dont le courrier était scrupuleusement relevé par un facteur sorti d'un film de Tati, c'est la pratique des ateliers qui illustre le mieux l'esprit de Grignan. Calligraphie chinoise, typographie, correspondance électronique, mais aussi Oulipo et lettres anonymes. A la demande des Nuits, Hervé Le Tellier était déjà présent l'an dernier, pour faire partager les joies ludiques des contraintes littéraires qui font le prix de l'Oulipo de littérature potentielle. Et de fait, malgré la cherté du

stage - deux jours consécutifs pour balayer tout le panorama des jeux de lettres, de langages et de formes - il y avait des rédacteurs pour poursuivre l'apprentissage de l'été 97. Peut-être l'an prochain, vers-t-on à Grignan une édition unique et décalquée de ces soirées-lectures qui réunissent un jeudi par mois les cultes de la capitale. Les Dromois le mériteraient, au vu des beaux textes primés au terme du délicat concours de « la lettre d'amour sans N ». Plus éphémère encore le travail sur la lettre anonyme conduit par Claude Bailard, grand maître des collages et mail art. Les productions ont fleuri du reste exposées dès le soir du 6. On peut prolonger le jeu grâce au superbe recueil composé par dix-sept maîtres du polar à la demande de Philippe Devoghel (*Lettres anonymes*, Colophon éd. [Maison du bailli, 26230 Grignan], 56 p., 85 F). Comme il se doit, aucun texte n'y est signé et les lecteurs ont jusqu'au 15 novembre pour rétablir l'identité de chaque auteur : un concours qui peut pimenter les vacances des spécialistes. On remarquera la linéarité de couverture, due à un jeune auteur de BD, Quentin, qui vient d'être embauché dans l'atelier du typographe où il avait effectué son temps d'objection de conscience - un type d'emploi-jeune trop rare pour figurer dans le précieux *Cahier des emplois-jeunes* que viennent de publier Antoine Couder et Bertrand Fort (Jeunes éd., 224 p., 69 F). Quentin qui a signé de très intéressantes histoires courtes et graphiques (*Jazz, il faisait rire les filles*, *Vision*, Colophon éd. 25 F chacun) est membre de l'association de bédésistes Le Dernier Neutrone, dont les parutions d'une périodicité aléatoire méritent de sortir de la confidentialité. Une raison supplémentaire de « pousser » toute l'année jusqu'à Grignan.

Ph.-J. C.

AGENDA

● DU 10 JUILLET AU 2 AOÛT. POÉSIE. A Avignon, le Centre européen de poésie d'Avignon accueille une exposition sur les horloges cosmiques d'Alain Joule, des lectures-performances, un café poétique, des rencontres autour de Jean Tortel, et des apéritifs-concerts. Tout au long du festival seront présentés *Les Bonnes* de Jean Genet et des poèmes de Baudelaire (4, rue Figurière, 84000, tél. : 04-90-82-90-66).

● LE 13 JUILLET. ÉVEILLÉS. A Morsiglia (Haute-Corse) dans le couvent franciscain de l'Annonciation, se tiendra, à partir de 19 heures, la première Nuit des Éveillés, autour de l'installation des plasticiens Marie Pinoteau, Sadika Kestès-Kamou et Dominique Médard, dont le travail sur le *Petit Catalogue des nations barbares*, d'Alain Nadaud introduit la rencontre-débat avec l'auteur (reus. : 04-95-35-63-48).

● Plon condamné. L'éditeur de *Lila dit ça*, ce texte érotique contenant les exploits d'une gamine de seize ans écrit par un inconnu sous le pseudonyme de Chimo et lancé à grands

renforts de manigances médiatiques (avril 1996), s'est vu astreint à payer une amende de 30 000 F de dommages-intérêts à Jean-Michel Decugis et Aziz Zemouri, auteurs du livre *Paroles de banlieue*, qu'il avait également publié (octobre 1995). Le tribunal de grande instance de Paris a jugé que des passages du roman de Chimo (fort bien documenté sur les banlieues déshéritées) étaient directement empruntés aux interviews de jeunes de banlieue reproduites dans l'ouvrage des deux journalistes.

● LES 18 ET 19 JUILLET. JOURNÉES. A Sablat (Vaucluse) aura lieu dans tout le village la onzième édition des Journées du livre, en présence de 130 auteurs. Elle sera parrainée par Max Gallo. Du samedi dès 16 heures au dimanche à 18 h 30 (tél. : 04-90-46-96-96).

● LE 21 JUILLET. BOURGOGNE. A Flavigny-sur-Ozerain (Côte-d'Or), soirée de poésie sur la Bourgogne dans un vieux lavoir à l'extérieur de ce village médiéval. Lutz Quambusch lira un recueil d'une quinzaine de poèmes, à partir de 20 h 30. Entrée libre.

● DU 10 AU 15 AOÛT. FESTI-

VAL. A Lailière (Aude) sont organisées les Botulades : des festivités philosophiques (disputes, banquets, joutes oratoires, ateliers d'écriture et de déclamation) en l'honneur de Jean-Baptiste Botul (reus. : 01-39-88-90-07 ou sur place au 04-68-70-04-79).

● JUSQU'AU 21 SEPTEMBRE. ELUARD. A Saint-Denis, le Musée d'art et histoire présente une exposition-dossier sur le thème « Eluard et les femmes », à travers les vers du poète, de 10 heures à 17 h 30 (sauf les mardis et jours fériés), de 14 heures à 18 h 30 le dimanche (tél. : 01-42-43-05-10).

VOUS CHERCHEZ UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Une seule adresse

LE TOUR DU MONDE

et son réseau de 250 correspondants

8, rue de la Pompe, 75116 PARIS
Tél. : 01.42.88.71.58
Fax : 01.42.88.80.57

A L'ETRANGER

Les Allemands privés de Garcia Lorca

Les œuvres de Garcia Lorca ont disparu des librairies allemandes. Les héritiers de l'écrivain de Grenade ont en effet décidé, en accord avec les éditions Insel, de retirer du marché, à dater du 1^{er} juillet, les œuvres de Garcia Lorca traduites par Enrique Beck, traducteur officiel de Garcia Lorca en langue allemande depuis 1945.

En 1945, Enrique Beck, poète suisse et admirateur de Garcia Lorca, avait réussi à persuader Thomas Mann de lui fournir une lettre de recommandation pour les héritiers de Lorca. De là, un contrat avait été établi par lequel Enrique Beck devenait le traducteur exclusif de l'écrivain. Or, dans les années 50, ont commencé à se faire entendre des critiques venant des hispanistes allemands qui reprochaient à Enrique Beck de se laisser emporter par sa propre inspiration. Plus récemment, le linguiste Harald Weinrich et le traducteur Helmut Frielingshaus ont affirmé que les traductions de Beck contenaient des centaines de fautes grammaticales, syntaxiques, stylistiques et lexicales. Aucun accord n'ayant pu être trouvé, à ce jour, entre les héritiers de Garcia Lorca et ceux d'Enrique Beck, seule une solution judiciaire devrait mettre fin à ce litige.

● ESPAGNE : Perez Reverte et la littérature contemporaine. Arturo Perez Reverte a regroupé plus de deux cents de ses articles journalistiques, publiés depuis cinq ans dans *El Semanal*, en un recueil intitulé *Patente de corso*, édité par Alfaguara. Il s'agit, selon Jose Luis Martin qui a rédigé le prologue de cette édition, « d'un miroir sans complaisance de la littérature contemporaine ». L'auteur de *Club Dumas* annonce que ses lecteurs trouveront dans ces articles plusieurs clés qui leur permettront de mieux comprendre ses romans. Par ailleurs, son dernier livre, *La Peau du tambour* (La Pléiade du Tambor), vient d'être publié aux Editions-Unis.

● ETATS-UNIS : Honneur à John Steinbeck. La ville de Salinas, en Californie, jusqu'à ce jour principalement connue pour sa production agricole, a décidé de rehausser son image en aménageant un musée et un centre d'études dédié à la mémoire de son plus célèbre voisin, John Steinbeck. Grâce à un investissement supérieur à 59 millions de francs, le nouveau Centre national Steinbeck a ouvert ses portes le week-end dernier. Il espère attirer deux cent cinquante mille visiteurs chaque année et rivaliser ainsi avec l'intérêt suscité par d'autres géants de la littérature américaine tels que Mark Twain et Ernest Hemingway. La légende locale veut pourtant que l'auteur des *Raisins de la colère* ait refusé que l'on fonde à Salinas un centre en son honneur, arguant du fait qu'il serait préférable d'ouvrir une salle de jeu, un bar ou un bordel.

● ESPAGNE : Vicente Aleixandre réédité. L'Espagne célèbre le centenaire de la naissance du poète et Prix Nobel, Vicente Aleixandre (1898-1984), qui, atteint de tuberculose et cloué sur son lit, publia en 1927 son premier recueil, *Ambito*. Pour la circonstance, *Poemas de la consumacion*, son anxiante méditation sur la finitude et la mort (1968), vient d'être réédité aux Editions Alianza.

● ANGLETERRE : polémique autour des déclarations de Fay Weldon. Nombre de femmes ont violemment réagi, mardi 30 juin, aux propos tenus par la romancière anglaise Fay Weldon, lors d'une interview à Radio Times. Celle-ci a en effet déclaré que le viol devrait être considéré comme « une grave agression » mais que « ce n'était pas la pire chose qui puisse arriver ». Depuis, l'auteur de *The Life and Loves of a She-Devil* a protesté, précisant que ses mots avaient été détachés de leur contexte et déclarant « qu'aucun châtiment ne pouvait être suffisant face au viol ».

● ESPAGNE : Association internationale des hispanistes. Le roi d'Espagne a inauguré, lundi 6 juillet, le 3^e congrès de l'Association internationale des hispanistes auquel participent plus de sept cents professeurs et experts passionnés par la langue et la littérature espagnoles. Durant ces rencontres, seront évoqués notamment le renouvellement critique de différents courants littéraires et philologiques, l'avenir de la culture espagnole, ainsi que les questions liées à la numérisation des chefs-d'œuvre hispaniques.